

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT 2019: UN AVENIR PLUS JUSTE, PLUS VERT ET PLUS SÛR

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2019), *Coopération pour le développement 2019 : Un avenir plus juste, plus vert et plus sûr*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/71a10470-fr>.

ISBN 978-92-64-82646-5 (imprimé)

ISBN 978-92-64-77370-7 (pdf)

Coopération pour le Développement : Rapport

ISSN 2074-7756 (imprimé)

ISSN 2074-7748 (en ligne)

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2019

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT 2019: UN AVENIR PLUS JUSTE, PLUS VERT ET PLUS SÛR

Préface

TOUT LE MONDE A QUELQUE CHOSE À GAGNER DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Pourquoi coopérer avec les nations en développement ? Les financements, les connaissances et les idées qui circulent grâce à la coopération pour le développement découlent de la solidarité – un impératif moral qui nous enjoint d'aider nos frères humains –, ainsi que de la recherche, tout à fait rationnelle, de bénéfices mutuels. Nous ne parviendrons pas à créer une croissance économique plus juste et plus inclusive dans nos sociétés sans un développement durable plus substantiel à l'échelle mondiale.

Les problèmes auxquels nous nous heurtons aujourd'hui – changement climatique, creusement des inégalités et conflits, entre autres – ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Les solutions à ces problèmes non plus. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sont nés du constat selon lequel, pour venir à bout des grands problèmes systémiques et des crises politiques, économiques, sociales et environnementales auxquels le monde est confronté, nous avons besoin d'une coopération internationale plus poussée.

Les citoyens du monde entier expriment leur mécontentement et mettent les dirigeants au défi d'agir

pour le climat et la justice mondiale. Ces citoyens vivent dans des pays riches où la mondialisation laisse des individus et des groupes de population de côté, dans des petits États insulaires qui se heurtent aux menaces immédiates du réchauffement climatique mondial, dans des sociétés autoritaires où ceux qui expriment une voix dissidente courent un réel danger, ou encore dans des pays pauvres, ceux-là même qui souffriront le plus du changement climatique. Ce sont aussi bien des actionnaires que des parties prenantes ou des partenaires de la coopération pour le développement, en somme tout l'éventail des acteurs de la coopération. Pourtant, les pouvoirs publics ont du mal à susciter un engagement significatif de leur part ; à faire le récit, complexe et lourd d'implications politiques, de la coopération dans un discours convainquant qui parle à toutes les générations ; et à répondre aux aspirations des citoyens.

Le rapport Coopération pour le développement 2019 appelle les fournisseurs de coopération pour le développement à changer de cap. Nous devons bâtir un nouveau discours qui dépasse l'antagonisme « nous »/« eux » ; nous devons montrer comment la coopération pour le développement contribue à l'amélioration des conditions de vie en favorisant la construction de la paix, grâce à des programmes d'éducation de qualité pour la petite enfance, qui offrent les mêmes chances aux filles et aux garçons, et en mettant en place des administrations plus autonomes, capables de lutter contre la fraude fiscale.

Il faut également que la communauté du développement témoigne d'une plus grande détermination à constamment améliorer les mesures prises, à les adapter en fonction de l'évolution des réalités géopolitiques et technologiques, et à respecter les normes de transparence et de redevabilité les plus élevées.

La coopération à l'appui du développement ne peut pas créer un monde parfait, mais elle peut concourir à créer un monde meilleur. Les pays membres de l'OCDE et leurs organismes de développement doivent prouver par des

actes et des investissements plus importants que la coopération pour le développement est adaptée aux enjeux du XXI^e siècle et qu'elle est ouverte à de nouvelles façons de travailler avec une pluralité d'acteurs. L'OCDE mettra tout son poids derrière l'appel à l'action porté par ce rapport, dans le but ultime de favoriser des vies meilleures dans toutes les régions du monde.



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE,

Avant-propos

Chaque année, le rapport *Coopération pour le développement* apporte aux membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et à la communauté internationale en général des données concrètes et des analyses nouvelles ainsi que d'autres éclairages sur le développement durable. Il a pour objet de promouvoir les bonnes pratiques et l'innovation dans le domaine de la coopération pour le développement, et d'étayer et de façonner les réformes et l'évolution des mentalités afin d'assurer à tous une vie meilleure et d'atteindre les Objectifs de développement durable. Chaque année, le rapport présente l'analyse d'une thématique d'actualité, pertinente ou porteuse de défis pour les politiques de coopération pour le développement et leur financement. Il comprend également un panorama de la coopération pour le développement, étayé par les données annuelles de plus de 80 fournisseurs de coopération pour le développement, membres de l'OCDE, membres du CAD, autres pays ou encore fondations philanthropiques.

Cette 57^e édition du rapport entend analyser comment articuler la coopération pour le développement avec les priorités les plus urgentes à l'échelle mondiale, qu'il s'agisse de la menace de plus en plus présente du changement climatique ou de la mise en œuvre décevante des Objectifs de développement durable et du Programme 2030. Le rapport propose aux membres de l'OCDE et aux autres acteurs du développement des données concrètes, des analyses et des exemples qui les aideront à

redynamiser le débat public et le dialogue politique au plan national, et à porter les solutions dont le monde d'aujourd'hui a besoin face à des enjeux de dimension planétaire.

La Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE a décidé de changer de formule par rapport aux éditions précédentes pour répondre à la demande d'États membres en faveur d'une description plus précise de la coopération pour le développement aujourd'hui – pourquoi elle est importante, ce qu'elle permet d'obtenir, comment elle pourrait faire mieux, et ce qu'elle pourrait faire mieux. Il s'agissait de parvenir à produire un récit qui toucherait de nouveaux publics, à l'image des militants passionnés de tous âges – et surtout les jeunes – qui appellent à l'action pour bâtir un avenir meilleur. S'appuyant sur les analyses, les données concrètes et les recommandations issues d'une série de rapports publiés par la Direction en 2019, ce nouveau rapport *Coopération pour le développement* passe en revue les progrès accomplis au regard du développement durable et propose, en conclusion, des recommandations visant à mobiliser toutes les capacités et toutes les ressources du système de développement afin de relever les défis colossaux auxquels est confronté le monde actuel.

Le rapport comprend deux chapitres. Le premier dresse un tableau optimiste, données et exemples probants à l'appui, de la coopération pour le développement aujourd'hui. Il plaide en faveur d'un changement de cap, sous-tendu par un

discours renouvelé et par une action plus concrète. Le second se compose d'une infographie d'une page présentant d'une part une vue d'ensemble des tendances qui se font jour et des nouveaux éclairages concernant le financement public du développement, et d'autre part des profils individuels, complétés par les chiffres clés et les priorités de l'action des fournisseurs publics et philanthropiques

d'aide, d'aide publique au développement et de financement du développement.

Le rapport intégral est publié en français et en anglais, ainsi que sous la forme de résumés multilingues. Une version électronique, et d'autres contenus pertinents, sont accessibles en ligne à l'adresse <https://www.oecd.org/fr/cad/rapport-cooperation-pour-le-developpement/>.

Remerciements

L'édition 2019 du rapport *Coopération pour le développement* de l'OCDE a été élaborée sous la direction globale de Jorge Moreira da Silva, Directeur de la Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE. Rahul Malhotra, Chef de la Division Examens, résultats, évaluations et innovation pour le développement, au sein de la DCD, a fourni des orientations stratégiques et assuré la supervision du rapport. Ida Mc Donnell en est la chef d'équipe, responsable et coordinatrice stratégique. Ce rapport a été réalisé par une équipe dévouée et productive – nous remercions Stacey Bradbury, Sara Casadevall Belles, Claudio Cerabino, Stephanie Coic, Jason Essomba, Sofia Galanek, Katia Grosheva, Samuel Pleeck et Jessica Voorhees.

La Présidente du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, Susanna Moorehead, a apporté orientations, éclairages et conseils d'ordre stratégique. Les membres du CAD ont participé à la redéfinition du concept global, lors d'une réunion informelle spéciale consacrée à ce rapport en mai 2019.

Le chapitre 1 a été rédigé conjointement par Ida Mc Donnell et Justin Cremer, soutenus par l'excellente aide aux recherches et les contributions de fond de Samuel Pleeck. Une équipe d'experts de toute la DCD et les collègues de leur équipe ou de leur division ont contribué à créer ensemble le récit de la coopération pour le développement de cette année. Des remerciements tout particuliers sont adressés à Rahul Malhotra pour son

action de facilitateur et pour sa conduite de cette équipe, et aux collègues suivants (par ordre alphabétique) : Eric Bensel, Olivier Cattaneo, Ana Fernandes, Mags Gaynor, Samer Hachem, Hanna-Mari Kilpeläinen, Rachel Scott et Henri-Bernard Solignac-Lecomte, ainsi qu'à l'équipe dirigeante de la DCD.

Afin d'élaborer ce récit de manière inclusive, l'équipe a organisé plusieurs consultations sous forme de réunions en présentiel, de webinaires, d'appels téléphoniques et d'enquêtes auprès de partenaires clés au sein de la société civile, de groupes de réflexion et de pays partenaires en développement. Nous remercions vivement tous ceux qui ont adhéré aux objectifs du projet et ont apporté une contribution constructive qui a permis de les atteindre. Les contributeurs sont – nous espérons n'oublier personne – Andrea Ordonez et les répondants à l'enquête menée avec Southern Voice : Vaqar Ahmed, Lorena Alcázar, Bitrina Diyamett, Blandina Kiama, Paschal Mihyo, Partha Mukhopadhyay, Rani Mullen, Mustafizur Rahman, Seydina O Sene et Victor Ignacio Vasquez Aranda. Nous remercions les participants aux webinaires et aux réunions, et pour avoir fourni des éléments factuels : Yasmin Ahmad, Catherine Anderson, Lars Andreas, Thomas Boehler, Emily Bosch, Rachael Calleja, Juan Casado Asensio, Duncan Cass-Beggs, Mario Cervantes, Hannah Cole, Carolyn Culey, Harsh Desai, Mariella Di Ciommo, Amy Dodd, Jason Gagnon, Daniel Giorev, Jonathan Glennie, Nilima Gulrajani, Sarah Harcourt,

Tomas Hos, Johannes Jütting, Kumi Kitamori, Paige Kirby, Caitlin McKee, Rachel Morris, François Pacquement, Nadine Piefer-Söyler, Jan Rielander, Alexandra Rosén, Julie Seghers, Zuzana Sladkova, Amy Taylor et Betzy Turnold. Merci également aux stagiaires de la DCD, qui ont fait entendre le point de vue de jeunes : Alberto Agnelli, Rachel Brock, Jarrett Dutra, Erik Forsberg, Sofia Vargas Lozada et Maria Villena Cardich. En outre, nous remercions sincèrement les pairs examinateurs Tamsyn Barton, Pádraig Carmody, Doug Frantz, Jennifer van Heerde-Hudson, David Hudson, Mark Tran et Felix Zimmermann.

Merci à Susan Sachs pour la préparation des épreuves et à Jennifer Allain pour la correction d'épreuves. La conception de la page de couverture et l'infographie ont été assurées par Stephanie Coic. Merci aussi à l'équipe créative et artistique de RIDG: We Build Better Innovators – Joran Slane Oppelt, Geoff Nelson et Diana Flores – qui, telle une fourmière, a su créer la présentation visuelle du système de coopération pour le développement. Pour la version française, la

traduction a été réalisée par la Division de la traduction de l'OCDE, sous la supervision de Florence Burloux-Mader, et la correction des épreuves par Sophie Alibert.

La production de la publication est l'œuvre de la Direction des relations extérieures et de la communication de l'OCDE. Nous remercions en particulier Janine Treves, Audrey Garrigoux, Florence Guérinot, Claudia Tromboni et Jonathan Dayot. Erin Renner Cordell et James Purcell méritent également d'être remerciés pour leur soutien en matière d'édition et de communication, ainsi que Sylvie Walter et Virginie Buschini pour leur soutien sur les questions d'administration et de gestion.

L'OCDE souhaite remercier tous les membres du CAD et les fournisseurs de coopération pour le développement non membres du CAD d'avoir vérifié, plus tôt dans l'année, les faits présentés dans la section disponible en ligne « Les profils de coopération au développement », lesquels sont synthétisés sous forme d'infographie dans le présent rapport.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	3
AVANT-PROPOS	5
REMERCIEMENTS	7
ÉDITORIAL	11
RÉSUMÉ	15
1. CHANGEMENT DE CAP POUR LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : UN DISCOURS RENOUVELÉ ET DE NOUVELLES FAÇONS D'AGIR	19
2. PROFILS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT EN UN COUP D'ŒIL	67

Suivez les publications de l'OCDE sur :



http://twitter.com/OECD_Pubs



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/ocdilibrary>



<http://www.oecd.org/ocddirect/>

Éditorial

POURQUOI LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT EST IMPORTANTE

Susanna Moorehead, Présidente, Comité d'aide au développement et Jorge Moreira da Silva, Directeur, Direction de la coopération pour le développement, OCDE

Des progrès remarquables ont été accomplis ces dernières décennies : l'extrême pauvreté et la mortalité infantile ont reculé, tandis que le niveau de connaissances de base et l'éducation des filles s'amélioraient. Dans le même temps, la communauté internationale n'a pas réussi à respecter ses engagements dans bien trop de domaines. Toutes les formes d'inégalité et la persistance obstinée de la pauvreté, des conflits violents, de la fragilité des États et des déplacements massifs vont à l'encontre de ce sentiment de progrès. Plus profondément, la crise climatique menace à la fois de supplanter tous les autres enjeux du développement et d'inverser des avancées durement acquises.

À l'approche de l'échéance de 2030, année butoir pour les Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur le climat, tous les acteurs concernés par le développement durable doivent se confronter à l'urgence

du moment. Il ne suffit pas de réagir aux crises lorsqu'elles surviennent. Venir éteindre l'incendie, pour nécessaire que cela soit, ne permettra pas d'instaurer un monde plus juste, plus vert et plus sûr. Pour y parvenir, toutes les nations du monde doivent agir plutôt que réagir. La communauté du développement doit anticiper sur les problèmes qui se profilent, tout en sachant prendre du recul pour déterminer ce qui a été bien fait, et ce qu'il serait utile d'améliorer.

Les pouvoirs publics et tous les autres acteurs du développement doivent se demander s'ils s'adaptent avec efficacité. La coopération pour le développement est différente de ce qu'elle était il y a quelques décennies. Les nations occidentales riches ne dominent plus l'agenda mondial. La transformation rapide de nombreux pays en développement en puissances géopolitiques montre que l'époque où les pays étaient divisés en catégories telles que donateurs et bénéficiaires, développés et en développement, riches et pauvres, est révolue.

Pourtant, nous continuons souvent d'appréhender la coopération internationale pour le développement à travers un prisme qui n'a plus cours. Nous persistons à nous en tenir à un récit qui ne trouve plus d'écho auprès du public et qui ne parvient pas à susciter un engagement significatif des

citoyens. Nous devons bâtir un nouveau discours. Pour qu'il soit porteur d'espoir et donne lieu à une action plus résolue, ce discours doit s'appuyer sur les points forts de la coopération pour le développement tout en reconnaissant, en toute honnêteté, ses insuffisances. Ce doit être un discours qui explique en quoi la coopération pour le développement fait écho aux défis du monde d'aujourd'hui et est bien placée pour les relever. Un discours qui démontre comment une coopération pour le développement qui profite à tous sert également les intérêts nationaux. Un discours qui mette en avant la protection des biens publics mondiaux, tout en préservant la souveraineté nationale.

Ce nouveau discours devrait également tordre le cou à des mythes ou des interprétations qui ont la vie dure. À travers lui, il faudrait pouvoir parler haut et fort des solides systèmes qui permettent de mener à bien l'exercice de la redevabilité, grâce auxquels la corruption peut être mise en évidence et combattue, et les exemples de solutions innovantes partagées entre les différents acteurs. Montrer, par exemple, comment la coopération internationale aide les pays à accomplir de grands progrès vers l'élimination de la fraude fiscale des entreprises et à mobiliser leurs ressources intérieures pour les mettre au service du développement.

Modifier le discours ne sera pas chose aisée. Les expériences réussies en matière de développement peinent à retenir l'attention des médias, qui se focalisent presque exclusivement sur ce qui ne fonctionne pas. Il n'est guère surprenant que nos opinions publiques, souvent, remettent en cause l'intérêt de la coopération pour le développement. Nous pouvons choisir de voir cette remise en cause comme une crise de légitimité ou comme une opportunité. Car en même temps que nos concitoyens – en particulier les jeunes – ressentent une frustration vis-à-vis de ce qu'ils perçoivent comme de l'inaction, ils construisent leurs propres discours sur le développement durable. Pour les gouvernements, c'est là

une opportunité de canaliser l'énergie des citoyens qu'ils représentent.

Nous avons la possibilité de faire entendre un discours moderne porteur d'espoir, en particulier pour la génération à venir. Il nous faut démontrer que la coopération pour le développement est un moyen de faire du monde dans lequel nous vivons tous un lieu plus sûr, plus sain et plus propre. Ce nouveau discours doit apporter une réponse aux millions d'individus qui descendent dans la rue pour exiger que des mesures soient prises afin de remédier à la crise climatique et aux inégalités. Nous avons déjà fait nôtre une noble ambition : notre engagement à « ne laisser personne de côté ». Mais cet engagement lui-même doit être actualisé de façon à englober les générations futures, qui seront laissées de côté si nous n'agissons pas maintenant.

La coopération pour le développement a un rôle singulier à jouer pour bâtir un avenir meilleur car elle a le pouvoir d'accompagner des pays qui suivent une trajectoire de développement différente, et les populations les plus pauvres et les plus marginalisées de la planète. Elle apporte expertise, financement et soutien aux acteurs locaux, de sorte qu'ils puissent emprunter la voie qu'ils ont choisie au service d'une vie meilleure. Toutefois, la coopération pour le développement n'est pas la seule solution aux problèmes mondiaux. Certes non. Si, au cours des décennies, nous avons rassemblé quantités de données et une multitude d'expériences précieuses qui illustrent les bienfaits de la coopération pour le développement, nous devons démontrer que la coopération internationale permet de répondre aux préoccupations des citoyens : le climat, la santé, les besoins humains essentiels et la justice.

Il ne suffira pas de modifier notre discours sur la coopération pour le développement. Pour refléter de nouvelles réalités, nous ne pouvons nous contenter de changer la façon dont nous parlons de la coopération pour le développement. Nous devons aussi modifier nos

pratiques. Les pays et les organismes de développement membres du Comité d'aide au développement (CAD) doivent prouver par leurs actes, et pas seulement par leurs paroles, que la coopération pour le développement est adaptée aux enjeux du XXI^e siècle et ouverte à de nouvelles façons de travailler avec une pluralité d'acteurs.

Les progrès spectaculaires accomplis par de nombreux pays au cours de la décennie écoulée ont remodelé le paysage du développement. Des pays, eux-mêmes pauvres dans un passé récent, sont devenus des acteurs majeurs de la lutte contre la pauvreté dans des pays tiers, aux côtés de la société civile, du secteur privé et des fondations philanthropiques. Les membres du CAD de l'OCDE saluent ces nouveaux acteurs, tout en continuant à maintenir, actualiser et promouvoir les normes rigoureuses, le savoir-faire de qualité et les bonnes pratiques qui sous-tendent leur travail et en encourageant les

autres à s'appuyer sur les données issues des expériences réussies. Nous devons donner un nouveau souffle à l'esprit de la coopération pour le développement en œuvrant aux côtés de ces acteurs avec créativité, tout en préservant nos valeurs communes.

Le monde complexe, connecté, d'aujourd'hui, exige des pouvoirs publics qu'ils appuient plus activement la coopération pour le développement, et qu'ils expliquent plus efficacement pourquoi elle est importante. Nous devons être honnêtes quant aux multiples défis auxquels elle est confrontée et montrer qu'en dépit de ses insuffisances, la coopération pour le développement peut aider à construire un monde meilleur. En jouant de nos forces spécifiques et en faisant preuve d'agilité face aux changements qui s'imposent, nous ferons en sorte que la coopération pour le développement demeure dynamique et efficace pour bâtir un meilleur avenir pour tous.



RÉSUMÉ

L'HEURE EST VENUE D'UN NOUVEAU DISCOURS SUR LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le climat sont nés d'un constat : seule la coopération permettra de venir à bout des grands problèmes systémiques et des crises politiques, économiques, sociales et environnementales auxquels le monde est confronté. Cependant, les objectifs s'avèrent difficiles à atteindre. Les progrès sont inégaux et de nouveaux défis se font continuellement jour, qui souvent occultent les avancées déjà acquises.

Dans un contexte de scepticisme croissant vis-à-vis de nombre de normes et d'institutions internationales, les acteurs du développement doivent être plus présents et valoriser leur action. La mobilisation de la jeunesse rend encore plus nécessaire un changement de discours. Pour mobiliser plus largement les jeunes et les citoyens et faire pièce à un discours dicté par les médias qui renforce les perceptions de l'opinion face aux insuffisances de la coopération pour le développement, il faut assortir cette dernière

d'un discours inédit qui explique au grand public ce qu'elle est, comment elle fonctionne et pourquoi elle est nécessaire.

PORTER UN ESPOIR : CONTRIBUTER À INSTAURER UNE VIE MEILLEURE ET UN AVENIR COMMUN

Les nations et les sociétés sont largement responsables de leur propre progrès. La coopération internationale pour le développement ne peut pas s'attribuer à elle seule le mérite des progrès accomplis au regard du développement, mais elle peut se prévaloir d'un rôle d'accompagnement qui contribue à la concrétisation des avancées. L'essence de la coopération pour le développement est d'aider les pays en développement dans les efforts qu'ils déploient pour améliorer le sort de leurs citoyens, sans oublier personne. D'abondants exemples sont là pour illustrer en quoi elle apporte une valeur ajoutée ; permet, par son effet catalyseur, de mobiliser des investissements additionnels ; coûte sensiblement moins que l'inaction ; et profite à tous en prévenant la survenue de problèmes ultérieurs.

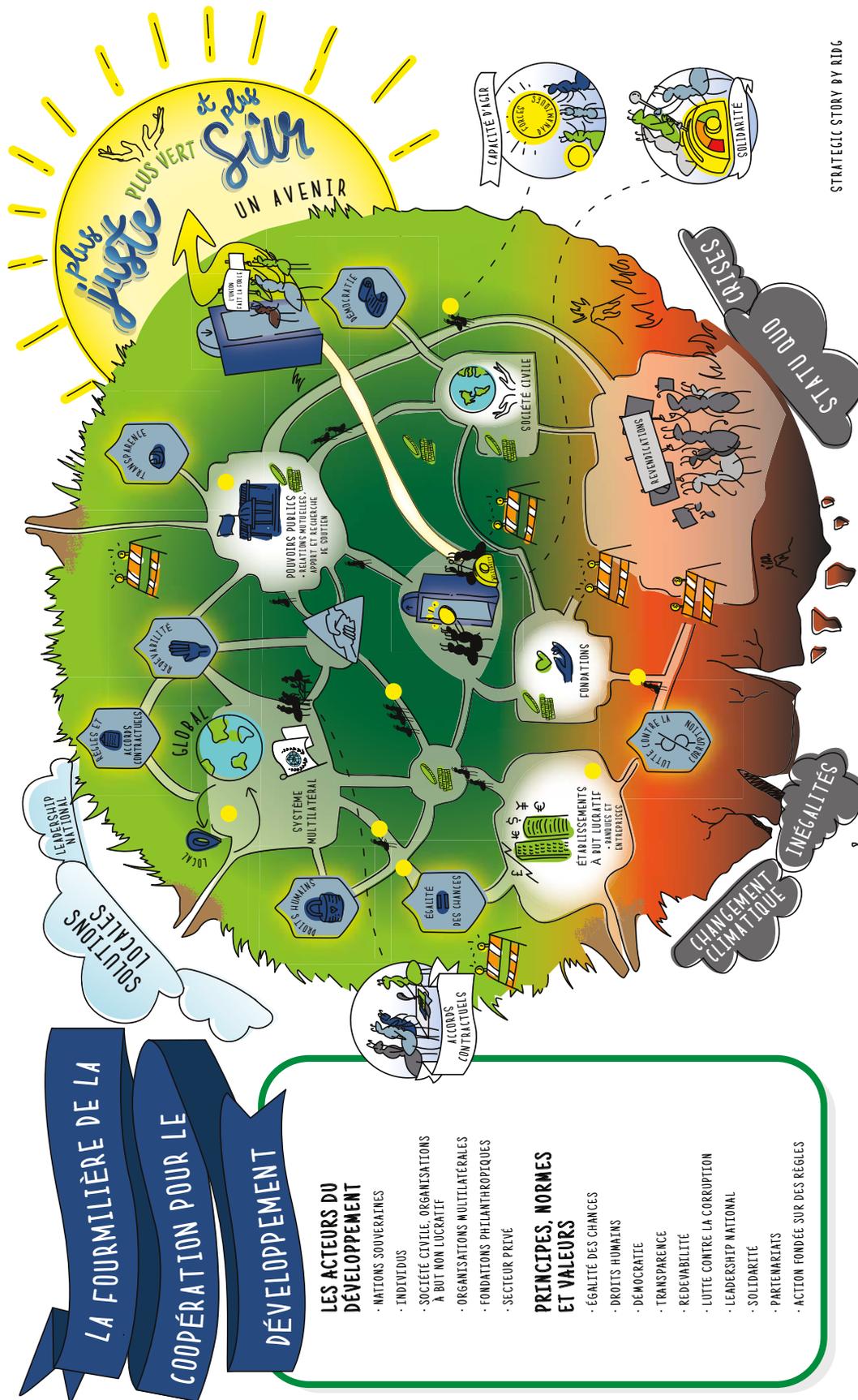
LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT EST PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS

Il y a tout lieu de s'inquiéter, toutefois, de l'avenir de la coopération internationale pour le développement, et de la volonté et de la capacité de la communauté internationale de coopérer efficacement et de tenir ses engagements. Alors même que l'action menée pour atteindre des objectifs bien définis et convenus au profit du bien-être des populations et de la préservation de leur moyens d'existence ne produit pas les effets escomptés, il faut y voir un signal d'alarme qui oblige les acteurs de la coopération internationale pour le développement à se demander, sans se voiler la face, s'ils sont capables de passer de la parole aux actes.

Il apparaît que les tensions géopolitiques et commerciales croissantes entre les grandes économies mondiales mettent à mal le

potentiel de croissance. Le multilatéralisme et les objectifs ambitieux énoncés par la communauté mondiale en 2015 sont menacés. Partout dans le monde, la rapide transformation numérique de l'économie et des interactions sociales dans la vie de tous les jours reconfigure l'avenir du travail. Des chocs climatiques aujourd'hui plus fréquents nuisent également aux perspectives de croissance et de développement, en compromettant des progrès durement acquis, du fait de l'aggravation de l'insécurité alimentaire, des risques sanitaires et de la vulnérabilité des populations face à des événements météorologiques extrêmes. Des données récentes montrent que l'effort déployé pour atteindre les Objectifs de développement durable est insuffisant face à des enjeux pourtant essentiels pour l'édification d'un monde meilleur, comme l'égalité entre hommes et femmes, ainsi que la lutte contre toutes les formes d'inégalité, de pauvreté, de fragilité ou de conflit, ou le changement climatique.

UN APERÇU PLUS APPROFONDI D'UN SYSTÈME DE COOPÉRATION DE DÉVELOPPEMENT COMPLEXE



STRATEGIC STORY BY RIDG



CHANGEMENT DE CAP POUR LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : UN DISCOURS RENOUVELÉ ET DE NOUVELLES FAÇONS D'AGIR

01

ABSTRAIT

Le présent chapitre illustre le potentiel d'un nouveau discours autour de la coopération pour le développement qui peut inspirer un soutien public renouvelé en faveur du développement international à une époque où, de toute évidence, le soutien est plus nécessaire que jamais. Il passe en revue les progrès accomplis au regard du développement durable et s'achève sur un appel à un changement de cap, servi par un discours renouvelé et de nouvelles façons d'agir, en vue de mobiliser toutes les capacités et toutes les ressources du système de développement pour relever les défis colossaux du monde actuel.

L'HEURE EST VENUE D'UN NOUVEAU DISCOURS SUR LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

- Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le climat sont nés du constat selon lequel seule la coopération permettra de venir à bout des grands problèmes systémiques et des crises politiques, économiques, sociales et environnementales auxquels le monde est confronté.
- Cependant, les Objectifs de développement durable s'avèrent difficiles à atteindre. Les progrès sont trop lents, nous laissons des personnes de côté et nous ne parvenons pas à toucher les populations les plus défavorisées.
- Le clivage Nord-Sud a laissé la place à un monde plus divers et plus hétérogène où des inégalités subsistent, mais selon un spectre plus échelonné de stades de développement.
- Des défis qui évoluent, qui persistent ou qui se font jour – notamment sur les fronts social et environnemental – mettent continuellement à l'épreuve le système de coopération pour le développement et ses acteurs.
- Un système de coopération pour le développement nouveau, et de plus en plus complexe, prend forme.

La coopération pour le développement est plus nécessaire que jamais

- Fondamentalement, le soutien au développement international part du postulat selon lequel les problèmes s'arrêtent rarement aux frontières nationales. Tout comme les solutions à ces problèmes.

- Par essence, la coopération pour le développement vise à soutenir les efforts que déploient les pays en développement pour améliorer l'existence de leurs citoyens, en ne laissant personne de côté.
- Nous avons besoin de plus, et pas de moins, de coopération et d'action collective.
- Les nations et les sociétés détiennent les clés de leur propre progrès. La coopération pour le développement ne peut qu'apporter une contribution, mais elle doit le faire de façon appropriée.

Un appel à un changement de cap servi par un discours renouvelé et de nouveaux moyens d'agir

- Nous ne devons pas exagérer le rôle de la coopération pour le développement, sans pour autant manquer de mettre en avant son importance.
- Nous devons jouer de nos atouts et faire en sorte que la coopération pour le développement continue d'accroître nos chances de bâtir un avenir meilleur pour tout un chacun.
- Pour ce faire, les fournisseurs de coopération pour le développement doivent :
 - ◆ moderniser leur discours pour rallier le soutien du public à l'échelon local, notamment auprès des jeunes générations et de l'électorat ;
 - ◆ se restructurer pour mieux accompagner les différentes trajectoires des pays à l'appui du développement durable ; et
 - ◆ collaborer intelligemment au service d'une coopération pour le développement efficace, en s'appuyant sur leurs atouts spécifiques en tant que partenaires au développement animés par des valeurs, ayant le souci de la transparence et suivant une approche axée sur les résultats.



COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT UN APPEL A CHANGER DE CAP



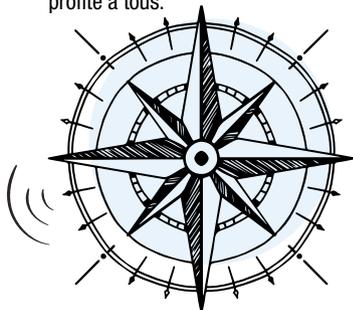
Les pays membres du CAD de l'OCDE et leurs organismes de développement doivent montrer par leurs paroles, leurs actes et leurs investissements que la coopération pour le développement est adaptée aux enjeux du XXI^e siècle et ouverte à la collaboration avec une pluralité d'acteurs en vue d'obtenir des résultats de long terme au regard du développement.

LE RAPPORT APPELLE À UN **CHANGEMENT DE CAP** ET À UNE **ACTION SUR TROIS FRONTS**.

1

LE DISCOURS, QU'IL FAUT MODERNISER POUR :

- Mobiliser la solidarité et servir les intérêts de l'humanité, en privilégiant des actions concrètes menées à l'échelon local et des solutions tangibles face aux grands enjeux qui préoccupent les citoyens.
- Respecter le droit et la responsabilité de chaque nation de tracer sa propre voie vers le développement durable, dans le respect des droits universels de toutes les populations et de toutes les générations.
- Actualiser la phraséologie et la terminologie employées afin de faire évoluer les perceptions, de donner à chacun les moyens d'agir et de montrer en quoi le progrès du bien-être humain dans d'autres parties du monde profite à tous.



2

LA REFORME DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT, POUR L'ADAPTER AUX ENJEUX :

- Défendre et préserver l'essence et le rôle du financement public concessionnel du développement afin de concrétiser l'engagement de ne laisser personne de côté.
- Intensifier l'action en faveur de l'égalité femmes-hommes, essentielle pour toutes les sociétés – non seulement parce que la cause est justifiée, mais aussi parce que cela permet de déverrouiller les portes du progrès.
- Investir dans une coopération pour le développement verte et propre, en abattant les frontières entre climat et développement au profit de trajectoires centrées sur l'humain et résilientes face au changement climatique.
- Maintenir, actualiser et promouvoir les normes rigoureuses, le savoir-faire de qualité et les bonnes pratiques qui favorisent le développement durable et le bien-être.

3

L'UNION DES FORCES, EN BONNE INTELLIGENCE :

- Donner une nouvelle impulsion à une coopération pour le développement efficace, notamment face aux pressions et aux intérêts politiques et économiques de court terme incompatibles avec le développement durable.
- Mobiliser les connaissances, l'innovation, les financements et les capacités afin d'unir, en bonne intelligence, les forces de chacun, acteurs publics, acteurs privés et société civile, en gardant à l'esprit les spécificités qui sont les leurs, et en mettant en place les incitations appropriées et les garde-fous nécessaires.
- Coordonner les efforts des différentes sphères d'intervention, dans tous les domaines de l'action publique et de la citoyenneté, afin de maximiser les biens publics mondiaux tout en réduisant autant que possible les éventuelles retombées négatives sur le développement durable dans d'autres parties du monde.

Des jeunes unis dans l'action, qui rendent plus aiguë la nécessité d'un nouveau discours

En août 2018, une jeune fille de 15 ans, brandissant devant le parlement suédois une pancarte manuscrite, entamait seule une grève scolaire pour protester contre ce qu'elle considérait comme l'inaction du gouvernement face à la crise climatique. Un an plus tard, Greta Thunberg est connue de tous. Elle est à l'origine d'un mouvement international suivi par d'innombrables militants partageant ses idées. Parmi les sympathisants qui ont rejoint son mouvement figurent des habitants des petits États insulaires en développement exposés au premier chef aux conséquences du réchauffement de la planète (OCDE, 2018_[1]), les citoyens vivant dans des sociétés autoritaires où les voix dissidentes courent un réel danger ou encore des habitants de pays pauvres, ceux-là même qui « souffriront le plus » du changement climatique alors même qu'ils ne contribuent guère au problème.¹

La destruction de l'environnement et le réchauffement climatique ont le plus d'impact sur les plus pauvres et sur les groupes dont la subsistance est le plus dépendante des ressources naturelles (OCDE, 2019_[2]). Les pays en développement auront à supporter approximativement les trois quarts du coût total de la crise climatique mondiale.

Greta Thunberg est consciente de compter parmi les « privilégiés »³. À la différence de nombre d'autres pays ou communautés, la Suède dispose des ressources pour s'adapter au changement climatique. À 7 000 km de là, dans la ville rurale de Mansa-Konko en Gambie, la capacité d'adaptation est loin d'être la même. C'est là qu'un autre militant, Ansumana Darbo a lancé un projet de conservation de la mangrove soutenu par l'ambassade américaine⁴. Ansumana Darbo et Greta Thunberg sont connectés de par leur participation active au mouvement des Vendredi pour l'avenir (Fridays for Future), et

L'impact disproportionné du phénomène sur les populations pauvres pourrait de fait créer un « apartheid climatique », où les riches seront en mesure de se soustraire aux effets les plus graves, tandis que tous les autres n'auront d'autre possibilité que d'en souffrir.²

de par leur colère et leur angoisse quant à l'avenir de la planète et de l'Humanité.

Le mouvement en faveur de l'action pour le climat n'est pas seulement la plus récente illustration du pouvoir de jeunes passionnés engagés, qui veulent transformer le débat aussi bien local que mondial sur les questions de justice sociale et du changement, en pressant les gouvernements de respecter leurs engagements. Le monde a été témoin du pouvoir de la jeunesse en action dans la lutte courageuse que mène Malala Yousafzai pour le droit des enfants à recevoir une éducation, la campagne lancée par Ifrah Ahmed, l'activiste irlando-somalienne, pour mettre un terme aux mutilations génitales féminines et promouvoir l'égalité entre les sexes, les efforts déployés par le chef d'entreprise Boyan Slat pour nettoyer les océans, lequel, encore adolescent, avait imaginé une sorte de digue flottante, ou encore le mouvement Adolescents 360 qui confère aux jeunes le pouvoir de prendre des décisions en matière de planning familial en Éthiopie, au Nigeria, et en République-Unie de Tanzanie (ci-après la « Tanzanie »).

Aujourd'hui, Malala Yousafzai gère un fonds qui a pour objet de faire tomber les obstacles qui empêchent plus de 130 millions de filles parmi les communautés les plus

marginalisées de la planète d'aller à l'école⁵. Ifrah Ahmed conseille le Premier ministre de la Somalie sur les questions de genre – elle l'a convaincu d'ajouter sa signature à celles de plus d'un million de personnes appelant le pays à déclarer illégales les mutilations génitales féminines⁶. Après sept années de recherche scientifique et d'efforts continus, le groupe de Boyan Slat, The Ocean Cleanup, collecte aujourd'hui des déchets plastiques jusqu'à 1 mm.⁷ Parallèlement, Adolescents 360 avait fait bénéficier en 2016 plus de 138 000 jeunes filles de sessions de conseil dans 11 régions de Tanzanie, près de neuf jeunes filles sur dix ayant décidé d'adopter une méthode contraceptive à long terme⁸.

Les objectifs que poursuivent ces jeunes gens sont essentiellement les mêmes que ceux qu'a énoncés la communauté internationale dans une série d'accords ces dernières années qui ont fait date et qui relèvent de la mission centrale de la coopération pour le développement (Encadré 1.1). En coulisses, nombre de ces mouvements de jeunes et de citoyens sont appuyés par des organismes internationaux de développement qui s'appliquent à donner aux jeunes, en tant qu'agents du changement, les moyens d'agir et de faire entendre leur voix.⁹

La vision énoncée par la communauté internationale dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030¹⁰ et l'Accord de Paris sur le climat¹¹ (CCNUCC, 2015_[3]), tous deux adoptés en 2015, sont des promesses que les pays ont faites à leurs propres citoyens et à chacun d'entre eux dans l'optique de garantir un avenir commun. Ces accords sont nés du constat selon lequel seule la coopération peut permettre de faire face aux problèmes systémiques majeurs et aux crises politiques, économiques, sociales et environnementales auxquelles le monde est confronté. Mais ces objectifs ambitieux s'avèrent difficiles à atteindre : les progrès sont inégaux et les nouveaux défis qui ne cessent d'apparaître masquent souvent les résultats positifs déjà acquis.

À une époque où règne un scepticisme croissant vis-à-vis de nombre de normes

et d'institutions internationales, les acteurs du développement doivent être plus présents et valoriser l'action qu'ils mènent. Pour faire pièce à un discours des médias qui s'attarde davantage sur les ratés du développement que sur les avancées obtenues, les acteurs du développement doivent renouveler leur propre discours et expliquer plus efficacement ce qu'est la coopération pour le développement, comment elle fonctionne et pourquoi elle est nécessaire¹². Le présent rapport, en illustrant les potentialités d'un nouveau discours, vise à susciter un soutien renouvelé de la part du public à un moment où il apparaît plus nécessaire que jamais (Encadré 1.1). Le rapport passe en revue les progrès accomplis au regard du développement durable et s'achève sur des recommandations de nature à mobiliser toutes les capacités et toutes les ressources du système de développement dans l'optique de relever les défis colossaux auxquels est confronté le monde actuel.

La coopération internationale contribue aux avancées en matière de développement

Éprouver un sentiment d'accablement, de scepticisme, voire de cynisme quant à l'état actuel des affaires mondiales est compréhensible. Partout dans le monde, nous sommes soumis à un feu roulant de mauvaises nouvelles, au plan national ou international. Même dans les nations prospères, la multitude des défis urgents au plan intérieur peut se traduire par le fait que les dirigeants politiques et le public sont plus préoccupés par ce qui se passe près de chez eux qu'à l'autre bout du monde, et ont plus à cœur de s'occuper de ce qu'il advient ici et maintenant que de se préparer aux catastrophes à venir. Les professionnels du développement sont conscients qu'il est difficile d'amener les gens à se préoccuper de risques de fin du monde lorsqu'ils doivent déjà trouver des solutions pour survivre jusqu'à la fin du mois.¹³

ENCADRÉ 1.1. POURQUOI LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DOIT S'ASSORTIR D'UN NOUVEAU DISCOURS ET ROMPRE AVEC LES MODÈLES DU PASSÉ

La mondialisation a fait de nombreux laissés-pour-compte, ce qui n'est pas sans conséquences sur les pays et sur le système international. Comme l'avait rappelé en quelques mots le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría, en 2018, la confiance dans les gouvernements et les institutions s'est érodée et le populisme, le protectionnisme et un nationalisme exclusif gagnent du terrain dans diverses parties du monde (OCDE, 2018_[4]). Les pays de l'OCDE qui, pour la plupart, dispensent une aide humanitaire et une aide au développement depuis plus de 60 ans, sont de plus en plus en butte à leurs propres défis en termes de développement durable. Depuis la crise financière de 2008, de nombreux pays parmi les plus riches du monde sont confrontés à une montée des inégalités de patrimoine, à un effritement de la cohésion sociale et à des mesures d'austérité (Ramos, 2019_[5]).

L'impact qu'ont pu avoir ces tendances sur l'attitude à l'égard de la coopération pour le développement se fait déjà sentir dans certains pays par la baisse ou la stagnation des crédits budgétaires qui lui sont alloués et par des discours politiques et des priorités stratégiques qui mettent en avant des intérêts nationaux ou bilatéraux au détriment d'un engagement multilatéral en faveur du développement durable. Le système de coopération pour le développement lui-même, sensible aux préoccupations légitimes selon lesquelles la communauté internationale pourrait être dans l'incapacité de respecter ses engagements, « est en transition, voire traversé par des turbulences » (Ingram et Lord, 2019_[6]).

Pourtant, du fait de l'interconnexion croissante des économies et des sociétés, le multilatéralisme et la gouvernance mondiale ont plus d'importance que jamais pour réduire les inégalités et assurer une plus juste répartition des avantages au sein des nations et entre les nations.

Toutefois, pour que ce nouveau discours soit crédible, trouve un écho auprès de l'opinion, traduise la complexité du développement international et son ancrage local, et reflète la vision universelle qui est celle du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il ne suffit pas de modifier notre langage. Il faut rompre avec des modèles de coopération Nord-Sud qui n'ont plus cours, avec des concepts tels que « donateurs d'aide » et « bénéficiaires » qui n'ont plus guère de sens (Glennie, 2019_[7] ; Rioux, 2019_[8] ; USAID, 2019_[9]). Les récents rapports publiés par l'OCDE et d'autres organisations jettent les bases d'une actualisation du discours, afin de l'adapter aux réalités actuelles qui touchent aux politiques de coopération pour le développement, aux partenariats, au financement et aux résultats, tout en mettant en évidence l'intérêt d'un développement inclusif et durable, par exemple (OCDE, 2019_[10] ; OCDE, 2018_[11] ; OCDE, 2019_[12]).

Un discours qui fonctionne est un discours adapté à son public et dont les messages trouvent une résonance auprès de lui. Tout comme les campagnes politiques ou de marketing, les discours sur le développement ont plus d'impact s'ils s'appuient sur une bonne connaissance des attitudes du public et s'ils s'adressent à des publics plus ciblés. Autrement dit, les professionnels du développement doivent apprendre à être plus à l'écoute, notamment en rassemblant des informations par le biais de sondages d'opinion, de consultations sur les politiques à mettre en œuvre ou de groupes de réflexion et par l'analyse des médias sociaux.

Note : Le dernier paragraphe a été rédigé par OECD DevCom sur la base d'une vidéo intitulée « Good Listeners Make Great Development Communicators ». DevCom, de l'OCDE, propose cinq moyens de mieux appréhender les publics cibles : voir https://www.youtube.com/watch?v=Qso_LcHPhyY.

Des avancées qui passent inaperçues

Pourtant, des progrès remarquables sont faits dans le monde, qu'il faut célébrer et faire mieux connaître. Pour ne citer que

quelques-unes des avancées de ces dernières décennies, il faut rappeler que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté n'a jamais été aussi bas,¹⁴ que la mortalité

infantile a reculé,¹⁵ que le niveau d'instruction élémentaire progresse¹⁶ et que neuf filles sur dix dans le monde – 75 % ans les pays en développement – achèvent leur cycle d'études primaires.¹⁷

Ce sentiment dérangeant de savoir que tant des avancées dont le monde devrait se réjouir passent inaperçues est décrit dans le bestseller du regretté Hans Rosling intitulé « Factfulness », où il explique que la plupart des gens sont ignorants des progrès impressionnants qui sont réalisés, mais partent du principe que les choses vont mal, et ne feront qu'empirer (Rosling, 2018_[13]). Pour Rosling, une façon plus utile, et plus exacte, d'appréhender la situation mondiale consiste à reconnaître que « le monde va mal, ce qui ne l'empêche pas d'aller mieux », et qu'une vision factuelle du monde peut amener les gens à identifier les menaces réelles et à y remédier.

Apporter de l'espoir : contribuer à l'instauration d'une vie meilleure

Les nations et les sociétés détiennent les clés de leur propre progrès. La coopération internationale pour le développement ne peut pas s'attribuer à elle seule le mérite des progrès accomplis au regard du développement, mais elle peut se prévaloir d'un rôle d'accompagnement qui contribue à la concrétisation des avancées obtenues. Elle apporte une valeur ajoutée, permet, par son effet catalyseur, de mobiliser des investissements additionnels, s'avère en définitive infiniment moins coûteuse que l'inaction, et elle profite à tous en aidant à prévenir des problèmes ultérieurs.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a défini 17 Objectifs de développement durable (ODD) qui permettront de porter plus loin encore ces progrès. Il souligne la nécessité d'établir des stratégies et de réaliser des investissements dans le cadre d'une approche globale du fait de l'interconnexion des objectifs poursuivis – aucun objectif ne peut être atteint isolément, et tant qu'il y aura des laissés-pour-compte,

« Est-ce que dire que 'les choses s'améliorent' implique que tout va bien, et que nous n'avons aucune raison de nous inquiéter ? Certainement pas : le monde va mal, mais il est vrai aussi que le monde va mieux. C'est comme cela que nous devons appréhender l'état actuel du monde. »

- Hans Rosling

Le développement durable ne sera qu'une illusion. L'engagement de ne laisser personne de côté est indissociable de la coopération pour le développement. Par essence, c'est un engagement à réduire les écarts qui persistent entre les nations, et les populations au sein des sociétés, et à faire en sorte que ceux qui étaient privés de l'accès aux progrès et aux opportunités offertes aux autres deviennent la priorité.

S'il peut être tentant, mais par trop facile, de se laisser submerger par une vague de catastrophisme face aux problèmes du monde, la résilience des individus et leur détermination à se construire un nouvel avenir, pour eux-mêmes et pour la collectivité donne des raisons d'être optimiste. Comment ne pas tirer les leçons du parcours exemplaire de Faustin Kalivanda, un rescapé de l'épidémie d'Ébola en République démocratique du Congo, aujourd'hui infirmier dans le cadre du programme de l'Organisation mondiale de la santé qui lui a sauvé la vie.¹⁸ Ou de celui d'Héctor Alvarado Cantillo, éleveur de cochons au Costa Rica,

ENCADRÉ 1.2. LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT AUJOUR'HUI : QUOI, QUI ET COMMENT

Par essence, la coopération pour le développement vise à soutenir les efforts que déploient les pays en développement pour améliorer l'existence de leurs citoyens, en ne laissant personne de côté.

Selon le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, la coopération pour le développement et les politiques qui s'y rapportent ont pour finalité de contribuer à la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et à un avenir où aucun pays ne dépendra plus de l'aide (OCDE-CAD, 2017^[14]). Comme le définit le Forum des Nations Unies pour la coopération en matière de développement, elle vise explicitement à soutenir les priorités nationales et internationales de développement ; elle n'a pas de but lucratif, sert les priorités des pays en développement et s'appuie sur des relations de coopération qui ont pour objet de renforcer le processus d'appropriation par les pays en développement.

La coopération pour le développement englobe un ensemble de plus en plus diversifié d'acteurs publics, multilatéraux et non étatiques qui travaillent différemment – d'État à État, d'individu à individu, entre pairs, entre secteur public et privé – à la promotion du développement durable. Au sein de la sphère publique, les principales communautés de la coopération pour le développement sont les membres du CAD, les participants ou les associés à ces travaux, ou encore les acteurs de la coopération Sud-Sud. Nombreux sont les pays qui unissent leurs efforts pour mobiliser des ressources politiques, techniques et financières à l'appui de projets de développement par le biais d'activités de coopération triangulaire ou d'initiatives et de fonds de développement à l'échelon mondial ou régional (OCDE, 2019^[15]).

En 2011, plus de 160 pays et de 50 organisations internationales sont convenus de principes communs à l'appui d'une coopération efficace pour le développement (OCDE, 2011^[16]), que reprend le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba. Le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement est le fer de lance de la mise en œuvre de ces principes au sein de cette pluralité d'acteurs du développement, pouvoirs publics, société civile, secteur privé, parlementaires et bien d'autres encore.

L'aide publique au développement est la mesure statistique des apports de ressources au titre de la coopération pour le développement convenue par les membres du CAD. Pour entrer dans la catégorie de l'aide publique au développement, ces apports doivent remplir les critères suivants : être fournis par le secteur public, avoir pour objectif principal d'améliorer le développement économique et le niveau de vie, et être assortis de conditions financières libérales (OCDE, sans date^[17]). Devant la nécessité de prendre en compte d'autres ressources investies dans le développement durable, un groupe d'étude international de composition diversifiée élabore actuellement une mesure statistique commune du soutien public total au développement durable (TOSSD), qui englobe la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (OCDE, 2019^[18]).

Note :

La coopération Sud-Sud renvoie à un cadre général de collaboration politique, économique, sociale, culturelle, environnementale et technique entre les pays du monde du Sud. Ces pays mettent en commun connaissances, compétences, expertise et ressources dans le but d'atteindre leurs objectifs de développement grâce à une action concertée. Voir UNOSSC (2017^[19]).

La coopération triangulaire fait intervenir différents acteurs dans les rôles de bénéficiaire, de partenaire pivot et de facilitateur afin de mettre au maximum à profit leurs avantages comparatifs, de partager leurs connaissances et leur expertise, et d'encourager l'innovation, l'apprentissage mutuel et la responsabilité mutuelle. Des exemples éloquentes de coopération triangulaire en action sont présentés dans (OCDE, 2019^[15]).

qui a construit une installation de biogaz pour transformer des déchets agricoles polluants en une source d'électricité renouvelable à l'intention des communautés locales, avec le concours de l'agence allemande de développement GIZ.¹⁹ Ou celui encore de May Kimleang, une étudiante cambodgienne qui a été formée à la gestion des déchets et à l'agriculture résiliente au changement climatique dans l'une des dix écoles écologiques soutenues par la Cambodia Climate Change Alliance financée par l'Union européenne.²⁰ Leurs histoires, et bien d'autres comme les leurs, sont là pour nous rappeler que la coopération internationale pour le développement est à l'origine de résultats qui s'inscrivent dans la durée.

Mettre en avant ces exemples réussis peut aider à attirer l'attention sur les progrès que nous avons accomplis et les opportunités qui s'offrent à nous de créer un monde meilleur, aujourd'hui et pour les générations futures. Il est tout aussi important de faire tomber certains des mythes et des interprétations erronées qui entourent la coopération internationale et le rôle que jouent les différents types de coopération, tout en gardant à l'esprit qu'aucun pays n'est trop pauvre pour ne pas partager des savoir-faire et qu'aucun pays n'est trop riche pour ne pas apprendre des autres.

Le meilleur moyen de combattre les interprétations erronées que suscite la coopération pour le développement est de mettre en valeur ses qualités et ses atouts spécifiques, au-delà de l'aspect financier, à l'appui d'un développement durable qui profite à tous.

Il est moins coûteux de prévenir que de guérir

La coopération internationale pour le développement est largement perçue comme plus coûteuse qu'elle ne l'est réellement. Elle est pourtant l'illustration, maintes fois démontrée, du vieil adage selon lequel il vaut mieux prévenir que guérir, alors

ENCADRÉ 1.3. ÉCLAIRAGES ISSUS D'ENQUÊTES D'OPINION SUR LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE NATURE À ÉTAYER UN NOUVEAU DISCOURS

Les opinions qui suivent sont issues de récentes enquêtes menées par Eurobarometer, Development Engagement Lab, et de sondages nationaux.

Les enquêtes d'opinion font généralement état d'attitudes positives du public à l'égard de la coopération pour le développement. L'aide au développement est généralement perçue par les personnes interrogées comme bénéfique pour tous. Les gens souhaiteraient généralement en savoir plus sur le sujet : par exemple, 55 % des Néo-zélandais disent « être très insuffisamment informés » ou « insuffisamment informés » sur la question (New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade, 2019^[20]) et 77 % des Français déclarent n'avoir que peu d'informations sur l'aide extérieure (AFD, 2017^[21])

Le soutien apporté est important et augmente dans certains pays. Près de neuf citoyens de l'Union européenne (UE) sur dix ayant répondu à une enquête d'Eurobarometer en juin 2019 ont déclaré que la coopération pour le développement jouait un rôle important de soutien aux populations des pays en développement. Un résultat qui est conforme aux constats dressés ces dernières années selon lesquels la coopération pour le développement est l'une des politiques de l'UE la plus positivement perçue. D'autres sondages réalisés par Aid Attitudes Tracker (2013-18) font apparaître un soutien en France pour une augmentation des dépenses d'aide qui est passé de 18 % à 33 %, contre une proportion d'opinions favorables à une baisse des dépenses d'aide reculant de 43 % à 27 %. Le public allemand part d'un niveau de soutien plus élevé que dans les autres pays, mais la progression est plus modeste.

L'aide au développement apporte une assistance au sein des pays et à l'étranger. Dans l'ensemble, l'opinion publique estime que les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle utile pour faire reculer la pauvreté. La France se singularise, montrant la hausse la plus prononcée d'opinions favorables à l'idée que les pouvoirs publics peuvent effectivement réduire la pauvreté dans les pays à faible revenu.

Environ un tiers des personnes interrogées en France, en Allemagne et au Royaume-Uni sont d'accord pour penser que l'aide au développement aide les pays pauvres à devenir auto-suffisants. Les personnes interrogées étaient plus susceptibles d'être en accord qu'en désaccord avec l'affirmation selon laquelle la coopération pour le développement aide les pays pauvres à promouvoir la croissance de leur économie. Les personnes interrogées voient également les bienfaits qui en découlent dans leur pays même, puisque plus d'un tiers d'entre elles estiment que l'aide au développement accroît l'influence de leur pays dans le monde, et quatre sur dix jugent que c'est un moyen non négligeable de nouer des amitiés et des alliances. Les personnes interrogées tendent davantage à être en accord qu'en désaccord avec l'affirmation selon laquelle l'aide au développement favorise la vente de biens et de services partout dans le monde.

Quels sont les domaines jugés prioritaires ? L'éducation, la santé (notamment la lutte contre les maladies infectieuses comme le VIH/sida et le paludisme, ainsi que l'accès à la vaccination) et les infrastructures (routes, accès à l'eau salubre, assainissement et télécommunications) se classent en tête des 11 domaines identifiés par Development Engagement Lab. L'allègement de la dette, la promotion de la bonne gouvernance et l'autonomisation des femmes sont jugés moins prioritaires.

Les données obtenues au Royaume-Uni mettent en évidence l'importance grandissante du changement climatique, une majorité des personnes interrogées (51 %) le citant parmi leurs principales préoccupations. Plus de 20 % des répondants ont évoqué l'éducation, les soins de santé, l'eau salubre et la faim dans les pays en développement au rang des questions importantes à leurs yeux (Development Engagement Lab, septembre 2019).

Qu'en est-il de la corruption et de la mauvaise utilisation de l'aide ? Aux États-Unis, plus de 50 % des personnes interrogées pensent que, pour l'essentiel, l'aide n'atteint pas les destinataires visés, un chiffre qui monte jusqu'à plus de 60 % en France, en Allemagne et au Royaume-Uni (données de 2018, Development Engagement Lab). Les personnes interrogées se montraient convaincues que c'était à cause de politiciens corrompus que la coopération pour le développement ne touchait pas les populations qui en ont besoin. En dépit de cela, les études sur l'opinion publique montrent que ce ressenti ne nuit pas au soutien global qui est apporté à la coopération pour le développement, ce qui reste un paradoxe.

Source: Development Engagement Lab (2019^[22]), Opinion Polls on International Development (site web) <https://focus2030.org/Focus-2030-2> ; Kantar Belgium, (2019^[23]), Spécial Eurobaromètre 494 : Les citoyens de l'EU et la coopération au développement https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/eurobarometer-2019-ebs-494-report_fr.pdf

même que les contribuables surestiment systématiquement le montant des ressources allouées par leurs gouvernements aux projets d'aide au développement.²¹ *L'Institute for Economics and Peace* a ainsi calculé que chaque dollar investi dans des initiatives de consolidation de la paix permet aujourd'hui d'économiser 16 USD en évitant l'apparition de conflits futurs.²² De même, selon des conclusions de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale, les investissements dans la prévention des conflits peuvent se traduire en économies annuelles d'un montant de 33 milliards USD à l'échelle mondiale dans des scénarios neutres, et de 5 milliards USD dans les scénarios les plus pessimistes (ONU/Banque mondiale, 2018₍₂₄₎).

L'éducation est un autre domaine source d'économies futures. Il est démontré que chaque dollar supplémentaire investi dans des programmes d'éducation de qualité pour la petite enfance peut rapporter entre 6 et 17 USD en bénéfices économiques (Groupe de la Banque mondiale/UNICEF, 2018₍₂₅₎). Les retombées positives des dépenses d'éducation sur le plan de la prévention sont particulièrement prononcées s'agissant des filles, dont les niveaux d'éducation sont, aujourd'hui encore, inférieurs à ceux des garçons dans de nombreux pays. Les filles dont la scolarité est interrompue gagnent en général beaucoup moins que leurs homologues masculins et ont moins de contrôle sur leur existence. Ainsi, elles risquent davantage d'être mariées ou d'avoir des enfants précocement, ce qui met leur propre santé et celle de leurs enfants en péril, et accroît le taux de fécondité total. Les effets de la prévention vont toutefois bien au-delà du respect des droits des femmes à décider pour elles-mêmes. Des recherches menées pour la Banque mondiale, résumées dans une étude de 2018, ont révélé que les perspectives d'éducation limitées qui sont offertes aux filles représentent pour les pays un manque à gagner de 15 000 à 30 000 milliards USD en termes de productivité et de revenus tout au long de la vie, et ont conclu que

l'enseignement secondaire universel pourrait pratiquement mettre fin au mariage des enfants et réduire le taux de fécondité total d'un tiers dans les 18 pays étudiés.²³

Stimuler les exportations et la création d'emplois dans les pays donneurs

Les retombées positives de la coopération pour le développement ne concernent pas uniquement les pays partenaires. Des études menées dans un certain nombre de pays de l'OCDE ont révélé que les activités de coopération pour le développement y stimulent également les exportations et la création d'emplois. Un examen a fait apparaître que chaque euro dépensé au titre de l'aide allemande entre 1978 et 2011 a entraîné une hausse moyenne de 0.83 EUR des exportations nationales de biens, et que l'augmentation des recettes d'exportation a contribué à la création d'environ 216 000 nouveaux emplois²⁴. Une autre étude a établi qu'au Royaume-Uni, chaque dollar de financement bilatéral direct du développement entraîne une hausse de 0.22 USD des exportations, et que sur la seule année 2014, les 5.9 milliards USD alloués par le Royaume-Uni à l'aide bilatérale directe avaient entraîné une hausse des exportations nationales de 1.3 milliard et créé 12 000 emplois²⁵. Un rapport de *l'Australian National University* a mis en évidence des retombées positives encore plus importantes pour les donneurs, chaque dollar d'aide australienne se traduisant par une augmentation de 7.10 USD des exportations nationales en direction du pays bénéficiaire.²⁶

Renforcer les institutions et les capacités locales à l'appui d'une plus grande autonomie

La production de recettes publiques permettant aux pays en développement de financer leur propre développement durable joue un rôle catalyseur pour le soutien apporté aux pays en développement. La mobilisation des ressources intérieures est au cœur du Programme d'action d'Addis-Abeba

(Nations Unies, 2015^[26]),²⁷ l'accord historique sur le financement du développement conclu en 2015. Le programme prévoit des mesures destinées à stimuler les recettes publiques, notamment l'amélioration de la collecte de l'impôt et la lutte contre la fraude fiscale. Ce type particulier de coopération internationale pour le développement favorise une plus grande autonomie, tout en étant garant de l'équité de l'accord pour toutes les parties prenantes.

D'après l'estimation, prudente, de l'OCDE, l'évasion fiscale ou l'exploitation des écarts entre les législations fiscales représente chaque année jusqu'à 240 milliards USD. Ce manque à gagner pèse particulièrement lourd dans les pays en développement qui dépendent dans une grande mesure de l'impôt sur les sociétés. L'initiative Inspecteurs des impôts sans frontières aide les pays à renforcer leurs propres capacités de contrôle fiscal. En octobre 2018, l'initiative avait aidé dix pays à collecter plus de 414 millions USD de recettes fiscales qui leur auraient peut-être échappé. Le renforcement des capacités fiscales semble avoir pour effet d'émousser le scepticisme des contribuables locaux, une évolution qui, de son côté, améliore le respect volontaire de la législation fiscale locale par les citoyens, les recettes fiscales intérieures et le financement du développement (OCDE, 2019^[27]).²⁸

L'instauration de règles du jeu équitables dans les échanges internationaux est un autre moteur de la croissance économique. Les travaux conjoints menés par l'OCDE et l'Organisation mondiale du commerce au titre de l'initiative de l'Aide pour le commerce portent sur la façon dont les pays en développement peuvent améliorer leur compétitivité ; développer et diversifier leurs échanges ; attirer l'investissement direct étranger ; créer des emplois ; et donner aux femmes, aux jeunes et aux micro, petites et moyennes entreprises la possibilité de participer aux échanges. Selon des données concrètes, chaque dollar d'aide pour le commerce entraîne 8 USD d'échanges supplémentaires pour tous les pays en

développement et 20 USD pour les pays les moins avancés (OCDE/ OMC, 2019^[28]).²⁹

Si ces caractéristiques uniques de la coopération internationale pour le développement apportent aux pays en développement une aide nécessaire, ce sont les politiques nationales de ces derniers qui sont les véritables éléments cruciaux de l'obtention de résultats durables au regard du développement, un enseignement que fait partager la Corée, membre du CAD (Encadré 1.4). La coopération internationale pour le développement ne se résume pas à la simple mise à disposition, dans le but de répondre à une demande, de ressources financières sous la forme de dons et de prêts destinés à contribuer à atteindre des objectifs ambitieux de politique intérieure. Elle consiste également en trois éléments importants : le soutien politique, les capacités techniques et la mise en commun des connaissances.

Le développement devrait être piloté par les pays en développement eux-mêmes, selon une approche pragmatique adaptée à leurs situation et besoins particuliers

- Byung-se Yun, ancien ministre coréen des Affaires étrangères

Le cas de l'Éthiopie offre une bonne illustration de ce principe. Le Programme de filet de sécurité productif (*Productive Safety Net Program - PSNP*), piloté par le gouvernement éthiopien, a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté en mettant en place des transferts d'argent ou de nourriture aux citoyens capables de contribuer à des projets dont l'objectif prioritaire est la résilience climatique.

Lancé en 2005, le PSNP est aujourd'hui le programme d'adaptation au changement climatique le plus important d'Afrique.³⁰ Les résultats obtenus grâce au projet, qui a contribué à réduire de moitié les taux de pauvreté, en font un modèle à suivre par d'autres pays d'Afrique.³¹ Les coûts du PSNP, qui est actuellement dans sa quatrième phase, sont partagés entre le gouvernement éthiopien, la Banque mondiale et au moins neuf pays fournisseurs de coopération pour le développement.³²

La Tunisie offre un autre exemple de soutien de l'action locale par la coopération pour le développement. Depuis 2011, les Tunisiens ont participé à plusieurs élections présidentielles et parlementaires libres, ont adopté une nouvelle constitution et ont élu un parlement qui affiche une représentation femmes-hommes plus équilibrée que celle de la plupart des pays de l'OCDE.³³ La transition démocratique en cours est animée de l'intérieur, mais est également appuyée par un soutien international, dont celui du Partenariat de Deauville, une initiative soutenue par le Groupe des sept qui préconise un dialogue constant sur les enjeux économiques et les défis de gouvernance

au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.³⁴ Des fonds groupés auxquels participent divers pays et organisations octroient également un soutien financier destiné à renforcer la stabilité économique en Tunisie, et à promouvoir une bonne gouvernance, la création d'emplois, la diversification économique et la cohésion sociale.³⁵

Le Viet Nam a lui aussi grandement tiré parti de la coopération pour le développement lors de sa transition sociale et économique. Depuis les premières réformes du marché (*Đổi Mới*) qui ont eu lieu à la fin des années 80, à l'époque où le pays était l'un des plus pauvres du monde, le Viet Nam a accompli une évolution en profondeur qui l'a amené au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui est le sien aujourd'hui. Son produit intérieur brut double à peu près tous les dix ans et la pauvreté absolue (moins de 1.9 USD par jour) a reculé pour passer de 50 % à moins de 4 % de la population aujourd'hui, sous l'effet de la croissance économique associée à des investissements dans la protection sociale³⁶. Au cours de cette période, le soutien et la coopération pour le développement apportés par un ensemble

ENCADRÉ 1.4. ENSEIGNEMENTS À DÉGAGER DE L'EXPÉRIENCE DE LA CORÉE EN MATIÈRE DE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

La Corée est devenue membre du Comité d'aide au développement en 2010, une adhésion qui a couronné son évolution remarquable hors de l'extrême pauvreté grâce au pouvoir catalyseur de la coopération pour le développement et d'autres ressources. En plus d'acheminer de l'aide publique au développement, de se reconstruire après la guerre et de mettre en place l'infrastructure sociale nécessaire à la croissance économique, la Corée s'est employée à mobiliser d'autres sources de financement du développement afin d'atteindre l'indépendance budgétaire. Alors ministre des Affaires étrangères, M. Byung-se Yun avait en 2014 conseillé aux pays en développement qui souhaitent accomplir la même transition d'en prendre les rênes et de mobiliser des ressources pour le développement en utilisant la fonction de catalyseur de l'aide publique au développement. « Le développement devrait être piloté par les pays en développement eux-mêmes, selon une approche pragmatique adaptée à leurs situation et besoins particuliers », avait-il déclaré. « Il faut que chaque pays renforce sa capacité à instaurer des mesures et des institutions qui soutiennent efficacement sa vision stratégique du développement sur le terrain ».

Source: Yun, B, 2014 ^[29] « Point de vue : La façon dont la Corée a utilisé l'APD peut guider les autres pays dans leur développement » cité dans (OCDE, 2015 ^[30]), <https://doi.org/10.1787/dcr-2014-fr>

d'organisations multilatérales et de pays ont permis d'améliorer les infrastructures et les services économiques, ainsi que les secteurs sociaux. Aujourd'hui, alors que le Viet Nam poursuit sa transition vers le statut de pays à revenu intermédiaire, l'aide publique au développement continue de jouer un rôle, même si la part du financement total à l'appui du développement qu'elle représente décroît.³⁷

Des solutions nouvelles

Les projets à l'appui du développement s'inscrivent aujourd'hui dans des approches nouvelles et innovantes afin de proposer des solutions efficaces. L'initiative *Building Blocks* du Programme alimentaire mondial a par exemple recours à la technologie de la chaîne de blocs pour renforcer l'efficacité de l'acheminement de l'aide alimentaire à plus de 100 000 réfugiés syriens en Jordanie³⁸. Le programme *Phones Against Corruption* est un système de signalement par SMS élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement et Mobimedia, une entreprise de télécommunications australienne.

Il permet de signaler simplement et anonymement les cas de corruption en Papouasie-Nouvelle-Guinée³⁹, qui se classe dans les derniers rangs dans l'Indice de perception de la corruption de *Transparency International* (Transparency International, 2018^[31]). En 2015, *Phones Against Corruption* avait reçu plus de 20 000 messages qui ont abouti à plus de 250 enquêtes pour corruption et à l'arrestation de deux agents publics pour mauvaise gestion portant sur un montant supérieur à 2 millions USD.

L'utilisation des technologies numériques dans les interventions menées en réponse à des crises est un autre exemple d'innovation. La plateforme de cartographie numérique Ushahidi permet à des ressortissants de différents pays de signaler leur présence sur une carte lors d'une crise via la technologie GPS, qui leur donne accès à un canal de communication direct avec les organismes gouvernementaux ou les organisations les

plus à même de répondre à leurs besoins urgents. Un tel projet ne serait pas réalisable en l'absence de partenariats entre des fondations, des acteurs de la société civile et du secteur privé et des organismes d'aide au développement.⁴⁰

Les nouvelles solutions ne se contentent pas de tirer parti de la technologie, elles s'étendent aux projets de financement innovants. Au nombre des nouvelles approches visant notamment à attirer les capitaux dans les zones rurales des pays en développement, on peut citer le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC). Lancé par le Fonds international de développement agricole, il propose des prêts et des prises de participation adaptés aux besoins des petites et moyennes entreprises, des organisations d'agriculteurs et des institutions financières rurales (Fonds international de développement agricole, 2019^[32]).

La coopération pour le développement est tenue de respecter des normes nationales et internationales rigoureuses

Si, parmi le public, la perception selon laquelle une proportion trop importante du financement public du développement se perd dans la corruption et le gaspillage est largement répandue, les dépenses de développement sont, dans les faits, soumises à une surveillance et à des obligations rigoureuses de reddition de comptes. En cas de corruption avérée, une tolérance zéro est appliquée et des procédures efficaces sont lancées afin de la signaler, d'y remédier et de la sanctionner. La plupart des organismes d'aide au développement encouragent et soutiennent les lanceurs d'alerte⁴¹. Les dépenses de développement font également régulièrement l'objet d'examen, d'audits et d'évaluations nationaux et internationaux des dépenses et des performances. Ces examens indépendants concluent dans une grande majorité des cas que les dépenses d'aide sont efficaces. Au Royaume-Uni, par

exemple, la *Independent Commission for Aid Impact* a passé en revue les conclusions de 28 examens des performances de l'aide allouée par le pays entre 2015 et 2019, et a estimé que les résultats de deux tiers des examens étaient positifs ou satisfaisants (ICAI, 2019^[33]).

Le scepticisme quant à l'efficacité de la coopération pour le développement, qui n'est pas nouveau (Encadré 1.5), est une source de préoccupation pour la plupart des parties prenantes. Dans les faits, la communauté internationale investit massivement dans le renforcement de l'efficacité depuis 2003. S'il y a toujours des marges d'amélioration, il convient de remarquer que le rapport de suivi 2019 du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement constate que les pays ont accompli des avancées considérables dans le renforcement de la qualité de la planification du développement national au fil des années, et que les dispositifs de reddition mutuelle des comptes au niveau des pays sont en train d'évoluer et de devenir plus inclusifs.⁴²

Les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE – un forum international qui rassemble nombre des plus importants fournisseurs de

coopération pour le développement – se soumettent à des examens par les pairs afin d'évaluer dans quelle mesure ils respectent leurs engagements à l'appui du développement international, et d'apprécier les capacités de leurs systèmes à assurer la réussite de leurs partenariats et de leurs projets⁴⁴. Sur la base de ces examens, les membres de l'OCDE formulent ensuite des recommandations officielles à l'intention des pays, qui sont mises en œuvre dans environ 80 % des cas. Depuis 2015, le Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales (MOPAN) a évalué les performances de 26 organisations multilatérales qui reçoivent un niveau élevé de financement de la coopération pour le développement⁴⁵. Un examen des évaluations du MOPAN mené récemment a constaté que les performances des organisations multilatérales étaient globalement satisfaisantes.⁴⁶

La communauté du développement a également mis en place des dispositifs visant à inciter l'instauration de normes, de pratiques et de valeurs communes. La Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et

ENCADRÉ 1.5. LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT EST-ELLE EFFICACE ?

Un examen mené en 2019 sur la base d'études empiriques consacrées à l'impact et l'efficacité de l'aide au développement à l'appui du développement international s'ouvre sur ce rappel : le débat sur l'efficacité de l'aide extérieure est aussi ancien que l'histoire de l'aide extérieure elle-même. Cet examen, mené par des chercheurs de l'Université d'Afrique du Sud, conclut également qu'il existe d'abondantes preuves de l'efficacité de l'aide extérieure en matière de lutte contre la pauvreté (Mahembe et Odhiambo, 2019^[34]).

De même, un article paru en 2016 dans le *World Bank Economic Review* concluait que les effets macroéconomiques à long terme de l'aide sont systématiquement positifs, et que l'aide extérieure contribue grandement à atteindre les objectifs de développement (Arndt, Jones et Tarp, 2016^[35]).

En outre, une étude de *Congressional Research* publiée en début d'année aux États-Unis⁴³ a également constaté qu'une aide extérieure efficace était propice aux transitions démocratiques en offrant une aide à l'organisation d'élections, en appuyant les réformes judiciaires et celles mises en œuvre pour améliorer l'application de la loi, et en favorisant le soutien aux droits humains et démocratiques.

Source: (Nations Unies, 2019^[36]) Climate change and poverty: Report of the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Poverty/A_HRC_41_39.pdf.

recherche de la paix, adoptée récemment, a ainsi pour objectif de promouvoir une action plus cohérente entre les principaux acteurs internationaux de l'action humanitaire, du développement et de la recherche de la paix dans les contextes de crise et de fragilité⁴⁷.

Elle réclame une approche commune qui privilégie la prévention toujours, le développement dans toute la mesure du possible, et l'action humanitaire si nécessaire.

Le CAD a en outre réagi rapidement lorsque des scandales retentissants ont mis au jour, en 2018, des cas d'abus sexuels commis par des acteurs du développement. En 2019, il a produit une Recommandation sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire, dont l'importance est fondamentale⁴⁸. Cette recommandation a constitué le premier accord multilatéral visant à rendre les États membres comptables et à aider les pays à améliorer leurs systèmes de manière à lutter contre les conduites sexuelles répréhensibles, à prendre les mesures nécessaires à leur rencontre dans le secteur du développement, et à définir un cadre clair centré sur les victimes et les survivants. Elle représente également un engagement d'assumer un rôle directeur de manière à s'attaquer plus efficacement aux inégalités et aux déséquilibres du pouvoir entre les sexes.

La coopération pour le développement est plus nécessaire que jamais

Malgré toutes ces évolutions positives, le sentiment va croissant que nous avons atteint un moment charnière dans l'instauration d'un développement durable : les progrès sont trop lents, nous laissons des personnes de côté et nous ne parvenons pas à atteindre ceux qui sont le plus défavorisés. De bien des façons, le monde n'a jamais eu autant de moyens en main pour relever les défis qui se posent en matière de développement.

L'évolution rapide des technologies ouvre de vastes perspectives en termes de partage de connaissances, de renforcement de l'efficacité de la mise en œuvre de la coopération et de conception de solutions créatives visant à relever ces défis. Or, le caractère contextuel du développement fait qu'il s'agit d'un processus constant, et la réalité de la coopération pour le développement fait que cette coopération doit s'adapter aux défis – évolutifs, persistants ou émergents – qui mettent continuellement à l'épreuve le système de développement et ses acteurs.

À un tournant décisif sur la voie du développement durable

La vision ambitieuse et porteuse de transformation qui sous-tend le Programme 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) interdépendants est celle d'un développement durable universel : tout le monde y gagne ou y perd. Les données les plus récentes montrent que les mesures prises pour atteindre ces objectifs mondiaux sont insuffisantes. Dans leur rapport de 2019 faisant le point sur la réalisation des ODD, les Nations Unies constatent que l'extrême pauvreté demeure obstinément élevée dans les pays à faible revenu et les pays touchés par un conflit ou des bouleversements politiques, en particulier en Afrique subsaharienne, et indiquent que selon les prévisions, 6 % de la population mondiale vivront toujours dans l'extrême pauvreté en 2030.⁴⁹ En outre, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté pour la troisième année consécutive.⁵⁰ Le nombre de conflits violents n'a jamais été aussi élevé au cours des 30 dernières années et la fragilité touche 28 % de la population mondiale. Seuls 18 % des contextes de fragilité sont en passe d'atteindre certaines cibles d'ODD.⁵¹ Le nombre de personnes déplacées atteint un niveau inégalé depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Les quatre dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées et il est presque certain que cette tendance se poursuivra.⁵²

Parallèlement, la montée des tensions géopolitiques et commerciales entre les principales économies mondiales semble freiner le potentiel de croissance.⁵³ La transformation numérique rapide de l'économie mondiale et les interactions sociales quotidiennes transforment l'avenir du travail dans le monde⁵⁴ – une évolution qui ouvre des perspectives tout en créant des risques pour les pays moins bien intégrés dans l'économie mondiale.⁵⁵ Les chocs climatiques, plus fréquents, bouleversent également les perspectives de croissance et de développement et mettent en péril des acquis durement obtenus⁵⁶ en accroissant l'insécurité alimentaire, les risques pour la santé et la vulnérabilité des populations face aux événements climatiques extrêmes.

La communauté internationale, en ne prenant pas les mesures nécessaires pour donner suite aux engagements qu'elle a pris en matière de financement, réduit elle-même sa capacité à faire face à ces défis interdépendants. Seuls cinq pays du CAD, ainsi que certains pays donateurs de la région du Golfe et la Turquie, atteignent l'objectif international visant à consacrer 0.7 % du revenu national brut à l'APD. L'incapacité d'un nombre aussi élevé de pays donateurs à honorer cet engagement est décuplée par les problèmes découlant de l'apathie dont font preuve de nombreux gouvernements de pays partenaires pour réformer leurs systèmes et mobiliser et investir leurs ressources internes dans l'intérêt supérieur de leurs citoyens.

Éliminer la pauvreté et lutter contre les inégalités, notamment entre les sexes

Les femmes et les filles sont touchées de façon disproportionnée par la pauvreté. Il ne peut tout simplement pas y avoir de développement durable si la moitié de l'humanité continue d'être privée de droits et de chances. Beaucoup de femmes se voient refuser l'accès à l'espace politique, ce qui les empêche d'exprimer leurs préoccupations, de façonner les politiques et d'accéder à certains

services en raison des inégalités entre les sexes. Les femmes ont tendance à occuper les emplois les plus précaires, les emplois non rémunérés et les emplois les moins bien rémunérés.⁵⁷ La violence à l'égard des femmes est un phénomène répandu dans le monde entier⁵⁸. L'exposition aux situations de conflit ou de fragilité ne fait qu'aggraver les inégalités structurelles. Dans les situations de conflit, par exemple, les jeunes filles courent 2.5 fois plus de risque de ne pas être scolarisées que les garçons ; neuf des 10 pays où les taux de mariages d'enfants sont le plus élevés sont considérés comme fragiles ou extrêmement fragiles.⁵⁹

L'ODD 5, qui vise à parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles, est un objectif central du Programme 2030. Même si les tendances montrent qu'un nombre croissant de pays privilégie cet objectif en mettant en place des politiques étrangères et internationales féministes⁶⁰ et en accroissant leurs budgets dédiés à l'égalité femmes-hommes, l'ODD 5 continue d'être l'objectif qui souffre le plus d'un déficit de financement par rapport aux autres objectifs du programme – en 2016-17, les apports de financement dirigés vers des programmes de développement ciblant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en tant qu'objectif principal ne représentaient que 4 % de l'APD.

Sur les 20 pays les plus jeunes du monde, 19 sont africains. Le nombre de jeunes en Afrique devrait, selon les prévisions, être multiplié par deux pour atteindre 830 millions d'ici à 2050. Avec 30 millions de jeunes Africains entrant chaque année sur le marché du travail jusqu'en 2030, la création d'emplois est loin de suivre le rythme requis pour répondre aux exigences et aux besoins futurs de cette population.⁶¹ Les conséquences du chômage des jeunes sont graves et universelles. Le chômage des jeunes peut en effet faire le lit des conflits, encourager les migrations irrégulières et maintenir des générations entières dans la pauvreté et les inégalités – une véritable « bombe à

retardement », selon les termes du Président du Botswana Mokgweetsi Masisi.⁶²

Pas moins de 730 millions de personnes vivent actuellement dans l'extrême pauvreté et un nombre aussi élevé que 2.3 milliards de personnes vivent dans des contextes fragiles. Pour contribuer à mettre fin à de telles conditions de vie à l'horizon 2030, des interventions plus intelligentes, plus adaptées au contexte et plus soucieuses de la problématique femmes-hommes sont nécessaires dans le domaine humanitaire, du développement et de la recherche de la paix. La communauté internationale a désormais conscience de l'immensité et de l'urgence de cette tâche. Les données de l'OCDE montrent que le financement public à l'appui du développement dans les contextes fragiles représentait plus de 74 milliards USD au titre de l'APD nette en 2017.⁶³

Pour autant, est-il réellement possible de ne laisser personne de côté dans un monde aussi inégalitaire ? Si l'on veut instaurer un développement durable et inclusif, il est impératif de s'atteler à l'un des plus grands défis qui se posent au monde, à savoir les inégalités économiques croissantes et corrosives qui entraînent une fragmentation de nos sociétés.⁶⁴ Le creusement des inégalités de revenu s'accompagne d'un accroissement des inégalités de patrimoine, lesquelles ont atteint un niveau atterrant : désormais, 1 % de la population mondiale détient 50 % de la richesse mondiale.⁶⁵

Les sombres perspectives qui se dessinent en ce qui concerne la concrétisation des Objectifs de développement durable sur les dix prochaines années mettent en relief combien il est essentiel d'axer la coopération internationale pour le développement sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, l'élimination de l'extrême pauvreté et l'inversement de la tendance à l'accroissement des inégalités, en mettant l'accent sur la création d'emplois. En particulier, la coopération pour le développement devrait expressément prendre en compte l'imbrication des

inégalités subies par les femmes et les personnes qui appartiennent à des groupes marginalisés ou vulnérables.⁶⁶

S'attaquer aux causes profondes de la fragilité

La fragilité se manifeste par des conflits, par le terrorisme, par des homicides, par la pauvreté, par des déplacements forcés, par des catastrophes et par la famine. Elle n'atteint pas nécessairement un niveau de crise tel que le pays ou le contexte concerné attire subitement l'attention du monde ou apparaît, même brièvement, sur les écrans de télévision ou dans les fils d'actualité. Elle se niche là où le développement équitable et durable fait le plus défaut et là où il existe des niveaux inacceptables de souffrance humaine. Elle s'enracine dans les situations de crise oubliées et les situations d'urgence négligées auxquelles les médias ne s'intéressent que par intermittence,⁶⁷ comme ces 1.5 million d'enfants nécessitant une aide humanitaire en République centrafricaine ou la guerre civile au Yémen qui, après cinq ans de conflit, demeure la pire crise humanitaire au monde, selon les Nations Unies.⁶⁸

Comme l'indique le rapport *États de fragilité 2018* (OCDE, 2018_[11]), à défaut de s'attaquer aux déterminants de la fragilité et d'apporter un soutien spécifique, la fragilité s'étendra. En l'absence de mesures significatives, 34 % de la population mondiale, soit 3.3 milliards de personnes, vivront dans des contextes fragiles en 2050. Une coopération pour le développement axée sur le long terme est nécessaire pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents de fragilité, et cette coopération exige d'adopter une nouvelle approche qui aborde la fragilité dans toutes ses dimensions, y compris en engageant un dialogue au plus haut niveau afin de remédier à la fragilité politique, en entreprenant une réforme du secteur de la sécurité pour prendre en compte la dimension sécuritaire et en menant une programmation économique, sociale et environnementale afin de s'attaquer aux

autres déterminants de la fragilité. Or, et c'est essentiel, toutes ces interventions sont des processus intensifs qui demandent du temps et de la patience avant de livrer des résultats concrets – un « luxe » dont on peut avoir tendance à se passer pour faire face à des besoins urgents.

Le financement public à l'appui du développement, en particulier les dons et les prêts concessionnels au titre de l'APD, constituent un instrument particulièrement efficace pour lutter contre la fragilité et un des rares apports financiers sur lequel les contextes fragiles peuvent compter.⁶⁹ Toutefois, l'éclatement de plusieurs crises urgentes a provoqué un détournement des budgets de coopération pour le développement, qui ont été utilisés pour financer une aide humanitaire plus que nécessaire et, ces dernières années, les dépenses consacrées aux réfugiés dans les pays donateurs, au lieu de financer des actions de développement de long terme, qui permettent pourtant de s'attaquer aux facteurs de fragilité⁷⁰. Les travaux de l'OCDE visent à faire prendre conscience du fait que tous les besoins des personnes touchées par la fragilité ne sont pas nécessairement humanitaires en soi et que, par conséquent, une réponse humanitaire n'est pas

nécessairement le meilleur instrument pour satisfaire les besoins de ces personnes.

Il convient de puiser dans une gamme plus large d'outils, notamment le dialogue politique, les instruments à l'appui de la paix et les fonds de coopération pour le développement.

Comprendre et mieux gérer les déplacements forcés et les migrations

À la fin de l'année 2018, on comptait près de 71 millions de personnes qui avaient été contraintes de quitter leur foyer en raison d'actes de violence, de persécutions, de conflits ou de catastrophes naturelles. Sur ce nombre, 41.3 millions étaient des déplacés internes, 25.9 millions des réfugiés et 3.5 millions des demandeurs d'asile (HCR, 2019^[38]). Ces chiffres, pour alarmants qu'ils soient, ne comptent pas les nombreuses autres personnes qui ne sont pas en mesure d'échapper aux terribles conditions dans lesquelles ils vivent.

Ce mouvement général de déplacement à l'échelle mondiale a fait sentir ses effets dans l'ensemble des pays d'accueil, suscitant des réponses politiques et sociales variées – de chaleureuses manifestations d'accueil dans des gares ferroviaires à une xénophobie et un racisme croissants. Si l'arrivée massive

ENCADRÉ 1.6. PRENDRE EN COMPTE LE POINT DE VUE DES INTÉRESSÉS AFIN D'AMÉLIORER LA RÉPONSE HUMANITAIRE

Les organisations humanitaires et de développement reconnaissent de plus en plus qu'il est essentiel de prendre en compte le point de vue des personnes bénéficiaires de leur soutien afin d'en améliorer les résultats. Cette question a été soulevée et approuvée lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire, en 2016. Les enquêtes réalisées en Afghanistan, au Bangladesh, en Haïti, en Iraq, au Liban, en Somalie et en Ouganda montrent que les personnes interrogées sont de plus en plus nombreuses à considérer que leur point de vue est pris en compte. En Somalie par exemple, jusqu'à 75 % des bénéficiaires d'aide indiquent connaître les dispositifs d'aide mis à leur disposition et avoir le sentiment que les fournisseurs prennent leur point de vue en compte. Des défis demeurent néanmoins, par exemple au Liban, où seulement 31 % des personnes interrogées indiquent connaître les dispositifs d'aide existants et seulement 9 % avoir le sentiment que leur point de vue est pris en compte.

Source: (OCDE, 2019^[37]), Financement humanitaire (page web), <http://www.oecd.org/fr/cad/conflits-fragilite-resilience/financementhumanitaire/>

ENCADRÉ 1.7. QUELQUES FAITS QUI ILLUSTRONT LES DÉPLACEMENTS

Deux tiers des réfugiés dans le monde proviennent des cinq pays touchés par un conflit qui sont la République arabe syrienne, l'Afghanistan, le Soudan du Sud, le Myanmar et la Somalie. La guerre et la violence ne sont toutefois pas les seuls facteurs de déplacement forcé. L'effondrement de l'économie et les crises politiques et humanitaires en République bolivarienne du Venezuela ont amené 4 millions de Vénézuéliens à fuir vers les pays voisins ces dernières années, dont 1 million accueilli par la Colombie.

Les catastrophes naturelles et les événements climatiques extrêmes provoquent également des déplacements de population. D'après des estimations de l'International Displacement Monitoring Centre, ces phénomènes ont été à l'origine de 17.2 millions de nouveaux déplacements pour la seule année 2018.

Source: (HCR, 2019^[39]). Situation au Venezuela, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Update%20on%20Venezuela%20Situation%20-%20May%202019.pdf>

de migrants à partir de 2015 a provoqué des réactions politiques hostiles dans certains pays de l'OCDE, les récentes crises des réfugiés ont en fait touché de manière disproportionnée les pays pauvres et les pays à revenu intermédiaire, et non les nations riches. Près de 80 % des réfugiés vivent dans des pays qui ont une frontière avec leur pays d'origine (Encadré 1.7). Lorsqu'ils sont autorisés à améliorer leurs moyens de subsistance en occupant un emploi, les réfugiés contribuent également à l'économie locale et, de ce fait, apportent des bénéfices en termes de développement (OCDE, 2018^[11]).

Notre maison brûle : s'attaquer sérieusement au problème du changement climatique et de son impact sur le développement

Aucun enjeu ne met mieux en lumière le caractère commun de notre avenir que la crise liée au changement climatique et à la destruction de l'environnement, qui menace de réduire à néant les acquis durablement obtenus en matière de développement et d'éclipser, tout en les aggravant, les autres défis auxquels nous devons faire face. L'essor des mouvements de protestation dans le monde, dont les jeunes inquiets pour leur propre avenir se sont faits le fer de lance, mettent au jour l'absence d'action efficace des pouvoirs publics, du secteur privé et de la communauté internationale en général. La grande majorité des pays se sont fixés

des objectifs en matière d'action climatique qui sont cruellement insuffisants et qui, collectivement, n'ont aucune chance de permettre d'atteindre l'objectif énoncé dans l'Accord de Paris de limiter la hausse des températures à 1.5°C pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses effets.⁷¹

Au niveau mondial, les progrès en matière de lutte contre le changement climatique ont marqué le pas. En 2018, les émissions se sont accrues plus rapidement que jamais depuis 2011 sous l'effet de l'augmentation de la consommation des carburants fossiles, et la création d'installations d'énergie renouvelable a stagné.⁷² Ces régressions interviennent alors que les conséquences du dérèglement climatique et le caractère non soutenable des taux de consommation dans le monde apparaissent au grand jour. Les océans s'acidifient, ce qui provoque des modifications dramatiques des écosystèmes marins. La forêt vierge d'Amazonie a subi des incendies sans précédent en août 2019, menaçant l'un des moyens de la planète les plus efficaces pour maintenir les gaz à effet de serre hors de l'atmosphère. De grandes villes comme Le Cap en Afrique du Sud et Chennai en Inde sont dangereusement proches d'une pénurie d'eau potable. L'humanité consomme de plus en plus de terres et de ressources, menaçant d'extinction près d'un million d'espèces (Nations Unies, 2019^[40]).

Néanmoins, les données sont nombreuses qui montrent qu'il est possible de progresser. Lors du Sommet des Nations Unies sur le climat, en septembre 2019, 65 pays se sont engagés à atteindre un niveau nul d'émissions nettes au plus tard en 2050, et la Chine et l'Inde ont annoncé de nouvelles initiatives nationales visant à réduire leurs émissions⁷³. Le Maroc a construit la plus grande centrale solaire concentrée du monde⁷⁴ et du côté des pays nordiques, c'est à celui qui parviendra le premier à atteindre la neutralité carbone, même si la probabilité qu'ils rattrapent le Costa Rica est mince, ce dernier devant y parvenir en 2021 (Irfan, 2018_[41]).

La coopération pour le développement a un rôle essentiel à jouer en aidant les pays en développement à effectuer leur transition vers des trajectoires de développement à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique, qui offrent des possibilités d'assurer une croissance inclusive propre à protéger les populations pauvres et à garantir prospérité et bien-être à l'échelle mondiale (OCDE, 2019_[2]). Il s'agit là d'un enjeu capital. Les fournisseurs de coopération pour le développement qui n'apportent pas leur appui à une action climatique ambitieuse risquent au contraire de favoriser un développement non durable.

Certains signes montrent que nous suivons peut-être enfin le bon cap. La Banque islamique de développement, par exemple, a dernièrement décidé que l'ensemble de ses investissements devait être respectueux du climat et propice à favoriser le développement durable⁷⁵. Néanmoins, dans l'ensemble, la coopération pour le développement doit encore faire converger développement et action climatique en intégrant plus résolument les considérations relatives au climat et à l'environnement dans ses portefeuilles d'activités. Dans des secteurs clés comme l'énergie, l'agriculture, la sylviculture et la pêche, l'eau et l'assainissement, la part du financement du développement dirigé vers le climat a soit diminué, soit stagné ces dernières années (OCDE, 2019_[2]).

Des temps difficiles pour la coopération multilatérale

La confiance dans les pouvoirs publics et les institutions est en chute libre, tandis que le populisme, le protectionnisme et un nationalisme exclusif gagnent du terrain

- Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría

Face à ces défis que nous partageons tous, nous avons besoin de plus, et pas de moins, de coopération et d'action collective. À peine quatre ans après l'adoption du Programme 2030 et d'autres accords internationaux adoptés en 2015, d'aucuns s'inquiètent que 2015 ne représente en définitive l'apogée du multilatéralisme mondial.⁷⁶ En 2019, le multilatéralisme et les objectifs ambitieux fixés par la communauté internationale sont menacés.

L'esprit de coopération dont nous faisons preuve à l'échelle mondiale, étayé par un ensemble de lois et de normes internationales convenues d'un commun accord, est notre manière de faire face aux menaces qui planent sur la paix, la sécurité et la prospérité dans le monde et de définir une trajectoire pour les générations futures. C'est cet esprit qui a permis de poser des jalons majeurs comme la Convention sur les armes chimiques, premier accord multilatéral de désarmement prévoyant l'élimination d'une catégorie entière d'armes de destruction massive.⁷⁷ C'est aussi cet esprit qui a motivé la création du Fonds de solidarité de l'Union européenne, en 2002, afin d'aider les pays membres de l'UE à se relever à la suite de catastrophes. C'est enfin cet esprit qui a sous-tendu la décision de

152 pays d'adopter le premier Pacte mondial pour les migrations, lequel renforce la souveraineté des États en matière de gestion des migrations tout en donnant des moyens d'action aux migrants et aux communautés d'accueil.⁷⁸

Le dynamisme des nouvelles puissances issues du monde en développement exige une répartition plus équitable des voix et des responsabilités, ce qui renforce et remet en question la gouvernance mondiale. L'émergence de la coopération Sud-Sud participe d'un rééquilibrage du pouvoir politique et économique dans le monde.⁷⁹ Outre ces évolutions géopolitiques, les marchés internationaux de capitaux ont connu une expansion, ce qui a accru les risques d'instabilité financière, de fraude et d'évasion fiscales et de flux illicites, mais a aussi diversifié les sources de financement du développement, avec pour effet un accès plus facile aux ressources privées pour de nombreux pays en développement. En conséquence, la part relative de l'APD parmi les ressources internationales apportées à l'appui du développement, en particulier dans nombre de pays en développement à revenu intermédiaire, s'est considérablement réduite.⁸⁰

Les BRICS – Afrique du Sud, Brésil, Russie, Inde et Chine – mettent eux aussi sur pied de nouvelles institutions multilatérales, à l'instar de la Nouvelle banque de développement, qui vise à mobiliser des ressources pour des projets d'infrastructures et de développement durable dans les BRICS et dans d'autres économies émergentes et pays en développement.⁸¹ Nombre de ces pays sont à la fois des bénéficiaires de la coopération pour le développement et des acteurs de cette coopération. Le rôle de premier plan qu'ils jouent illustre la caducité de la distinction tranchée entre pays développés et pays en développement. Les pays émergents demeurent parfois aux prises avec des niveaux élevés d'extrême pauvreté au niveau national, même s'ils sont des acteurs

mondiaux du développement international de par leur présence au sein du Groupe des 20 ou leur participation à des activités de coopération Sud-Sud.

Chaque nation, de la plus riche à la plus en difficulté, est aux commandes de sa propre trajectoire de développement. Cependant, ces trajectoires sont déterminées par un système multilatéral fondé sur la légitimité politique, la neutralité et un nombre de membres très élevé. En tant que premiers partenaires de financement du système multilatéral, les pays qui fournissent une coopération pour le développement jouent un rôle majeur en faisant fonctionner le système de sorte qu'il atteigne sa destination finale, à savoir un monde où règne la paix et où les biens publics mondiaux sont protégés.⁸²

Des bénéfiques pour tous

Fondamentalement, le soutien au développement international part du postulat selon lequel les problèmes s'arrêtent rarement aux frontières. Tout comme les solutions à ces problèmes. Ce postulat est antérieur à la création de l'OCDE elle-même. Dans son discours prononcé en clôture de la Conférence de Bretton Woods, en 1944, le Secrétaire d'État au Trésor américain Henry Morgenthau, Jr. appelait les 44 nations réunies à unir leurs efforts pour atteindre des buts communs, à l'appui de la notion fondamentale voulant que les peuples de la Terre soient inextricablement liés les uns aux autres par la poursuite d'objectifs et d'intérêts communs profonds.⁸³

Aujourd'hui, grâce en grande partie aux progrès rapides de la technologie, les citoyens du monde sont connectés d'une manière qui aurait stupéfait Morgenthau et ses contemporains. Mais la réalité sous-jacente, la simple réalité, demeure la même : un monde plus juste, plus vert, plus sûr et plus prospère est un monde qui apporte des bénéfices à tous. Si les populations locales sont les plus touchées, les conséquences des conflits, les pandémies, l'extrême pauvreté et le changement

climatique ne s'arrêtent pas aux frontières et aucune nation ne peut se permettre de tourner le dos à ce qui se passe ailleurs.

Même si la coopération pour le développement est mue par plusieurs intérêts coexistants, nous affichons tous un intérêt commun pour la concrétisation d'objectifs de développement sur le long terme. La coopération internationale pour le développement n'est donc pas déterminée uniquement par l'altruisme ou par une approche globale désintéressée. Dès 1996, le CAD admettait que les États membres ne pouvaient « éluder l'impératif moral qui nous oblige à remédier à l'extrême pauvreté et aux souffrances humaines » tout en reconnaissant leurs « propres intérêts d'encourager la prospérité grandissante des pays en développement ».⁸⁴

Les bénéfices mutuels ne se limitent pas aux considérations économiques et de politique étrangère, mais concernent d'autres domaines où il existe des risques pour la sécurité humaine, par exemple la santé. La campagne de vaccination lancée conjointement par le Brésil et le Paraguay en septembre 2019 en est un exemple : reconnaissant que les maladies ne connaissent pas les frontières, elle vise à étendre la couverture vaccinale pour ce qui est des oreillons, de la fièvre jaune et d'autres maladies dans les villes frontalières de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay.⁸⁵

Placer le développement durable au cœur des intérêts nationaux

La reconnaissance de l'existence d'intérêts et de bénéfices mutuels n'est ni nouvelle ni un sujet particulièrement controversé. Les données sont nombreuses qui montrent que la coopération pour le développement sert divers intérêts nationaux en établissant des relations diplomatiques, en développant le pouvoir de convaincre (« soft power ») et en stimulant la croissance économique ainsi que les débouchés commerciaux, tout en favorisant la paix, la prospérité et la stabilité afin de réduire les conflits, l'instabilité et les

déplacements massifs de populations qui en découlent.

Il convient par ailleurs de comprendre que la politique de coopération pour le développement ne vient pas combler un vide. Toutes les nations sont mues par divers intérêts politiques, économiques et commerciaux qui ne concordent pas toujours avec les programmes d'action collectifs destinés à favoriser le développement durable. Le CAD fait valoir depuis longtemps que s'il est légitime de prendre en compte les intérêts nationaux dans la politique de développement international, ces intérêts sont à terme contre-productifs s'ils ne contribuent pas à un développement durable (Encadré 1.8).⁸⁶ La gestion d'intérêts nationaux divergents est difficile d'un point de vue politique et appelle des processus d'élaboration des politiques robustes, fondés sur des données factuelles et efficaces, et qui gèrent les arbitrages. Les acteurs du développement doivent prendre garde à fournir des arguments convaincants et à démontrer comment des politiques compatibles avec l'objectif du développement durable contribuent à l'intérêt national.⁸⁷

Conserver un effet catalyseur dans un paysage international complexe et en mutation

Après plus d'une décennie de modifications fondamentales et de bouleversements dans le paysage mondial du développement, la nouvelle architecture du développement est encore en construction.⁸⁸ Une des évolutions majeures réside dans l'émergence de fournisseurs dans la région du Golfe, d'acteurs privés et d'organismes philanthropiques. L'importance grandissante de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en est une autre. Les acteurs financiers sont de plus en plus nombreux et de plus en plus variés – citons parmi eux les banques multilatérales de développement régionales et mondiales,

ENCADRÉ 1.8. LE DÉVELOPPEMENT DANS L'INTÉRÊT NATIONAL : CE QUE DISENT LES POLITIQUES

La plupart des pays sont relativement ouverts quant aux avantages directs que leurs contribuables et leurs entreprises privées retireront de l'aide apportée au développement international.

Ainsi, dans leur cadre stratégique 2019, les États-Unis font explicitement mention de l'intérêt que présente l'aide étrangère pour la sécurité et la prospérité des Américains, et conçoivent l'aide comme un « coup de main » plutôt que comme une aumône. Dans la même veine, la stratégie d'aide du Royaume-Uni préconise de s'attaquer aux grands défis planétaires qui menacent directement les intérêts britanniques, tandis que la stratégie de coopération pour le développement du Danemark présente diverses initiatives qui profiteront également à l'économie, aux échanges et aux investissements danois.

D'après le programme d'aide, d'échanges et d'investissement des Pays-Bas, le pays a pour mission de conjuguer activités d'aide et activités commerciales, dans l'intérêt mutuel, de sorte que le savoir-faire des entreprises néerlandaises puisse être exporté vers les pays partenaires, étant attendu qu'en retour, le secteur privé néerlandais pourra se faire une place dans les marchés en expansion.

La politique de développement international de l'Irlande place les intérêts nationaux dans un contexte plus large, indiquant que l'engagement de longue date du pays en faveur de l'internationalisme, du multilatéralisme et d'un système mondial fondé sur des règles constitue un élément central de l'approche adoptée par l'Irlande pour poursuivre son intérêt national. Les activités irlandaises de coopération pour le développement contribuent à bâtir un monde meilleur pour tous en forgeant et en protégeant la stabilité, la prospérité, les intérêts stratégiques et l'avenir de tous.

Source: (Keijzer et Lundsgaarde, 2018^[42]), When 'unintended effects' reveal hidden intentions: Implications of 'mutual benefit' discourses for evaluating development cooperation, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0149718917302951> ; (USAID, 2018^[43]), Joint Strategy Plan FY 2018-2022, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2018/12/Joint-Strategic-Plan-FY-2018-2022.pdf> ; (Gouvernement d'Irlande, 2019^[44]), A Better World: Ireland's Policy for International Development, <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/aboutus/abetterworldirelandspolicyforinternationaldevelopment/A-Better-World-Irelands-Policy-for-International-Development.pdf>.

ainsi que les institutions nationales de financement du développement – et de nouveaux instruments de financement se font jour, par exemple les contrats à impact, les instruments de la finance islamique ou les financements mezzanine. L'Encadré 1.9 présente certains des défis découlant de cette multiplicité d'options dans le paysage international du financement du développement.

Des acteurs et des instruments plus variés

Les acteurs de la coopération internationale pour le développement et les organisations de la société civile

admettent qu'ils ne se sont pas encore pleinement adaptés à ce nouveau monde, qu'ils s'efforcent de composer avec la complexité, craignant que les budgets publics consacrés au développement ne stagnent et qu'une approche du développement fondée sur des règles et sur des droits ne se heurte à des difficultés politiques⁸⁹. Sous l'effet du processus de changement radical à l'œuvre au sein du système de coopération pour le développement, la bipolarité Nord-Sud a cédé la place à un monde plus divers et hétérogène, dans lequel les inégalités entre pays persistent, mais suivant un spectre de niveaux de

développement plus progressif⁹⁰. Si les crises auxquelles nous faisons tous face perturbent les équilibres nationaux et internationaux, elles offrent une opportunité de construire un nouveau monde de cohésion, bâti sur des relations qui ne se limitent plus à la distinction donateurs-bénéficiaires (Rioux, 2019^[8]). Ces relations se déploient à travers la coopération triangulaire, comme l'illustre le projet entre le Cambodge, la Colombie et le Japon, visant à renforcer la capacité du Cambodian Mine Action Centre à partager son expertise en matière de déminage avec la Colombie.⁹¹

Les responsables du développement sont quelque peu inquiets de cette évolution du paysage international. Dans le même temps, ils espèrent aussi qu'un afflux de financements et d'idées provenant d'économies émergentes, du secteur privé, d'organismes philanthropiques et d'organisations de la société civile donnera lieu à de nouvelles possibilités de concrétiser les projets et promesses à l'appui d'un développement plus durable.

Comme indiqué plus haut, de nouveaux acteurs chamboulent l'architecture traditionnelle de la coopération internationale pour le développement. Selon les projections, la Chine, par exemple, investira la somme de 1 300 milliards USD dans son ambitieuse initiative des Nouvelles routes de la soie, qui comprend des projets dans 65 pays.⁹² D'après certaines estimations, au cours de la prochaine décennie, la Chine dépensera davantage en Afrique que ne le feront les États-Unis.⁹³ L'Inde, elle aussi, fournit une aide au développement massive à des pays voisins, et en particulier à l'Afghanistan, pour qui elle est le principal donneur, avec plus de 3 milliards USD de dépenses de développement.⁹⁴

La Fondation Bill & Melinda Gates est le parfait exemple de l'importance croissante des acteurs privés – qu'il

s'agisse d'organismes à but lucratif ou à but non lucratif – dans le développement international : représentant près de la moitié de l'ensemble des financements philanthropiques fournis entre 2013 et 2015,⁹⁵ elle consacre davantage d'argent au développement que de nombreux pays de taille moyenne qui sont membres du CAD. En outre, des particuliers fortunés intensifient leur action philanthropique. Ainsi, l'homme d'affaires britannico-soudanais Mohammed Ibrahim a créé la Fondation Mo Ibrahim en 2006, laquelle axe son action sur la qualité de la gouvernance en Afrique. La Fondation s'est associée à plusieurs autres acteurs afin de renforcer son impact sur le continent. La philanthropie prend également de l'ampleur en Inde, où les organisations philanthropiques et les particuliers drainent, selon les estimations, 10 milliards USD vers des initiatives de développement.⁹⁶ Il semblerait que l'Indien Azim Hashim Premji, investisseur dans les technologies de l'information, soit le cinquième plus grand donneur philanthropique au monde.

Cependant, l'investissement dans le développement et le bien-être n'est pas qu'une affaire de riches. Ainsi sont en train d'éclorre de nouveaux modèles de financement du développement qui mettent à profit la technologie de la chaîne de blocs pour permettre le financement de particulier à particulier. Ainsi, Kiva est une organisation à but non lucratif qui se décrit comme fournissant « des prêts qui changent des vies ». Elle met en relation des emprunteurs individuels dans plus de 80 pays avec quelque 1.8 million de prêteurs qui soutiennent petites entreprises et entrepreneurs – surtout des femmes – au moyen de prêts pouvant être d'un montant aussi minime que 25 USD ; le taux de remboursement est supérieur à 90 %.

ENCADRÉ 1.9. METTRE LES NOUVELLES SOURCES DE FINANCEMENT ET LES NOUVEAUX INSTRUMENTS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Le Programme d'action d'Addis-Abeba de 2015 établit un cadre pour le financement des ODD. Le constat sous-jacent à ce programme d'action pour le financement est qu'il faut mobiliser davantage de ressources locales et étrangères si l'on veut combler le déficit de financement, estimé à 2 500 milliards USD par an dans les pays en développement.

Ce déficit d'investissement, combiné aux contraintes qui pèsent actuellement sur les finances publiques, met les acteurs du développement au défi de faire le meilleur usage possible de ressources publiques limitées afin d'établir des partenariats plus efficaces avec le secteur privé, de mobiliser des fonds privés et de diriger ces fonds de manière à servir au mieux les ODD.

Les travaux de l'OCDE consacrés au financement du développement mettent en lumière la diversité et la complexité croissantes du système de financement, qui offre aux pays le choix entre pas moins de 1 000 instruments différents. L'essor du financement mixte – l'utilisation de financements publics à l'appui du développement pour mobiliser des financements privés au service du développement durable – illustre cette complexité grandissante. Au moins 17 membres du CAD de l'OCDE déploient actuellement des opérations de financement mixte. Le portefeuille consolidé des 15 membres des institutions de financement du développement européennes s'élevait à 41,2 milliards EUR en 2018, contre 11 milliards EUR en 2005.

Outre les financements publics concessionnels tels que l'APD, les investisseurs publics et privés opérant dans des projets de développement recourent de plus en plus à de nouveaux mécanismes comme le financement mezzanine (un instrument hybride situé entre les titres de dette et les titres de participation, essentiellement utilisé par des acteurs du secteur privé et des investisseurs institutionnels) ou les garanties (instruments qui fournissent une protection contre les risques politiques et/ou commerciaux).

Les défis associés à ce nouveau paysage du financement et à la multiplication des partenariats entre secteur public et secteur privé ont trait à la transparence, aux règles communes et à la redevabilité qu'il convient de concilier avec le souci des créanciers d'obtenir des rendements financiers. Les réformes suivantes sont nécessaires pour que, participant d'une démarche plus claire et résolue, le financement du développement soit dirigé là où les besoins sont les plus grands.

- **Transparence et mesure.** Il conviendrait de développer des outils et indicateurs meilleurs afin de mesurer, suivre et évaluer le volume d'apports financiers et leur alignement sur les ODD.
- **Amélioration de la réglementation et des incitations.** Un marché efficient du financement à l'appui du développement durable est nécessaire pour débloquer davantage de financements, se focaliser sur l'impact, améliorer la mesure et l'évaluation, et s'assurer qu'ils vont dans le sens des objectifs. Le marché doit en outre éliminer l'inadéquation entre la mobilisation de nouvelles sources de financement et un cadre de redevabilité international axé exclusivement sur l'APD.
- **Coordination accrue.** Des projets ponctuels ne suffiront pas pour recueillir les bénéfices universels inexploités du financement mixte et fournir les milliers de milliards de dollars nécessaires pour concrétiser les ODD. Les pouvoirs publics et le secteur privé ont besoin de stratégies vastes, ambitieuses et coordonnées pour mobiliser des ressources additionnelles.

- **Efficacité.** Les cinq Principes de Kampala (Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, 2019^[45]) pour un engagement efficace du secteur privé dans le cadre de la coopération pour le développement confèrent un intérêt accru aux partenariats. Allant au-delà des normes environnementales, sociales et de gouvernance minimales pour le secteur privé, ces principes d'application volontaire visent à renforcer la contribution positive des opérations de base des entreprises pour le développement durable.

Source: (OCDE, 2019^[12]), Perspectives mondiales du financement du développement durable 2019 : L'heure est venue de relever le défi, <https://doi.org/10.1787/eee36eb1-fr> ; (OCDE/FENU, 2019^[46]), Blended Finance in the Least Developed Countries, <https://doi.org/10.1787/1c142aae-en> ; (OCDE, 2018^[47]), OECD DAC Blended Finance Principles for Unlocking Commercial Finance for the Sustainable Development Goals, <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/OECD-Blended-Finance-Principles.pdf> ; (OCDE, 2019^[48]), Social Impact Investment 2019: The Impact Imperative for Sustainable Development, <https://doi.org/10.1787/9789264311299-en>.

L'heure du choix pour les pays en développement

Les acteurs du développement étant de plus en plus variés, se pose, pour les pays en développement, « l'heure du choix ».⁹⁷ Tant d'options sont aujourd'hui disponibles qu'ils sont dans une position plus forte pour exiger de nouvelles solutions, ainsi que des partenariats économiques et à l'appui du développement plus équitables, selon des modalités qui leur conviennent.

On dénombre de nombreux cas où des pays à revenu faible et intermédiaire prennent eux-mêmes en main leurs problèmes de ressources. Ghana Beyond Aid, par exemple, cherche à mobiliser des ressources intérieures pour créer des emplois, accroître les exportations, améliorer les pratiques agricoles et réduire la pauvreté.⁹⁸ La stratégie Home Grown Solutions au Rwanda, quant à elle, vise à soutenir le pays dans son objectif d'opérer une transition pour se classer parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2035 et parmi les pays à revenu élevé d'ici 2050. Un autre projet rwandais, Cooperation Initiative, vise à favoriser la coopération et à assurer que le financement du développement est bien cohérent avec les priorités nationales (Klingebiel, 2019^[49]). De plus, les pays à

revenu faible et intermédiaire unissent leurs forces à l'appui du développement durable, par exemple dans le cadre de Great Green Wall, un ambitieux projet coordonné de lutte contre la désertification et la dégradation des sols, qui vise aussi à améliorer la vie de millions de personnes en Afrique (Great Green Wall, sans date^[50]).

La fragmentation du système de développement mondial est, elle aussi, source de préoccupations dans les pays en développement. À l'occasion d'une enquête de l'OCDE auprès des membres du réseau Southern Voice, des représentants de groupes de réflexion en Afrique, en Amérique latine et en Asie ont indiqué qu'à l'heure où stagnent les dépenses consacrées par les pays de l'OCDE à la coopération pour le développement, l'un des principaux changements qui s'opère dans le système de développement est la présence de plus en plus marquée d'économies émergentes telles que la Chine ou l'Inde dans le domaine du développement.⁹⁹ L'un des répondants a décrit le principal défi comme suit :

Ajustement à l'évolution des besoins des pays

À mesure que le revenu des pays augmente et que les marchés gagnent en maturité, la coopération pour le développement tend à se muer en partenariats économiques et



« Selon moi, les pays pauvres, qui sont actuellement des partenaires plus faibles dans la coopération pour le développement, vont mieux connaître leurs droits et avoir les moyens d'une autonomie et d'une véritable coopération. Cependant, j'anticipe également une certaine résistance à cette évolution du côté des pays riches. Par conséquent, pour un temps, un certain désordre régnera dans la coopération pour le développement, mais tout cela débouchera *in fine* sur une véritable coopération pour le développement. »

– Membre du réseau Southern Voice



commerciaux mutuellement bénéfiques, bien que ce ne soit pas nécessairement le cas partout, comme dans les petits États insulaires en développement (OCDE, 2018_[11]). Parallèlement, la politique de coopération pour le développement et son financement ont davantage un rôle de catalyseur, en particulier en ceci qu'ils facilitent le transfert de connaissances, à travers l'aide pour le commerce et d'autres modalités de coopération qui sont plus axées sur l'aspect économique. Les travaux de l'OCDE sur le financement de la transition montrent que, lorsque le revenu par habitant des pays s'accroît, le portefeuille de financements à l'appui du développement durable tend à passer du secteur public au secteur privé et à provenir de sources nationales plutôt que de sources étrangères (par le biais de la fiscalité).

Pour les pays, le principal défi est de s'assurer d'un équilibre adéquat entre sources publiques et sources privées, surtout au regard des niveaux d'endettement. Ainsi, lorsque la Zambie est sortie de la catégorie des pays en développement à faible revenu, elle a continué de dépendre de financements publics extérieurs pour son développement, y compris de l'APD (Kim et al., 2018_[51]). Cependant, comme les marchés internationaux de la dette lui sont devenus plus facilement accessibles, elle a vu son service de la dette croître jusqu'à représenter 42 % de ses recettes intérieures en 2019, d'où des reculs dans les services de santé et d'éducation, avec des conséquences sur le bien-être de la population. En pareil cas, l'APD joue un rôle important pour soutenir les réformes de la gouvernance et la gestion des finances publiques, de façon à aider les pays à anticiper et à gérer les risques liés à la transition.

Opérée intelligemment, la coopération pour le développement peut aider la plupart des pays à appréhender et à exploiter cette palette complexe et de plus en plus vaste de possibilités qui s'offrent à eux en termes d'instruments financiers (OCDE, 2019_[12]).

Toutefois, les apports publics et privés doivent aussi être mis au service des pays les plus vulnérables, des marchés sous-desservis et des petits projets d'investissement¹⁰⁰. De fait, de nombreuses petites et moyennes entreprises sont trop grandes pour avoir accès aux microfinancements, mais trop petites ou perçues comme trop risquées pour pouvoir bénéficier de prêts aux conditions du marché consentis par des établissements financiers classiques. Ces entreprises, qui sont généralement les créateurs d'emplois les plus importants (OCDE, 2019_[10]), pourraient tirer avantage d'un volume plus substantiel de financements à l'appui du développement. Souvent, pour les acteurs publics qui nouent des partenariats avec des créanciers du secteur privé, un défi majeur est de savoir comment passer d'une orientation quantitative à une orientation qualitative : il ne s'agit alors plus simplement de compter l'argent investi, mais d'être comptable des résultats en matière de développement et de réussir à atteindre les personnes laissées de côté.¹⁰¹

Incitations communes et focalisation sur les besoins les plus aigus et sur les résultats

Le paysage du développement actuel – plus complexe, plus varié, plus incertain et plus ouvert à l'innovation – est, à l'évidence, perturbant. Pour s'y retrouver, un secteur public déterminé et des milieux d'affaires éclairés doivent s'unir et trouver un intérêt commun à investir dans le développement. Les financements nécessaires pour atteindre les ODD, et pour répondre à l'évolution des risques et des opportunités, se trouvent dans le système financier international¹⁰². La grande difficulté est de savoir comment mobiliser toute la palette de ressources et d'acteurs disponibles afin d'obtenir un effet maximal au bénéfice du développement durable.

Il est crucial de faire en sorte que, par exemple, les financements parviennent là où ils sont le plus

nécessaires. Entre 2012 et 2017, à peine 6 % (9.7 milliards USD) des financements privés mobilisés au moyen de l'APD sont allés aux pays les moins avancés, tandis que plus de 70 % ont été accordés à des pays à revenu intermédiaire. Cependant, l'amélioration du système financier requiert une amélioration de la mesure du soutien et une plus grande transparence (Encadré 1.9). À l'heure actuelle, il n'existe aucun moyen de mesurer efficacement l'ensemble du soutien public, qu'il soit financier ou en nature, reçu par des pays en développement. Élaborer une nouvelle norme internationale de mesure du financement du développement, qui améliore la transparence de l'ensemble du soutien public à l'appui du développement durable, tel est l'objectif du Groupe de travail international sur la mesure du soutien public total au développement durable, qui vise à compléter l'APD.¹⁰³

Les politiques de coopération pour le développement et les instruments de financement tels que l'APD pourraient constituer des composantes relativement minimales de l'architecture générale qui se dessine, mais bien employés, ils peuvent agir comme un remorqueur qui permette de mobiliser des ressources nettement plus massives dans la bonne direction, alignant ainsi les divers acteurs et instruments disponibles sur les politiques et stratégies à même, *in fine*, de faire de nos ambitieux objectifs de développement une réalité.

Et aujourd'hui ?

Il y a lieu de s'inquiéter, toutefois, de l'avenir de la coopération internationale au développement, et de la volonté comme de la capacité de la communauté internationale de coopérer efficacement et de tenir ses engagements. Alors même que l'action menée pour atteindre des objectifs bien définis et convenus au profit du bien-être des populations et de la préservation de leurs moyens d'existence ne produit pas les effets escomptés, il faut y voir un signal d'alarme

qui oblige les acteurs de la coopération internationale pour le développement à se demander, sans se voiler la face, s'ils sont capables de passer de la parole aux actes.

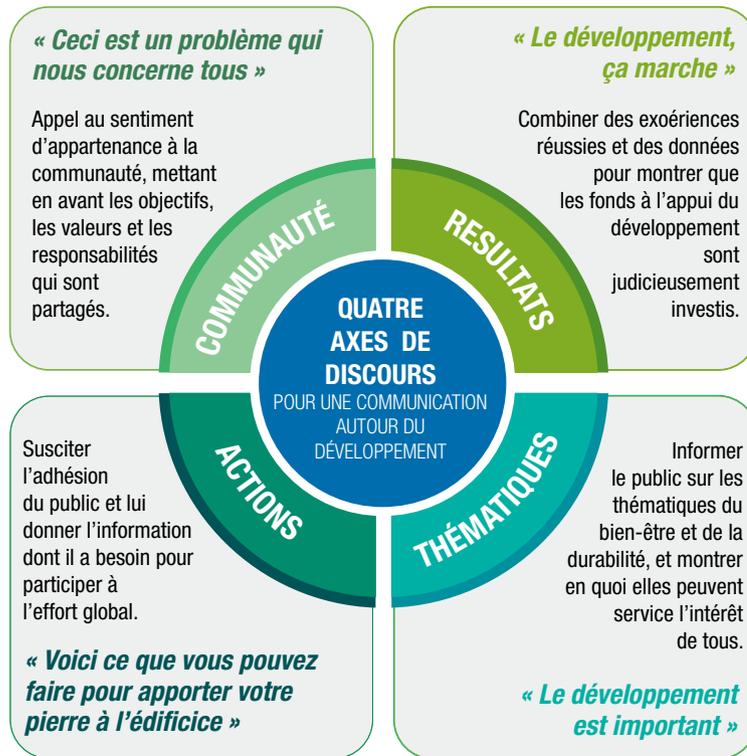
S'attaquer aux défis essentiels

Cet état de fait n'est pas inéluctable. Le monde est complexe, les progrès sont inégaux et il apparaît, à certains signes, que la faim et les conflits sont de retour. Cependant, si l'on envisage la situation d'un point de vue historique, nous vivons une époque extraordinairement prospère et pacifique.¹⁰⁴ Un système international fondé sur des règles allié à un leadership national, des politiques et des réformes avisées, des investissements judicieux et une innovation fructueuse ont été les moteurs des progrès rapides et phénoménaux du siècle dernier. Mais par nature, le développement est un chantier jamais achevé, et la réalité telle qu'elle est souvent perçue par nos concitoyens est que les choses vont mal, mais aussi qu'elles s'améliorent.

La renonciation collective face à des problèmes communs n'est pas une option. Pour les pays, se détourner des systèmes et processus multilatéraux qui ont présidé aux avancées réalisées dans la période de l'après-Seconde guerre mondiale et préférer la doctrine du « chacun pour soi » aurait pour effet quasiment garanti de voir ces problèmes, et en particulier la crise climatique, empirer. Pour tout le monde, et partout dans le monde.

Ces défis constituent un véritable casse-tête pour ceux qui travaillent dans le domaine de la coopération internationale pour le développement. Ce secteur doit montrer comment la coopération pour le développement va s'adapter pour donner corps au programme d'action à l'appui du développement durable. La communauté du développement doit engager des discussions franches, jusqu'ici souvent évitées, en vue notamment de remédier aux tensions que fait naître la nécessité de concilier une action mondiale, collective et fondée sur des règles

Graphique 1.1. Exemples d'arguments à faire valoir dans le discours



Source: Extrait du DevCom Toolkit for Sustainable Development Communications (à paraître) de l'OCDE, www.oecd.org/dev/pgd/devcom.htm.

au droit et à la responsabilité de toute nation souveraine de prendre soin de ses citoyens.

Expliquer pour servir la cause

En faisant leur l'engagement de « ne laisser personne de côté » qui est au cœur du Programme 2030, les États membres des Nations Unies ont montré leur détermination à œuvrer en faveur d'un développement durable universel, équitable et durable qui profite à tous, y compris aux populations qui vivent dans les régions les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre.¹⁰⁵ L'impératif moral qui enjoint de réagir face aux contextes les plus difficiles – conflits violents, catastrophes naturelles, pandémies ou famine – est un des principaux éléments moteurs de la coopération internationale pour le développement. C'est pourquoi la communauté internationale s'est engagée à remédier aux inégalités et aux fragilités qui

contraignent nos frères humains à vivre dans des conditions que nous n'accepterions pas au sein de nos propres communautés.

Le dialogue à engager avec les citoyens peut prendre de multiples formes. À titre d'exemple, les arguments à mettre en avant peuvent en appeler au sentiment d'appartenance à la communauté, ou s'attacher à démontrer l'efficacité de la coopération pour le développement et l'importance du développement durable (voir). En expliquant pourquoi le développement durable est important, nous pouvons également montrer à nos concitoyens de quelle manière ils peuvent s'impliquer personnellement.¹⁰⁶

Donner un nouveau souffle à l'esprit de coopération

Pour œuvrer à l'instauration d'un avenir meilleur, il faut accepter que la coopération

génère davantage de bienfaits pour chacun de nous que ne le ferait une âpre concurrence. Cela exige des citoyens qu'ils comprennent mieux le caractère et les bienfaits universels qu'apportent le développement durable, la paix et la prospérité, même si rien ne garantit que cette compréhension se traduira par un soutien du public. Alors que nous nous attachons à bâtir cet avenir, nous devons laisser de côté nos divergences et notre conception dépassée du « eux » et « nous » au profit d'un élan de solidarité et de créativité d'êtres humains qui cherchent ensemble à faire naître des solutions.

Des valeurs communes qui respectent les droits humains, la démocratie et la règle de droit sont les fondements de la responsabilité mutuelle en matière de coopération pour le développement. Ces valeurs – conjuguées aux principes de transparence, de redevabilité et de normes de qualité – contribuent à l'harmonisation des règles du jeu et facilitent ainsi les efforts communs, l'action en concertation et les partenariats pour servir l'agenda mondial du développement durable. La volonté de la communauté internationale de renouveler et d'actualiser les principes et normes qui sous-tendent une solide coopération pour le développement à travers des processus inclusifs peut également permettre de susciter des interactions positives au sein du système international complexe du monde d'aujourd'hui où coexistent des acteurs du développement relevant de la sphère publique et des acteurs non étatiques.

Agir, ne pas réagir

Trouver le juste équilibre entre les préoccupations mondiales et la souveraineté nationale n'est qu'une étape sur le chemin à parcourir pour moderniser la coopération internationale à l'appui du développement. Cette nouvelle approche devrait également aider à préciser ce que signifie concrètement ne laisser personne de côté, et à mettre en place des stratégies

permettant d'opérer des choix difficiles, de procéder à des arbitrages et de prendre en compte les intérêts des groupes qui auront à perdre à court terme sur les plans économique et politique – perte de pouvoir ou perte de bénéfices – d'un développement plus juste et plus durable.

Cet engagement ne doit pas seulement continuer de nous inciter à honorer nos engagements mondiaux en faveur d'un développement juste, résilient au changement climatique et durable au bénéfice de toutes les nations et de toutes les populations, à commencer par les femmes et les filles. Il doit également nous pousser à agir au nom des générations à venir. Pour colossaux que paraissent être les défis auxquels nous sommes collectivement confrontés, ils ne seront rien à côté des défis qui attendent les générations futures si nous n'agissons pas.

Si une jeune suédoise peut changer le cours du débat public autour du réchauffement climatique en l'espace d'une seule année, les gouvernements du monde entier devraient être capables de montrer qu'ils s'en préoccupent et qu'ils sont à l'écoute, en prenant les mesures nécessaires pour faire advenir les changements que réclament des millions de personnes. Certes, mener à bien des réformes systémiques pour rendre plus justes et plus durables l'économie mondiale et nos sociétés n'est pas chose facile. Il faut qu'à tous les niveaux s'exerce une autorité capable de mettre en place les incitations requises pour rallier tous les acteurs concernés derrière une vision commune du développement durable.

De telles approches volontaristes doivent guider la coopération internationale à l'appui du développement dans l'avenir. Bâtir un avenir plus juste, plus vert et plus sûr exigera des acteurs du développement qu'ils aient une longueur d'avance sur les problèmes qui se profilent, et qu'ils fassent preuve d'honnêteté, d'humilité et d'ouverture vis-à-vis de ce qu'ils pourraient faire mieux.

La coopération internationale à l'appui du développement ne peut pas créer un monde parfait. Mais elle peut aider à créer un monde meilleur. Nous ne devons pas surestimer son rôle, mais nous ne devons pas non plus hésiter à mettre en avant son importance. Les apports de financement et les idées qui naissent de la coopération pour le développement sont étayés par la solidarité et le soutien de l'opinion. Ils s'appuient sur des valeurs partagées et des normes et standards définis d'un commun accord. Pour bâtir un avenir meilleur, nous devons jouer de nos atouts et faire en sorte que le rôle singulier de la coopération pour le développement continue d'accroître les chances de réussite de chacun.

L'avenir de la coopération pour le développement : un appel à changer de cap

Les pays et les organismes de développement membres du CAD de l'OCDE doivent prouver par leurs paroles, par leurs actes et par leurs investissements que la coopération pour le développement est adaptée aux enjeux du XXI^e siècle et ouverte à de nouvelles façons de travailler avec une pluralité d'acteurs. Ce changement de cap exige un réel talent d'équilibriste – rallier le soutien du public et susciter la confiance au plan national, en particulier auprès des jeunes générations et de l'électorat ; accompagner des trajectoires nationales de développement durable diverses, qui peuvent évoluer avec rapidité ; et tout au long du processus, s'appuyer sur les atouts spécifiques qui sont ceux de partenaires au développement animés par des valeurs, ayant le souci de la transparence et suivant une approche axée sur les résultats.

Ce changement de cap exige une action sur trois fronts

1. *Un discours qu'il faut moderniser*

- Engager les citoyens à élaborer collectivement des discours modernes qui incitent à la solidarité et servent les intérêts de l'Humanité, en privilégiant

des actions et des solutions locales face aux grands enjeux qui les préoccupent le plus – le climat, la santé, les besoins essentiels, la justice, la sauvegarde de la vie humaine – et pour lesquels les améliorations ne coulent pas de source. Les arguments invoqués doivent rendre les actions concrètes pour le public, faute de quoi cela pourrait avoir pour effet de l'accabler, d'accroître son angoisse ou de freiner l'action.

- Respecter le droit et la responsabilité de chaque nation de tracer sa propre voie vers le développement durable, dans le respect des droits universels de toutes les populations et de toutes les générations, de trouver des solutions locales, et de protéger les biens communs mondiaux. Expliquer les rôles divers que joue la coopération pour le développement et l'effet catalyseur qui est le sien dans différents contextes.
- Actualiser la phraséologie et la terminologie de la coopération pour faire évoluer son image trop souvent associée dans l'esprit du public aux seules questions d'argent, de corruption, de dons et de charité. Mettre l'accent sur l'autonomisation de tous, en particulier des femmes et des filles, à travers l'éducation, l'emploi et d'autres sources de résilience. Faire en sorte que les arguments invoqués montrent en quoi nous avons tous à gagner des progrès du bien-être humain dans d'autres parties du monde sur les plans économique, social et environnemental.

2. *Une refonte de la coopération pour le développement, pour l'adapter aux enjeux*

- Défendre et préserver l'essence et le rôle du financement public concessionnel du développement à l'appui des efforts déployés à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale pour ne laisser personne de côté – en se focalisant sur les racines et les causes systémiques de la fragilité, de toutes les formes

d'inégalité, de pauvreté et d'exclusion, en favorisant la résilience, et en veillant à mener une action plus cohérente en ce qui concerne l'aide humanitaire, le développement et la recherche de la paix.

- Intensifier l'action en faveur de l'égalité entre hommes et femmes, essentielle pour toutes les sociétés – non seulement parce que la cause est justifiée, mais aussi parce que cela permet de déverrouiller les portes du progrès.
- Investir dans une coopération pour le développement verte et propre, en abattant les frontières entre climat et développement au profit de trajectoires centrées sur l'humain et résilientes face au changement climatique.
- Maintenir, actualiser et promouvoir les normes rigoureuses, le savoir-faire de qualité et les bonnes pratiques étayés par l'expérience et les enseignements glanés au fil des décennies, et mettre à profit les données et les études récentes, l'apprentissage mutuel auprès des différents acteurs concernés, y compris les citoyens, sur les facteurs qui permettent d'améliorer le bien-être, et pourquoi.

3. ***Une union des forces, en bonne intelligence***

- Donner une nouvelle impulsion à une coopération pour le développement

efficace en restant fidèles aux principes essentiels que sont la solidarité, l'appropriation par les pays, les partenariats, la responsabilité mutuelle, la transparence, des pratiques responsables et un engagement sur la durée en vue d'obtenir des résultats au regard du développement, face notamment à des pressions et des intérêts politiques et économiques de court terme incompatibles avec le processus de développement.

- Mobiliser les connaissances, l'innovation, les financements et les capacités au service du développement durable afin d'unir, en bonne intelligence, les forces de chacun – acteurs publics, acteurs privés et société civile – en s'appuyant sur le potentiel et les spécificités qui sont les leurs et en mettant en place les incitations appropriées et les garde-fous nécessaires.
- Coordonner les efforts des différentes sphères d'intervention en vue de promouvoir la cohérence dans tous les domaines de l'action publique et de la citoyenneté, afin de maximiser les biens publics mondiaux tout en réduisant autant que possible les éventuelles retombées négatives des politiques et des initiatives nationales sur les objectifs de développement durable dans d'autres parties du monde.

RÉFÉRENCES

- Adolescents 360 (2016), *Adolescents 360: Tanzania (page web)*, <https://a360learninghub.org/countries/tanzania/>. [82]
- AFD (2017), *Les Français et la politique d'aide au développement de la France (page web)*, Agence française de développement (AFD), <https://www.afd.fr/fr/sondage-francais-politique-aide-au-developpement-france>. [21]
- Ahmed, I. (2016), « Helping Somalia's government end FGM », <https://www.theguardian.com/society/2016/may/27/ifrah-ahmed-helping-somalias-government-end-fgm>. [81]
- Alonso, J. (2018), *Development cooperation to ensure that none be left behind*, Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/publication/CDP_BP39_Mar_2018.pdf. [80]
- Amum Otor, S. et M. Dornan (2017), « How does foreign aid impact Australian exports in the long-run? », *Development Policy Centre Discussion Paper*, n° 62, Australian National University, Canberra, https://devpolicy.org/publications/discussion_papers/DP62_How-does-foreign-aid-impact-Australian-exports.pdf. [79]
- Anders, M. (2018), « Bad news: How does media coverage affect public attitudes toward aid? », *The UK Media Series: Devex*, <https://www.devex.com/news/bad-news-how-does-media-coverage-affect-public-attitudes-toward-aid-92258>. [78]
- Arndt, C., S. Jones et F. Tarp (2016), « What Is the aggregate economic rate of return to foreign aid? », *The World Bank Economic Review*, vol. 30/3, pp. 446-474, <https://doi.org/10.1093/wber/lhv033>. [35]
- Banque islamique de développement (2019), *Climate Change Policy*, Islamic Development Bank, Jeddah, <https://www.isdb.org/sites/default/files/media/documents/2019-04/IsDB%20Climate%20Change%20Policy.pdf>. [125]
- Banque mondiale (2019), *Rapport sur le développement dans le monde 2019 : Le travail en mutation*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.banquemondiale.org/fr/publication/wdr2019>. [90]
- Banque mondiale (2018), *Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Poverty Puzzle*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30418/9781464813306.pdf>. [91]
- Carey, R. (2018), « The 'Beyond Aid' agenda – What, who and for whom? », *African Center for Economic Transformation*, <http://acetforafrica.org/media/the-beyond-aid-agenda-what-who-and-for-whom/>. [77]
- CCNUCC (2019), *Qu'est-ce que l'Accord de Paris ? (page web)*, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), New York, <https://unfccc.int/fr/process-and-meetings/the-paris-agreement/l-accord-de-paris>. [120]
- CCNUCC (2015), *Accord de Paris*, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, New York, https://treaties.un.org/doc/Treaties/1994/03/19940321%2004-56%20AM/Ch_XXVII_07p.pdf. [3]
- Climate Action Tracker (2019), *Climate Crisis Demands More Government Action as Emissions Rise*, <https://climateactiontracker.org/publications/climate-crisis-demands-more-government-action-as-emissions-rise/>. [76]
- Commission européenne (2019), « Cambodia: Nurturing the climate-smart generation, one school at a time », https://ec.europa.eu/europeaid/case-studies/cambodia-nurturing-climate-smart-generation-one-school-time_en. [111]
- Commission européenne (2019), « Ethiopia's safety net programme enhances climate change resilience of vulnerable populations », https://ec.europa.eu/europeaid/case-studies/ethiopias-safety-net-programme-enhances-climate-change-resilience-vulnerable_en. [105]
- Congressional Research Service (2019), *U.S. Foreign Assistance to Latin America and the Caribbean: FY2019 Appropriations*, <https://fas.org/sgp/crs/row/R45547.pdf>. [85]

- CUA/OCDE (2018), *Dynamiques du développement en Afrique 2018 : Croissance, emploi et inégalités*, Éditions OCDE, Paris/Commission de l'Union africaine, Addis Ababa, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264302525-fr>. [107]
- Development Engagement Lab (2019), *Sondage exclusif sur les français-e-s, le climat et l'environnement (site Internet)*, <https://focus2030.org/Bienvenue-sur-le-site-de-Focus-2030>. [22]
- DFID (2015), *Ethiopia Productive Safety Net Programme phase 4 (PSNP 4)*, Ministère du Développement international (DFID), Londres, <https://reliefweb.int/report/ethiopia/impact-assessment-ethiopia-productive-safety-net-programme-phase-4-psnp-4>. [115]
- Entrepreneurship Campus (2019), « Community Mangrove Conservation and Restoration », <https://www.entrepreneurship-campus.org/ideas/24/16230/>. [75]
- FAO (2019), *Tracking progress on food and agriculture-related SDG indicators*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/fileadmin/templates/SDG-progress-report/2019-final/sdg-progress-report-print.pdf>. [87]
- Feng, E. et D. Pilling (2019), « The other side of Chinese investment in Africa », <https://www.ft.com/content/9f5736d8-14e1-11e9-a581-4ff78404524e>. [74]
- Fonds international de développement agricole (2019), *Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC) (page web)*, <https://www.ifad.org/fr/abcfund>. [32]
- Forum économique mondial sur l'Afrique (2019), *Delivering the Promise of Africa's Youth (Panel discussion 4 September 2019)*, Forum économique mondial, <https://www.weforum.org/events/world-economic-forum-on-africa-2019/?tab=LiveBlogs&stream=day-1-welcome-to-cape-town&stream-item=coming-up-delivering-the-promise-of-africa-s-youth#>. [108]
- Gashaw, G. (2018), *Ethiopia: Why Ethiopia's Social Safety Net Would Become Model for Others*, <https://allafrica.com/stories/201806140470.html>. [73]
- Gertz, G. et H. Kharas (2018), « Poverty », dans *Development Co-operation Report 2018 : Joining Forces to Leave No One Behind*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2018-en>. [121]
- GIZ (sans date), « Costa Rica: Héctor Alvarado Cantillo, arbitrator », <https://www.giz.de/en/worldwide/22259.html>. [72]
- Glennie, J. (2019), *Five Paradigm Shifts for a New Era of Aid*, Joep Lange Institute, Amsterdam, <https://www.joeplangeinstitute.org/wp-content/uploads/2019/10/Global-Public-Investment-FULL-REPORT-Sept2019.pdf>. [7]
- Gouvernement de la Norvège (2019), *Guidelines for dealing with suspected financial irregularities in the Foreign Service (page web)*, https://www.regjeringen.no/en/dep/ud/about_mfa/dealing_irregularities/id2638099/. [103]
- Gouvernement de la Norvège (2019), *Zero tolerance and financial irregularities in practice (page web)*, https://www.regjeringen.no/en/dep/ud/about_mfa/zero_tolerance/id2623676/. [83]
- Gouvernement d'Irlande (2019), *A Better World: Ireland's Policy for International Development*, <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/aboutus/abetterworldirelandspolicyforinternationaldevelopment/A-Better-World-Irelands-Policy-for-International-Development.pdf>. [44]
- Great Green Wall (sans date), *Growing a World Wonder (page web)*, <https://www.greatgreenwall.org/about-great-green-wall>. [50]
- Greenhill, R., A. Prizzon et A. Rogerson (2013), « The age of choice: Developing countries in the new aid landscape », *Document de travail*, n° 364, Overseas Development Institute, Londres, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8188.pdf>. [71]
- Groupe de la Banque mondiale/UNICEF (2018), *Groupe de travail du G20 sur le développement : Investing in early childhood development*, Early Childhood Development Action Network, Washington, D.C., <https://www.ecdan.org/assets/background-study---early-childhood-development.pdf>. [25]
- HCR (2019), *En bref - Aperçu statistique (page web)*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, <https://www.unhcr.org/fr-fr/apercu-statistique.html>. [38]
- HCR (2019), *Venezuela Situation*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Genève, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Update%20on%20Venezuela%20Situation%20-%20May%202019.pdf>. [39]

- Hedman, J. et L. Williams (2018), « Women and girls », dans *Development Co-operation Report 2018 : Joining Forces to Leave No One Behind*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2018-en>. [118]
- ICAI (2019), *The Current State of UK Aid: A Synthesis of ICAI Findings from 2015 to 2019*, Independent Commission for Aid Impact, Londres, https://icai.independent.gov.uk/wp-content/uploads/The-current-state-of-UK-aid_Synthesis-of-ICAI-findings.pdf. [33]
- Ingram, G. et K. Lord (2019), *Global Development Disrupted: Findings from a Survey of 93 Leaders*, Brookings Institution, Washington, D.C., <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2019/03/Global-Development-Disrupted.pdf>. [6]
- Institute for Economics and Peace (2017), *Measuring Peacebuilding Cost-Effectiveness*, http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2017/03/Measuring-Peacebuilding_WEB.pdf. [70]
- Irfan, U. (2018), *Costa Rica has an ambitious new climate policy — but no, it's not banning fossil fuels*, <https://www.vox.com/energy-and-environment/2018/7/17/17568190/costa-rica-renewable-energy-fossil-fuels-transportation>. [41]
- Jenks, B. et J. Topping (2019), *Financing the UN Development System: Time for Hard Choices*, Organisation des Nations Unies, New York/Dag Hammarskjöld Foundation, Uppsala, Suède, <https://www.daghammarskjold.se/wp-content/uploads/2019/08/financial-instr-report-2019-interactive-1.pdf>. [69]
- Kantar Belgium (2019), *Eurobaromètre spécial 494 : Les citoyens de l'UE et la coopération au développement*, Union européenne, Bruxelles, https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/eurobarometer-2019-ebs-494-report_fr.pdf. [23]
- Keijzer, N. et E. Lundsgaarde (2018), « When 'unintended effects' reveal hidden intentions: Implications of 'mutual benefit' discourses for evaluating development cooperation », *Evaluation and Program Planning*, vol. 68, pp. 210-217, <http://dx.doi.org/10.1016/j.evalprogplan.2017.09.003>. [42]
- Kharas, H. et A. Rogerson (2017), « Global Development Trends and Challenges: Horizon 2025 Revisited », *ODI Research reports and studies*, octobre 2017, <https://www.odi.org/publications/10940-global-development-trends-and-challenges-horizon-2025-revisited>. [68]
- Kim, J. et al. (2018), « Transition Finance Challenges for Commodity-based Least Developed Countries: The example of Zambia », *OECD Development Co-operation Working Papers*, n° 49, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/feb640fe-en>. [51]
- Klingebiel, S. (2019), *South-South Cooperation: Rwanda Makes Its Own Rules*, Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, Bonn, https://www.die-gdi.de/uploads/media/German_Development_Institute_Klingebiel_19.03.2019.pdf. [49]
- Kolev, A. (2018), « Income inequality », dans *Development Co-operation Report 2018 : Joining Forces to Leave No One Behind*, OCDE éditions, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2018-en>. [116]
- Kolev, A. (2018), « Income inequality », dans *Development Co-operation Report 2018 : Joining Forces to Leave No One Behind*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2018-en>. [119]
- Malala Fund (2018), *Malala Fund is working for a world where every girl can learn and lead (page web)*, <https://www.malala.org/>. [67]
- Martínez-Zarzoso, I. et al. (2016), « Does German development aid boost German exports and german employment? A sectoral level analysis », *Journal of Economics and Statistics*, vol. 236/1, pp. 71-94, <https://ideas.repec.org/a/jns/jbstat/v236y2016i1p71-94.html>. [66]
- Mawdsley, E. (2012), « The Changing Geographies Of Foreign Aid And Development Cooperation: Contributions From Gift Theory », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 37/2, pp. 256-272, <https://rgs-ibg.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/j.1475-5661.2011.00467.x>. [65]
- Mendez-Parra, M. et D. Willem te Velde (2017), « Aid, exports and employment in the UK », *Discussion Paper*, Overseas Development Institute, Londres, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11521.pdf>. [64]
- Moreira da Silva, . et U. Modéer (2019), « « Here's How to Strengthen Development Co-operation — and Meet the SDGs » », *Global Partnership Blog*, <http://effectivecooperation.org/2019/07/opinion-heres-how-to-strengthen-development-cooperation-and-meet-the-sdgs/>. [117]

- Morgan Stanley (2018), *Inside China's plan to create a modern Silk Road*, <https://www.morganstanley.com/ideas/china-belt-and-road>. [63]
- NASA (2019), « 2018 fourth warmest year in continued warming trend, according to NASA, NOAA », <https://www.nasa.gov/press-release/2018-fourth-warmest-year-in-continued-warming-trend-according-to-nasa-noaa>. [114]
- Nations Unies (2019), « António Guterres (UN Secretary-General) at the Consultative meeting of the Climate Commission for the Sahel Region », *UN Web TV*, <http://webtv.un.org/search/ant%C3%B3nio-guterres-un-secretary-general-at-the-consultative-meeting-of-the-climate-commission-for-the-sahel-region/6088527645001/?term=%22Climate%20Commission%20for%20the%20Sahel%20Region%22&sort=date>. [113]
- Nations Unies (2019), *Changements climatiques et pauvreté : Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté*, Conseil des droits de l'homme, Genève, <https://undocs.org/fr/A/HRC/41/39>. [36]
- Nations Unies (2019), « Humanitarian crisis in Yemen remains the worst in the world, warns UN », *UN News*, <https://news.un.org/en/story/2019/02/1032811>. [123]
- Nations Unies (2019), « Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère », <https://ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>. [40]
- Nations Unies (2019), « Le Sommet témoigne d'une nette accentuation des ambitions nationales et de la mobilisation du secteur privé à l'égard de l'échéance cruciale de 2020 en matière climatique », https://www.un.org/fr/climatechange/assets/pdf/CAS_closing_release_FR.pdf. [99]
- Nations Unies (2019), *Rapport sur les objectifs de développement durable 2019*, Division de statistique des Nations Unies, New York, https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2019_French.pdf. [89]
- Nations Unies (2018), « General Assembly endorses first-ever Global Compact on Migration, urging cooperation among Member States in protecting migrants », <https://www.un.org/press/en/2018/ga12113.doc.htm>. [104]
- Nations Unies (2015), *Programme d'action d'Addis-Abeba*, Nations Unies, New York, <https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/FFD3-2015/document-final.pdf>. [26]
- Nations Unies (2015), « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », Assemblée générale des Nations Unies, New York, https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F. [86]
- New Development Bank (2017), *NDB's General Strategy: 2017-2021*, New Development Bank, Shanghai, <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2017/08/NDB-Strategy.pdf>. [61]
- New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade (2019), *Public Attitudes to Overseas Aid and Development Assistance*, The Nielson Company, <https://www.mfat.govt.nz/assets/Aid-Prog-docs/NZ-Public-Attitudes-to-Aid-and-Development-full-report.pdf>. [20]
- OCDE (2019), *Aligning Development Co-operation and Climate Action : The Only Way Forward*, Objectif développement, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5099ad91-en>. [2]
- OCDE (2019), *Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2018-fr>. [10]
- OCDE (2019), *Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2018-fr>. [109]
- OCDE (2019), *Economie de la Tunisie en un coup d'œil : Priorités de réforme (page web)*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/economie/tunisie-en-un-coup-d-oeil/>. [106]
- OCDE (2019), *Humanitarian Financing (page web)*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/cad/conflits-fragilite-resilience/financementhumanitaire/>. [37]
- OCDE (2019), « L'avenir du travail : que savons-nous ? », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2019 : L'avenir du travail*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/c9ce96a8-fr>. [102]
- OCDE (2019), *Les travaux de l'OCDE dans le domaine de la fiscalité et du développement*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/fiscalite/fiscalite-internationale/brochure-ocde-fiscalite-et-developpement.pdf>. [27]

- OCDE (2019), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire septembre 2019*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/688dba37-fr>. [94]
- OCDE (2019), *Perspectives mondiales du financement du développement durable 2019 : L'heure est venue de relever le défi*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/eee36eb1-fr>. [12]
- OCDE (2019), *Policy Coherence for Sustainable Development 2019: Empowering People and Ensuring Inclusiveness and Equality*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/a90f851f-en>. [92]
- OCDE (2019), *Social Impact Investment 2019: The Impact Imperative for Sustainable Development*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311299-en>. [48]
- OCDE (2019), *SPTDD International Task Force members/alternates and observers as of 8 October 2019*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/International-TOSSD-Task-Force-Members.pdf>. [18]
- OCDE (2019), *Triangular Co-operation in the Era of the 2030 Agenda: Sharing Evidence and Stories from the Field*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/dac/triangular-cooperation/GPI-Report-Triangular-Co-op-in-the-Era-of-the-2030-Agenda.pdf>. [15]
- OCDE (2018), *Achieving responsible, effective and inclusive multilateralism: Remarks by Angel Gurría*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral/achieving-responsible-effective-and-inclusive-multilateralism-paris-septembre-2018.htm>. [4]
- OCDE (2018), *États de fragilité 2018*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264308916-fr>. [11]
- OCDE (2018), « Les méga-tendances de l'intégration de l'Afrique à l'économie mondiale », dans *Dynamiques du développement en Afrique 2018 : Croissance, emploi et inégalités*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264302525-8-fr>. [98]
- OCDE (2018), *Making Development Co-operation Work for Small Island Developing States*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264287648-en>. [1]
- OCDE (2018), *OECD DAC Blended Finance Principles for Unlocking Commercial Finance for the Sustainable Development Goals*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/OECD-Blended-Finance-Principles.pdf>. [47]
- OCDE (2016), *Recommandation du Conseil à l'intention des acteurs de la coopération pour le développement sur la gestion du risque de corruption*, <https://www.oecd.org/fr/corruption/anti-corruption/Recommandation-Cooperation-Developpement-Corruption-FR.pdf>. [88]
- OCDE (2015), « Comment mieux mobiliser les ressources au service du développement durable », dans *Coopération pour le développement 2014 : Mobiliser les ressources au service du développement durable*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2014-5-fr>. [110]
- OCDE (2015), *Coopération pour le développement 2014 : Mobiliser les ressources au service du développement durable*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2014-fr>. [30]
- OCDE (2014), *Phones Against Corruption*, Observatory of Public Sector Innovation, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/governance/observatory-public-sector-innovation/innovations/page/phonesagainstcorruption.htm>. [93]
- OCDE (2011), *Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement*, OCDE, <https://www.oecd.org/fr/developpement/efficacite/partenariatdebusanpourunecooperationefficaceauservedudeveloppement.htm>. [16]
- OCDE (sans date), *Aide publique au développement : définition et champ couvert (page web)*, <https://www.oecd.org/fr/cad/stats/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm>. [17]
- OCDE (à paraître), *Multi-Dimensional Review of Viet Nam*, Éditions OCDE, Paris. [96]
- OCDE (sans date), *OECD and the Middle East & North Africa - The Deauville Partnership and the OECD (page web)*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/sites/mena/competitivite/thedeauvillepartnership.htm>. [95]
- OCDE/ OMC (2019), *Aid for Trade at a Glance 2019: Economic Diversification and Empowerment*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/18ea27d8-en>. [28]
- OCDE/FENU (2019), *Blended Finance in the Least Developed Countries 2019*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/1c142aae-en>. [46]
- OCDE/PNUD (2019), *Making Development Co-operation More Effective: 2019 Progress Report*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/26f2638f-en>. [97]

- OCDE-CAD (2017), *Un nouveau CAD : Innovations au service du Programme 2030*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/cad/CAD-2017-Communique.pdf>. [14]
- OCDE-CAD (1996), *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIe siècle*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/cad/15249681.pdf>. [100]
- OIAC (2019), *Abouts Us - History: Looking back helps us look forward (webpage)*, Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, <https://www.opcw.org/about-us/history>. [126]
- OMS (2019), « A programme of care for Ebola survivors (video) », <https://youtu.be/aMb1B6AQJog>. [122]
- ONU/Banque mondiale (2018), *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, Banque mondiale, Washington, D.C, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337?locale-attribute=fr>. [24]
- PAHO/WHO (2019), « Brazil and Paraguay launch campaign to intensify vaccination in border areas », *PAHO Media Center*, https://www.paho.org/hq/index.php?option=com_content&view=article&id=15424:brasil-y-paraguay-lanzan-campana-para-intensificar-vacunacion-en-zonas-fronterizas&Itemid=1926&lang=en. [127]
- Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (2019), *Kampala Principles on Effective Private Sector Engagement in Development Co-operation*, <https://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2019/06/Kampala-Principles-final.pdf>. [45]
- Pinker, S. (2018), *Enlightenment Now: The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress*, Viking, <https://stevenpinker.com/publications/enlightenment-now-case-reason-science-humanism-and-progress>. [60]
- Programme alimentaire mondial (2018), *Building Blocks - Project overview (page web)*, <https://innovation.wfp.org/project/building-blocks>. [112]
- Ramos, G. (2019), « Ne laisser personne de côté, c'est possible », dans *Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2018-fr>. [5]
- Read, R. (dir. pub.) (2019), « Foreign aid and poverty reduction: A review of international literature », *South African Journal of International Affairs*, vol. 5/1, <http://dx.doi.org/doi:10.1080/23311886.2019.1625741>. [34]
- Rioux, R. (2019), *Réconciliations*, Editions Débats Publics, Paris. [8]
- Rosling, H. (2018), *Factfulness: Ten Reasons We're Wrong About the World - and Why Things Are Better Than You Think*, Macmillan Publishers. [13]
- Samman, E. et al. (2018), *SDG progress: Fragility, Crisis and Leaving No One Behind - Executive Summary*, Overseas Development Institute, Londres, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12427.pdf>. [59]
- Shields, N. et J. Masters (2019), *Morocco in the fast lane with world's largest concentrated solar farm*, <https://edition.cnn.com/2019/02/06/motorsport/morocco-solar-farm-formula-e-spt-intl/index.html>. [58]
- Srinath, I. (2019), « What's going on with civil society and philanthropy in India? », *From Poverty to Power, Oxfam Blogs*, 9 octobre, <https://oxfamblogs.org/fp2p/whats-going-on-with-civil-society-and-philanthropy-in-india-interview-transcript-with-ingrid-srinath/>. [57]
- State, U. (dir. pub.) (1944), *Closing address by Henry Morgenthau, Jr at United Nations Monetary and Financial Conference: Bretton Woods final act and related documents*, https://www.cvce.eu/content/publication/2003/12/12/b88b1fe7-8fec-4da6-ae22-fa33edd08ab6/publishable_en.pdf. [62]
- The Ocean Cleanup (2019), « The Ocean Cleanup successfully catches plastic in the Great Pacific Garbage Patch », <https://theoceancleanup.com/updates/the-ocean-cleanup-successfully-catches-plastic-in-the-great-pacific-garbage-patch/>. [56]
- Thier, A. et D. Alexander (2019), « How to Save Foreign Aid in the Age of Populism », *Foreign Policy* August 13 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/08/13/how-to-save-foreign-aid-in-the-age-of-populism-usaid-dfid/>. [55]
- TNN (2019), *India's development aid to Afghanistan exceeds \$3bn*, <https://timesofindia.indiatimes.com/india/indias-development-aid-to-afghanistan-exceeds-3bn/articleshow/67379066.cms>. [54]

- Transparency International (2018), *Corruption Perceptions Index 2018*, <https://www.transparency.org/cpi2018>. [31]
- Tyndall Report (2018), *Year in Review, 2018*, <http://tyndallreport.com/yearinreview2018/war/>. [53]
- UNESCO (2018), *L'Atlas de l'UNESCO sur l'alphabétisme (base de données)*, <https://tellmaps.com/uis/literacy/#!/tellmap/-601865091?lang=fr>. [101]
- UNICEF (2019), *Under-five mortality (base de données)*, <https://data.unicef.org/topic/child-survival/under-five-mortality/>. [84]
- UNICEF (2018), *Crisis in the Central African Republic: In a neglected emergency, children need aid, protection – and a future*, https://www.unicef.org/publications/index_103388.html. [124]
- UNOSSC (2017), *What is South-South Cooperation (page web)*, Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, New York, http://unosscl.undp.org/sscexpo/content/ssc/about/what_is_ssc.htm. [19]
- USAID (2019), *USAID Administrator Mark Green's Remarks and Discussion at the 2019 Concordia Annual Summit*, USAID, Washington, D.C., <https://www.usaid.gov/news-information/press-releases/sep-24-2019-usaid-administrator-mark-greens-remarks-concordia-2019>. [9]
- USAID (2018), *Joint Strategy Plan FY 2018-2022*, Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Washington, D.C., <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2018/12/Joint-Strategic-Plan-FY-2018-2022.pdf>. [43]
- Wodon, Q. et al. (2018), *Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29956?locale-attribute=fr>. [52]
- Yun, B. (2015), « Point de vue : La façon dont la Corée a utilisé l'APD peut guider les autres pays dans leur développement », dans *Coopération pour le développement 2014 : Mobiliser les ressources au service du développement durable*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2014-fr>. [29]

NOTES

1. Pour en savoir plus, voir la vidéo du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, à la réunion consultative des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Commission Climat pour la région du Sahel, (Nations Unies, 2019_[113]).
2. Philip Alston, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, avait utilisé l'expression « apartheid climatique » dans son rapport au Conseil des droits de l'homme (Nations Unies, 2019_[36]).
3. On peut trouver une transcription du discours de Greta Thunberg au Sommet des Nations Unies « Action pour le climat » de 2019 à l'adresse : <https://www.npr.org/2019/09/23/763452863/transcript-greta-thunbergs-speech-at-the-u-n-climate-action-summit?t=1571741067836&t=1571840436200>.
4. Voir (Entrepreneurship Campus, 2019_[75]) pour plus d'informations.
5. Voir (Malala Fund, 2018_[67]), <https://www.malala.org/> pour plus d'informations.
6. Voir (Ahmed, 2016_[81]) pour plus d'informations.
7. Voir (The Ocean Cleanup, 2019_[56]) pour plus d'informations.
8. Voir Adolescents 360 (2016_[82]).
9. Voir, par exemple, Restless Development, organisme de développement qui s'est donné pour mission de placer les jeunes en première ligne pour relever ces défis et qui a pour partenaires financiers des organisations de la société civile, des fondations et les gouvernements de nombreux pays de l'OCDE. Pour plus d'informations sur l'éventail des partenaires de financement, consulter: <https://restlessdevelopment.org/funding-partners>.
10. Voir ONU (2015_[86]).
11. Voir CCNUCC (2015_[3]).
12. Pour une analyse de l'impact de la couverture médiatique sur les attitudes à l'égard de l'aide, voir (Anders, 2018_[78]).
13. Cet argument a été repris lors de plusieurs des consultations conduites entre mai et septembre 2019 aux fins du présent rapport (voir la section Remerciements).
14. Voir Banque mondiale (2018_[91]).
15. Voir UNICEF (2019_[84]).
16. Voir UNESCO (2018_[101]).
17. Voir Wodon et al (2018_[52]).
18. Voir OMS (2019_[122]) pour plus d'informations.
19. Voir GIZ (sans date_[72]) pour plus d'informations.
20. Voir Commission européenne (2019_[111]) pour plus d'informations.
21. Des sondages d'opinion montrent régulièrement que les citoyens surestiment largement les budgets de la coopération pour le développement : les contribuables américains évaluent la part de l'aide extérieure à 26 % du budget fédéral en moyenne, alors que les dépenses d'aide réelles du gouvernement américain n'en représentent qu'environ 1 % (<https://www.kff.org/global-health-policy/poll-finding/data-note-americans-views-on-the-u-s-role-in-global-health/>).
22. *L'Institute for Economics and Peace* indique que le rapport coût-efficacité des initiatives de construction de la paix est de 16:1, un calcul établi sur la base d'une étude de cas du Rwanda intitulée *History of peacebuilding expenditures in Rwanda*, et disponible ici : (Institute for Economics and Peace, 2017, pp. 22-30_[70]).
23. Voir (Wodon et al., 2018_[52]) pour plus d'informations.
24. Voir (Martínez-Zarzoso et al., 2016_[66]) pour plus d'informations.
25. Voir (Mendez-Parra et Willem te Velde, 2017_[64]) pour plus d'informations.
26. Voir (Amum Otor et Dornan, 2017_[79]) pour plus d'informations.
27. Voir (Nations Unies, 2015_[26]) pour plus d'informations.
28. Voir (OCDE, 2019_[27]) pour plus d'informations.

29. Voir (OCDE/ OMC, 2019_[28]) pour plus d'informations.
30. Voir (Commission européenne, 2019_[105]) pour plus d'informations.
31. Voir (Gashaw, 2018_[73]) pour plus d'informations.
32. Voir (DFID, 2015_[115]) pour plus d'informations.
33. Voir (OCDE, 2019_[106]).
34. Voir (OCDE, sans date_[95]).
35. Selon des données de l'OCDE, l'APD allouée à la Tunisie a augmenté de près de 40 % (de 780 millions USD à 1.08 milliard USD) entre 2010 et 2011, et de 18 % supplémentaires entre 2011 et 2012 (pour atteindre 1.27 milliard USD). Depuis 2012, l'APD est restée globalement stable. Ces données sont disponibles à l'adresse suivante : <http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?QueryId=93599>.
36. Voir OCDE (à paraître_[96]) et (Kolev, 2018_[116]) pour plus d'informations.
37. D'après OCDE (à paraître_[96]), le Viet Nam est dans une situation particulière, dans le sens où il n'utilise pas la majorité de l'APD disponible à des fins macroéconomiques et de gestion de la dette.
38. Voir (Programme alimentaire mondial, 2018_[112]) pour plus d'informations.
39. Voir (OCDE, 2014_[93]) pour plus d'informations.
40. Tels que Cisco, la Fondation Ford, Google, Humanity United, la Fondation MacArthur, la Fondation Rockefeller, la Fondation Knight, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le département du Développement international du Royaume-Uni.
41. Voir la Recommandation du Conseil de l'OCDE à l'intention des acteurs de la coopération pour le développement sur la gestion des risques de corruption (OCDE, 2016_[88]). Voir également l'exemple de la « politique de tolérance zéro » et des lignes directrices mises en place par la Norvège (Gouvernement de la Norvège, 2019_[83]) pour faire face aux suspicions d'irrégularités financières dans le Service extérieur (Gouvernement de la Norvège, 2019_[103]).
42. Voir Moreira da Silva et Modéer (2019_[117]) et OCDE/PNUD (2019_[97]).
43. Voir (Congressional Research Service, 2019_[85]).
44. Voir www.oecd.org/dac/development-assistance-committee/ pour plus d'informations sur le CAD.
45. Le MOPAN est un réseau rassemblant 19 pays donateurs. En 2017, ses pays membres représentaient plus de 85 % de l'aide publique aux organisations multilatérales. Le MOPAN répond aux besoins de ses membres via la collecte, l'analyse et la présentation d'informations pertinentes et fiables sur les performances des organisations multilatérales qu'ils financent. Depuis 2015, il a évalué 26 organisations à l'aide de son approche harmonisée MOPAN 3.0 qui se compose de plus de 240 critères de performance regroupés en 12 indicateurs clés de performance. Des informations plus détaillées sont disponibles à l'adresse suivante : www.mopanonline.org/home/.
46. Informations communiquées par le Secrétariat du MOPAN sur la base d'un document officiel du MOPAN.
47. La recommandation est accessible à l'adresse suivante : <https://legalinstruments.oecd.org/en/instruments/OECD-LEGAL-5020>.
48. La recommandation est accessible à l'adresse suivante : <https://legalinstruments.oecd.org/en/instruments/OECD-LEGAL-5020>.
49. Voir Nations Unies (2019_[89]) pour de plus amples informations.
50. Voir FAO (2019_[87]).
51. Voir Samman et al. (2018_[59]).
52. Voir NASA (2019_[114]).
53. Voir le message clé sur une « croissance faible à l'horizon » dans l'édition de septembre 2019 des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE (OCDE, 2019_[94]).
54. Voir OCDE (2019_[102]) pour des données et analyses concernant *L'Avenir du travail* et (Banque mondiale, 2019_[90]) *The Changing Nature of Work*, <https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2019>.
55. Voir (OCDE/ OMC, 2019_[28]), (CUA/OCDE, 2018_[107]) pour des données et analyses complémentaires.
56. Voir (OCDE, 2019_[10]) pour des données et analyses sur les risques d'être laissé de côté.

57. Voir (Hedman et Williams, 2018_[118]) pour des données et analyses complémentaires.
58. On estime que 35 % des femmes dans le monde ont subi des actes de violence physique et/ou sexuelle de la part de leur partenaire ou des actes de violence sexuelle de la part de quelqu'un d'autre (hors harcèlement sexuel) à un moment donné de leur vie. Certaines études nationales montrent toutefois que jusqu'à 70 % des femmes ont subi des actes de violence physique et/ou sexuelle de la part de leur partenaire au cours de leur vie, voir <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures>.
59. Voir (Hedman et Williams, 2018, p. 101_[118]) pour des données et analyses complémentaires.
60. Les politiques féministes du Canada, de la France et de la Suède en matière étrangère et de coopération pour le développement, par exemple, vont dans ce sens. Pour une vue d'ensemble des priorités stratégiques les plus récentes des membres du CAD, voir Les profils de coopération au développement à l'adresse : <https://doi.org/10.1787/5cd4ba84-fr>.
61. Voir (CUA/OCDE, 2018_[107]) ainsi que la vue d'ensemble et le chapitre sur les mégatendances dans (OCDE, 2018_[98]).
62. Déclaration lors de la table ronde intitulée « Delivering the Promise of Africa's Youth », organisée dans le cadre du Forum économique mondial sur l'Afrique 2019 (Forum économique mondial sur l'Afrique, 2019_[108]).
63. Voir www3.compareyourcountry.org/states-of-fragility/flows/2/ pour de plus amples informations.
64. Voir (Kolev, 2018_[119]) pour des données et analyses complémentaires.
65. Voir (Kolev, 2018_[119]) pour des données et analyses complémentaires.
66. Voir Hedman et Williams (2019_[109]).
67. D'après une analyse des émissions diffusées aux États-Unis ; Tyndall Report, (2018_[53]), le temps d'antenne consacré au conflit en République centrafricaine a été trois fois moins important que celui consacré au mariage du Prince Harry au Royaume-Uni, en 2018.
68. Voir Nations Unies (2019_[123]) et UNICEF (2018_[124]) pour de plus amples informations.
69. D'après (OCDE, 2018_[11]), l'APD représente deux tiers des apports de financement extérieurs dirigés vers les contextes fragiles.
70. Voir la plateforme « States of Fragility » pour une analyse approfondie des apports financiers : www3.compareyourcountry.org/states-of-fragility/overview/0/.
71. D'après le Climate Action Tracker, qui évalue les mesures de lutte contre le changement climatique dans 72 pays comptant pour environ 80 % des émissions mondiales. Voir également (CCNUCC, 2019_[120]).
72. Voir Climate Action Tracker (2019_[76]).
73. Voir ONU (2019_[99]).
74. Voir Shields et Masters (2019_[58]).
75. Voir Banque islamique de développement (2019_[125]) pour de plus amples informations.
76. Voir Thier et Alexander (2019_[55]).
77. (OIAC, 2019_[126]) pour de plus amples informations.
78. Voir (Nations Unies, 2018_[104]) pour de plus amples informations.
79. Voir (Mawdsley, 2012_[65]) pour de plus amples informations.
80. Pour de plus amples informations, voir (OCDE, 2015_[110]) et (OCDE, 2019_[12]).
81. Voir (New Development Bank, 2017_[61]) pour de plus amples informations.
82. D'après Jenks et Topping (2019, p. 14_[69]), 74 % des contributions directes au système des Nations Unies pour le développement proviennent de gouvernements, 57 % de pays du CAD et 11 % de pays non membres du CAD ; indirectement, les gouvernements ont également financé le système des Nations Unies pour le développement par le biais d'institutions de l'UE et partiellement par le biais de fonds communs des Nations Unies et de fonds verticaux.
83. Voir (Morgenthau Jr., 1944_[62]) pour de plus amples informations.
84. Voir (OCDE-CAD, 1996_[100]) pour de plus amples informations.

85. Voir (PAHO/WHO, 2019_[127]) pour de plus amples informations.
86. Pour en savoir plus sur les travaux de l'OCDE sur la Cohérence des politiques au service du développement durable, voir (OCDE, 2019_[92]).
87. Voir la Recommandation de l'OCDE sur la cohérence des politiques au service du développement dans (OCDE, 2019_[92]).
88. Voir Kharas et Rogerson (2017_[68]) et Ingram et Lord (2019_[6]).
89. Voir (Ingram et Lord, 2019_[6]) pour plus d'informations.
90. Voir Alonso (2018_[80]).
91. Voir OCDE, 2019 (p. 26_[15]).
92. Voir (Morgan Stanley, 2018_[63]) pour plus d'informations.
93. Voir (Feng et Pilling, 2019_[74]) pour plus d'informations.
94. Voir (TNN, 2019_[54]) pour plus d'informations.
95. Voir (OCDE, 2019_[10]) pour plus d'informations.
96. Voir Srinath (2019_[57]).
97. Voir (Greenhill, Prizzon et Rogerson, 2013_[71]) pour plus d'informations.
98. Voir (Carey, 2018_[77]) pour plus d'informations.
99. L'OCDE a consulté le réseau Southern Voice pour des contributions sur la valeur ajoutée de la coopération pour le développement, l'évolution de son rôle et les principaux défis qu'elle rencontre. Dix membres du réseau ont répondu, représentant les points de vue de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine.
100. Voir (Gertz et Kharas, 2018_[121]) et chapitre 10 de (OCDE, 2019_[10]) sur les micro-, petites et moyennes entreprises.
101. Voir (OCDE/FENU, 2019_[46]) pour plus d'informations et une analyse de ces questions.
102. Voir (OCDE, 2019_[12]) pour plus d'informations sur le financement du développement.
103. Plus d'informations sur le soutien public total au développement durable à l'adresse <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/tossd.htm>.
104. Voir, par exemple, les données concrètes citées par Pinker (2018_[60]) et Our World in Data: <https://ourworldindata.org/war-and-peace>.
105. Voir OCDE (2019_[10]) pour plus d'informations.
106. Lors d'un « DevCom Meet-Up » aux Journées européennes du développement 2019, les participants ont identifié quatre axes argumentatifs à l'intention des communicants du développement. Voir *Takeaways*, OECD DevCom 2019, https://www.oecd.org/dev/pgd/Takeaways_DevCom_Meet_Up_2019_EDDs.pdf.



PROFILS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT EN UN COUP D'ŒIL



ABSTRAIT

Ce chapitre est une synthèse sous forme d'infographies de la publication numérique intitulée Les profils de coopération pour le développement 2019. La première section met en lumière les tendances qui se font jour en matière de financement du développement et des éclairages qu'on peut en dégager. Elle est suivie de quatre sections qui décrivent les profils de fournisseurs publics et philanthropiques d'aide, d'aide publique au développement (APD) et d'autres formes de financement du développement. On compte parmi ces fournisseurs des membres de l'OCDE et de son Comité d'aide au développement (CAD), d'autres pays et des fondations philanthropiques. Ces profils donnent un aperçu des principales données et des priorités stratégiques à l'appui de la coopération pour le développement. La plupart des membres du CAD ont convenu de l'objectif de fournir 0,7% de leur revenu national brut au titre de l'aide publique au développement. Les États membres de l'UE qui ont rejoint l'Union avant 2002 ont convenu d'un objectif collectif pour l'UE de 0,7% du RNB en tant qu'APD, tandis que les États membres de l'UE qui ont adhéré après 2002 se sont engagés à augmenter leur APD à 0,33% de leur RNB.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT 2019

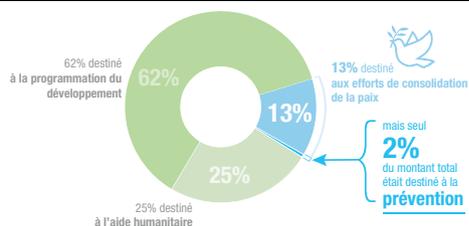
TENDANCES GLOBALES DU FINANCEMENT

Répartition des ressources

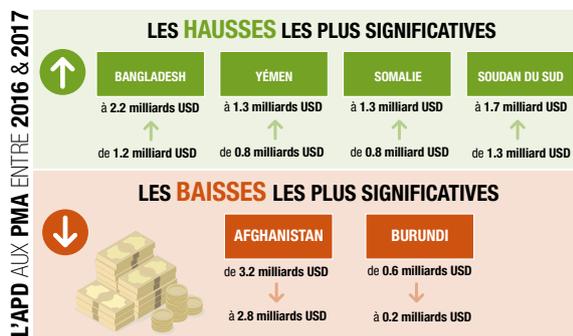
Quels enseignements peut-on dégager cette année des profils des apporteurs de coopération pour le développement, des statistiques de l'OCDE sur l'aide publique au développement (APD) et le financement privé du développement, des publications récentes, et des examens par les pairs réalisés par le CAD ?

Il est moins coûteux de prévenir que de guérir

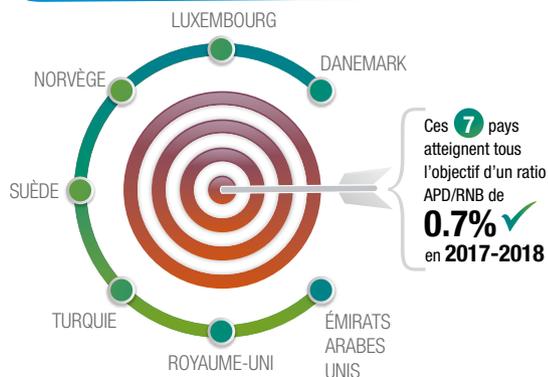
Du montant total de l'APD en 2017...
en provenance des pays membres du CAD → vers les zones fragiles



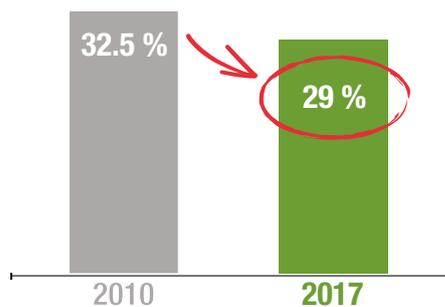
Les dotations aux pays se sont profondément modifiées en 2016-17



Respect des objectifs



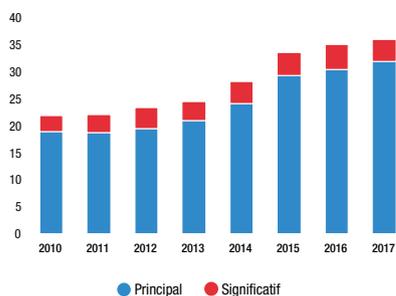
Les pays les moins avancés perçoivent une part moins élevée de l'APD totale des membres du CAD



Le financement à l'appui de l'égalité des sexes doit être intensifié

APD des membres du CAD ayant l'égalité des sexes comme objectif principal ou significatif

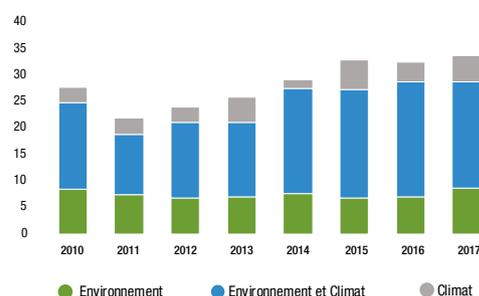
APD bilatérale ventilable, engagements, milliards USD, prix constants de 2017



L'APD pourrait être davantage ciblée sur des objectifs environnementaux

APD des membres du CAD allouée à l'appui de la durabilité environnementale et du changement climatique

APD bilatérale ventilable, engagements, milliards USD, prix constants de 2017



143.2
milliards USD

Au total, les **APPORTS NETS D'APD** (données provisoires, prix de 2017) des membres du CAD en 2018 ont diminué par rapport aux 147.2 milliards USD atteints en 2017. Les niveaux actuels d'APD sont inférieurs à l'ambition collective annoncée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, ou aux engagements internationaux énoncés dans le Programme d'action d'Addis-Abeba. Les données complètes sur l'APD de 2018 ne sont pas encore disponibles pour les pays non membres du CAD.

6.1
milliards USD

VERSÉS À L'APPUI DU DÉVELOPPEMENT en 2017 par les 26 fondations philanthropiques privées qui communiquent leurs données à l'OCDE. Les fondations ont alloué 3.7 milliards USD à la santé et la population en 2017, ce qui en fait la deuxième source de financement du développement dans ce domaine derrière les États-Unis.

50 %

PROPORTION DES MEMBRES DU CAD qui ont actualisé leurs politiques et leurs stratégies de coopération pour le développement depuis 2017. Les nouvelles politiques et stratégies définissent la façon dont les membres concourront à la réalisation des Objectifs de développement durable dans les pays en développement – aussi bien directement que via leurs actions face aux défis mondiaux – tout en servant leurs intérêts nationaux dans des domaines tels que les échanges et la sécurité.

4.5
milliards USD

SOIT 4 % DE L'APD BILATÉRALE, ont été alloués à l'égalité des sexes en tant qu'objectif principal en 2017, un chiffre qui n'a pas augmenté ces dernières années.

30 %

PART DE L'APD BILATÉRALE (40.1 MILLIARDS USD) allouée à des objectifs environnementaux en 2017, contre 30.7 milliards USD, soit un quart, pour le changement climatique. Globalement, les niveaux d'APD à l'appui de la durabilité environnementale et de l'action climatique ont augmenté au fil du temps.

33.9
milliards USD

FINANCEMENTS MOBILISÉS PAR LE SECTEUR PRIVÉ EN 2017 dans le cadre d'interventions publiques de financement du développement. Les financements mobilisés par le secteur privé sont modestes et ne représentaient en 2017 que moins d'un quart des volumes d'APD. L'investissement direct étranger dans les pays en développement a en outre chuté de 70 milliards USD, soit 11 %, entre 2015 et 2016.

37 %

PART DE L'AIDE BILATÉRALE classée dans la catégorie « non ventilable » par pays en 2017, en hausse par rapport à 2017 où elle s'établissait à 25 %. La notification doit être améliorée afin d'assurer un suivi exhaustif des apports d'APD.

**UNIR SES
FORCES**

LES BUDGETS D'APD DES MEMBRES DU CAD sont gérés par un nombre grandissant de ministères et d'organismes publics. Le champ des compétences disponibles pour relever les défis du développement s'en trouve ainsi élargi, mais cette évolution n'est pas sans poser des problèmes de coordination et de cohérence.

APPORTEURS PUBLICS COMMUNIQUANT À L'OCDE DES DONNÉES AU NIVEAU DES ACTIVITÉS

Cette section contient des informations sur les volumes et les principales caractéristiques de la coopération pour le développement fournie par 42 apporteurs qui communiquent régulièrement à l'OCDE des données au niveau des activités sur leurs apports de ressources au titre de la coopération pour le développement.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ALLEMAGNE

Politique actuelle

Le pays vise à donner à tous les moyens d'une vie digne, dans le respect des limites des ressources de la planète. Depuis 2018 ses efforts portent sur la croissance démographique, la raréfaction des ressources, le changement climatique, la transformation numérique et l'interdépendance, et les déplacements et les migrations.

Répartition des ressources

2018*



AIDE MULTILATÉRALE

-3.0 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

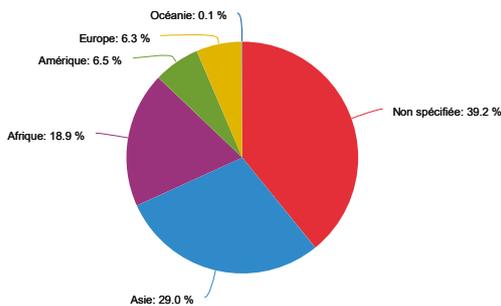


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

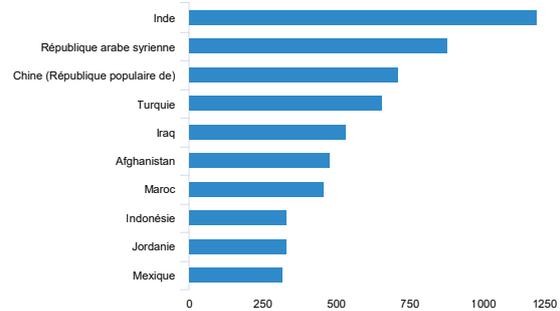
Allemagne - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



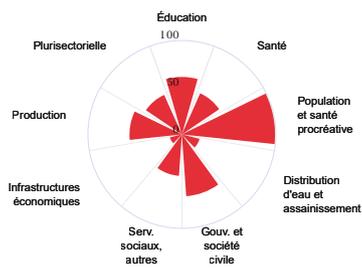
Allemagne - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Allemagne - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

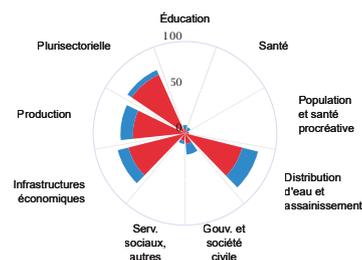
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Allemagne - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

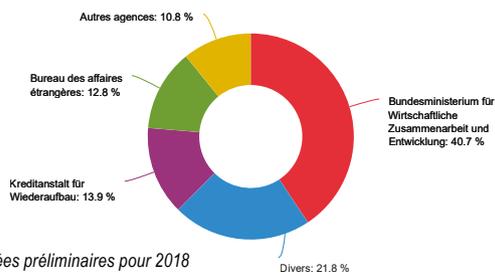
● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur
● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

Allemagne - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-allemaigne>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

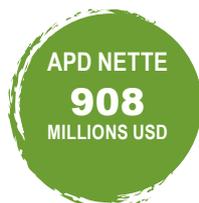
COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ARABIE SAOUDITE

Politique actuelle

La coopération pour le développement de l'Arabie saoudite est guidée par sa politique étrangère et ses principes pour assister les pays en développement. Le Fonds saoudien pour le développement octroie des prêts concessionnels. Il traite directement avec les gouvernements quand il finance des projets de développement prioritaires.

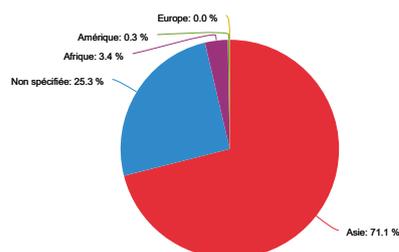
Répartition des ressources

2017

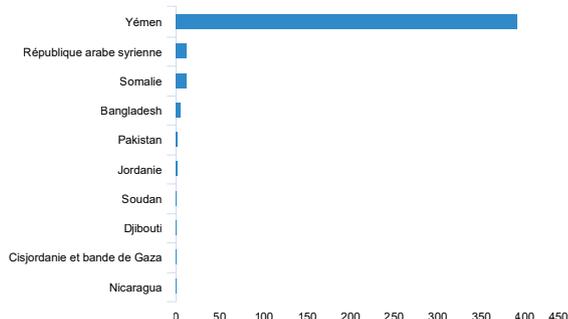


-4 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2016
en termes réels

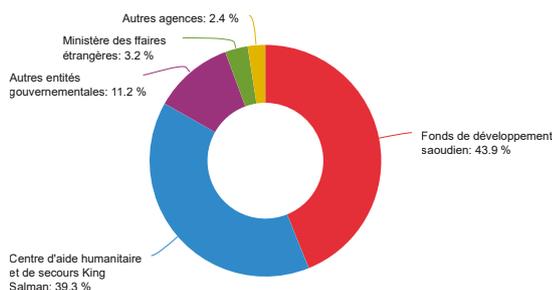
Arabie saoudite - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



Arabie saoudite - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Arabie saoudite - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-arabie-saoudite>

Les données au niveau projet concernant l'Arabie Saoudite en 2015, 2016 et 2017 ne sont pas complètes et ne couvrent pas, notamment, les extensions de prêts et les dons accordés par certaines entités saoudiennes. Le pays travaille actuellement en vue de pouvoir fournir des données complètes. Les notifications passées de l'Arabie Saoudite concernant son programme de développement ne comprenaient que des montants agrégés en matière d'aide humanitaire et au développement par région, l'aide multilatérale ainsi que les versements et remboursements du Fond Saoudien pour le Développement.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE AUSTRALIE

Politique actuelle

Priorités de la politique de développement (Australian Aid: Promoting Prosperity, Reducing Poverty and Enhancing Stability) : infrastructures ; facilitation des échanges et compétitivité internationale; agriculture, pêche et eau; gouvernance efficace; éducation et santé; renforcement de la résilience; et égalité entre les sexes.

Répartition des ressources

2018*



+3.8 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

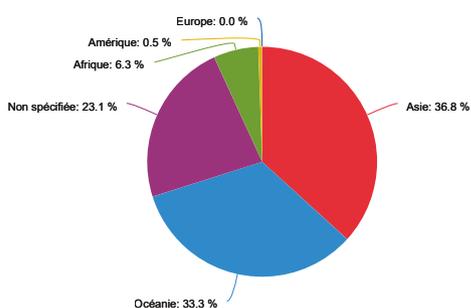


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

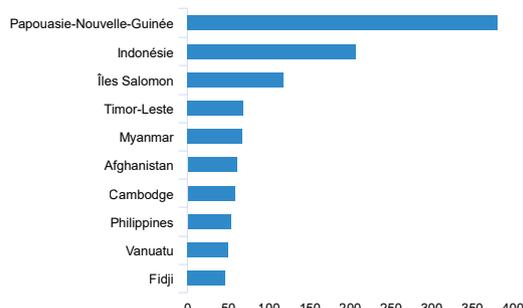
Australie - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



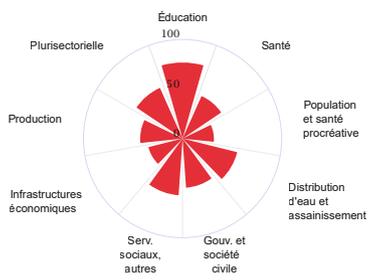
Australie - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



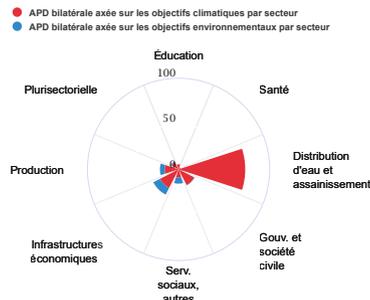
Australie - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Australie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Australie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-australie>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE AUTRICHE

Politique actuelle

Le programme triennal de coopération pour le développement de l'Autriche (2019-21) met en priorité la satisfaction des besoins essentiels en vue d'éradiquer la pauvreté, d'instaurer le développement économique durable, de protéger et préserver l'environnement, la paix et la sécurité, d'édifier des sociétés inclusives, et d'œuvrer à la promotion des femmes.

Répartition des ressources

2018



-12.3 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels

0.26 %

OBJECTIF
0.7 %

2018

APD EN POURCENTAGE DU RNB

0.07 %

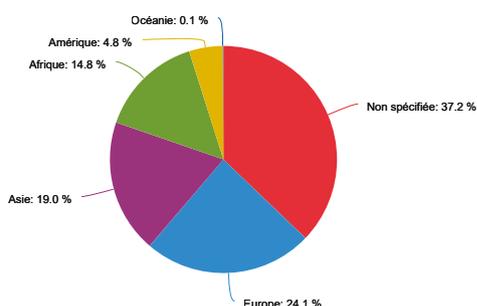
OBJECTIF
0.15-0.2 %

2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

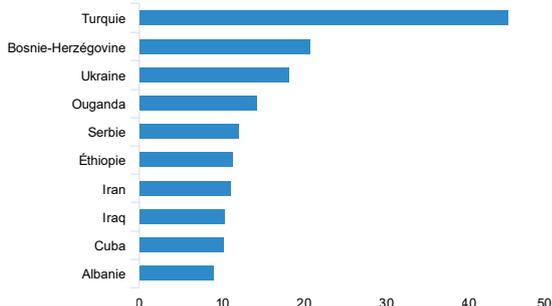
Autriche - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



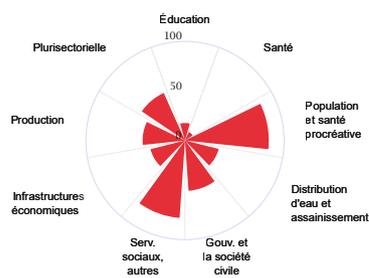
Autriche - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Autriche - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

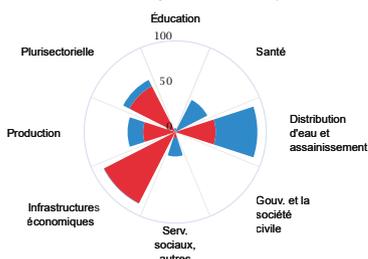
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Autriche - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

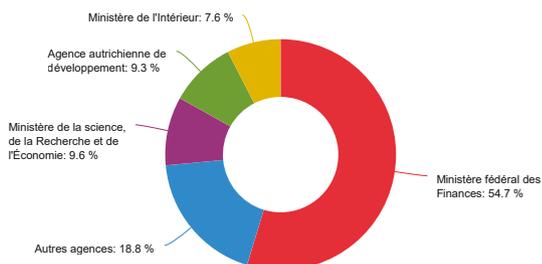
● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur
● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

Autriche - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Mobilisation du secteur privé

59
MILLIONS
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-autriche>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

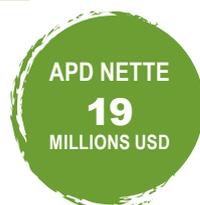
COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE AZERBAÏDJAN

Politique actuelle

L'Azerbaïdjan est un fournisseur émergent de coopération pour le développement. Le pays partage son expérience dans différents domaines, tels que la fourniture de services publics efficaces, l'éducation, la protection du travail et la protection sociale, l'emploi des jeunes, et l'action contre les mines.

Répartition des ressources

2017



+40 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2016
en termes réels



2017

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

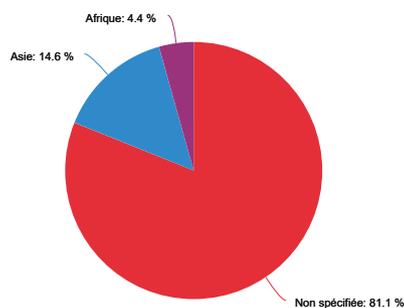


2017

APD aux pays les
moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

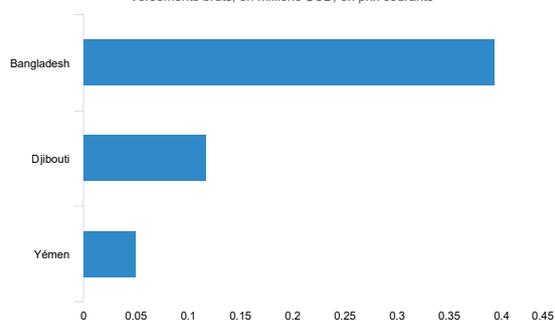
Azerbaïdjan - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



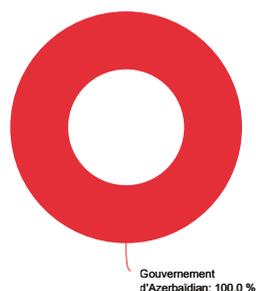
Azerbaïdjan - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Azerbaïdjan - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-azerbaïdjan>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE BELGIQUE

Politique actuelle

La politique de coopération pour le développement du pays accorde une place privilégiée aux pays les moins avancés (PMA) et aux États fragiles. Le développement du secteur privé, la lutte contre le changement climatique, les technologies numériques et les approches axées sur les droits humains comptent parmi ses autres priorités.

Répartition des ressources

2018*



+1.0 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels

0.43 %

OBJECTIF 0.7 %

2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

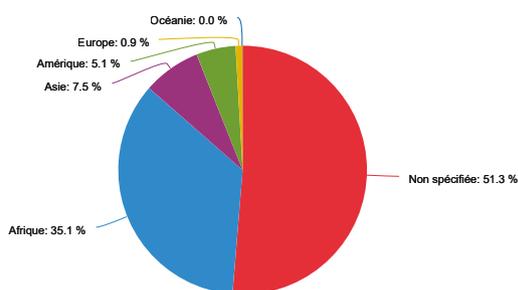
0.13 %

OBJECTIF 0.15-0.2 %

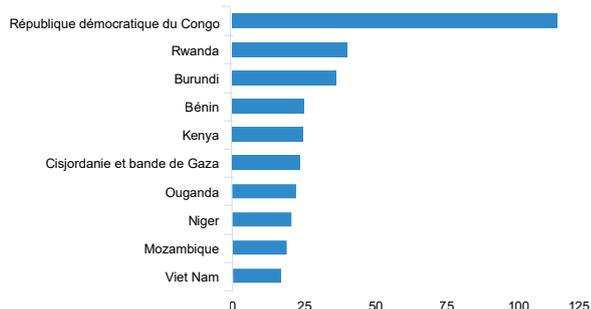
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

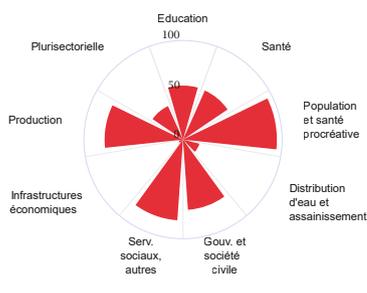
Belgique - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



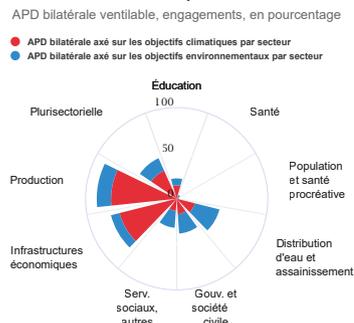
Belgique - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Belgique - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

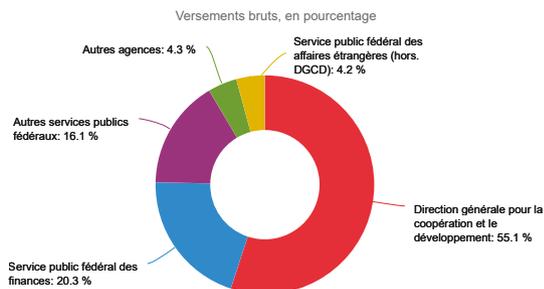


Belgique - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Belgique - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-belgique>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CANADA

Politique actuelle

La Politique d'aide internationale féministe vise à réduire la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, inclusif et prospère. Ses six priorités sont l'égalité entre les sexes, la dignité humaine, la croissance au service de tous, l'environnement et l'action climatique, la gouvernance inclusive, et la paix et la sécurité.

Répartition des ressources

2018*



+5.0 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

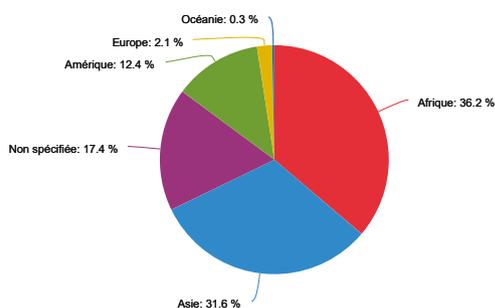


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

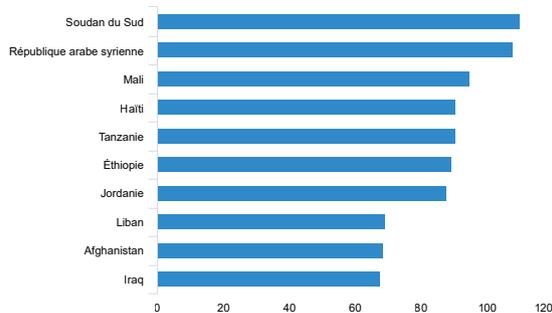
Canada - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



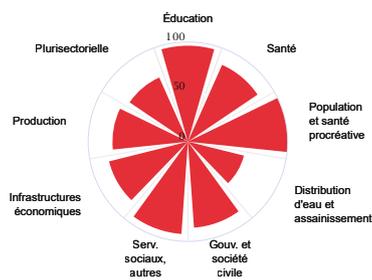
Canada - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



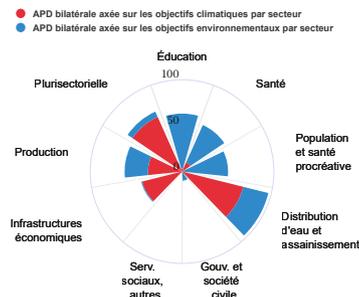
Canada - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Canada - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

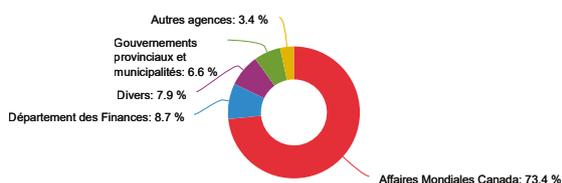
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Canada - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Mobilisation du secteur privé

265
MILLIONS
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-canada>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CORÉE

Politique actuelle

La politique coréenne de coopération pour le développement pour 2016-20 s'aligne sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle présente une liste de pays partenaires et des priorités telles que le partage de l'expérience de développement du pays et la mise en place d'infrastructures économiques et sociales.

Répartition des ressources

2018*



AIDE MULTILATÉRALE

+6.1 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

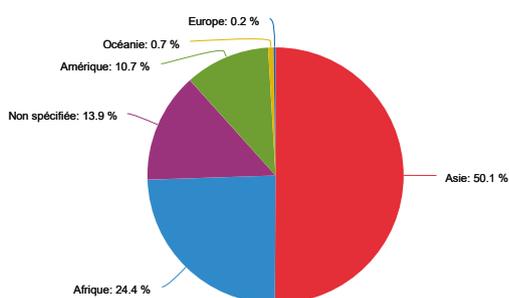
APD EN POURCENTAGE DU RNB



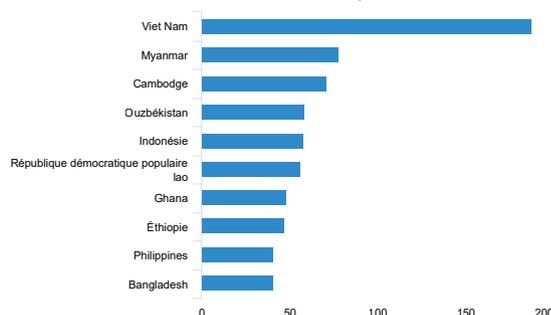
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

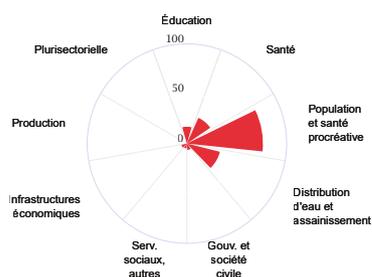
Corée - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



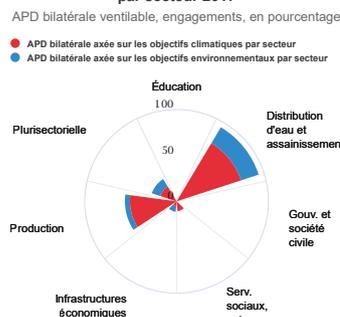
Corée - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Corée - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

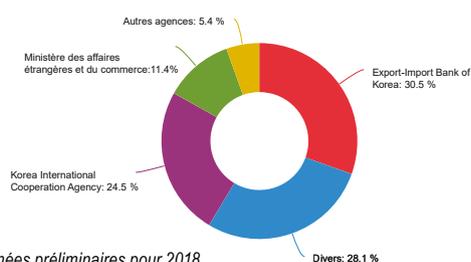


Corée - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Corée - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-core>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CROATIE

Politique actuelle

La politique de développement du pays est déterminée par sa taille, ses capacités, les défis rencontrés et son expérience de la transition de l'après-guerre. Sa politique repose sur des principes d'efficacité, de collaboration et de partenariat, qui peuvent mener à une coopération politique et économique plus vaste

Répartition des ressources

2018*

Équivalent-don
d'APD
55
MILLIONS USD

64 %
AIDE
BILATÉRALE

36 %
AIDE
MULTILATÉRALE

-1.8 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels

0.10 %

OBJECTIF
0.7 %

2018*

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

0.02 %

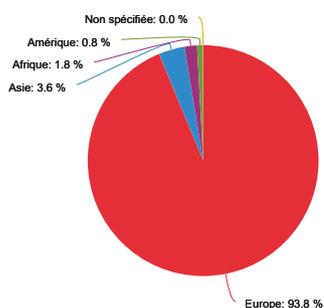
OBJECTIF
0.15-0.2 %

2017

APD aux pays
les moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

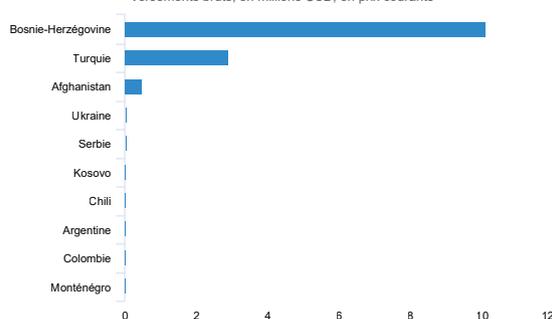
Croatie - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



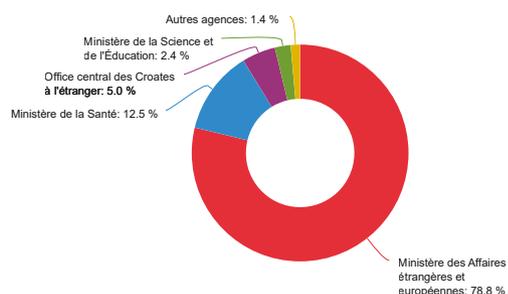
Croatie - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Croatie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-croatie>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE DANEMARK

Politique actuelle

La stratégie intitulée The World 2030 a pour priorités : la sécurité et la paix ; la prévention des causes des migrations irrégulières ; la croissance économique ; une coopération axée sur la démocratie, les droits humains et l'égalité ; ainsi que le système multilatéral, l'espace civique et le Grand Compromis (Grand Bargain).

Répartition des ressources

2018*



0.0 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

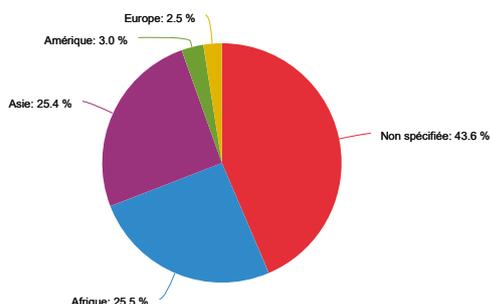


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

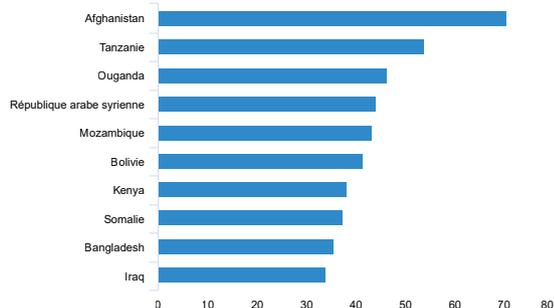
Danemark - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



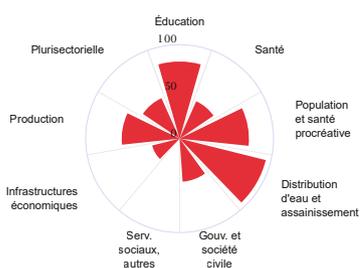
Danemark - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Danemark - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

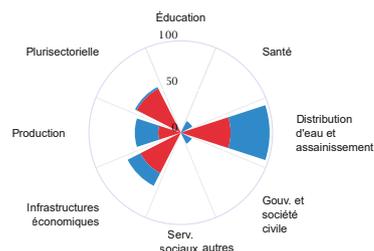
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Danemark - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

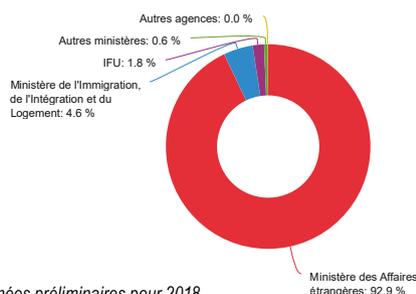
● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur
● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

Danemark - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé

544
MILLIONS
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-danemark>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ÉMIRATS ARABES UNIS

Politique actuelle

Les EAU s'attachent à promouvoir la paix, la prospérité et l'aide humanitaire mondiales. La politique sur dix ans (2016) met l'accent sur le transport et les infrastructures urbaines, l'efficacité de l'administration, l'autonomie et la protection des femmes, ainsi que sur des questions négligées et des communautés délaissées.

Répartition des ressources

2018*

Équivalent-don
d'APD
3.9
MILLIARDS USD

95 %
AIDE
BILATÉRALE

5 %
AIDE
MULTILATÉRALE

+ 1.5 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels

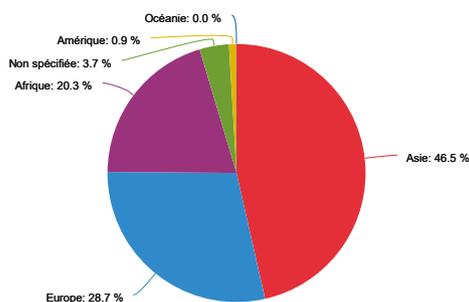


2018*

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

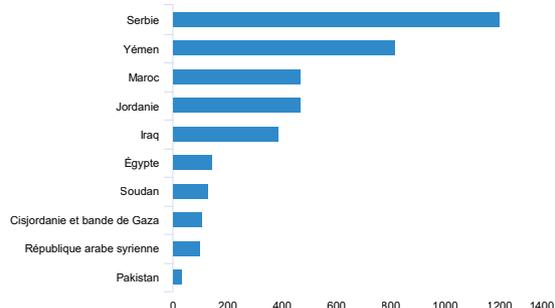
Émirats arabes unis - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



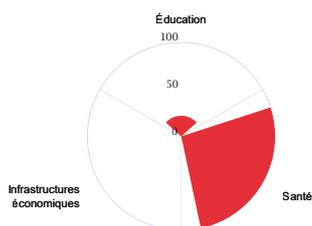
Émirats arabes unis - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Émirats arabes unis - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

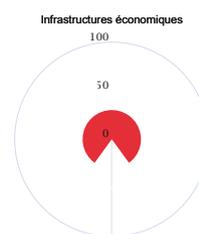
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Émirats arabes unis - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

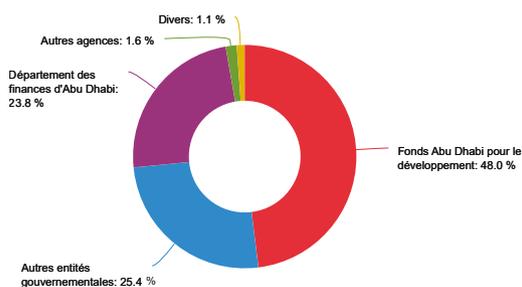
● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur



Principaux acteurs publics

Émirats arabes unis - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-emirats-arabes-unis>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ESPAGNE

Politique actuelle

Le Plan directeur de la coopération espagnole 2018-21 définit sept priorités pour la coopération au service du développement, toutes liées aux Objectifs de développement durable. Un accent particulier est mis sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Répartition des ressources

2018*



-4.6 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

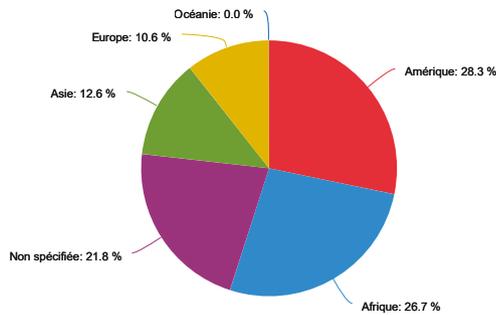
APD EN POURCENTAGE DU RNB



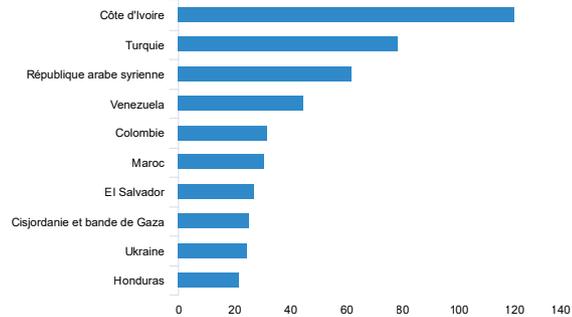
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

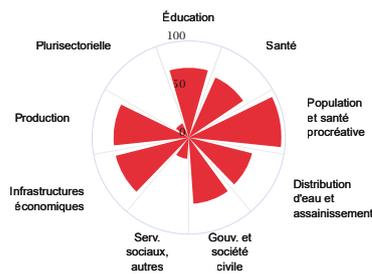
Espagne - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



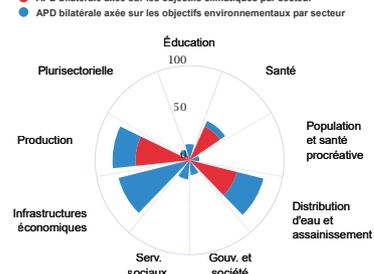
Espagne - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Espagne - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

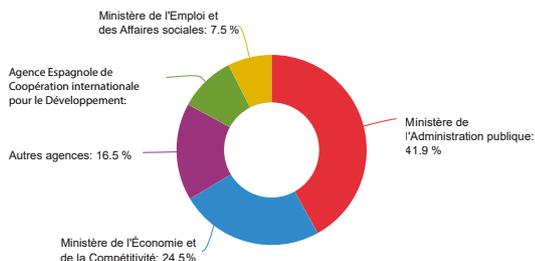


Espagne - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Espagne - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd//coop-dev-espagne>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ESTONIE

Politique actuelle

La coopération pour le développement de l'Estonie vise à contribuer à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation des Objectifs de développement durable. Enseignement et santé, paix et démocratie, droits de l'homme, développement économique et durable, et sensibilisation du public estonien comptent au nombre de ses priorités.

Répartition des ressources

2018*



+4.1 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

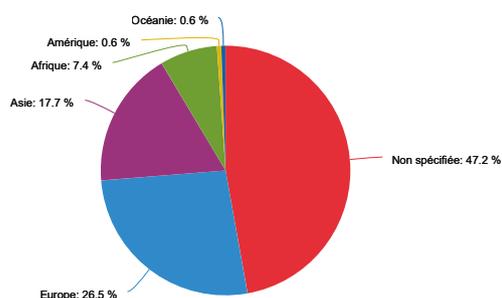
APD EN POURCENTAGE DU RNB



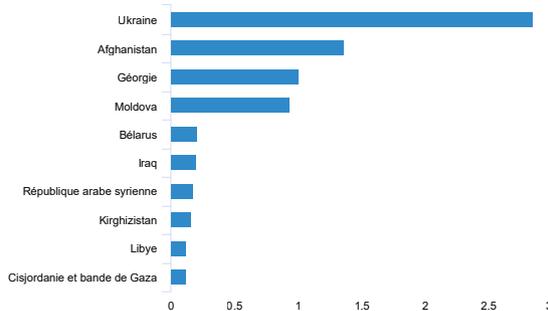
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

Estonie - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage

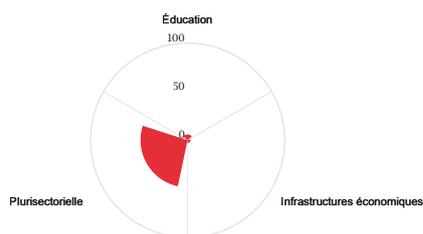


Estonie - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



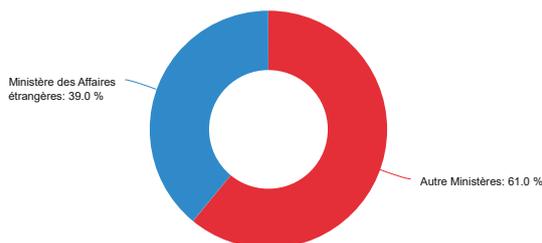
Estonie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

Estonie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-estonie>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ÉTATS-UNIS

Politique actuelle

Les nouvelles feuilles de route pour l'autonomie des États-Unis ancrent leurs stratégies pays. Elles examinent des domaines tels que la gouvernance ouverte et responsable ; le développement inclusif ; la politique économique ; et les capacités respectives des pouvoirs publics, de la société civile, des citoyens et de l'économie.

Répartition des ressources

2018*

Équivalent-don
d'APD
34.3
MILLIARDS USD

89 %
AIDE
BILATÉRALE

11 %
AIDE
MULTILATÉRALE

-5.0 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels

0.17 %

OBJECTIF
0.7 %

2018*

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

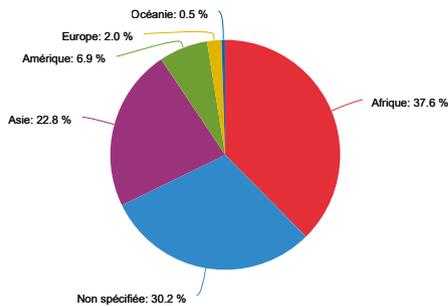
0.06 %

OBJECTIF
0.15-0.2 %

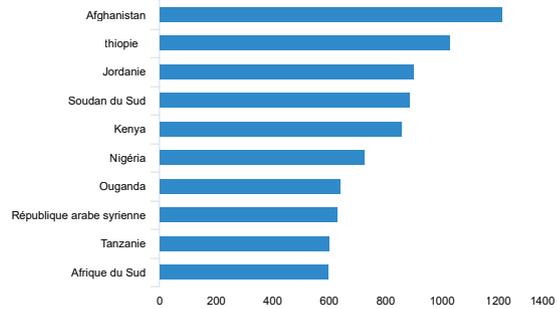
2017

APD aux pays les
moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

États-Unis - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage

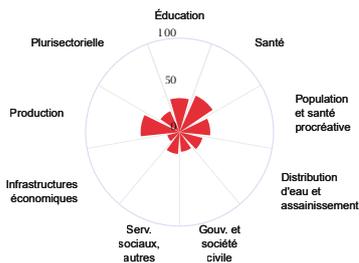


États-Unis - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



États-Unis - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur
2017

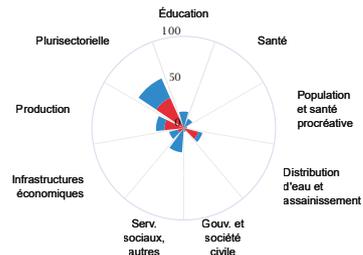
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Etats-Unis - Efforts axés sur les objectifs climatiques et
environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

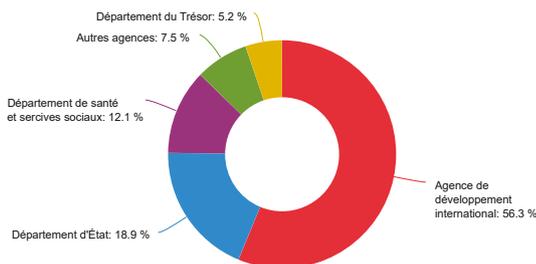
● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur
● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

Etats-Unis - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes
publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé

5.1
MILLIARDS
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé
via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/ill/coop-dev-etats-unis>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FINLANDE

Politique actuelle

La politique du pays vise à éliminer pauvreté et inégalités et à promouvoir le développement durable. Elle est axée sur les droits des femmes et filles ; la croissance et les emplois ; les moyens de subsistance et le bien-être ; la démocratie ; l'énergie, la sécurité alimentaire et l'utilisation durable des ressources naturelles.

Répartition des ressources

2018*

Équivalent-don
d'APD
983
MILLIONS USD

48 %
AIDE
BILATÉRALE

52 %
AIDE
MULTILATÉRALE

-14.6 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels

0.36 %

OBJECTIF
0.7 %

2018*

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

0.13 %

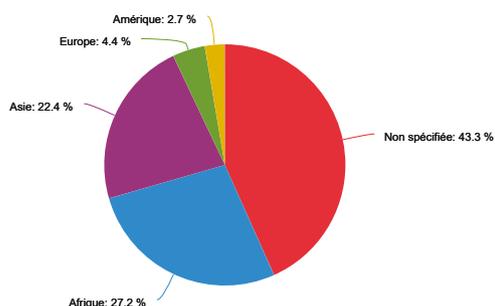
OBJECTIF
0.15-0.2 %

2017

APD aux pays les
moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

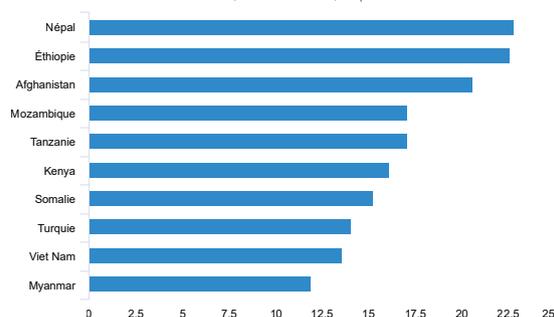
Finlande - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



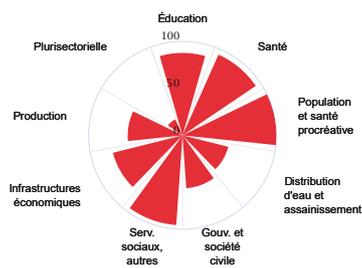
Finlande - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



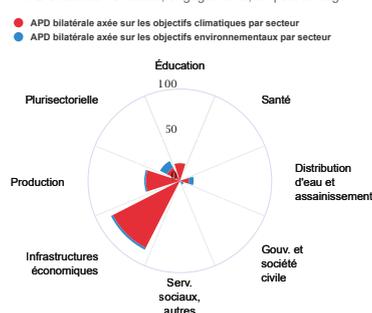
Finlande - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Finlande - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

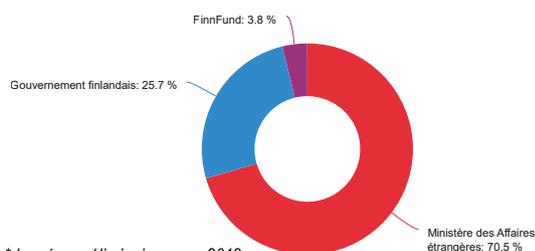
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Finlande - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé

276
MILLIONS
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé
via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/ill-coop-dev-finlande>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FRANCE

Politique actuelle

En 2017, la France a annoncé que les apports d'APD atteindraient 0.55 % du RNB en 2022, le but étant d'atteindre à terme 0.7 %. Les cinq piliers prioritaires de la politique de développement de la France sont l'éducation, le climat, l'égalité femmes-hommes, la santé, et les crises et situations de fragilité.

Répartition des ressources

2018*



+4.4 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

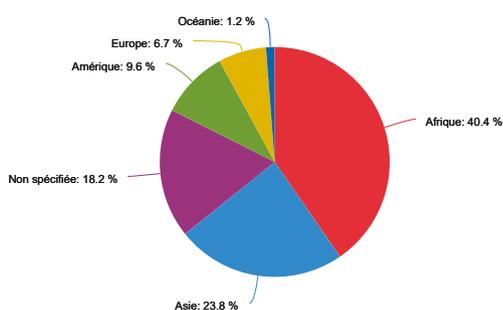


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

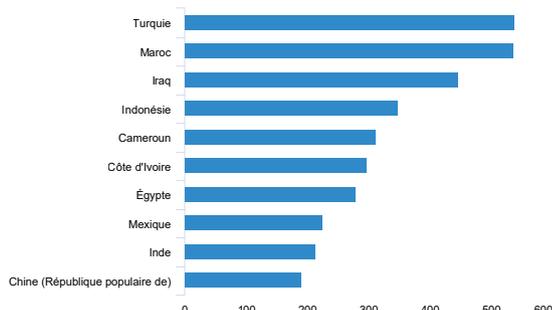
France - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



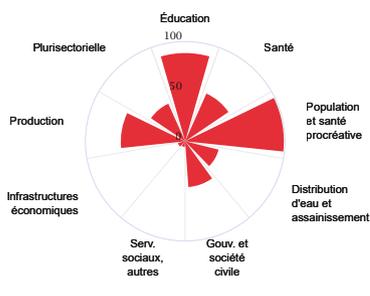
France - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



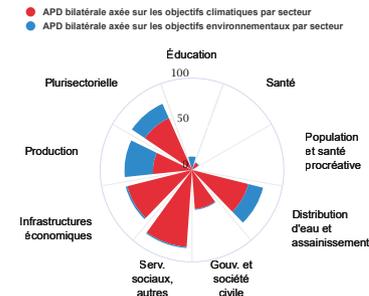
France - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



France - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

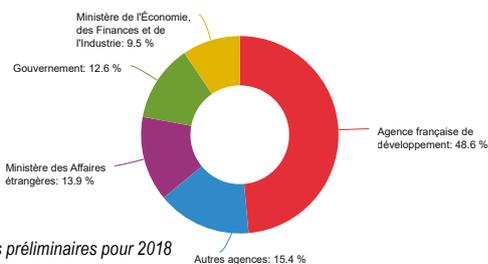
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

France - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-france>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE GRÈCE

Politique actuelle

La réduction des dépenses du secteur public suite à la crise financière de 2008 a eu un impact sensible sur l'APD grecque. La Grèce a continué d'honorer ses engagements multilatéraux. L'APD bilatérale a été limitée aux dépenses afférentes aux bourses d'études et aux dépenses consacrées aux réfugiés sur son territoire.

Répartition des ressources

2018



-12 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018

APD EN POURCENTAGE DU RNB

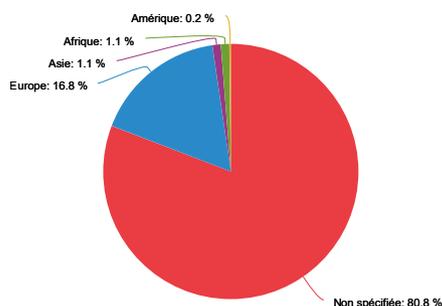


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

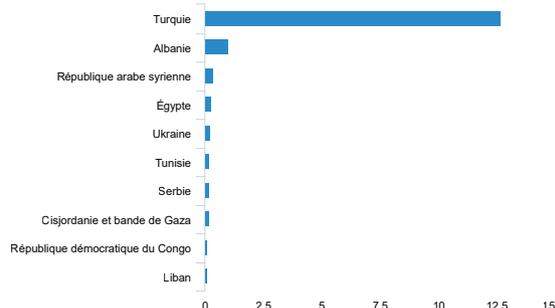
Grèce - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



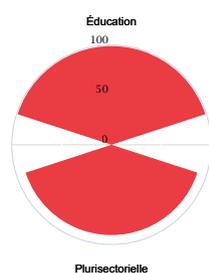
Grèce - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Grèce - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

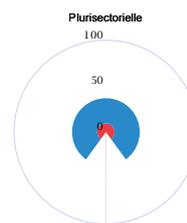
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Grèce - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

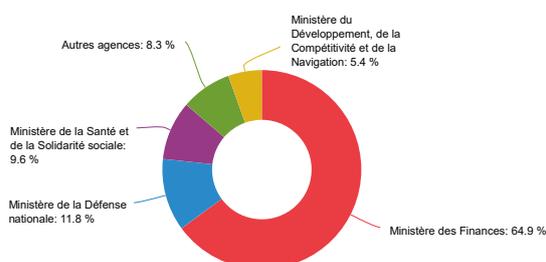
● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur
● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

Grèce - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-grece>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE HONGRIE

Politique actuelle

La Stratégie de coopération internationale pour le développement de la Hongrie vise à promouvoir un développement durable, notamment en stimulant le développement économique, en renforçant les capacités humaines locales, en développant les services de santé et en favorisant la gestion de l'eau.

Répartition des ressources

2018*



+20.7 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

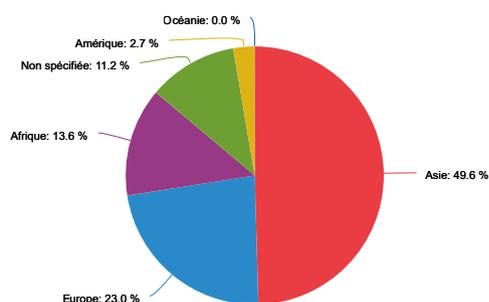
APD EN POURCENTAGE DU RNB



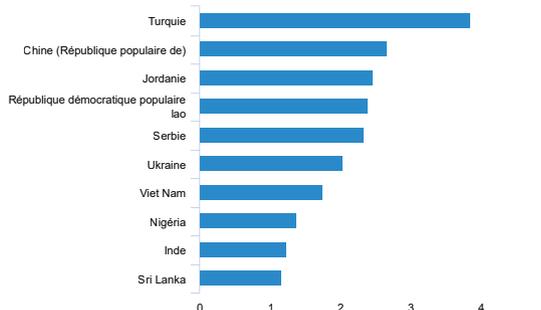
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

Hongrie - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage

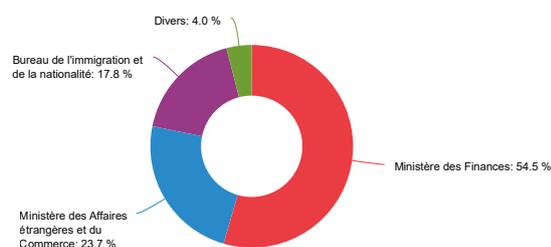


Hongrie - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Principaux acteurs publics

Hongrie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-hongrie>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

Politique actuelle

En 2017, l'UE et ses États membres ont adopté le Nouveau consensus européen pour le développement. Ce dernier présente une vision stratégique commune axée notamment sur la réduction de la pauvreté et la contribution à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Répartition des ressources

2018*

Équivalent-don
d'APD
16.4
MILLARDS USD

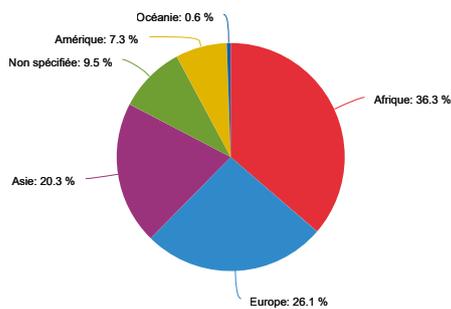
98 %
AIDE
BILATÉRALE

2 %

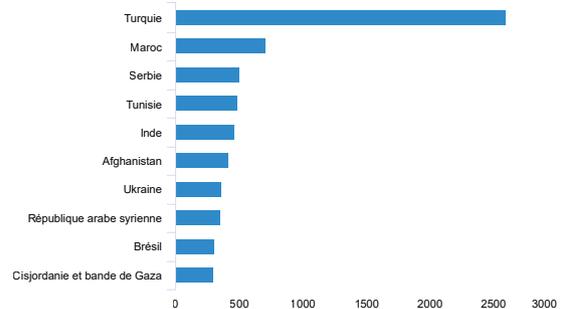
-1.9 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels

AIDE MULTILATÉRALE

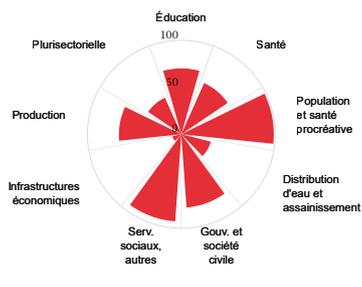
Institutions de l'UE - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



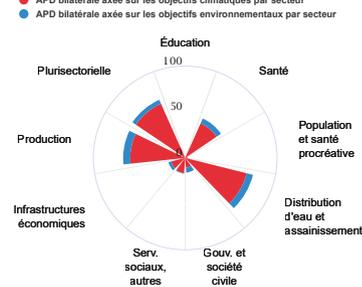
Institutions de l'UE - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Institutions de l'UE - Efforts axés sur l'égalité femmes*-hommes par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

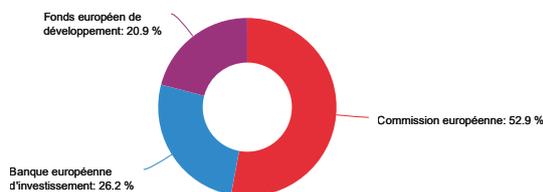


Institutions de l'UE - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Institutions de l'UE - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



Mobilisation du secteur privé

5.1
MILLARDS
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-institutions-ue>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

*données préliminaires pour 2018

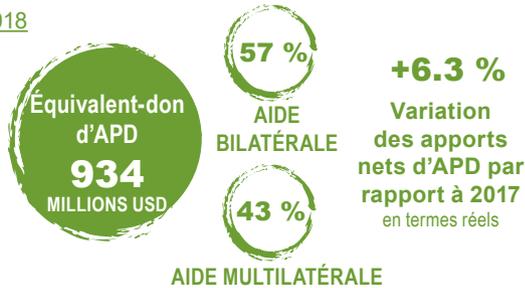
COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE IRLANDE

Politique actuelle

La nouvelle politique intitulée « A Better World » (2019) met l'accent sur l'égalité femmes-hommes, l'aide humanitaire, le changement climatique et la gouvernance avec trois pôles d'intervention : la protection (notamment dans des contextes de fragilité), l'accès à la nourriture, et les populations (développement humain).

Répartition des ressources

2018



0.31 %

OBJECTIF
0.7 %

2018

APD EN POURCENTAGE DU RNB

0.14 %

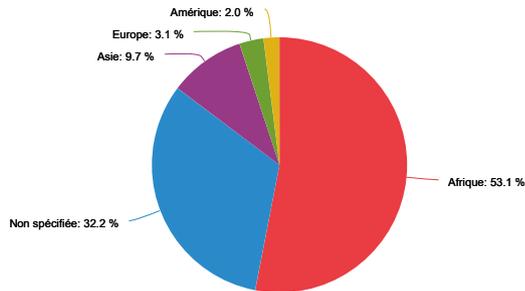
OBJECTIF
0.15-0.2 %

2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

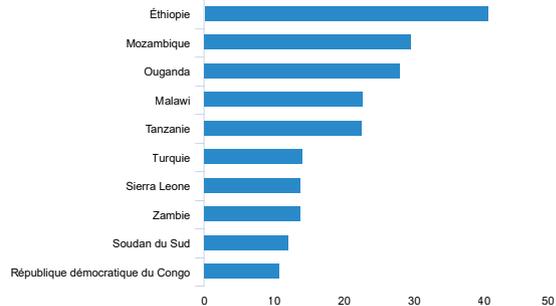
Irlande - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



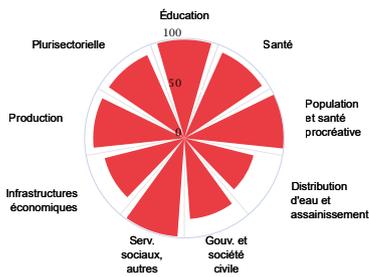
Irlande - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



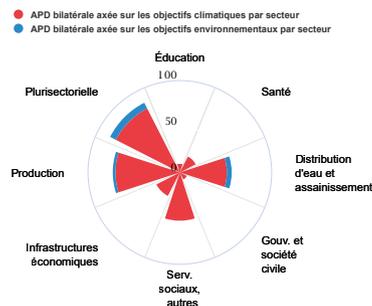
Irlande - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Irlande - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

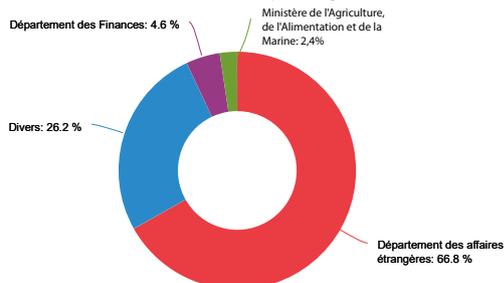
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Irlande - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Mobilisation du secteur privé

4
MILLIONS USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-irlande>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ISLANDE

Politique actuelle

La coopération pour le développement fait partie intégrante de la politique étrangère de l'Islande, qui concentre ses efforts sur les pays les moins avancés (PMA) d'Afrique, et met l'accent sur la promotion des droits humains et de l'égalité femmes-hommes, la paix et la sécurité, ainsi que sur la lutte contre la pauvreté.

Répartition des ressources

2018*



AIDE MULTILATÉRALE

+17.4 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

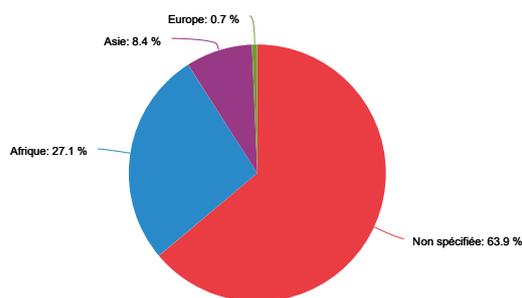
APD EN POURCENTAGE DU RNB



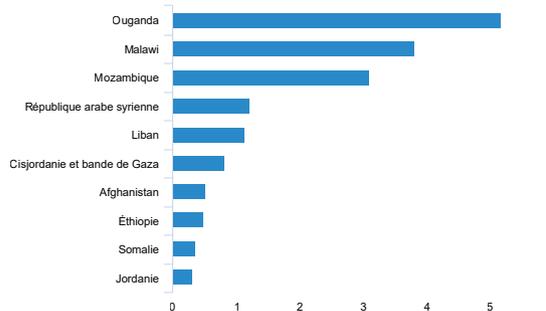
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

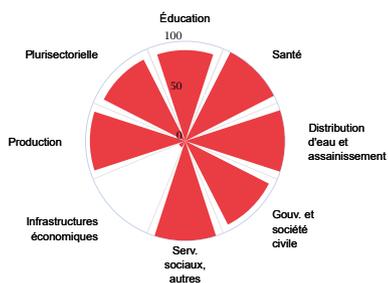
Islande - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



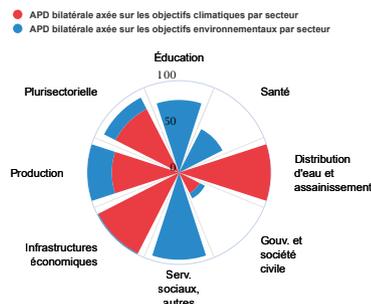
Islande - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Islande - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

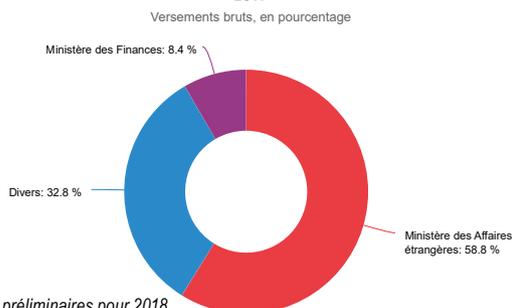


Islande - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Islande - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017



*données préliminaires pour 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-islande>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ISRAËL

Politique actuelle

La Résolution n° 4021 du Cabinet (« Advancing Israeli activity in the field of international development ») vise à réformer la stratégie du pays en matière de développement. Israël se concentre principalement sur les domaines de l'agriculture, de l'eau et de la santé, ce qui peut aider à relever les défis du développement mondial.

Répartition des ressources

2018



-10.4 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018

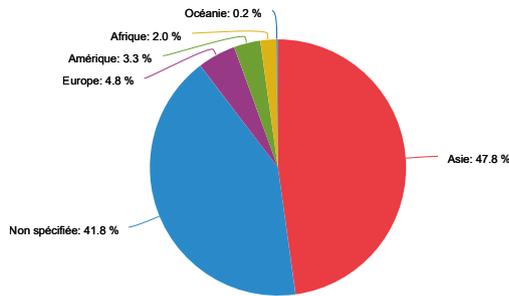
APD EN POURCENTAGE DU RNB



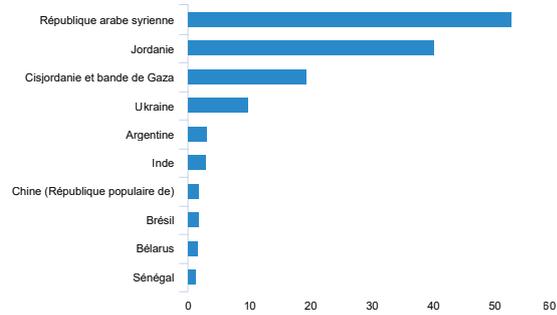
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

Israël - APD bilatérale par région 2016
Versements bruts, en pourcentage



Israël - Dix principaux bénéficiaires 2016
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-israel>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ITALIE

Politique actuelle

Conformément à la Loi 125/2014, les objectifs prioritaires de la coopération italienne sont l'élimination de la pauvreté, la réduction des inégalités et le développement durable ; les droits humains, y compris l'égalité entre les sexes, la démocratie et l'état de droit ; et la prévention des conflits et la construction de la paix.

Répartition des ressources

2018*

Équivalent-don
d'APD
5
MILLARDS USD



-21.3 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels

0.24 %



2018*

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

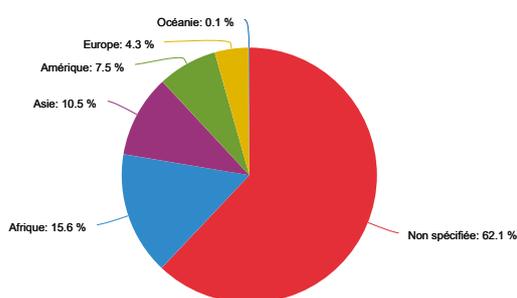
0.06 %



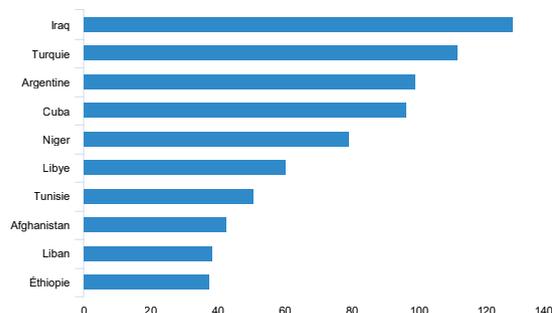
2017

APD aux pays les
moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

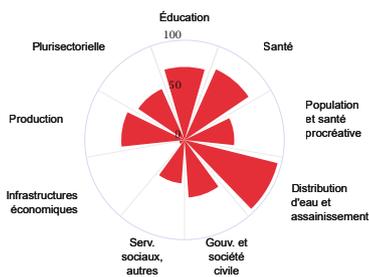
Italie - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



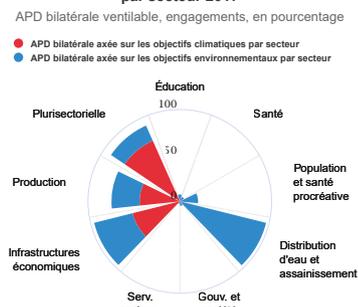
Italie - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Italie - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

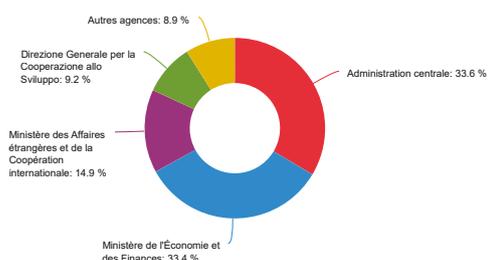


Italie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Italie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/ill/coop-dev-italie>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE JAPON

Politique actuelle

Par sa Charte de la coopération au développement 2015, le Japon s'engage à apporter une contribution volontariste à la paix et à mobiliser un éventail de ressources pour le développement. Le Japon promet aussi la prospérité et la sécurité humaine et soutient un développement autonome fondé sur son expérience et son savoir-faire.

Répartition des ressources

2018*



AIDE MULTILATÉRALE

-13.4 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

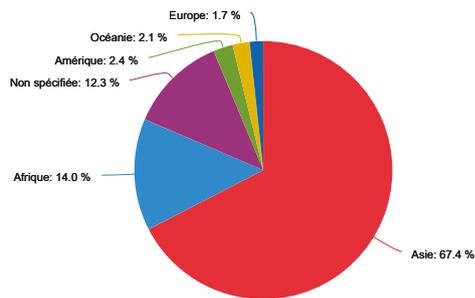


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

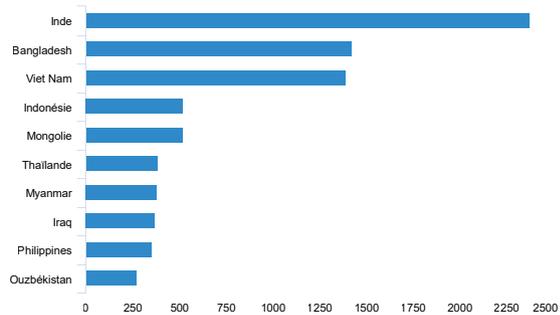
Japon - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



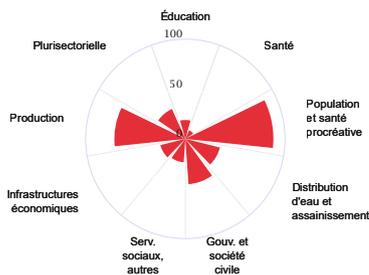
Japon - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



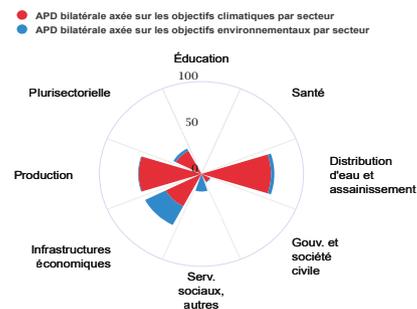
Japon - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Japon - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

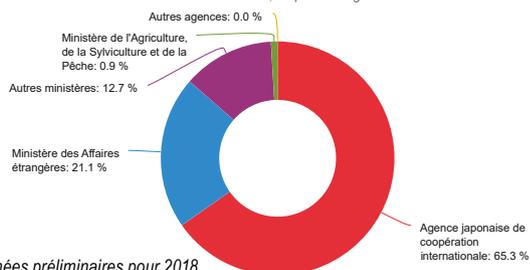
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Japon - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-japon>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

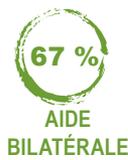
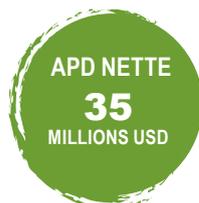
COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE KAZAKHSTAN

Politique actuelle

La loi du Kazakhstan sur l'APD met en place le socle juridique nécessaire à la création d'un organisme spécialisé, provisoirement dénommé Agence du Kazakhstan pour l'aide internationale au développement (KAZAID), qui relèvera du ministère des Affaires étrangères et mettra en œuvre les activités de coopération pour le développement.

Répartition des ressources

2017



+14 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2016
en termes réels



2017

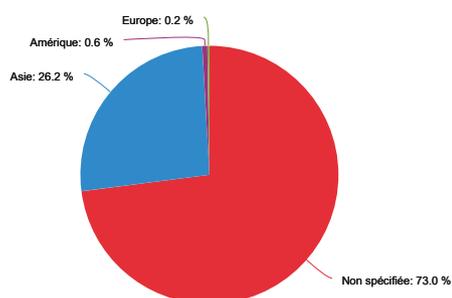
APD
EN POURCENTAGE
DU RNB



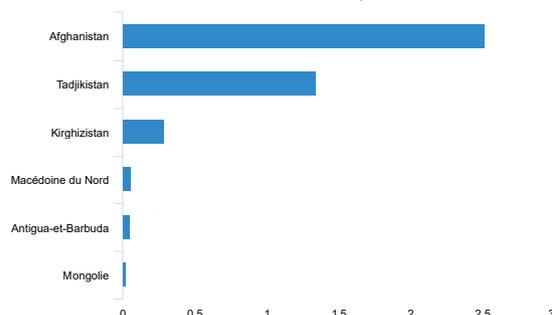
2017

APD aux pays les
moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

Kazakhstan - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



Kazakhstan - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Profil intégral : <https://oe.cd/ill/coop-dev-kazakhstan>

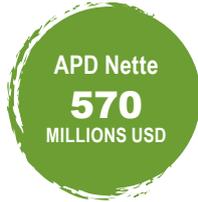
COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE Koweït

Politique actuelle

Le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes a été créé en 1961 pour la coopération avec d'autres pays arabes. La plupart des opérations sont destinées à aider les pays partenaires à atteindre les Objectifs de développement durable, avec un accent particulier placé sur l'élimination de la pauvreté.

Répartition des ressources*

2017



AIDE MULTILATÉRALE

-47 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2016
en termes réels



2017

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

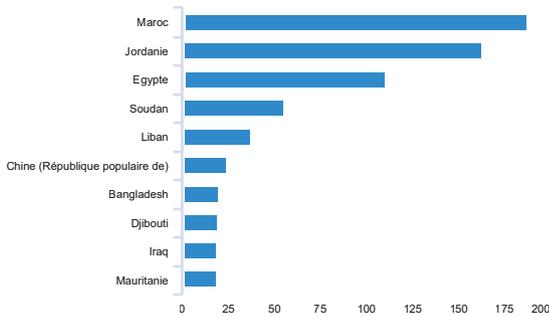


2017

APD aux pays les
moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

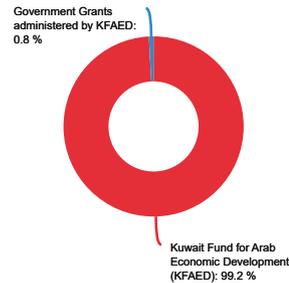
Koweït - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Koweït - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/ill/coop-dev-koweit>

* Ce profil repose sur les rapports partiels du Koweït au moment de la rédaction et sous-estime l'APD du Koweït pour 2017

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE LETTONIE

Politique actuelle

La politique de la Lettonie en matière de coopération pour le développement (2016-20) vise à contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030 dans les pays en développement, en œuvrant à promouvoir le développement durable, l'état de droit, la bonne gouvernance et l'élimination de la pauvreté dans les pays partenaires.

Répartition des ressources

2018*



-2.1 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

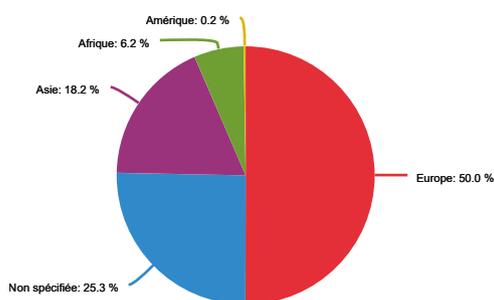


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

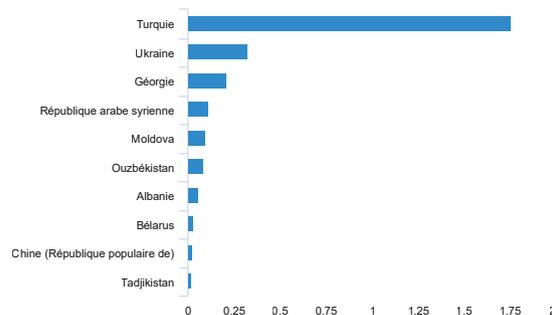
Lettonie - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



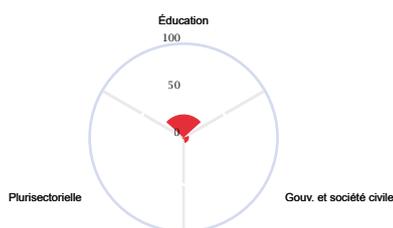
Lettonie - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Lettonie - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

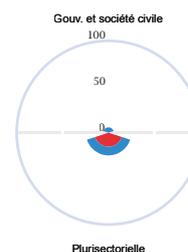
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Lettonie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

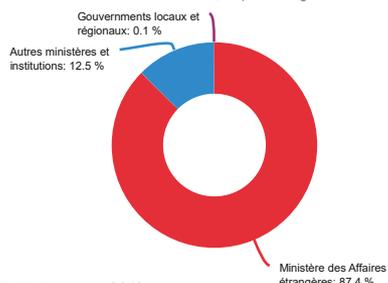
● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur
● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

Lettonie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-lettonie>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE LITUANIE

Politique actuelle

Les principes clés de la loi lituanienne sur la coopération pour le développement et l'aide humanitaire sont : l'appropriation par les pays partenaires et le travail en partenariat, la solidarité, l'efficacité, la transparence et la responsabilité, la coordination et la complémentarité, ainsi que la cohérence des politiques.

Répartition des ressources

2018*



-7.4 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

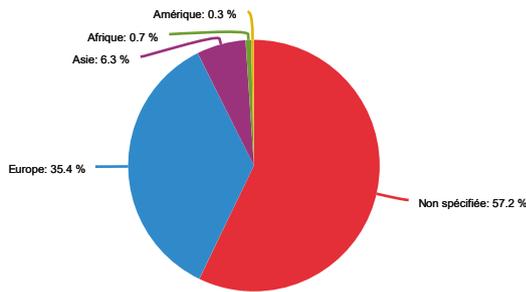
APD EN POURCENTAGE DU RNB



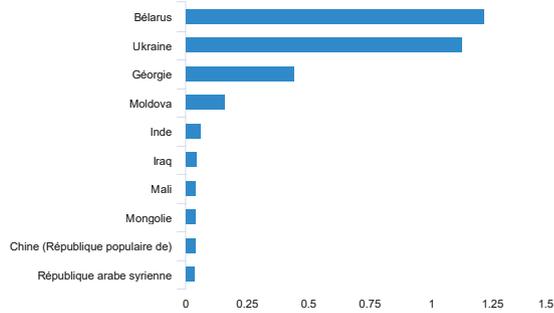
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

Lituanie - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage

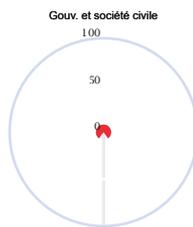


Lituanie - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



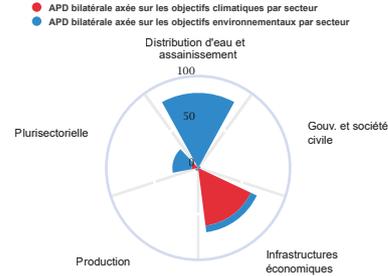
Lituanie - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Lituanie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

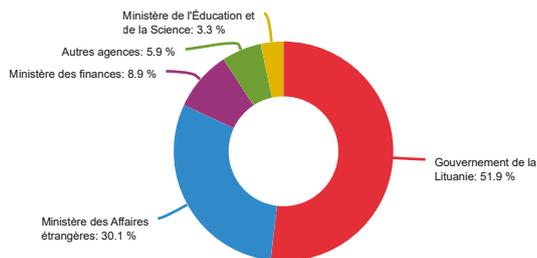
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Lituanie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-lituanie>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE LUXEMBOURG

Politique actuelle

La stratégie luxembourgeoise, « En route pour 2030 », s'articule autour des priorités suivantes : l'accès à des services sociaux de base de qualité ; l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes ; et la gouvernance d'une croissance inclusive et durable, avec une attention particulière accordée à l'Afrique subsaharienne.

Répartition des ressources

2018*



+3.7 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

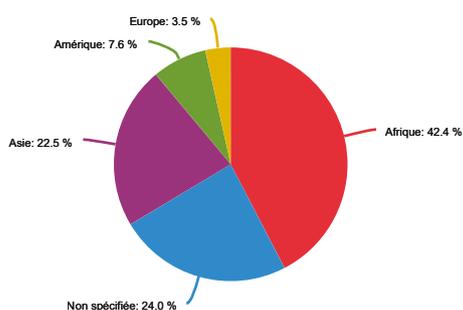
APD EN POURCENTAGE DU RNB



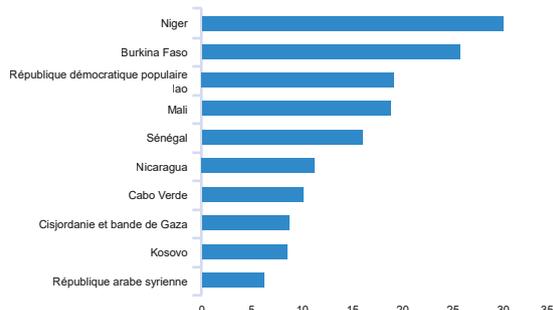
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

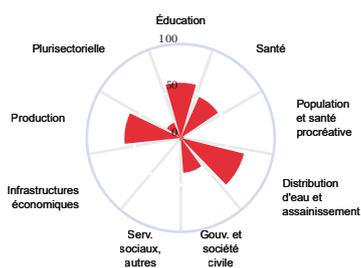
Luxembourg - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



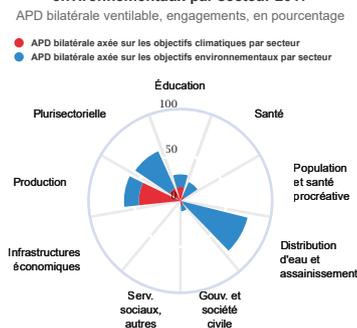
Luxembourg - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Luxembourg - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Luxembourg - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Luxembourg - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-luxembourg>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE NORVÈGE

Politique actuelle

Le principe de responsabilité collective concernant les ODD sous-tend l'approche de la Norvège en matière de coopération pour le développement. Elle achemine une part accrue de son aide par le canal multilatéral pour mettre en œuvre le Programme 2030 et ses priorités telles que la santé, l'éducation, le climat et l'environnement.

Répartition des ressources

2018*



-4.2 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

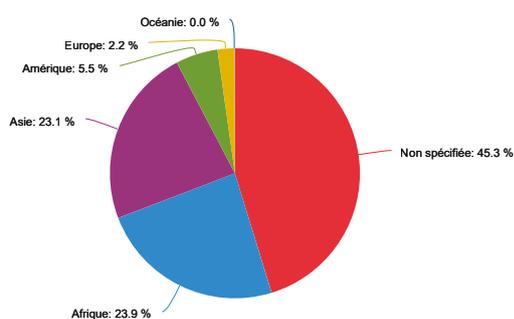
APD EN POURCENTAGE DU RNB



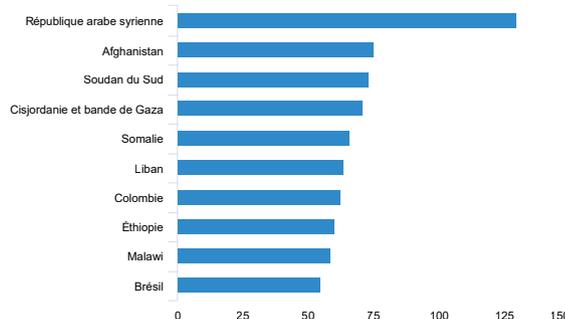
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

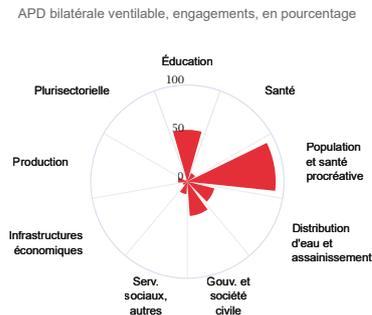
Norvège - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



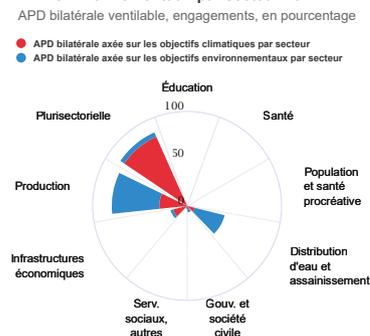
Norvège - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Norvège - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

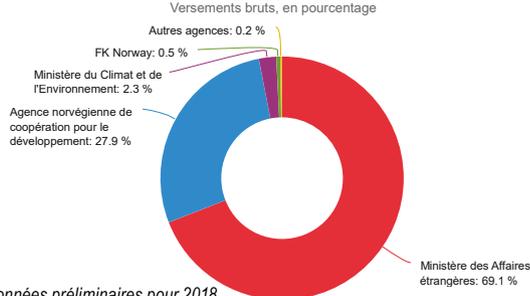


Norvège - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Norvège - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-norvege>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE NOUVELLE ZÉLANDE

Politique actuelle

Le gouvernement de coalition élu en octobre 2017 met fin à la baisse de l'APD néo-zélandaise et attache une importance plus marquée au Pacifique, au changement climatique, à la gouvernance, aux droits de l'homme et à l'autonomisation politique et économique des femmes, ainsi qu'aux organisations multilatérales.

Répartition des ressources

2018*

Équivalent-don
d'APD
556
MILLIONS USD

83 %
AIDE
BILATÉRALE

24 %
AIDE MULTILATÉRALE

+25.6 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels

0.28 %

OBJECTIF
0.7 %

2018*

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

0.07 %

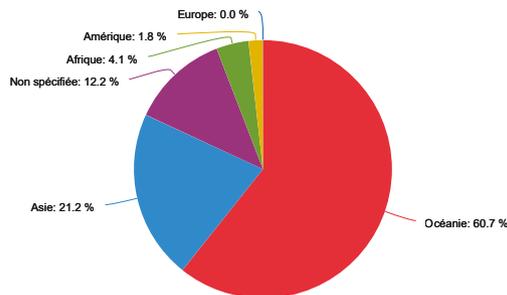
OBJECTIF
0.15-0.2 %

2017

APD aux pays les
moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

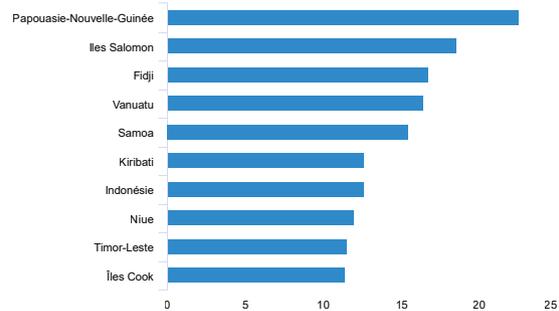
Nouvelle-Zélande - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



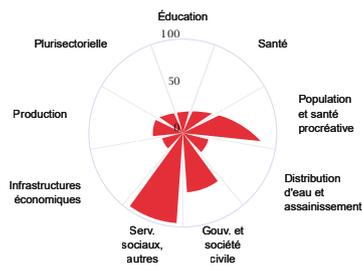
Nouvelle-Zélande - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Nouvelle-Zélande - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

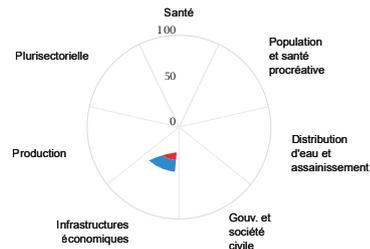
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Nouvelle-Zélande - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur
● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

Nouvelle-Zélande - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-nouvelle-zelande>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE PAYS-BAS

Politique actuelle

Les Pays-Bas ont combiné leurs programmes d'aide, d'échanges et d'investissement. La coopération pour le développement est centrée sur les régions instables du Sahel, de la Corne de l'Afrique ainsi que du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, dans le but de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, des migrations, du terrorisme et du changement climatique.

Répartition des ressources

2018*



+5.8 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

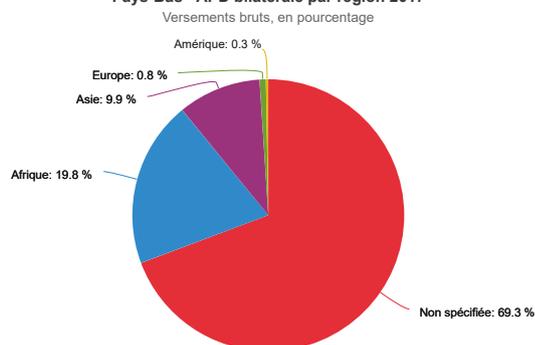
APD EN POURCENTAGE DU RNB



2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

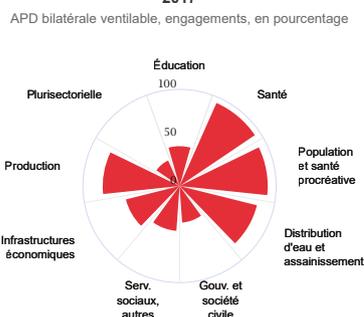
Pays-Bas - APD bilatérale par région 2017



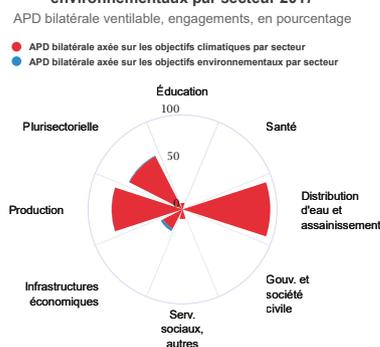
Pays-Bas - Dix principaux bénéficiaires 2017



Pays-Bas - Efforts axés sur l'égalité femmes - hommes par secteur 2017



Pays-Bas - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017



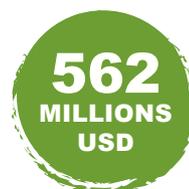
Principaux acteurs publics

Pays-Bas - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/ll/coop-dev-pays-bas>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE POLOGNE

Politique actuelle

Les priorités du programme de coopération pour le développement (2016-20) sont les suivantes : bonne gouvernance, démocratie et droits de la personne, capital humain, entrepreneuriat et secteur privé, agriculture durable et développement rural, et protection de l'environnement. Il cible en particulier les voisins orientaux du pays.

Répartition des ressources

2018*

Equivalent-don
d'APD
763
MILLIONS USD

32 %
AIDE
BILATÉRALE

+ 5.4 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels

68 %
AIDE MULTILATÉRALE

0.14 %

2018*

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

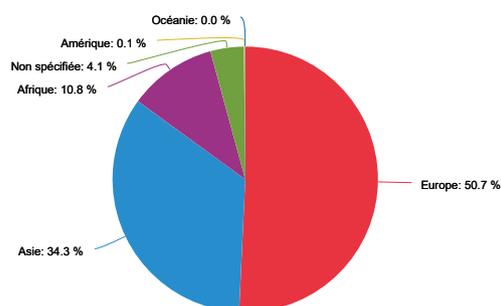
0.02 %

2017

APD aux pays les
moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

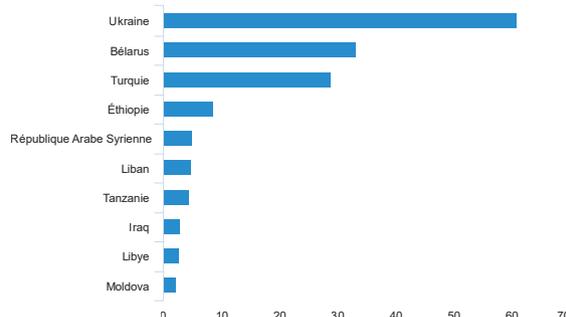
Pologne - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



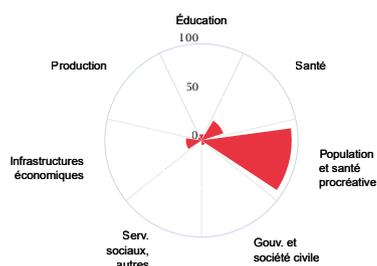
Pologne - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



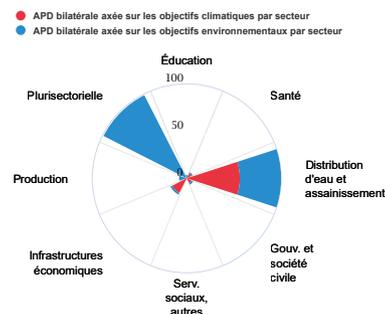
Pologne - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Pologne - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

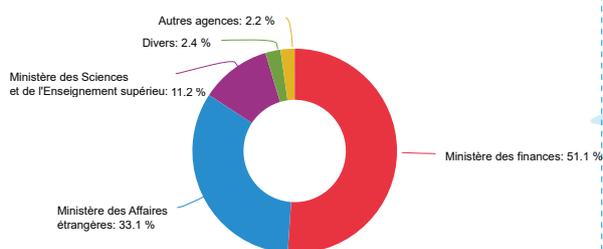
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Pologne - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Mobilisation du secteur privé

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-pologne>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE PORTUGAL

Politique actuelle

Le pays œuvre pour l'élimination de la pauvreté. Il élabore de nouvelles politiques et de nouveaux instruments dans le droit fil du Programme 2030 et étend son envergure géographique et thématique au-delà des priorités historiques telles que le renforcement des capacités et la gouvernance dans les pays lusophones prioritaires.

Répartition des ressources

2018*



-15.6 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

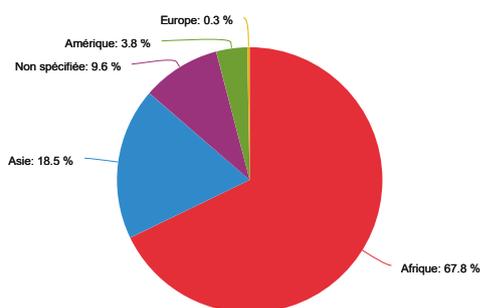


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

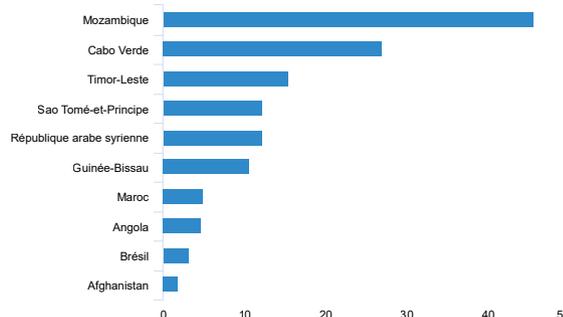
Portugal - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



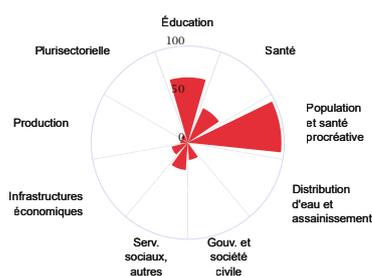
Portugal - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



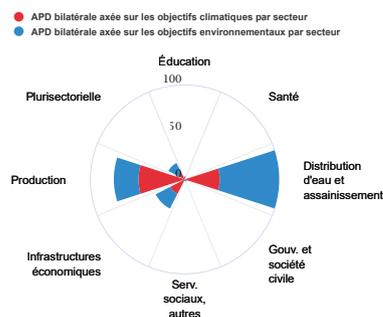
Portugal - Efforts axés sur l'égalité femmes - hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Portugal - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

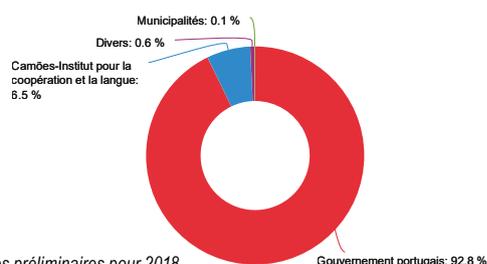
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Portugal - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/ll/coop-dev-portugal>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Politique actuelle

La nouvelle stratégie à moyen terme 2019-23 définit six secteurs prioritaires et met l'accent, d'un point de vue géographique, sur les Balkans occidentaux, le Partenariat oriental de l'Union européenne, l'Afrique de l'Est et le Moyen-Orient.

Répartition des ressources

2018*



AIDE MULTILATÉRALE

+4.4 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels

0.13 %

2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

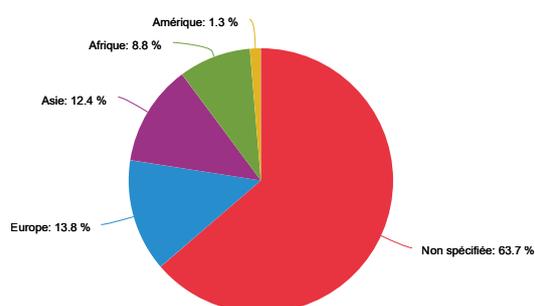
0.02 %

2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

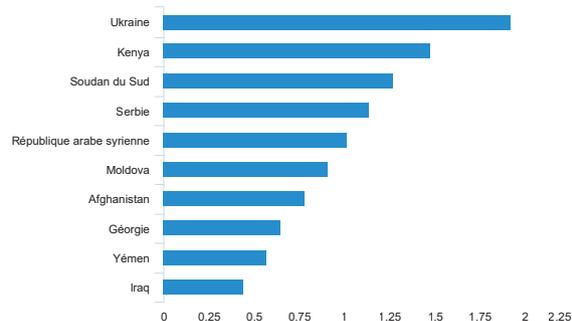
République slovaque - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



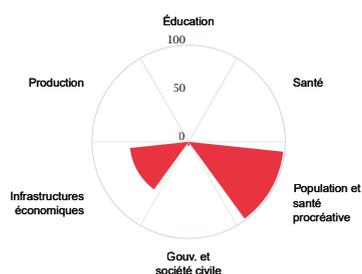
République slovaque - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



République slovaque - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

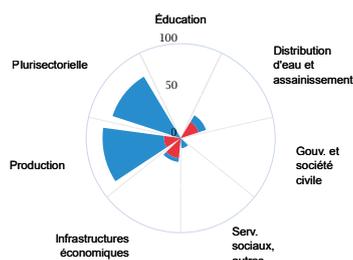
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



République slovaque - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

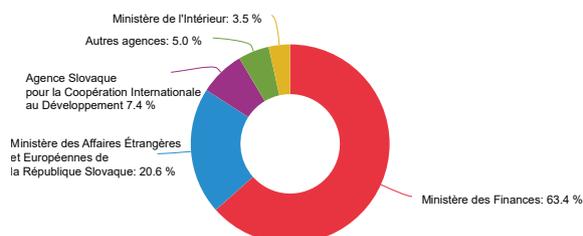
● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur
● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

République slovaque - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé

26
MILLE
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-republique-slovaque>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Politique actuelle

La Stratégie de coopération pour le développement 2018-2030 de la République tchèque énonce cinq priorités thématiques : mise en place d'institutions stables et démocratiques, gestion durable des ressources naturelles, agriculture et développement rural développement social inclusif, et croissance économique.

Répartition des ressources

2018*



-3.2 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

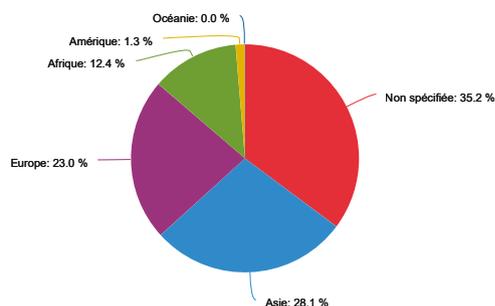


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

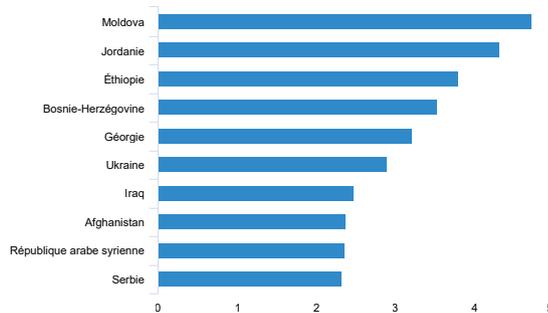
République tchèque - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



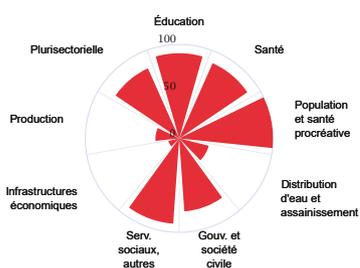
République tchèque - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



République tchèque - Efforts axés sur l'égalité femmes - hommes par secteur 2017

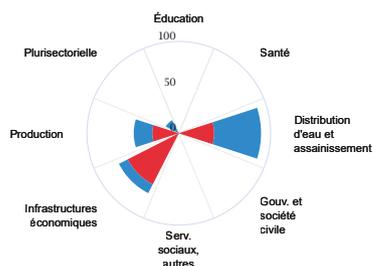
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



République tchèque - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

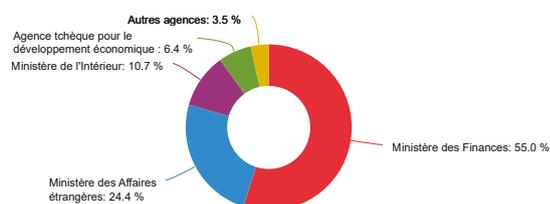
● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur
● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

République tchèque - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-republique-tcheque>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ROUMANIE

Politique actuelle

Les activités de coopération pour le développement et l'aide humanitaire de la Roumanie sont déployées conformément à la loi n° 13/2016. Cette loi fixe les objectifs stratégiques, le cadre programmatique et institutionnel, ainsi que les modalités de financement et de mise en œuvre de la coopération roumaine pour le développement.

Répartition des ressources

2018*

Equivalent-don
d'APD
252
MILLIONS USD

24 %
AIDE
BILATÉRALE

76 %
AIDE MULTILATÉRALE

+10.1 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels

0.11 %

OBJECTIF
0.7 %

2018*

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

0.02 %

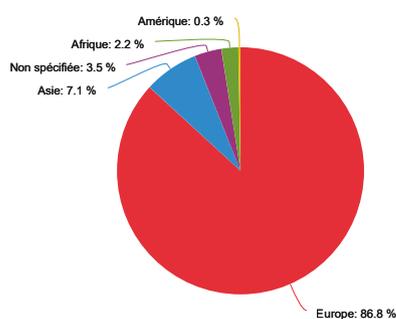
OBJECTIF
0.15-0.2 %

2017

APD aux pays les
moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

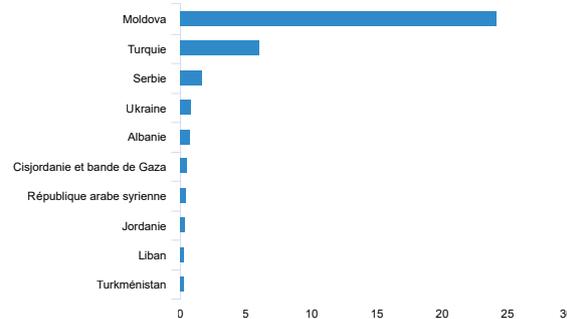
Roumanie - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



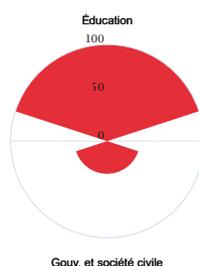
Roumanie - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Roumanie - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

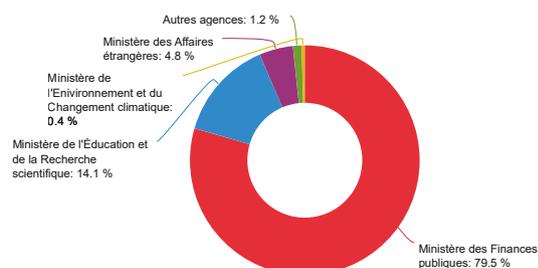
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Roumanie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-roumanie>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ROYAUME-UNI

Politique actuelle

La stratégie 2015, « Tackling Global Challenges in the National Interest », est fortement axée sur des défis mondiaux – des causes profondes des migrations de masse et des maladies à la menace du terrorisme et au changement climatique à l'échelle planétaire – et continue à mettre l'accent sur la réduction de la pauvreté.

Répartition des ressources

2018*



+1.8 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels

0.70 %



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

0.23 %

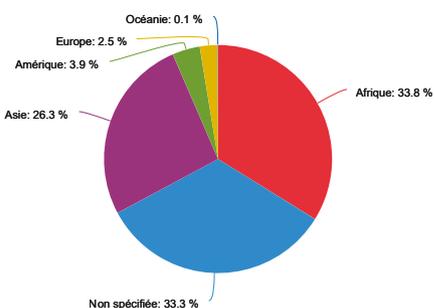


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

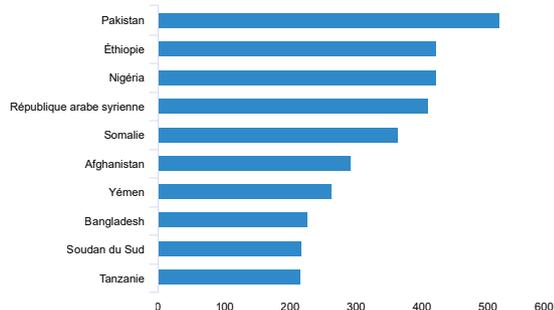
Royaume-Uni - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



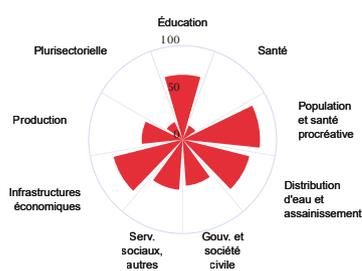
Royaume-Uni - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



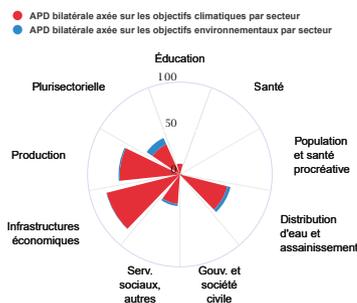
Royaume-Uni - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Royaume-Uni - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

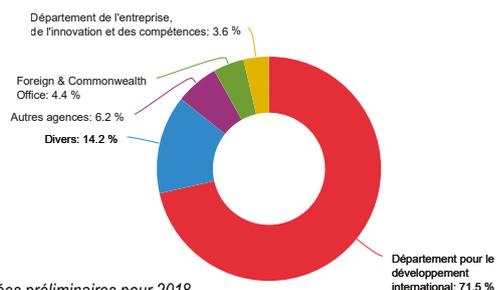
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Royaume-Uni - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



*données préliminaires pour 2018

Mobilisation du secteur privé

851
MILLIONS
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/ill/coop-dev-royaume-uni>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE SLOVÉNIE

Politique actuelle

La loi sur la coopération internationale au développement (2017) identifie deux priorités thématiques : la promotion de sociétés pacifiques et inclusives, et la gestion durable des ressources naturelles et énergétiques afin de lutter contre le changement climatique.

Répartition des ressources

2018*



AIDE MULTILATÉRALE

+2.8 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

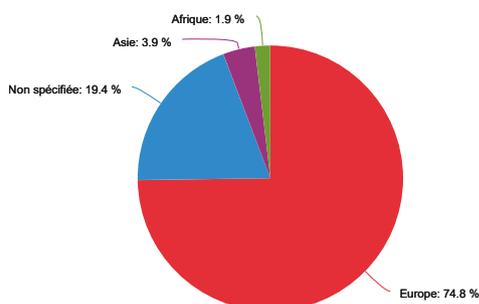


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

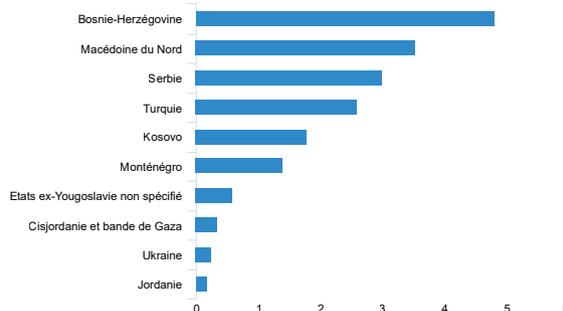
Slovénie - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



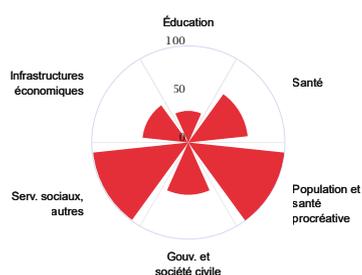
Slovénie - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



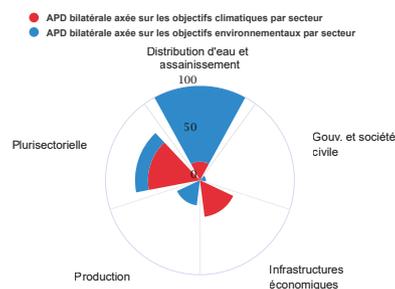
Slovénie - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Slovénie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

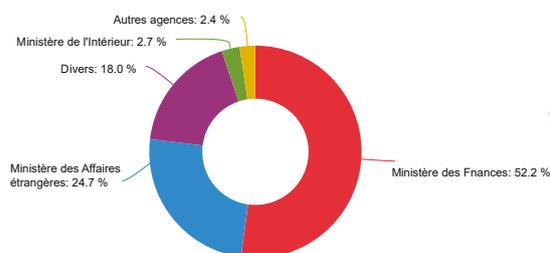
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Slovénie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/ilcoop-dev-slovenie>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE SUEDE

Politique actuelle

Le pays met l'accent sur l'égalité femmes-hommes, la paix et la prévention des conflits, la durabilité environnementale et la lutte contre le changement climatique. L'articulation entre développement, action humanitaire et recherche de la paix dans les contextes fragiles et situations de crise bénéficie d'approches coordonnées.

Répartition des ressources

2018



+4.5 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



2018

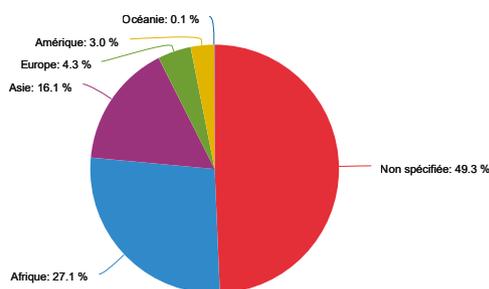
APD EN POURCENTAGE DU RNB



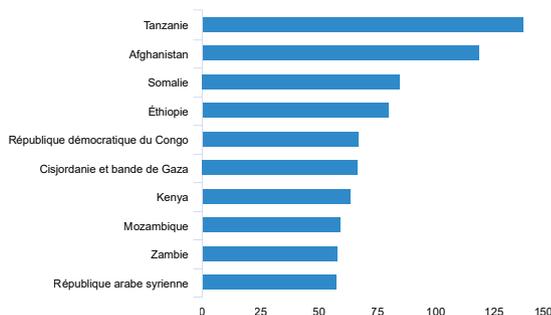
2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

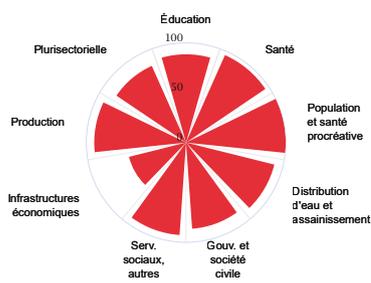
Suède - APD bilatérale par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



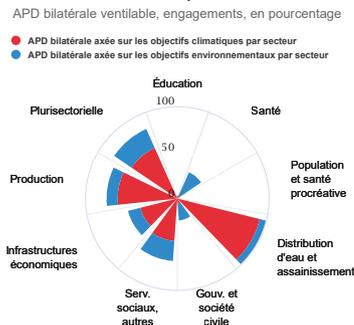
Suède - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Suède - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

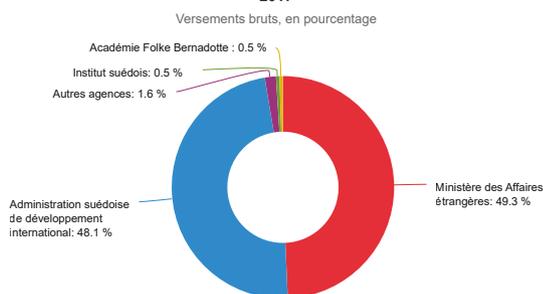


Suède - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Principaux acteurs publics

Suède - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017
Versements bruts, en pourcentage



Mobilisation du secteur privé

150
MILLIONS
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-suede>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE SUISSE

Politique actuelle

Lors des débats sur les normes internationales, le pays, acteur multilatéral de poids, met l'accent sur le climat, la sécurité alimentaire, l'eau, les migrations, la santé, la finance et les échanges. Doté d'une forte tradition de donneur humanitaire, il défend droit et principes humanitaires dans les contextes les plus difficiles.

Répartition des ressources

2018*



-2.9 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels

0.44 %



2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

0.13 %

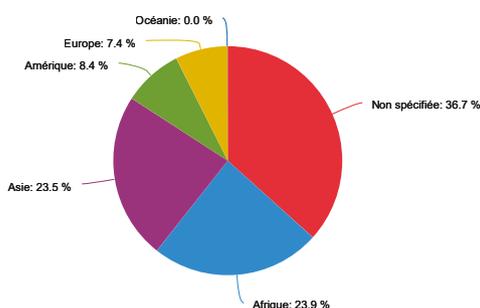


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

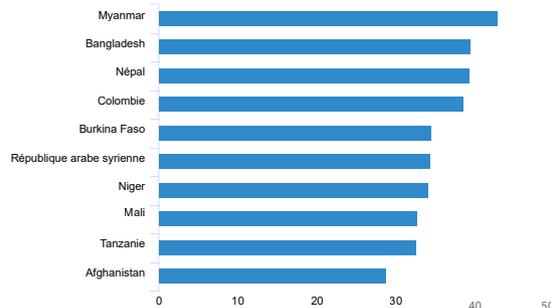
Suisse - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



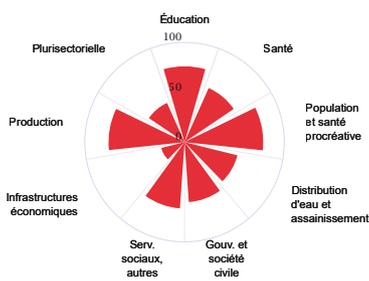
Suisse - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Suisse - Efforts axés sur l'égalité femmes-hommes par secteur 2017

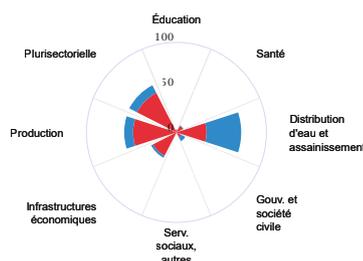
APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage



Suisse - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur 2017

APD bilatérale ventilable, engagements, en pourcentage

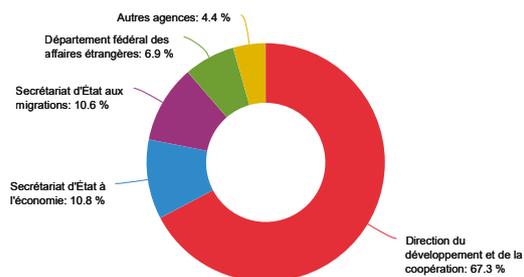
● APD bilatérale axée sur les objectifs climatiques par secteur
● APD bilatérale axée sur les objectifs environnementaux par secteur



Principaux acteurs publics

Suisse - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics 2017

Versements bruts, en pourcentage



Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-suisse>
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE TURQUIE

Politique actuelle

Le décret gouvernemental n° 234/2011 fixe les actions, les mécanismes et le cadre institutionnel pour la coopération pour le développement et l'aide humanitaire. Les programmes à moyen terme définissent domaines d'intervention, résultats attendus et répartition des ressources entre pays partenaires et secteurs prioritaires.

Répartition des ressources

2018*



+20.5 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels

1.10 %

OBJECTIF 0.7 %

2018*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

0.03 %

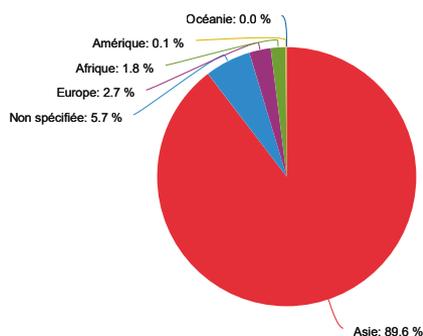
OBJECTIF 0.15-0.2 %

2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

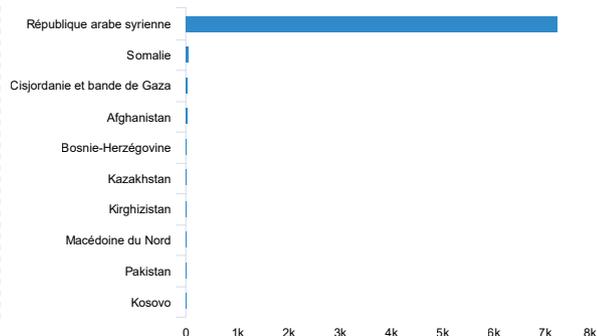
Turquie - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



Turquie - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-turquie>

*données préliminaires pour 2018

AUTRES APORTEURS PUBLICS COMMUNIQUANT DES DONNÉES À L'OCDE AU NIVEAU AGRÉGÉ

Cette section contient des informations sur le volume estimé et les principales caractéristiques de la coopération pour le développement fournie par six apporteurs de coopération pour le développement non membres de l'OCDE, mais qui communiquent régulièrement des données à l'Organisation sur leurs apports de ressources au titre de la coopération pour le développement à un niveau agrégé ou semi-agrégé.

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE BULGARIE

Politique actuelle

La politique de coopération pour le développement et la politique humanitaire bulgares font partie intégrante de sa politique étrangère ; de fait, elles sont coordonnées par le ministère des Affaires étrangères. La Bulgarie met actuellement en œuvre le Programme à moyen terme pour l'aide au développement et l'aide humanitaire pour la période 2016-19. Les Balkans occidentaux et la région de la mer Noire constituent des zones géographiques prioritaires pour la politique de développement définie par la Bulgarie. Parmi les secteurs prioritaires on compte la protection de l'environnement, l'éducation, la santé sexuelle et génésique, ainsi que la protection de la diversité culturelle.

Répartition des ressources

2018*



+ 5.6 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels

0.11 %



2018*

APD
EN POURCENTAGE
DU RNB

0.02 %

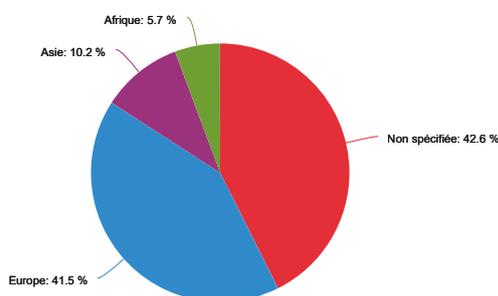


2017

APD aux pays les
moins avancés
EN POURCENTAGE
DU RNB

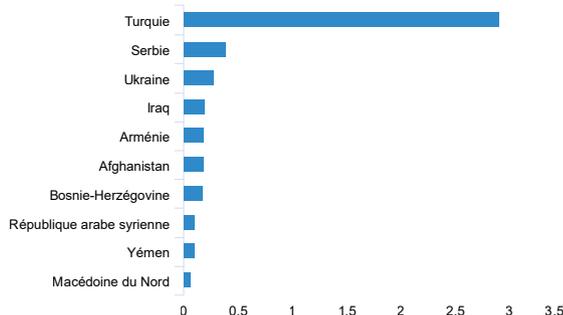
Bulgarie - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



Bulgarie - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-bulgarie>

*données préliminaires pour 2018

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FÉDÉRATION DE RUSSIE

Politique actuelle

Les activités de la Fédération de Russie dans le domaine de la coopération pour le développement s'inscrivent dans le cadre de la Vision de la politique de l'État de Russie dans le domaine de l'aide au développement international, approuvée par le Président de la Fédération de Russie en 2014. Elles s'attachent à soutenir un développement social et économique durable des pays bénéficiaires, ainsi que le règlement des situations de crise découlant de catastrophes naturelles, de catastrophes anthropiques et d'autres urgences, et de conflits internes et internationaux.

Répartition des ressources

2018



- 17.4 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels

0.06 %



2018

APD EN POURCENTAGE DU RNB

0.00 %

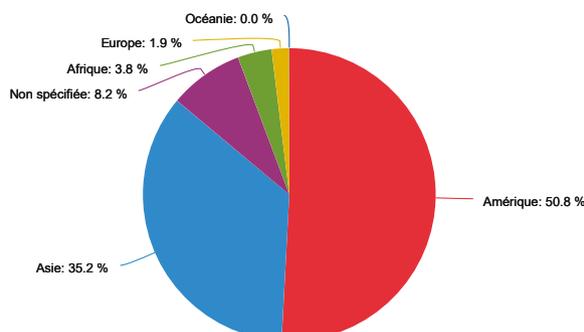


2017

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

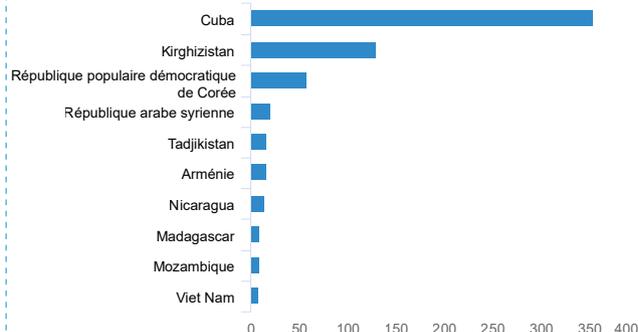
Fédération de Russie - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



Fédération de Russie - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



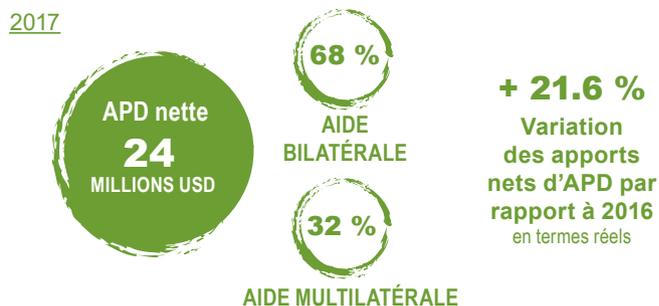
Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-federation-de-russie>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE **LIECHTENSTEIN**

Politique actuelle

La stratégie de 2015 du Service liechtensteinois de développement (LED) établit que les secteurs prioritaires de la coopération pour le développement du pays sont l'éducation et le développement rural. Les droits de l'homme, la justice sociale, l'égalité des droits, le climat ainsi que la protection de l'environnement et des ressources constituent des sujets horizontaux essentiels.

Répartition des ressources



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-liechtenstein>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE MALTE

Politique actuelle

En 2018, Malte a lancé son plan de mise en œuvre concernant « la politique d'aide publique au développement et un cadre pour l'assistance humanitaire » dans le sillage de l'adoption du Nouveau consensus européen pour le développement (2017) et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les priorités régionales de Malte sont l'Afrique du Nord et subsaharienne ainsi que le Moyen-Orient ; la coopération constitue à ses yeux un moyen de promouvoir la stabilité et la prospérité dans son voisinage immédiat et au-delà.

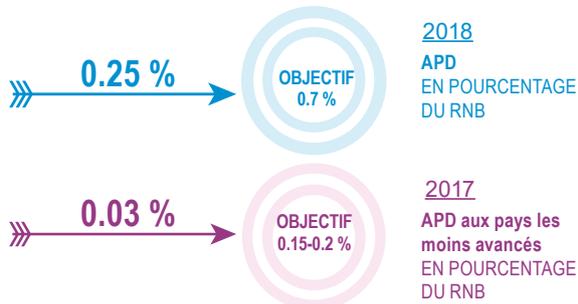
Répartition des ressources

2018



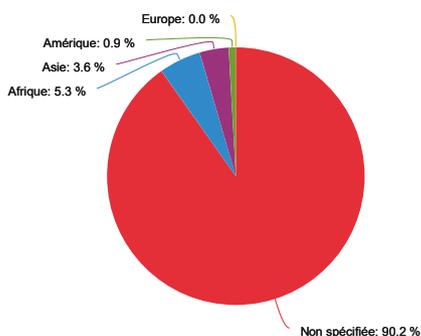
AIDE MULTILATÉRALE

+26.4 %
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



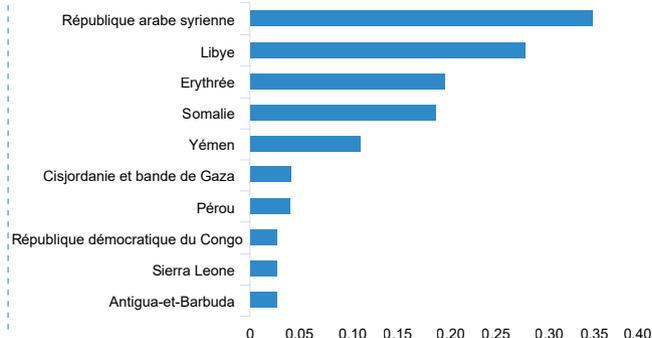
Malte - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



Malte - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-malte>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE TAIPEI CHINOIS

Politique actuelle

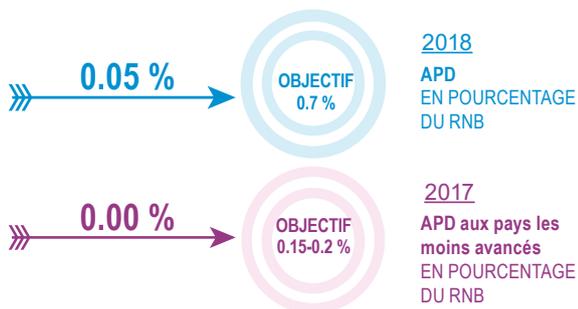
La coopération pour le développement du Taipei chinois est régie par la stratégie de développement définie par le pays et les tendances mondiales, englobées dans le Plan national de développement quadriennal (2017-20). Elle vise à développer un nouveau modèle économique pour le développement durable, à améliorer la qualité des soins de santé et de l'éducation chez les pays bénéficiaires, à œuvrer à la concrétisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ainsi qu'à favoriser un modèle de société civile mondiale.

Répartition des ressources

2018*



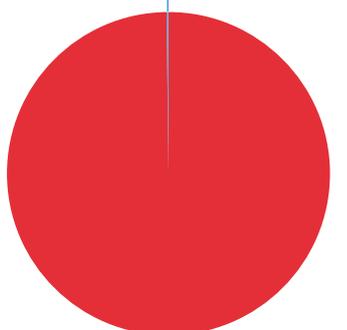
+1.4 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2017
en termes réels



Taipei chinois - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage

Amérique: 0.1 %



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-taipei-chinois>

*données préliminaires pour 2018

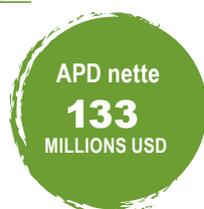
COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE THAÏLANDE

Politique actuelle

La politique de la Thaïlande en matière de coopération pour le développement est guidée par la « philosophie de l'économie de suffisance » : ce modèle, que la Thaïlande s'est appliquée à elle-même, vise à favoriser un développement équilibré et stable afin de réaliser les Objectifs de développement durable. Dans ses politiques de développement, la Thaïlande s'efforce de moderniser les économies et les sociétés, en s'attachant notamment à trouver des moyens de sortir les pays du piège du revenu intermédiaire afin qu'ils atteignent le statut de pays à revenu élevé.

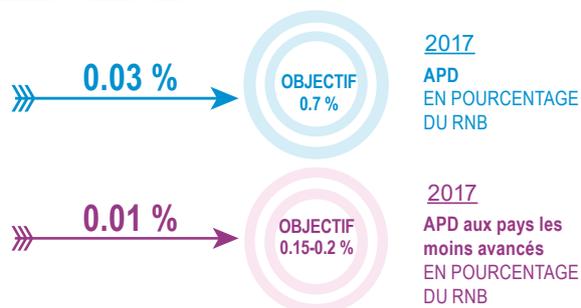
Répartition des ressources

2017



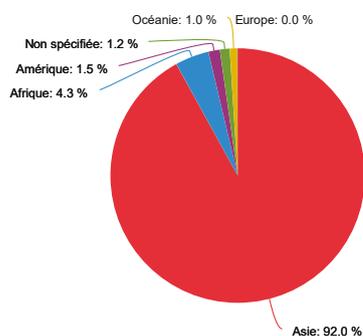
-20.7 %
Variation
des apports
nets d'APD par
rapport à 2016
en termes réels

AIDE MULTILATÉRALE



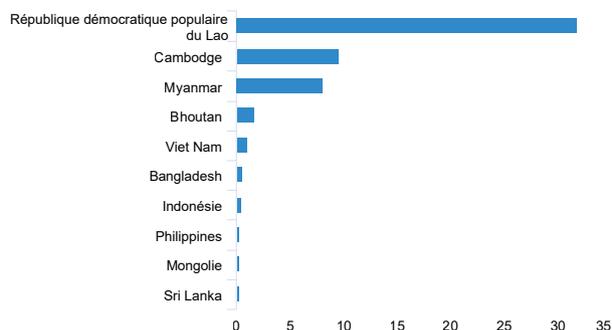
Thaïlande - APD bilatérale par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



Thaïlande - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-thaïlande>

AUTRES FOURNISSEURS PUBLICS NE COMMUNIQUANT PAS DE DONNÉES À L'OCDE

Cette section contient des informations sur le volume estimé et les principales caractéristiques de la coopération pour le développement fournie par dix apporteurs de coopération pour le développement parmi les plus importants en dehors des membres du CAD, pays en voie d'adhésion à l'OCDE ou Partenaires clés de cette dernière.

L'OCDE estime le volume de leurs programmes sur la base des rapports officiels émanant des autorités nationales, qu'elle complète par des recherches sur internet (essentiellement sur les contributions aux organisations multilatérales) menées dans une optique de comparaisons internationales.

Ce chapitre contient également des données sur les volumes de coopération pour le développement tels que calculés d'après les propres méthodologies de chaque apporteur, ainsi que des informations sur leur cadre institutionnel.

Afrique du Sud

Introduction

Le Plan stratégique révisé 2015-20 du ministère sud-africain des Relations internationales et de la Coopération (DIRCO) met l'accent sur la coopération avec « le continent africain » et sur « le renforcement des relations Sud-Sud ».

L'Afrique du Sud privilégie la coopération avec les pays du continent africain, en accordant une place importante aux États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Les secteurs auxquels elle destine en priorité ses apports bilatéraux de coopération pour le développement sont la paix, la sécurité, la reconstruction postérieure aux conflits, l'intégration régionale, la gouvernance et l'aide humanitaire. Sa coopération bilatérale revêt principalement la forme d'activités de coopération technique.

L'Afrique du Sud participe en outre à la coopération triangulaire et travaille ainsi en partenariat avec plusieurs membres du Comité d'aide au développement (ex. : Allemagne, Canada, Espagne, États-Unis, Irlande, Norvège et Suède) afin d'apporter un soutien à d'autres pays d'Afrique dans des domaines tels que la gouvernance, la

sécurité publique et la reconstruction après les conflits.

Estimations de la coopération internationale pour le développement

According to the Qatar Fund for Development, in 2015, 2016, 2017 and 2018, Qatar's international development co-operation reached USD 269 million, USD 503 million, USD 674 million and USD 585 million respectively. For the period between 2016 and 2018, Qatar's contributions to multilateral organisations totalled USD 67.1 million.

The OECD also estimates contributions to development co-operation in an internationally comparable manner based on publicly available information. According to the OECD, Qatar's development co-operation was USD 337 million in 2016 and USD 744 million in 2017. Contributions to multilateral organisations totalled USD 123.5 million in 2017, which were primarily channelled through the United Nations (97%).

PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/coop-dev-afrique-du-sud>

Brésil

Introduction

Le Brésil étend la portée de sa coopération Sud-Sud et de sa coopération triangulaire ; il facilite l'intégration régionale, infrarégionale et interrégionale ; il déploie des approches innovantes pour des actions collectives ; et il renforce sa contribution au développement durable dans ses trois dimensions (écologique, économique et sociale), mis en œuvre suivant les principes de respect de la souveraineté nationale, de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et de non conditionnalité.

Le Brésil a élaboré ou est en train de mettre au point des projets dans tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ; avec la Communauté des pays de langue portugaise et ses membres en Afrique et en Asie ; ainsi qu'avec des pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est. L'Agence brésilienne de coopération (ABC) du ministère des Affaires étrangères gère les modalités techniques et humanitaires de la coopération brésilienne.

La coopération Sud-Sud déployée par le Brésil s'effectue selon des modalités bilatérales, trilatérales ou régionales. Il s'agit de partage des connaissances, de renforcement des capacités, de coopération humanitaire, de bourses et de développement technologique. Pour le Brésil, la coopération triangulaire n'a rien de nouveau ; en effet, c'est un instrument qu'il utilise régulièrement dans sa coopération pour le développement. Le Brésil ne recourt pas à des financements innovants.

Estimations de la coopération internationale pour le développement

En 2016, la coopération internationale pour le développement dispensée par le Brésil a atteint 907.7 millions USD, contre 111 millions

USD en 2015. Les contributions brésiliennes aux organisations multilatérales en 2016 se sont montées, au total, à 840.5 millions USD (IPEA et ABC, 2018). Les données sur les versements de 2017 et 2018 sont en cours de calcul.

Le gouvernement brésilien souhaiterait insister sur le fait que la méthodologie retenue par l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) pour quantifier la coopération Sud-Sud en termes monétaires diffère quelque peu de la méthodologie de notification du Comité d'aide au développement (CAD). En conséquence, les estimations du CAD concernant la coopération pour le développement fournie par le Brésil au fil des ans sont nettement inférieures aux chiffres obtenus par l'IPEA.

D'après les estimations de l'OCDE, en 2016, la coopération internationale pour le développement fournie par le Brésil a atteint 316 millions USD, contre 112 millions USD en 2016. Les contributions du Brésil aux organisations multilatérales en 2017 sont ressorties à 152 millions USD. Ces contributions étaient essentiellement acheminées par l'intermédiaire du système des Nations Unies (85 %) et du Groupe de la Banque mondiale (15 %).

RÉFÉRENCE

IPEA et ABC (2018), Coperação Brasileira para o Desenvolvimento Internacional: Levantamento 2014-2016 [Brazilian Cooperation for International Development-COBRADI] (en portugais), Institute for Applied Economic Research and Brazilian Cooperation Agency, Brasilia, www.ipea.gov.br/portal/index.php?option=com_content&view=article&id=34507.

PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/coop-dev-bresil>

Chili

Introduction

La vision, les politiques et la stratégie de coopération internationale pour le développement du Chili reflètent son double rôle de pays bénéficiaire et pays fournisseur, et sont guidées par les principes de la coopération Sud-Sud.

Les pays partenaires prioritaires du Chili sont surtout des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), et d'Afrique subsaharienne. Son programme de coopération bilatérale (assistance technique et renforcement des capacités) couvre tout un éventail de secteurs comprenant notamment : le développement social, l'environnement et les ressources renouvelables, le renforcement des institutions, et la coopération économique au service du développement.

La coopération triangulaire, qui est une modalité importante, alors que la coopération décentralisée/transfrontalière est une composante grandissante de la coopération chilienne. Ce type de coopération relève d'une approche territoriale et fait intervenir des acteurs aux niveaux infranational et local.

L'Agence chilienne de coopération internationale pour le développement (AGCID) assure la gestion et la coordination des apports entrants et sortants de coopération bilatérale, triangulaire et régionale pour le développement. Les partenariats multipartites avec le secteur des

entreprises, la société civile et/ou le monde universitaire sont importants pour le Chili, pour compléter les efforts et les compétences du secteur public.

Estimations de la coopération internationale pour le développement

Au cours du biennium 2017-18, la coopération triangulaire du Chili (transferts techniques et renforcement des capacités) s'est élevée à 6 millions USD, réunis par l'AGCID et ses partenaires. La coopération bilatérale fournie par le Chili, essentiellement sous la forme d'assistance technique et de bourses d'études, lors de cette même période, a avoisiné quant à elle les 8 millions USD pour chacune des deux années. Enfin, les ressources apportées par le Fonds chilien de lutte contre la faim et la pauvreté se sont chiffrées à environ 6 millions USD au cours de la même période.

Selon les estimations de l'OCDE, la coopération internationale du Chili à l'appui du développement a atteint 24 millions USD en 2017, contre 33 millions USD en 2016. Sur ce montant, les contributions du Chili à des organisations multilatérales se sont montées au total à 12.3 millions USD, qui ont été acheminés par l'intermédiaire du système des Nations Unies.

PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/coop-dev-chili>

Chine

(République Populaire de)

Introduction

En avril 2018, la République populaire de Chine (ci-après la « Chine ») a inauguré l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA), et en septembre 2018, elle a publié des mesures administratives de la CIDCA pour l'aide extérieure. Entité incontournable de la coopération pour le développement, la CIDCA est responsable de l'élaboration des stratégies d'aide, et notamment des règles statistiques.

Les nouvelles mesures administratives de la CIDCA stipulent que les bénéficiaires de l'aide extérieure sont essentiellement des pays en développement ayant besoin d'un soutien et qui ont noué des relations diplomatiques avec la Chine, y compris les organisations internationales ou régionales dont la majorité des membres sont des pays en développement. La coopération pour le développement déployée par la Chine doit, entre autres, respecter la souveraineté des pays bénéficiaires, contribuer à réduire et à éliminer la pauvreté, améliorer les conditions de vie et l'environnement écologique, favoriser le développement économique et le progrès social, améliorer la capacité des bénéficiaires à se développer de manière indépendante, et entretenir des

relations amicales et coopératives avec les bénéficiaires.

Précédemment, la coopération extérieure chinoise pour le développement s'appuyait sur « Les huit principes pour l'aide économique et l'assistance technique aux autres pays », annoncés en 1964 par le Premier ministre Zhou Enlai.

Estimations de la coopération internationale pour le développement

D'après les estimations de l'OCDE, en 2017, la coopération internationale pour le développement dispensée par la Chine a atteint 4.8 milliards USD, contre 3.6 milliards USD en 2016. Les contributions chinoises aux organisations multilatérales se sont montées, au total, à 2.3 milliards USD, et ont essentiellement emprunté le canal de banques régionales de développement (51 %) – en particulier la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), le Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies en recevant respectivement 29 % et 20 %.

PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/coop-dev-chine>

Colombie

Introduction

La Colombie est à la fois un fournisseur de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et un bénéficiaire de l'aide publique au développement (APD).

La coopération pour le développement colombienne est régie par les principes suivants : nécessité d'une coopération plus efficace, alignement sur les priorités nationales de développement, focalisation sur les résultats, diversification des modalités, renforcement des capacités locales, et transparence accrue. Le gouvernement colombien est déterminé à faire de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire un instrument de réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 – comme l'a prévu la Deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40).

En sa qualité d'apporteur de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, la Colombie s'efforce de consolider ses relations bilatérales et régionales avec l'Amérique latine et les Caraïbes, et de diversifier, sur le plan géographique et thématique, son programme de coopération avec l'Eurasie et l'Afrique.

Estimations de la coopération internationale pour le développement

Entre 2012 et 2019, la contribution de la Colombie à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire s'est montée à 35

millions USD, dont 70 % étaient destinés à la coopération technique et 30 % à l'assistance internationale portée après une catastrophe. Le budget annuel moyen était de 4 millions USD.

Depuis 2015, la Colombie élabore un modèle de quantification et de mesure de la valeur ajoutée. Au-delà de la quantification des coûts directs (financiers), ce modèle se concentre sur l'évaluation des connaissances fournies durant un échange (coûts indirects). Cette approche prend en compte le profil de ceux qui fournissent les connaissances (ambassadeurs de savoir) et mesure les résultats selon des catégories de valeur telles que contribution de connaissances, resserrement des relations, approche différentielle, alignement sur les Objectifs de développement durable et visibilité de la coopération Sud-Sud.

D'après les estimations de l'OCDE, en 2017, la coopération internationale pour le développement fournie par la Colombie a atteint 198 millions USD (apports bilatéraux et multilatéraux). La coopération bilatérale de la Colombie s'est montée à 14.4 millions USD, une forte hausse essentiellement due à des contributions extrabudgétaires aux organes des Nations Unies, principalement l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), qui, d'après la méthodologie de l'OCDE, peuvent être comptabilisées comme de la coopération au développement.

PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/coop-dev-colombie>

Costa Rica

Introduction

Le Costa Rica joue un double rôle dans le domaine de la coopération pour le développement : il est à la fois un fournisseur de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et un bénéficiaire de l'aide publique au développement (APD). Les efforts du Costa Rica en matière de coopération pour le développement revêtent uniquement la forme d'apports de coopération technique dans le cadre d'initiatives bilatérales et régionales menées au titre de la coopération triangulaire ou de la coopération Sud-Sud. Ainsi, l'Espagne a mis en place un fonds spécial pour soutenir le Costa Rica dans l'exécution de ses projets de coopération triangulaire avec d'autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes (ex. : El Salvador, Guatemala et Honduras) dans des domaines tels que le développement durable, la cohésion sociale, la compétitivité et la production, ainsi que la démocratie participative. Le Costa Rica participe également à des projets du Fonds régional allemand pour la promotion de la coopération triangulaire en Amérique latine et dans les Caraïbes. De plus, le pays est intéressé par le déploiement d'initiatives de coopération

décentralisées, en droite ligne des Objectifs de développement durable.

Estimations de la coopération internationale pour le développement

En 2018, le Costa Rica a fourni plus de 4.5 millions USD de coopération internationale en nature comme apports sortants ou comme contrepartie d'une coopération pour le développement entrante dans le cadre de la coopération triangulaire, de la coopération Sud-Sud et de la coopération multilatérale.

D'après les estimations de l'OCDE, en 2017, la coopération internationale pour le développement dispensée par le Costa Rica est ressortie à 8 millions USD, alors qu'elle s'élevait à 9 millions USD en 2016. Les contributions du Costa Rica aux organisations multilatérales ont atteint un total de 7 millions USD. Ces contributions ont essentiellement été acheminées par l'intermédiaire de banques régionales de développement (60 %) et du système des Nations Unies (31 %).

PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/coop-dev-costa-rica>

Inde

Introduction

La politique étrangère de l'Inde est intégrée à la priorité nationale d'un développement socio-économique soutenu, rapide et inclusif. Dans sa coopération pour le développement, l'Inde met l'accent sur la recherche d'un bénéfice mutuel et combine divers instruments d'investissement, de commerce et de développement dans sa coopération avec les pays en développement.

L'Inde participe également à la coopération triangulaire et travaille ainsi en partenariat avec plusieurs organisations internationales et des membres du Comité d'aide au développement (CAD), comme les États-Unis, le Japon, la Norvège et le Royaume-Uni, entre autres.

Dans son aide au développement, l'Inde se concentre sur des pays situés dans son voisinage immédiat et en Afrique, bien qu'elle élargisse aussi la portée de son assistance à l'Asie du Sud-Est, aux Caraïbes, à l'Amérique latine, à la Mongolie et au Pacifique.

L'Administration chargée du partenariat pour le développement (Development Partnership Administration, DPA) au sein du ministère des Affaires étrangères coordonne

la coopération bilatérale indienne pour le développement. Elle gère les dons et le Programme indien de coopération technique et économique, alors que le ministère des Finances assure la gestion de l'aide multilatérale.

Estimations de la coopération internationale pour le développement

En 2017, la coopération internationale pour le développement dispensée par l'Inde a atteint 3 milliards USD, contre 1.7 milliard USD en 2016. Les contributions de l'Inde aux organisations multilatérales se sont élevées à 1.1 milliard USD et ont majoritairement emprunté le canal des banques régionales de développement (78 %) – en particulier la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), le Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies en recevant respectivement 16 % et 6 %.

PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/coop-dev-inde>

Indonésie

Introduction

Le plan national de développement à moyen terme (National Medium-Term Development Plan – NMTDP) 2015-19 du gouvernement de l'Indonésie souligne la nécessité pour le pays de mobiliser des financements à l'appui du développement et donc l'importance de la coopération pour le développement. Cette dernière doit être alignée sur les trois dimensions du développement à moyen terme fixées par le pays : développement humain, secteurs prioritaires, et égalité et développement régional.

Le NMTDP 2015-19 pose également quatre principes pour la coopération Sud-Sud de l'Indonésie, qui sont la solidarité, la non-conditionnalité, la recherche de bénéfices mutuels et la non-ingérence. L'Indonésie s'engage en outre à atteindre l'Objectif de développement durable no 17. Trois programmes phares pour la coopération Sud-Sud de l'Indonésie portent sur le développement, la gouvernance et l'économie.

La coopération pour le développement indonésienne s'opère sous trois formes principales : formation et ateliers, détachement d'experts, et acheminement de fonds par des organisations multilatérales. L'Indonésie est également partenaire de donateurs bilatéraux, d'agences des Nations Unies et de banques multilatérales de développement dans le cadre d'une coopération triangulaire, afin de fournir une assistance technique aux pays en développement et d'opérer un transfert de connaissances vers eux, à leur demande.

Estimations de la coopération internationale pour le développement

L'Indonésie estime que, sur la période 2016-18, ses financements affectés à la coopération

pour le développement ont avoisiné 685.8 millions USD. Plus de 90 % de cette somme a été acheminée sous la forme de dotations au capital par l'intermédiaire d'organisations multilatérales, parmi lesquelles la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, la Banque islamique de développement, l'Association internationale de développement, le Fonds international de développement agricole, et l'Institut mondial de la croissance verte en ont reçu des proportions importantes. Certains financements acheminés par des organismes des Nations Unies sont apparemment spécifiquement affectés au soutien de travaux humanitaires et de développement d'autres pays.

En 2016, l'Indonésie a déployé 84 activités de coopération Sud-Sud ou de coopération triangulaire, soit une hausse par rapport à 2014 et 2015. Comme en 2014 et 2015, la formation et les ateliers constituaient les principales activités. L'Indonésie a consacré 6.22 millions USD en 2016 et 7.51 millions USD en 2017 du budget de l'État au financement des activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

D'après les estimations de l'OCDE, en 2017, les contributions aux organisations multilatérales se sont élevées à 445.4 millions USD, et ont emprunté le canal de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (77 %), du Groupe de la Banque mondiale (19 %) et des organismes des Nations Unies (4 %). Aucune information n'est disponible concernant la coopération bilatérale pour le développement pour 2017. En 2016, la coopération internationale pour le développement dispensée par l'Indonésie a atteint 144 millions USD.

PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/coop-dev-indonesie>

Mexique

Introduction

Le Mexique s'attache à promouvoir la coopération internationale pour le développement et l'efficacité du développement en vue d'atteindre des objectifs aussi bien nationaux que mondiaux. L'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID) coordonne les activités mexicaines en matière de coopération internationale pour le développement, et développe les outils et instruments nécessaires à la planification, au suivi et à l'évaluation d'une coopération axée sur les résultats, transparente et conforme aux principes d'efficacité.

Le Mexique mène ses activités de coopération internationale suivant des modalités multiples, notamment par la mise en œuvre de projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, de façon à apporter des solutions de développement et à générer des impacts positifs dans la région Amérique latine. En outre, le Mexique s'intéresse aux mécanismes de coopération à l'appui du développement qui permettent d'améliorer les partenariats multipartites, notamment avec des partenaires de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire, des administrations locales ou d'organisations internationales.

Dans l'optique de la mise en œuvre du Programme 2030, le Mexique contribue à la systématisation des pratiques en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, et à l'adaptation aux spécificités du Sud des principes d'efficacité du développement convenus à l'échelle internationale.

Estimations de la coopération internationale pour le développement

Le Mexique rend compte de ses activités de coopération pour le développement

à travers une méthodologie qui lui est propre (élaborée avec le concours du Comité d'aide au développement [CAD] de l'OCDE), et qui reflète les caractéristiques spécifiques de la coopération Sud-Sud. Selon cette méthodologie de valorisation de la coopération Sud-Sud, la coopération pour le développement du Mexique a totalisé 317.6 millions USD en 2017, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport à 2016 (287.9 millions USD). Cette mesure comprend : les activités de coopération acheminées par le biais d'institutions multilatérales (279.8 millions USD), les bourses d'études (21.6 millions USD), la coopération technique et scientifique (14.5 millions USD), l'aide humanitaire (1.4 million USD) ; et la coopération financière (0.4 million USD).

Selon les estimations de l'OCDE (en fonction de la méthodologie du CAD de l'OCDE qui comprend les organisations investies dont le mandat consiste à promouvoir le développement, ou sinon la part consacrée au développement dans les activités d'organisations n'œuvrant pas exclusivement à promouvoir le développement), la coopération internationale du Mexique à l'appui du développement aurait atteint en 2017 340 millions USD, contre 220 millions USD en 2016. Sur ce total, les contributions du Mexique aux organisations multilatérales ont totalisé 302 millions USD en 2017. Ces contributions ont emprunté principalement le canal de banques régionales de développement (49 %), de l'Organisation des Nations Unies (21 %) et du Groupe de la Banque mondiale (16 %).

PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/coop-dev-mexique>

Qatar

Introduction

Le Fonds de développement du Qatar (Qatar Fund for Development – QFFD) est le principal instrument de mise en œuvre de l'aide extérieure fournie par le Qatar, grâce à des projets et des programmes dans plus d'une centaine de pays à travers le monde. Compte tenu des tendances internationales qui se font jour, avec notamment les Objectifs de développement durable (ODD), le Qatar doit disposer d'une agence d'aide extérieure plus institutionnelle et coordonnée, qui aspire à ce que ses projets produisent un impact maximal, de façon plus efficiente et durable. À l'heure actuelle, au Qatar, le secteur de l'aide extérieure est davantage aligné sur les principes pour une coopération pour le développement efficace et positionne des partenariats solides et innovants au cœur de ses activités. Cela s'explique par le rôle d'organisme de coordination qu'endosse le QFFD, qui adopte systématiquement une démarche de partenariat inclusif.

La stratégie du QFFD est axée sur le développement humain, et donne la priorité à l'éducation, à la santé et à l'infrastructure économique. Cette approche s'appuie sur des secteurs qui étaient prédominants avant 2014 (interventions dans des domaines historiques), à savoir le soutien infrastructurel et budgétaire, mais s'en écarte lentement.

Le Fonds du Qatar a noué des relations avec un ensemble vaste et varié de partenaires locaux et sur toute la planète au cours de quatre dernières années, intervenant auprès d'eux selon de multiples modalités de financement, qui contribuent directement

à prôner et à renforcer l'efficacité de la coopération en matière de développement et d'aide humanitaire, avec notamment du cofinancement grâce à des dons, des financements groupés, des contributions au budget central non préaffectées destinées à des organismes des Nations Unies et à des organisations multilatérales.

Estimations de la coopération internationale pour le développement

D'après le Fonds de développement du Qatar, en 2015, 2016, 2017 et 2018, la coopération internationale pour le développement fournie par le Qatar s'est élevée, respectivement, à 269 millions USD, 503 millions USD, 674 millions USD et 585 millions USD. Pour la période 2016-18, les contributions du Qatar aux organisations multilatérales ont totalisé 67.1 millions USD.

L'OCDE procède également à des estimations de la coopération pour le développement à partir des données librement accessibles pour obtenir des données comparables entre pays. D'après l'OCDE, la coopération pour le développement fournie par le Qatar se montait à 337 millions USD en 2016 et 744 millions USD en 2017. Les contributions aux organisations multilatérales ont totalisé 123.5 millions USD en 2017, majoritairement acheminés par le biais des Nations Unies (97 %).

PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/coop-dev-qatar>

Estimation des apports concessionnels bruts au titre de la coopération pour le développement, 2012-16

Million USD

Pays	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Source
Brésil	411	316	293	112	316	..	Institut de recherche économique appliquée (IPEA) et Agence brésilienne de coopération (ABC)
Chili	38	44	49	33	33	24	Ministère des Finances
Chine (République populaire de)	3 123	2 997	3 401	3 113	3 615	4 792	Annuaire des statistiques des finances publiques, ministère des Finances
Colombie	27	42	45	42	..	198	Plans institutionnels stratégiques, Agence présidentielle pour la coopération internationale
Costa Rica ¹	..	21	24	10	9.0	8.3	Lois budgétaires annuelles, ministère des Finances
Inde ²	1 077	1 223	1 398	1 772	1 695	2 957	Chiffres du budget annuel, ministère des Finances
Indonésie	26	49	56	..	144	..	Ministère de la Planification du développement national
Mexique ³	203	526	169	207	220	340	Agence mexicaine pour la coopération internationale pour le développement (AMEXCID)
Qatar	543	1 344	337	744	Rapports sur l'aide étrangère, ministère des Affaires étrangères ; rapports du Fonds de développement du Qatar
Afrique du sud ²	191	191	148	100	95	104	Estimations des dépenses publiques, services du Trésor ; rapports annuels, ministère des Relations internationales et de la Coopération.

Notes

1. Les chiffres sur l'aide bilatérale concernant le Costa Rica ont été fournis par le MIDEPLAN et comprennent le coût des experts chargés de la mise en œuvre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en 2017, à la fois pour la coopération fournie par le Costa Rica et pour celle qu'il a reçue.
2. Les chiffres concernant l'Afrique du Sud et l'Inde correspondent à leurs exercices budgétaires. Par exemple, les données relatives à 2012 se rapportent à l'exercice 2012/13.
3. D'après l'AMEXCID, l'Agence mexicaine de coopération pour le développement, les contributions à des organisations internationales en 2017 se sont élevées à 280 millions USD. L'OCDE ne peut prendre en compte ces informations puisqu'elle n'a pas accès à la liste des contributions à des organisations internationales pour vérifier que toutes les contributions à des organismes multilatéraux ont bien pour objectif principal la promotion du développement économique et le bien-être des pays en développement. En pratique, dans les statistiques du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, un pourcentage est appliqué à ces contributions lorsque l'organisation multilatérale ne se consacre pas exclusivement à des activités de promotion du développement dans les pays en développement. L'OCDE estime que les contributions à des organisations internationales se sont élevées à 178 millions USD. Ces estimations sont donc prudentes et reposent sur les contributions à de grandes banques de développement multilatérales et à des agences des Nations Unies, mais peuvent ne pas inclure les contributions à des organisations infrarégionales.

Estimation des contributions au titre du développement dirigées vers ou ayant transité par des organisations multilatérales, 2017

Million USD, current prices

	Brésil	Chili	Chine (République Populaire de)	Colombie	Costa Rica	Inde	Indonésie	Mexique	Qatar	Afrique du Sud
Système des Nations Unies, total	128.4	12.3	457.1	182.0	2.2	63.1	19.5	63.6	120.2	21.6
Organisation des Nations Unies (18 %)	17.4	1.8	36.0	1.5	0.2	3.4	2.3	6.5	1.2	1.7
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (51 %)	15.5	0.9	16.0	7.4	0.1	2.0	0.9	11.3	0.5	0.9
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (60 %)	16.4	1.6	23.5	0.6	0.2	4.3	1.0	4.1	1.3	0.7
Organisation mondiale de la santé (76 %)	13.4	1.4	38.1	1.1	0.2	10.7	2.5	5.0	1.2	1.9
Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (7 %)	1.7	0.3	112.8	0.1	0.0	0.3	0.2	0.6	2.5	0.2
Programme alimentaire mondial (100 %)	10.7	0.0	75.9	18.1	-	1.0	-	1.0	2.5	3.7
Fonds international de développement agricole (100 %)	-	-	20.0	-	-	12.0	6.0	1.7	-	-
Fonds international de développement agricole (100 %)	13.9	1.4	19.1	10.6	0.6	1.7	1.2	3.4	1.6	4.1
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (100 %)	4.0	0.5	8.7	0.8	0.1	1.5	0.5	2.5	0.3	0.5
Agence internationale de l'énergie atomique (33 %)	13.3	0.9	19.6	0.4	0.2	1.7	0.9	3.3	1.2	0.8
Organisation internationale pour les migrations (100 %)	2.1	0.6	5.4	37.3	0.0	0.8	-	2.6	-	0.2

Les données se rapportent uniquement aux contributions liées au développement. Les coefficients définis par le Comité d'aide au développement (CAD) – lesquels correspondent à la part du budget central d'une organisation qui est affectée à la promotion du développement dans des pays en développement (chiffre entre parenthèses dans la première colonne) – sont appliqués aux contributions au budget central des organisations concernées. Enfin, les ressources locales, c'est-à-dire les fonds qu'un pays apporte par l'intermédiaire d'organisations multilatérales en les destinant à des programmes mis en place sur son propre territoire, ne sont pas prises en compte.

Les informations qui figurent dans ce tableau sont principalement tirées de données provenant du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), du site www.aidflows.org, des sites web des autres organisations multilatérales et de publications nationales des pays considérés. Comme les données sur les contributions aux organisations multilatérales ne sont pas toutes rendues publiques, les informations présentées peuvent ne pas être complètes.

	Brésil	Chili	Chine (République Populaire de)	Colombie	Costa Rica	Inde	Indonésie	Mexique	Qatar	Afrique du Sud
Programme des Nations Unies pour le développement (100 %)	1.5	0.6	21.8	0.2	0.7	11.2	1.0	2.8	-	2.6
Nations Unies, autres	18.5	2.4	60.2	103.9	-	12.6	3.1	19.0	107.8	4.4
Banques régionales de développement, total	-	-	1 146.7	0.9	4.2	870.5	342.8	147.6	-	11.2
Banque interaméricaine de développement (100 %)	-	-	-	-	1.7	-	-	96.1	-	-
Banque africaine de développement (100 %)	-	-	132.6	-	-	17.0	-	-	-	11.2
Banque centraméricaine d'intégration économique (100 %)	-	-	-	-	2.5	-	-	-	-	-
Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (85 %)	-	-	1 012.5	-	-	853.5	342.8	-	-	-
Société andine de développement (CAF) (100 %)	-	-	-	-	-	-	-	51.5	-	-
Banque de développement des Caraïbes (100 %)	-	-	1.6	0.9	-	-	-	-	-	-
Groupe de la Banque mondiale, total	23.5	-	649.4	1.0	-	183.0	83.1	49.0	-	11.1
Autres organisations multilatérales	-	-	6.0	-	0.7	6.0	-	41.9	3.3	27.2
Le Fonds mondial (100 %)	-	-	6.0	-	-	6.0	-	-	3.3	2.0
Autres organisations	-	-	-	-	0.7	-	-	41.9	3.3	25.2
Total général	151.9	12.3	2 259.3	183.9	7.1	1 122.6	445.4	302.1	123.5	71.1

LES FONDATIONS COMMUNIQUANT À L'OCDE DES DONNÉES AU NIVEAU DES ACTIVITÉS

Cette section contient des informations sur les volumes et les principales caractéristiques de la coopération pour le développement fournie par 24 fondations qui communiquent régulièrement à l'OCDE des données au niveau des activités sur leurs apports de ressources au titre de la coopération pour le développement

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

FONDATION ARCUS

Introduction

La Fondation Arcus est une organisation caritative créée en 2000 par Jon Stryker, ses bureaux sont situés aux États-Unis et au Royaume-Uni. Forte de la vision de son fondateur et de l'engagement commun à défendre les droits humains dans le monde et les mouvements de conservation de la nature, la fondation coopère avec des experts et des militants du changement afin que les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et allosexuelles (LGBTQ), d'une part, et les grands singes, d'autre part, puissent vivre et s'épanouir dans un monde caractérisé par la justice sociale et environnementale, ainsi que par le respect et la dignité de tous.

Financement

EN 2017

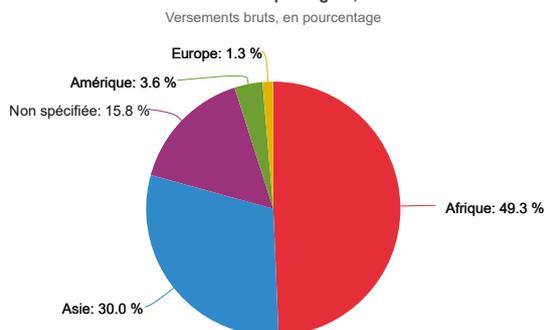


100 % au travers de dons

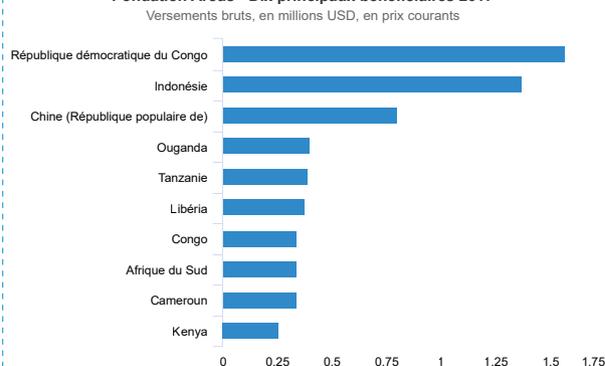
0 % au travers d'investissements liés à des programmes



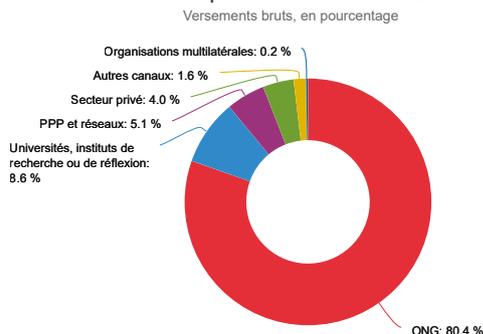
Fondation Arcus - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région, 2017



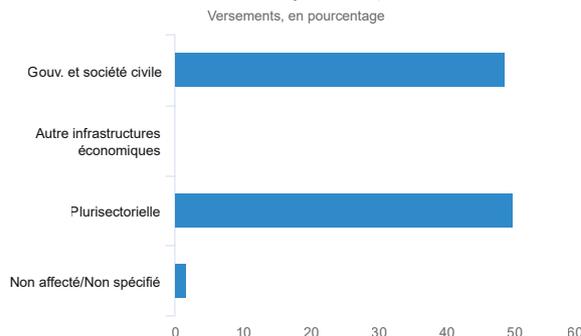
Fondation Arcus - Dix principaux bénéficiaires 2017



Fondation Arcus - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017



Fondation Arcus - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur, 2017



Profil intégral : <https://oe.cd/ill/coop-dev-fndarcus>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

FONDATION BERNARD VAN LEER

Introduction

La Fondation Bernard van Leer est une fondation financièrement indépendante créée en 1949 et basée aux Pays-Bas. Ses ressources proviennent d'un legs de Bernard van Leer. Guidée par la vision du fils de Bernard van Leer, Oscar, selon laquelle tous les enfants méritent un bon départ dans la vie, la fondation œuvre dans le monde entier dans le but d'inspirer et d'éclairer une action à grande échelle permettant d'améliorer la santé et le bien-être des nouveaux-nés, des enfants en bas âge et de ceux qui s'en occupent.

Financement

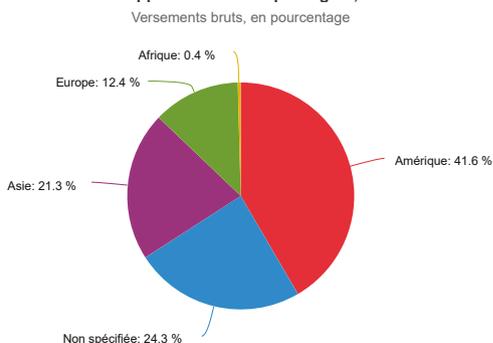
EN 2017



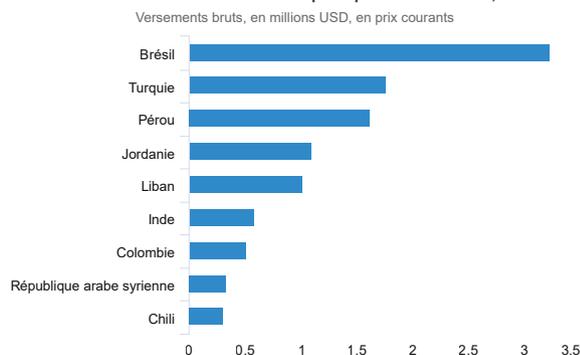
100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

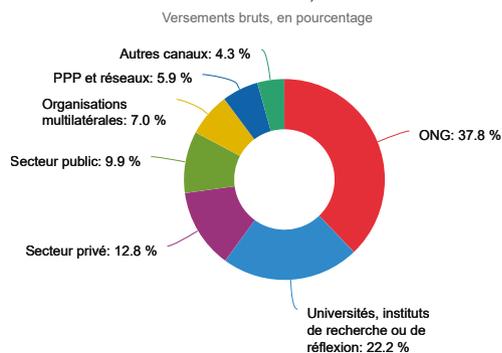
Fondation Bernard van Leer - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région, 2017



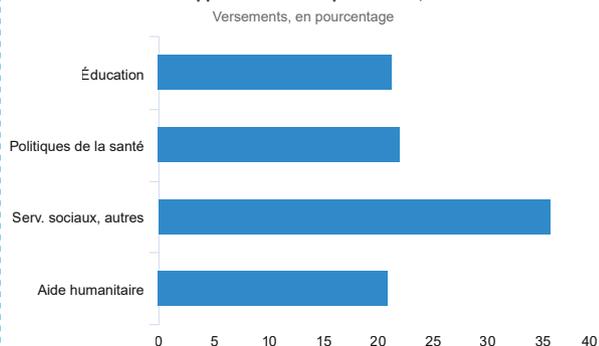
Fondation Bernard van Leer - Dix principaux bénéficiaires, 2017



Fondation Bernard van Leer - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2017



Fondation Bernard van Leer - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur, 2017



Profil intégral : <https://oe.cd/ill/coop-dev-fndbvanleer>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION BILL ET MELINDA GATES

Introduction

La Fondation Bill & Melinda Gates est une fondation américaine créée par Bill et Melinda Gates en 2000. Depuis 2006, elle bénéficie également du soutien de Warren Buffet. Imprégnée par la conviction que toutes les vies ont la même valeur, la Fondation Bill & Melinda Gates s'emploie à aider tous les êtres humains à mener des vies saines et productives. Dans les pays en développement, la fondation concentre ses efforts sur l'amélioration de la santé des personnes, en leur donnant la chance de s'arracher à la famine et à l'extrême pauvreté. La Fondation Bill & Melinda Gates, première fondation privée au monde, collabore avec les bénéficiaires de ses dons et des organisations partenaires dans le monde entier pour relever des défis pressants en matière de santé et de développement – des maladies infectieuses aux services financiers, en passant par le développement agricole – pour le bien des populations les plus pauvres de la planète.

Financement

EN 2017

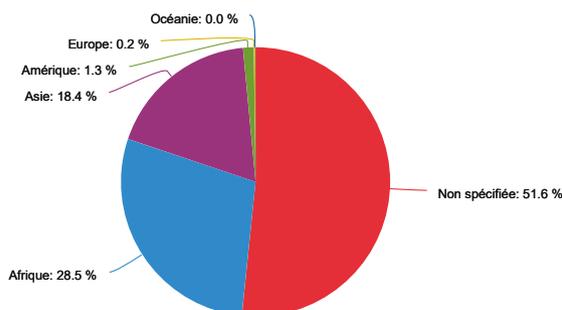


99 % au travers de dons

1 % au travers d'investissements liés à des programmes

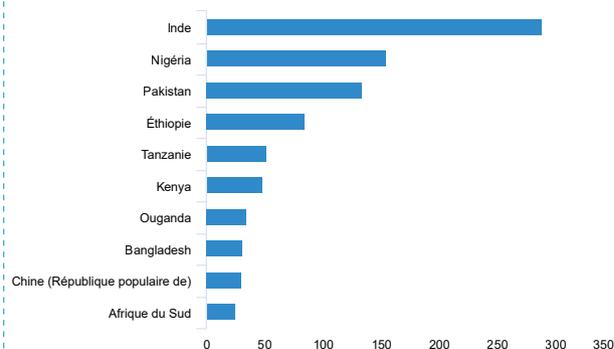
Fondation Bill et Melinda Gates - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



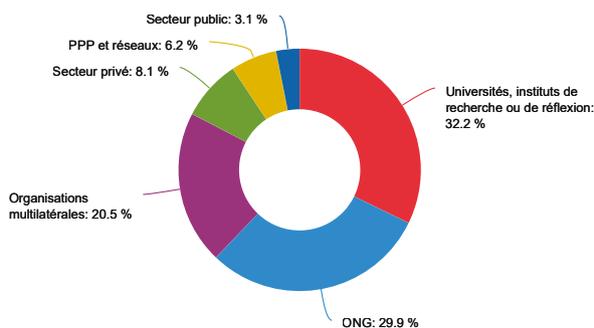
Fondation Bill et Melinda Gates - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



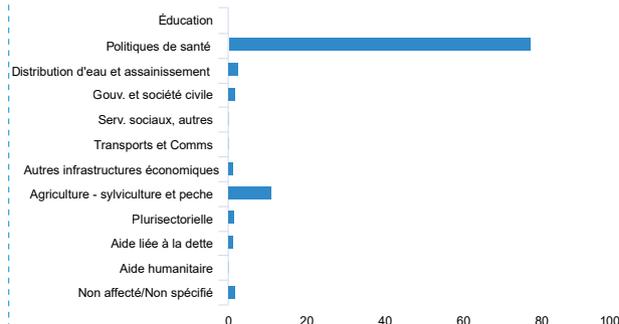
Fondation Bill et Melinda Gates - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Fondation Bill et Melinda Gates - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fbmg>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

FONDATION C&A

Introduction

La Fondation C&A est une fondation d'entreprise basée en Suisse, affiliée au groupe de distribution mondial C&A. Elle a été créée dans l'objectif de transformer en profondeur l'industrie du vêtement, en collaboration avec l'ensemble du secteur de la mode – des fabricants, pouvoirs publics et œuvres de bienfaisance locales aux grandes marques, y compris C&A. Les programmes et domaines d'impact qui ciblent les pays en développement sont les suivants : le travail forcé et le travail des enfants, les conditions de travail, l'équité entre les sexes, le coton durable, le développement du secteur, le renforcement des communautés, le développement institutionnel et la mode « circulaire ».

Financement

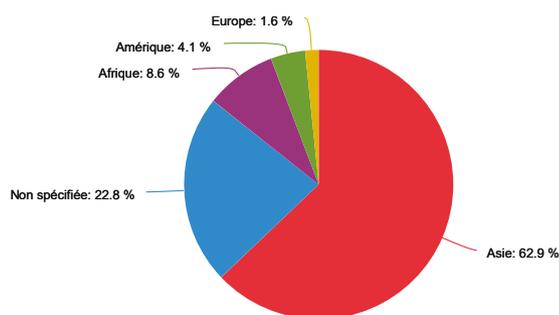
EN 2017



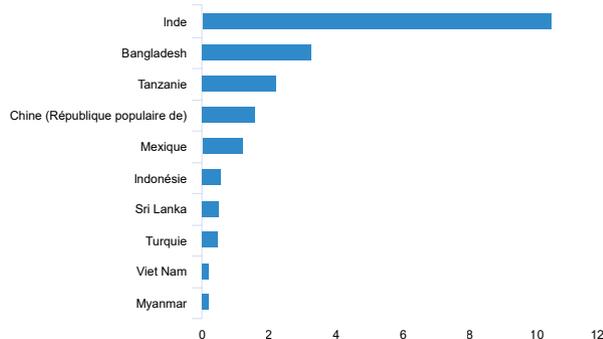
100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

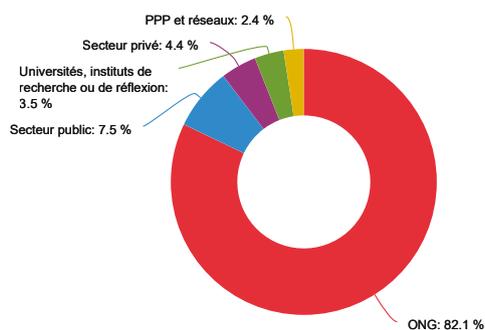
Fondation C&A - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



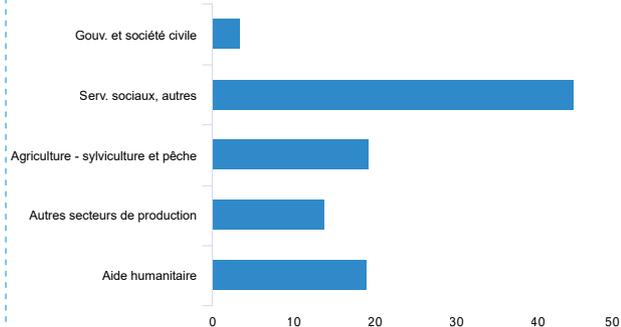
Fondation C&A - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation C&A - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017
Versements bruts, en pourcentage



Fondation C&A - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndcanda>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CARNEGIE CORPORATION OF NEW YORK

Introduction

Carnegie Corporation of New York est un fonds philanthropique ayant son siège social aux États-Unis, créé par Andrew Carnegie en 1911. Guidée par la vision de son fondateur, cette fondation a œuvré sans relâche à promouvoir la paix internationale ainsi que l'enseignement et le savoir, afin d'encourager les activités dans le domaine de l'éducation aux États-Unis et, par la suite, dans le reste du monde.

Financement

EN 2017



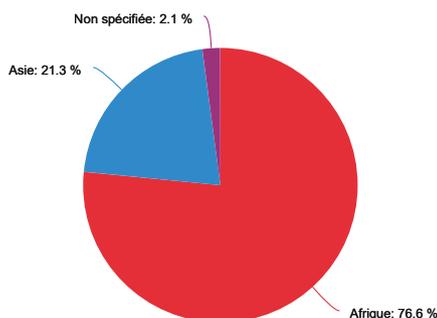
100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes



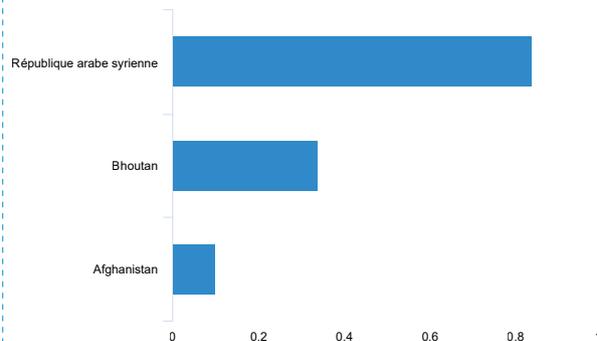
Carnegie Corporation of New York - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



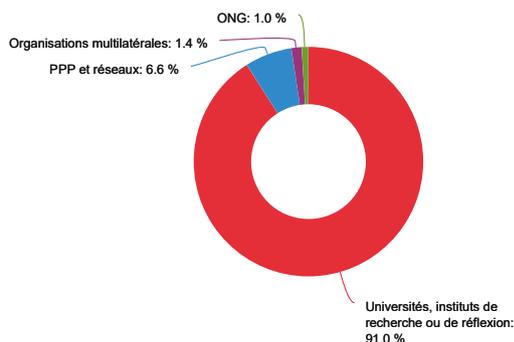
Carnegie Corporation of New York - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



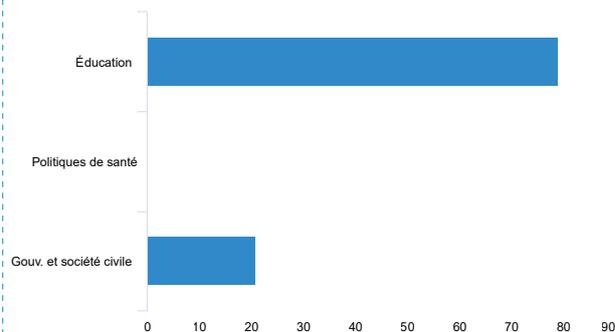
Carnegie Corporation of New York - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Carnegie Corporation of New York - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-corporcarnegie>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CHARITY PROJECTS LTD (COMIC RELIEF)

Introduction

Comic Relief (enregistré sous le nom de Charity Projects Ltd) est une organisation caritative britannique fondée en 1985 par le scénariste de comédie Richard Curtis et le comédien Lenny Henry pour porter remède à la famine en Éthiopie. L'organisation est financée par deux collectes de fonds organisées tous les deux ans (Red Nose Day et Sport Relief), ainsi que par des dons réguliers. Aspirant à construire un monde plus juste libéré de la pauvreté, Comic Relief apporte une aide aux personnes et aux communautés vivant au Royaume-Uni et dans le reste du monde.

Financement

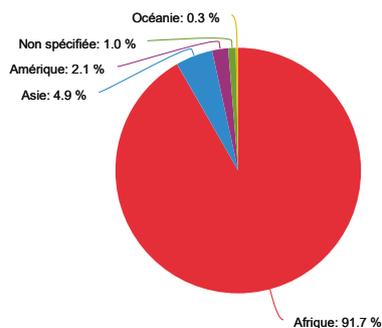
EN 2017



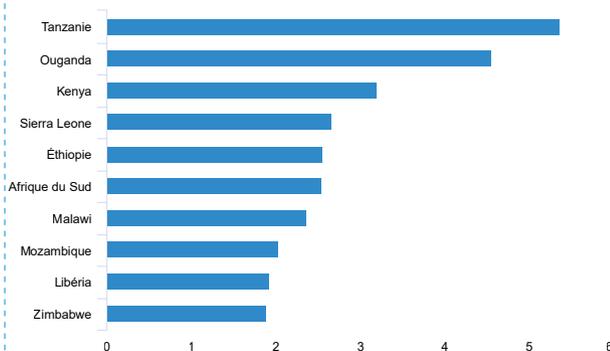
100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

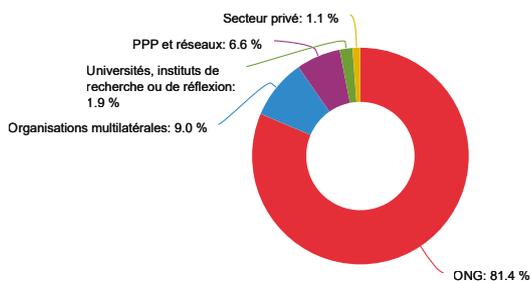
Charity Projects Ltd (Comic Relief) - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



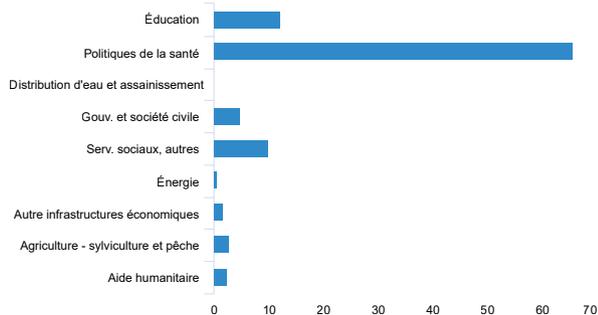
Charity Projects Ltd (Comic Relief) - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Charity Projects Ltd (Comic Relief) - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017
Versements bruts, en pourcentage



Charity Projects Ltd (Comic Relief) - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/ill/coop-dev-charityprojects>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

FONDATION DU FONDS D'INVESTISSEMENT POUR L'ENFANCE

Introduction

Créée en 2002 par Jamie Cooper-Hohn et Sir Chris Hohn, Fondation du fonds d'Investissement pour l'Enfance, est une organisation philanthropique indépendante, dont le siège social est situé à Londres. L'ambition qui est celle des deux cofondateurs est de donner une vie meilleure aux enfants pauvres en élaborant des stratégies ayant des effets durables. La santé des mères et des enfants, la santé sexuelle et génésique des adolescents, la nutrition, l'éducation, le déparasitage ou encore la lutte contre l'esclavage et l'exploitation des enfants comptent parmi les principaux domaines d'intervention de la fondation, qui soutient également l'adoption de solutions intelligentes en vue de ralentir et de stopper le changement climatique.

Financement

EN 2017

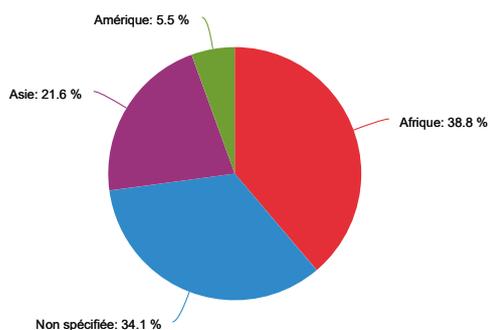


98% au travers de dons

2% au travers d'investissements liés à des programmes

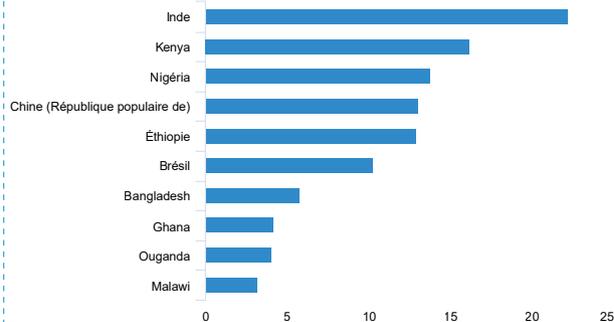
Children's Investment Fund Foundation - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



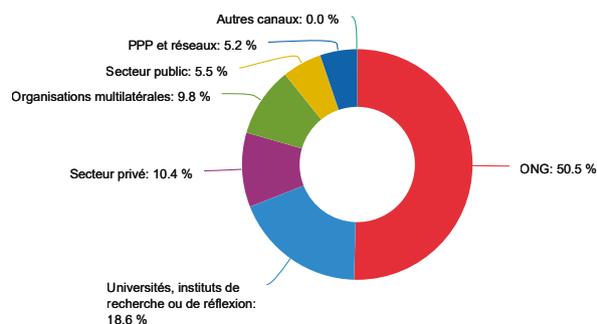
Children's Investment Fund Foundation - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



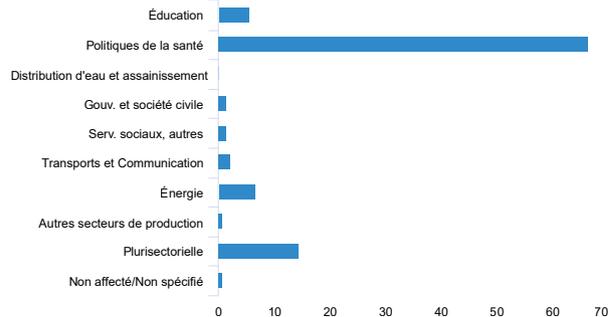
Children's Investment Fund Foundation - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Children's Investment Fund Foundation - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral: <https://oe.cd/il/coop-dev-ciff>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION CONRAD N. HILTON

Introduction

La Fondation Conrad N. Hilton, dont le siège social se trouve aux États-Unis, est une fondation familiale créée en 1944 par Conrad N. Hilton. La fondation finance des organisations à but non lucratif qui cherchent à améliorer l'existence de personnes pauvres ou défavorisées aux États-Unis et partout dans le monde. Les programmes destinés aux pays en développement sont notamment les suivants : Les Sœurs catholiques, l'accès à l'eau potable, les jeunes enfants infectés par le virus HIV ou atteints du sida, les cécités évitables ou encore les secours ou le redressement en cas de catastrophe.

Financement

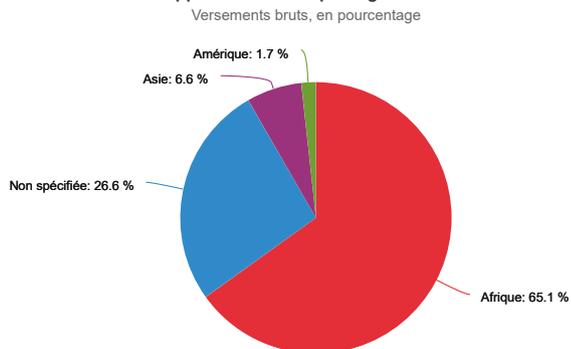
EN 2017



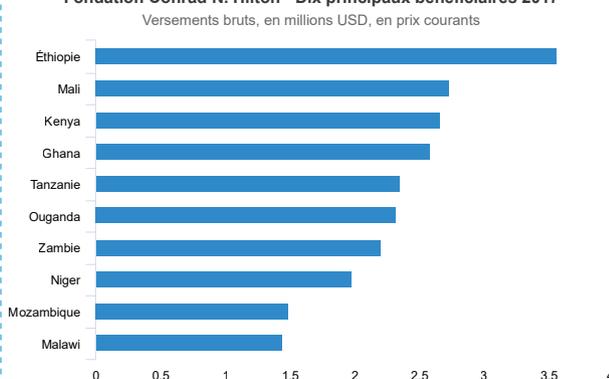
95 % au travers de dons

5 % au travers d'investissements liés à des programmes

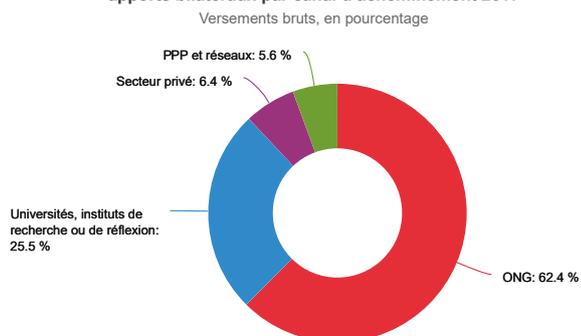
Fondation Conrad N. Hilton - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017



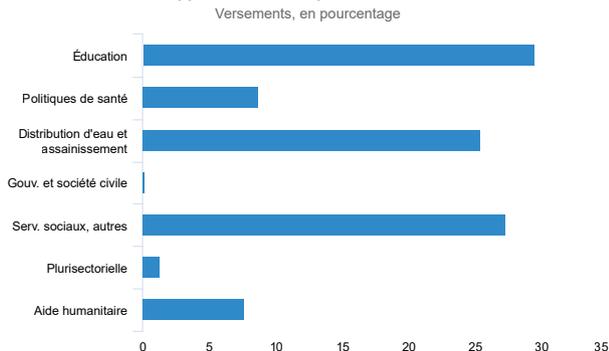
Fondation Conrad N. Hilton - Dix principaux bénéficiaires 2017



Fondation Conrad N. Hilton - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017



Fondation Conrad N. Hilton - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndcnhilton>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION DAVID ET LUCILE PACKARD

Introduction

La Fondation Packard, dont le siège social se trouve aux États-Unis, est une fondation familiale établie en 1964, qui incarne les valeurs personnelles et la philosophie entrepreneuriale de Lucile et David Packard, lesquels ont contribué à la création de l'une des plus puissantes entreprises technologiques du monde. Elle finance des activités aux États-Unis et à l'étranger qui relèvent des causes les plus chères au cœur de ses fondateurs : améliorer la qualité de vie des enfants, favoriser des démarches scientifiques créatives, faire avancer la santé procréative et œuvrer à la préservation et à la restauration des écosystèmes de la Terre.

Financement

EN 2017



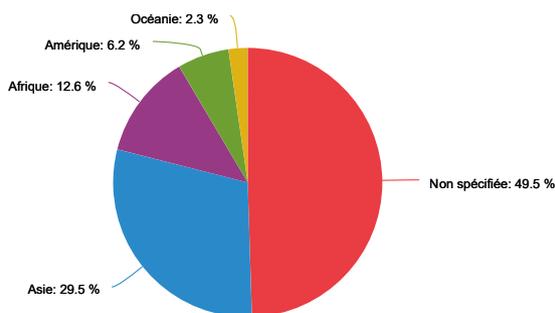
100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes



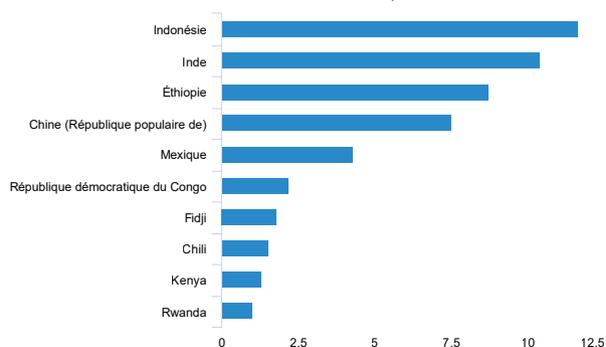
Fondation David et Lucile Packard - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



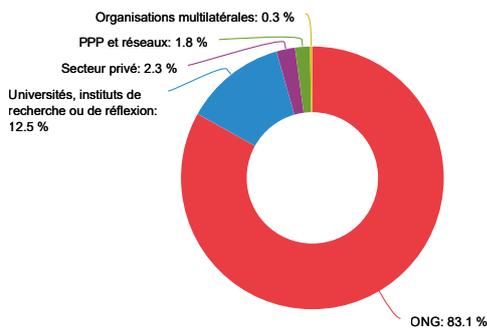
Fondation David et Lucile Packard - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



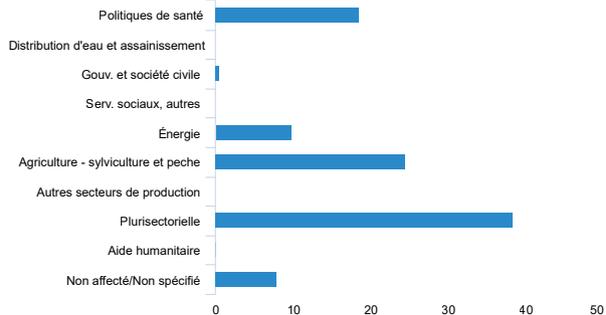
Fondation David et Lucile Packard - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Fondation David et Lucile Packard - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndd/packard>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

FONDATION FORD

Introduction

La Fondation Ford, dont le siège social se trouve aux États-Unis, est une fondation privée créée en 1936 par Henry Ford, fondateur de la compagnie automobile Ford, et son fils Edsel. Leurs legs ont fait de cette fondation la plus importante organisation philanthropique du monde à l'époque. Guidée par une aspiration à la justice sociale partout dans le monde, la fondation s'attache à faire reculer la pauvreté et l'injustice. L'engagement civique et le gouvernement, la créativité et la liberté d'expression, l'égalité femmes-hommes, la justice raciale et ethnique, les ressources naturelles et le changement climatique ainsi que l'avenir du travail (et des travailleurs) sont au nombre des domaines couverts par les programmes visant à remédier aux inégalités sous toutes leurs formes.

Financement

EN 2017

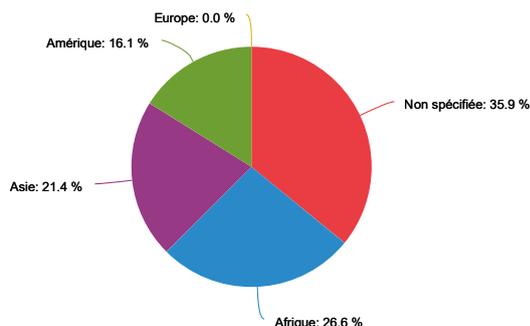


100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

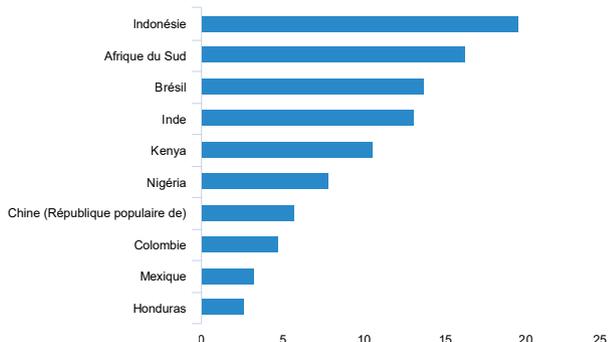
Fondation Ford - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



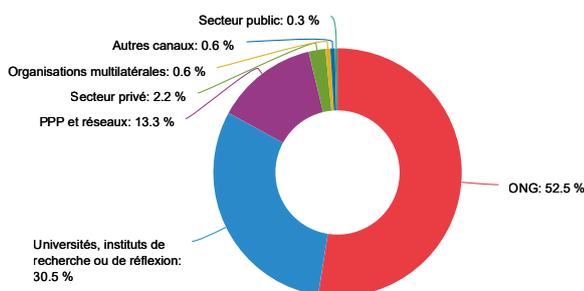
Fondation Ford - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



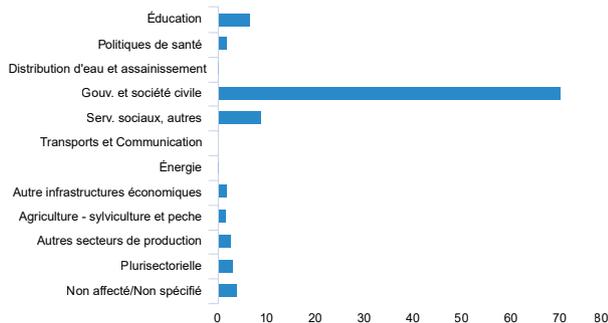
Fondation Ford - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Fondation Ford - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral: <https://oe.cd/il/coop-dev-fndford>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

GATSBY CHARITABLE FOUNDATION

Introduction

La Gatsby Charitable Foundation est un « trust » créé en 1967 par David Sainsbury pour servir des objectifs caritatifs. L'organisation est l'un des trusts caritatifs mis en place par la famille Sainsbury. Les activités de la fondation en Afrique visent à accélérer la croissance économique en Afrique de l'Est pour la rendre plus inclusive et résiliente en démontrant comment transformer des secteurs clés.

Financement

EN 2017

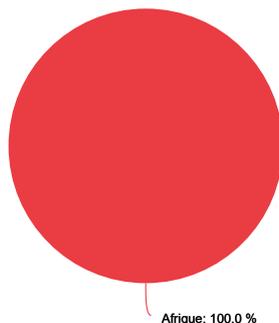


100% au travers de dons

0% au travers d'investissements liés à des programmes

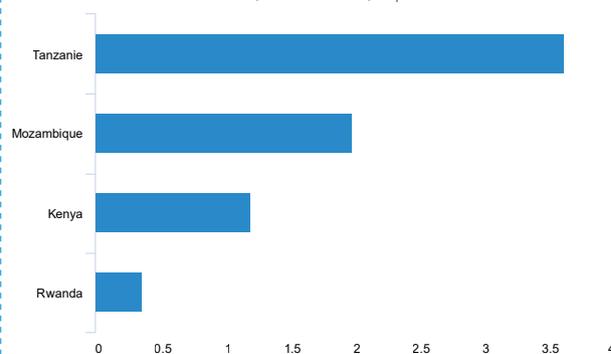
Gatsby Charitable Foundation - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



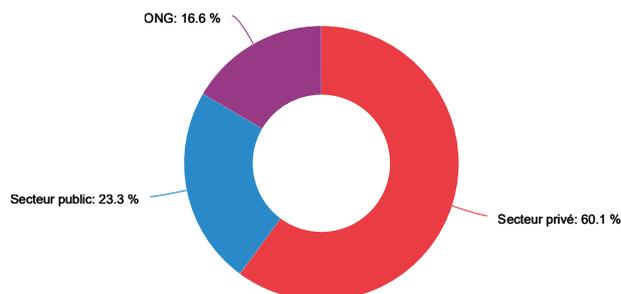
Gatsby Charitable Foundation - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



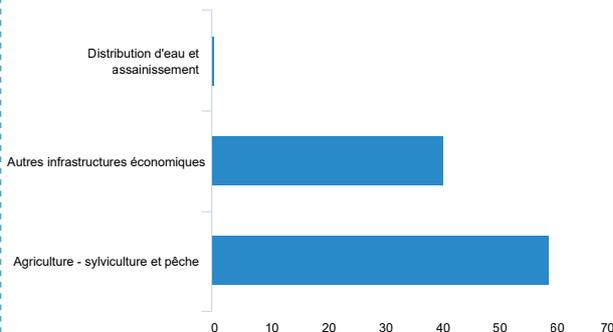
Gatsby Charitable Foundation - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Gatsby Charitable Foundation - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral: <https://oe.cd/il/coop-dev-gatsbyafrique>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

FONDATION GORDON ET BETTY MOORE

Introduction

La Fondation Moore, dont le siège social se trouve aux États-Unis, est une fondation créée en 2000 par Gordon E. Moore, cofondateur d'Intel, et sa femme Betty. Animée par la vision de ses fondateurs, la fondation s'est donnée pour mission d'améliorer la qualité de vie des générations futures par le biais de découvertes scientifiques, de la protection de l'environnement et des soins aux patients. La fondation concentre ses efforts sur des causes tant locales qu'internationales, par exemple dans le domaine de la protection de l'environnement et de la pêche durable.

Financement

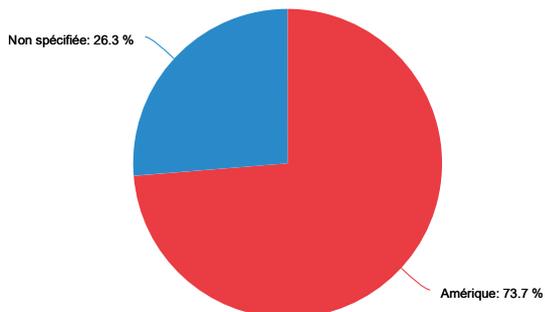
EN 2017



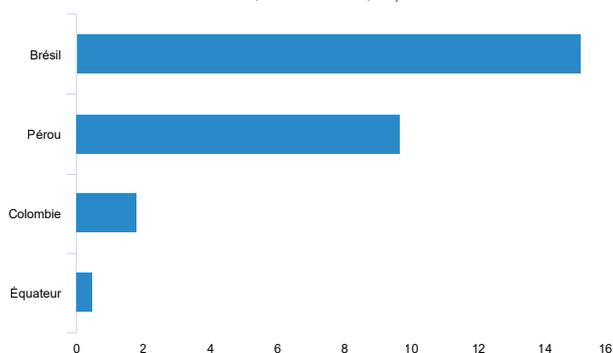
100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

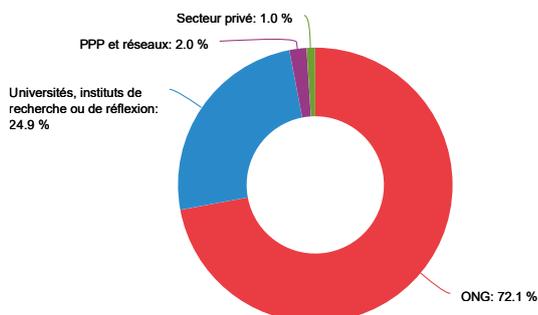
Fondation Gordon et Betty Moore - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



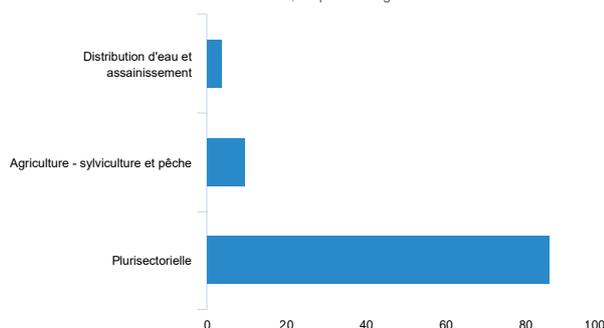
Fondation Gordon et Betty Moore - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation Gordon et Betty Moore - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017
Versements bruts, en pourcentage



Fondation Gordon et Betty Moore - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndgbmoore>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE

Introduction

La Fondation Grameen Crédit Agricole est une fondation à but non lucratif créée en 2008 sous l'impulsion conjointe du Crédit Agricole et du Professeur Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank et lauréat du Prix Nobel de la Paix en 2006. Elle a pour mission de financer et de soutenir des institutions de microcrédit, des entreprises et des projets qui promeuvent la finance inclusive et le développement d'économies rurales partout dans le monde. La fondation soutient l'entrepreneuriat féminin et les économies rurales à travers les institutions auxquelles elle apporte son concours : 75 % des bénéficiaires de microcrédit sont des femmes et 80 % vivent dans des zones rurales.

Financement

EN 2017



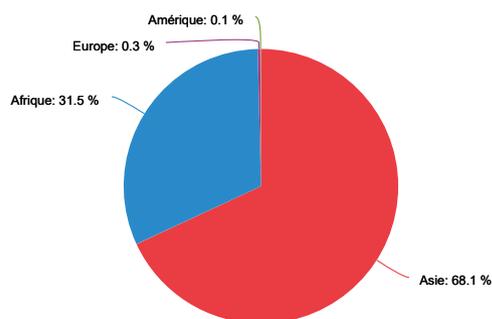
0 % au travers de dons

100 % au travers d'investissements liés à des programmes



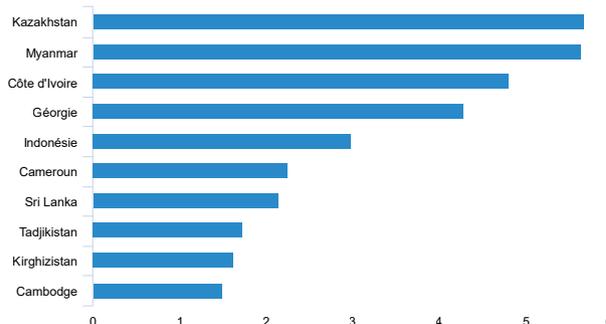
Fondation Grameen Crédit Agricole - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



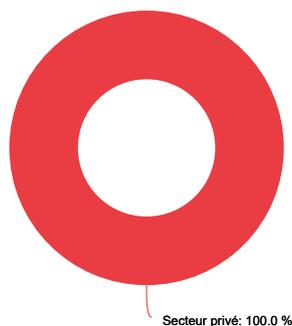
Fondation Grameen Crédit Agricole - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



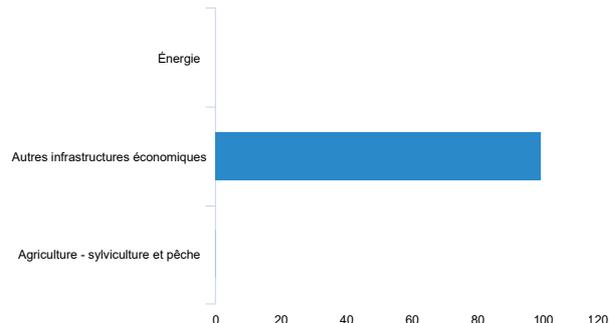
Fondation Grameen Crédit Agricole - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Fondation Grameen Crédit Agricole - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndgca>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

FONDATION H&M

Introduction

La Fondation H&M, dont le siège social se trouve en Suède, est une fondation créée en 2013 par la famille de Stefan Persson, fondatrice et principale actionnaire du Groupe H&M. Par le biais des partenariats qu'elle noue avec des organisations expérimentées partout dans le monde, la Fondation H&M se donne pour objectif d'accélérer les progrès accomplis pour atteindre les Objectifs de développement durable d'ici 2030 en investissant dans l'humain, dans les communautés locales et dans des idées novatrices. La Fondation H&M mène des activités à l'échelle mondiale, en déployant des programmes porteurs de transformations à l'appui de changements systémiques, et finance également des projets à l'échelon local pour répondre directement à des besoins nés de l'urgence.

Financement

EN 2017

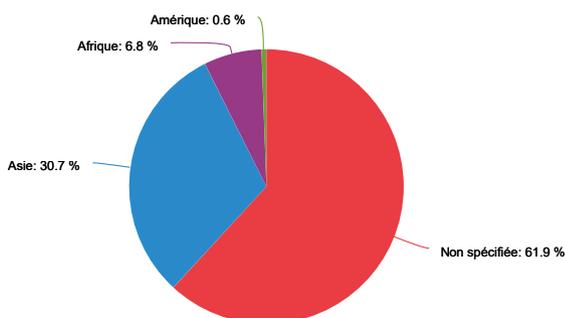


100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

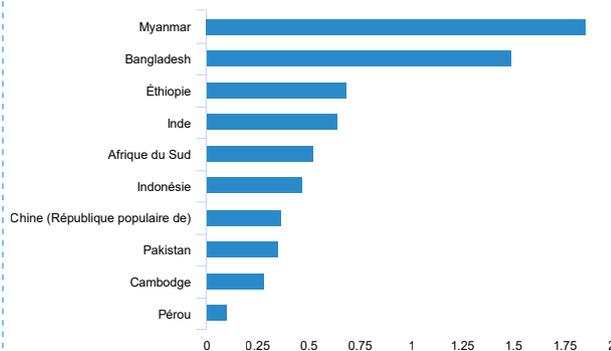
Fondation H&M - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



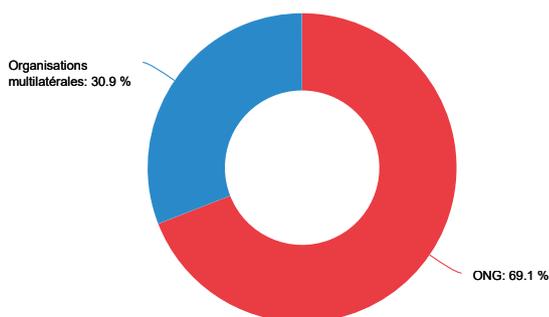
Fondation H&M - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



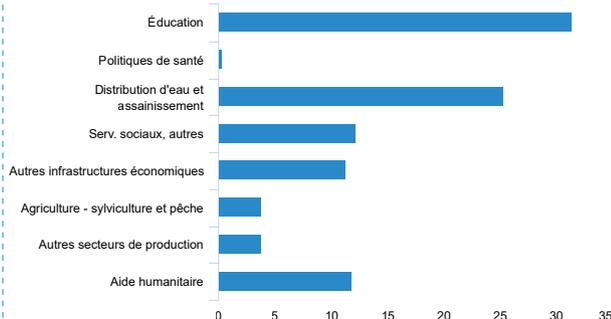
Fondation H&M - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Fondation H&M - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndhm>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION JOHN D. ET CATHERINE T. MACARTHUR

Introduction

La Fondation MacArthur est une fondation indépendante dont le siège se trouve aux États-Unis, et qui possède des bureaux en Inde, au Mexique et au Nigéria. La fondation a été créée en 1978, par un legs de John D. MacArthur. La Fondation MacArthur fait le pari qu'il est possible d'accomplir d'importants progrès face aux défis les plus urgents pour la société, tels que la surpopulation carcérale, le changement climatique ou le risque nucléaire, et s'attache à augmenter le capital financier consacré au secteur social.

Financement

EN 2017



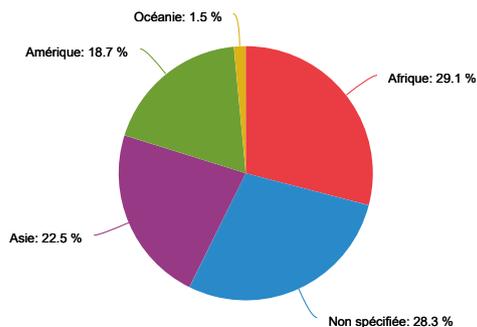
100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes



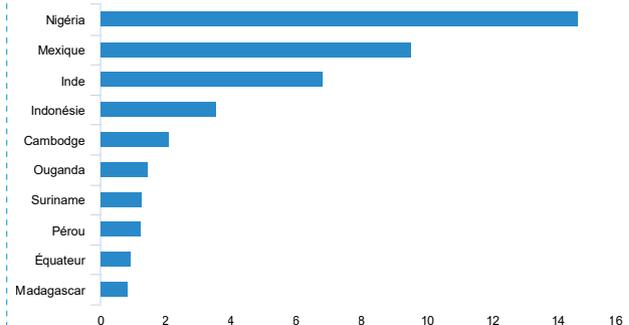
Fondation John D. et Catherine T. MacArthur - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



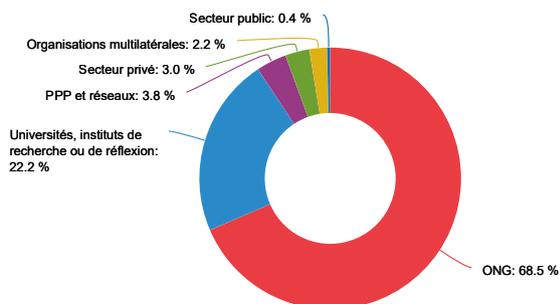
Fondation John D. et Catherine T. MacArthur - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



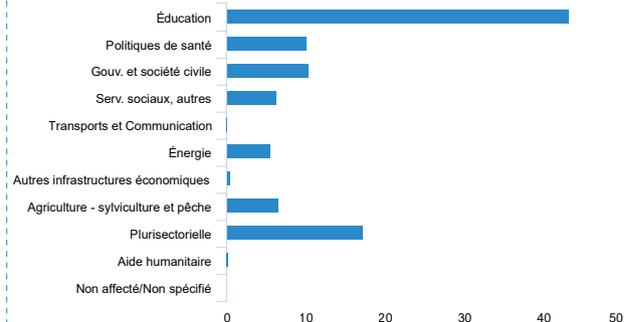
Fondation John D. et Catherine T. MacArthur - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Fondation John D. et Catherine T. MacArthur - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndjcmacarthur>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE MAVA, FONDATION POUR LA NATURE

Introduction

MAVA, Fondation pour la nature est une fondation basée en Suisse et créée en 1994 par Luc Hoffmann, un ardent défenseur de la planète très attaché à la protection des splendeurs de la nature sauvage. Née de la passion et du caractère visionnaire de son fondateur, MAVA, Fondation pour la nature agit en faveur de la préservation de la biodiversité au bénéfice de l'homme et de la nature, en mobilisant et en subventionnant ses partenaires et la communauté des défenseurs de l'environnement. MAVA, Fondation pour la nature finance essentiellement des projets dans le bassin méditerranéen, les côtes de l'Afrique de l'Ouest et les Alpes, de même que des activités de portée mondiale.

Financement

EN 2017

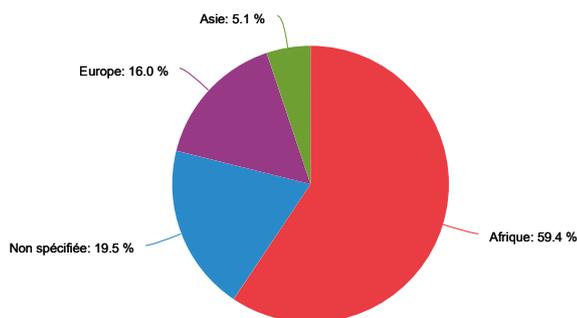


100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

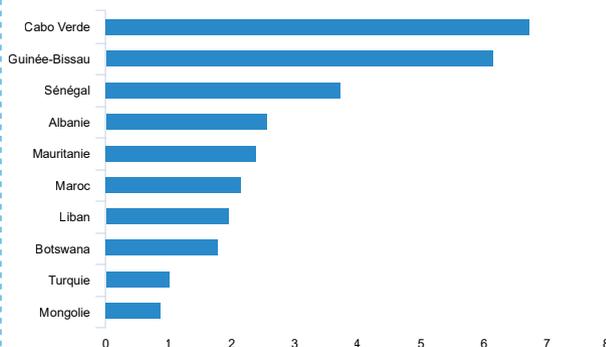
MAVA, Fondation pour la nature - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



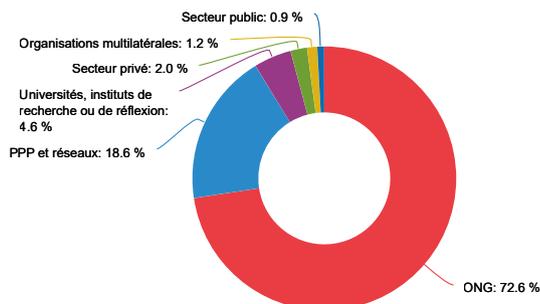
MAVA, Fondation pour la nature - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



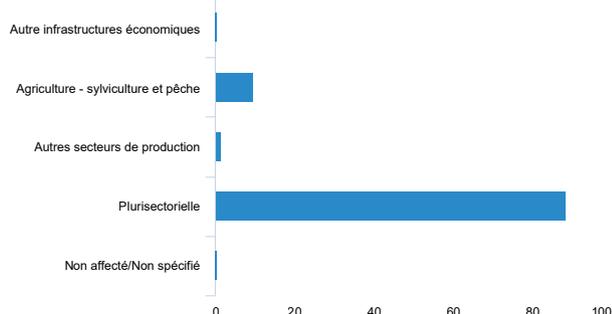
MAVA, Fondation pour la nature - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



MAVA, Fondation pour la nature - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndmava>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION MASTERCARD

Introduction

La Fondation MasterCard est une fondation philanthropique privée créée en 2006 dont le siège social est au Canada et dont le capital est constitué d'actions de MasterCard International. Elle fonctionne de façon indépendante sous la supervision de son propre conseil d'administration. La Fondation noue des partenariats avec des organisations dans le but de promouvoir l'éducation et l'inclusion financière de façon à induire par effet catalyseur une dynamique de prospérité dans les pays en développement, en particulier en Afrique.

Financement

EN 2017

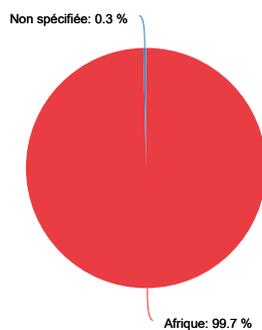


100% au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

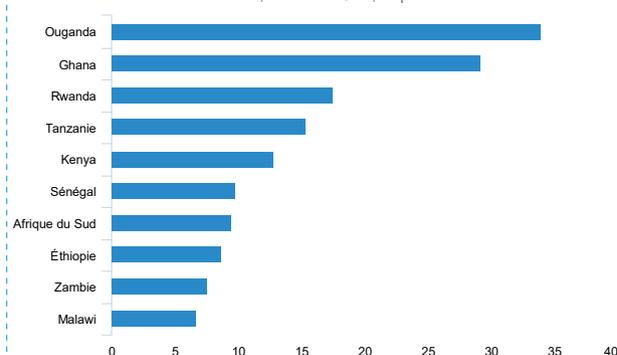
Fondation MasterCard - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



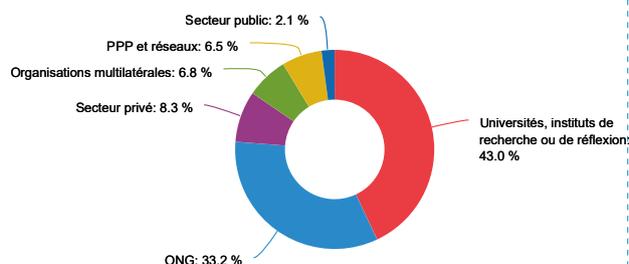
Fondation MasterCard - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



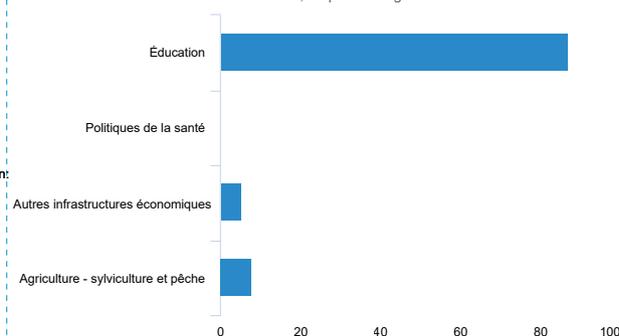
Fondation MasterCard - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Fondation MasterCard - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/ill/coop-dev-fndmastercard>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION METLIFE

Introduction

Basée aux États-Unis, la Fondation MetLife est une fondation d'entreprise créée en 1976 et affiliée à l'assureur MetLife. Dans l'objectif d'aider à bâtir des communautés plus solides et en meilleure santé, la Fondation MetLife concentre ses ressources sur des initiatives en faveur de l'inclusion financière, aux États-Unis et à l'étranger. La fondation soutient également les communautés locales et apporte une aide humanitaire.

Financement

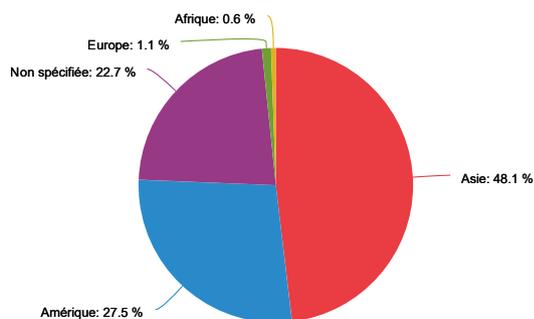
EN 2017



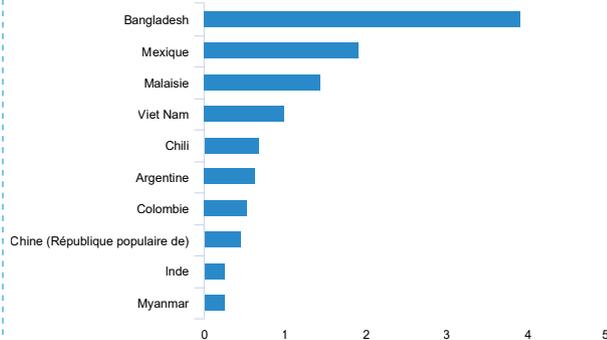
100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

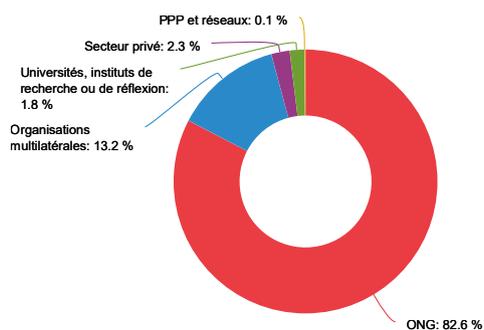
Fondation MetLife - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



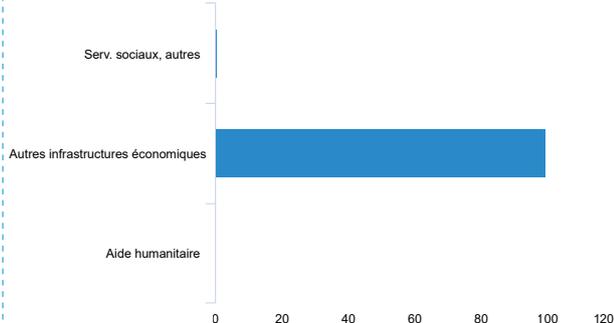
Fondation MetLife - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation MetLife - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017
Versements bruts, en pourcentage



Fondation MetLife - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/ill-coop-dev-fndmetlife>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION MICHAEL & SUSAN DELL

Introduction

La Fondation Dell est une fondation familiale créée en 1999. Animée par l'amour de ses fondateurs pour les enfants et leur désir commun de leur construire un avenir, elle a pour mission de donner une vie meilleure aux enfants pauvres des villes. La fondation est basée à Austin, au Texas (États-Unis), et possède des bureaux en Afrique du Sud et en Inde.

Financement

EN 2017

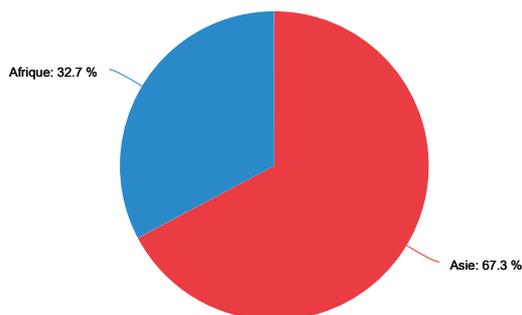


64 % au travers de dons

36 % au travers d'investissements liés à des programmes

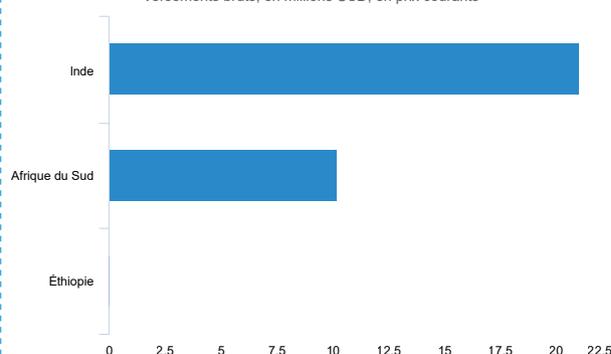
Fondation Michael et Susan Dell - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



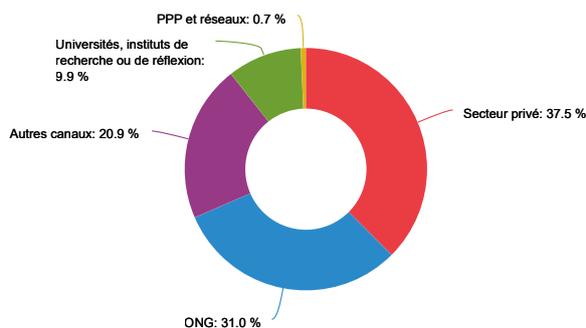
Fondation Michael et Susan Dell - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



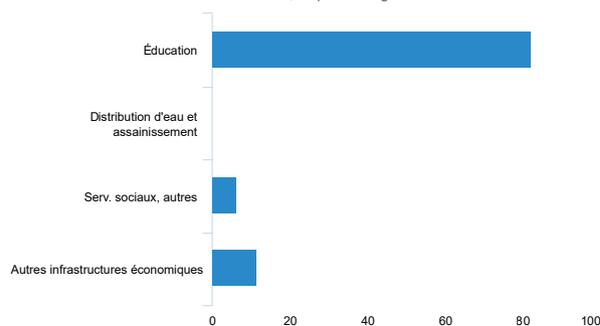
Fondation Michael et Susan Dell - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Fondation Michael et Susan Dell - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndmsdell>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

FONDATION OAK

Introduction

La Fondation Oak a été créée en 1983 pour traiter de problématiques sociales et environnementales de dimension mondiale. Cette fondation apporte un soutien à la société civile, perçue comme un pilier de la démocratie et de la justice, et promeut l'innovation, et en particulier les idées visionnaires qui permettent d'aller de l'avant. Le bureau principal de la Fondation Oak se trouve en Suisse et elle possède également des bureaux au Danemark, aux États-Unis, en Inde et au Royaume-Uni. Les programmes destinés à des pays en développement couvrent notamment des domaines tels que la prévention des atteintes sexuelles à l'encontre des enfants, l'environnement, les droits humains internationaux, les problématiques concernant les femmes, les disparités en matière d'apprentissage.

Financement

EN 2017

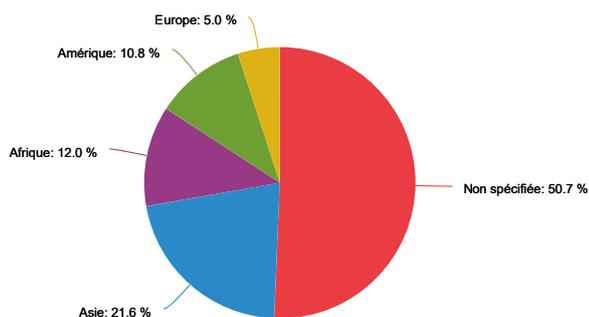


100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

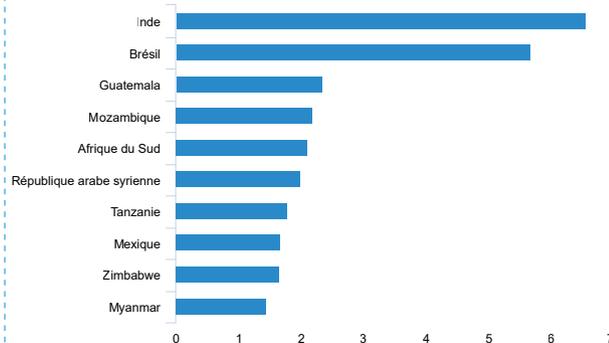
Fondation Oak - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



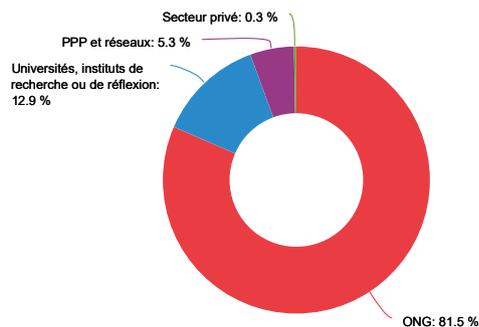
Fondation Oak - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



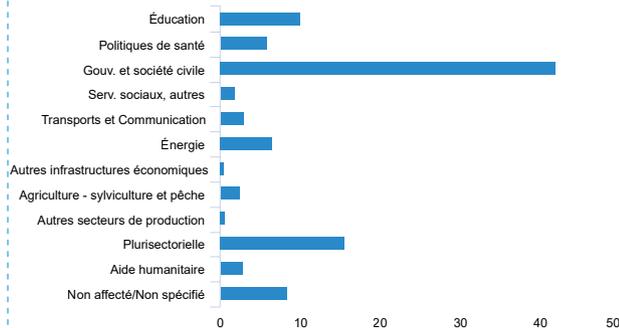
Fondation Oak - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



Fondation Oak - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndoak>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE OMIDYAR NETWORK FUND, INC.

Introduction

Omidyar Network Fund, Inc. (la « Fondation Omidyar ») est la branche à but non lucratif d'Omidyar Network, un réseau mondial regroupant des spécialistes de l'innovation, des experts techniques, des chefs d'entreprise, des groupes de pression, des investisseurs, des militants ou des organisations déterminés à s'attaquer aux questions économiques, technologiques et sociétales les plus urgentes de notre époque. Omidyar Network, y compris la fondation, a été créé en 2004 par le fondateur de eBay, Pierre Omidyar et son épouse Pam. Les domaines d'intervention d'Omidyar Network en faveur des pays en développement portent pour l'essentiel sur l'identité numérique, l'éducation et les droits de propriété.

Financement

EN 2017

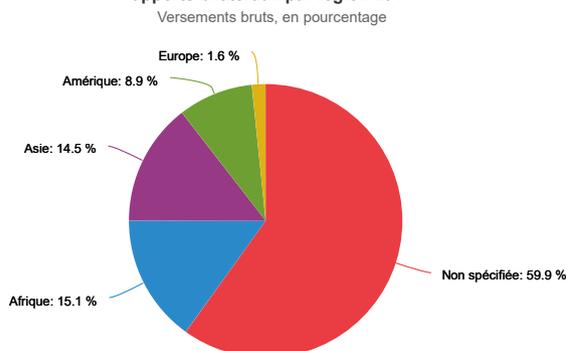


91 % au travers de dons

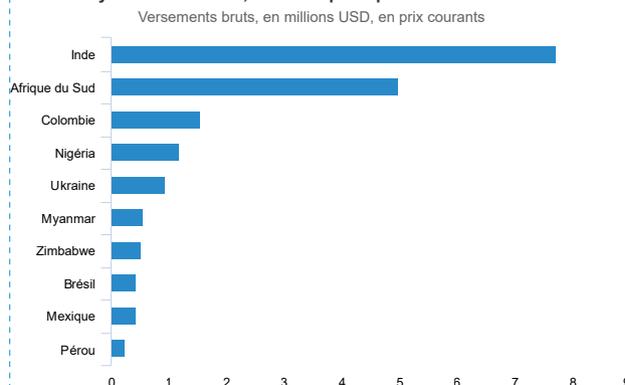
9 % au travers d'investissements liés à des programmes



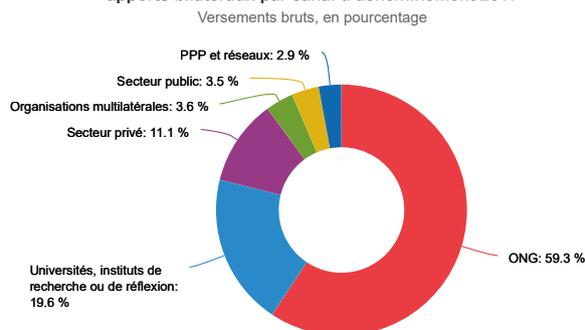
Omidyar Network Fund, Inc. - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017



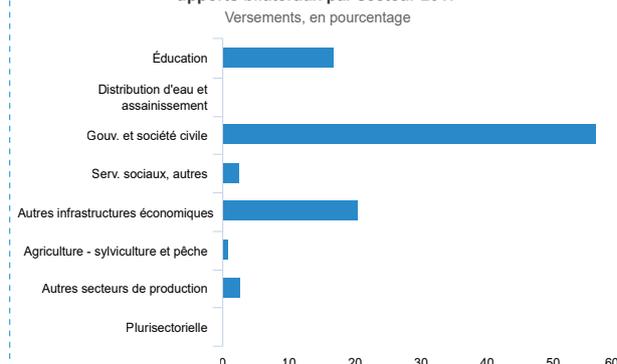
Omidyar Network Fund, Inc. - Dix principaux bénéficiaires 2017



Omidyar Network Fund, Inc. - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017



Omidyar Network Fund, Inc. - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-omidynet>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE UNITED POSTCODE LOTTERIES

Introduction

Les United Postcode Lotteries sont des loteries caritatives publiques administrées par l'entreprise sociale Novamedia. Ces loteries sont financées par la vente de lots : 50 % des recettes brutes sont fournies par un large éventail d'organisations œuvrant dans le domaine de la protection de l'environnement, de la lutte contre le changement climatique, des droits humains, de l'égalité femmes-hommes et de la cohésion sociale. Les United Postcode Lotteries sont un important fournisseur de soutien au budget central/libre de toute restriction à des organisations travaillant sur des questions de développement et au-delà.

Financement

EN 2017

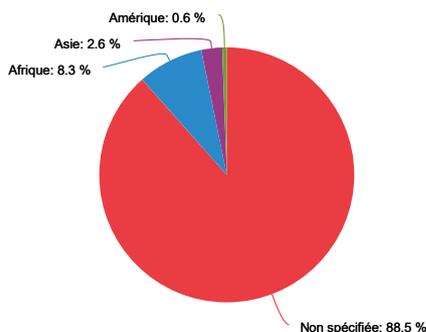


100% au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

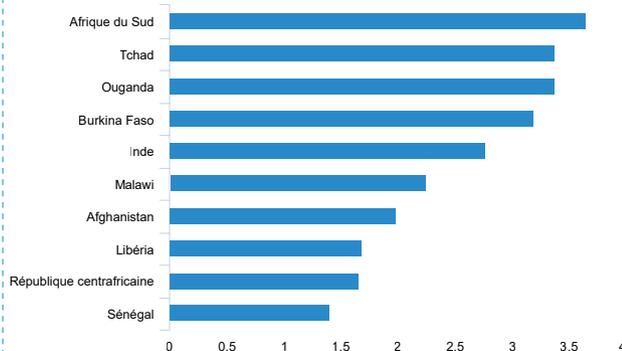
United Postcode Lotteries , total - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017

Versements bruts, en pourcentage



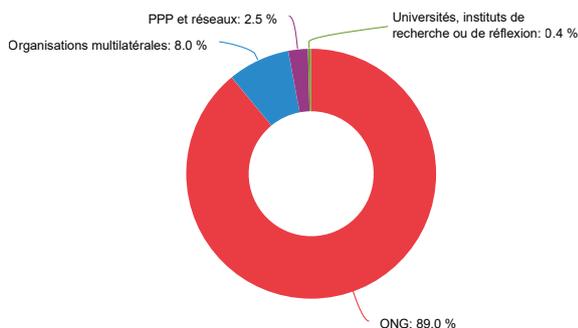
United Postcode Lotteries , total - Dix principaux bénéficiaires 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



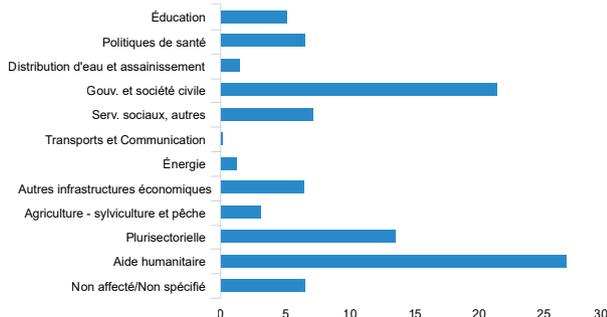
United Postcode Lotteries , total - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017

Versements bruts, en pourcentage



United Postcode Lotteries , total - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-upl>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE WELLCOME TRUST

Introduction

Le Wellcome Trust est une fondation caritative indépendante créée en 1936 grâce au legs d'un industriel américain du secteur médical et pharmaceutique, Sir Henry Wellcome, et dont le siège se situe au Royaume-Uni. Guidée par la diversité des centres d'intérêt de son fondateur et par sa conviction qu'il est possible d'améliorer la santé grâce à une recherche qui génère, expérimente et explore de nouvelles idées, le Wellcome Trust s'attaque aux grands enjeux de la santé publique, œuvre à l'amélioration de la science et cherche à accroître les connaissances relatives à la science et à la médecine. La fondation identifie également les domaines dans lesquels Wellcome peut être à l'origine de progrès à un horizon de cinq ou dix ans, dans le but de faire évoluer les solutions apportées à quelques-uns des plus graves enjeux de santé publique, comme la mise au point de vaccins, les infections résistantes aux traitements, les morsures de serpents ou encore la santé mentale.

Financement

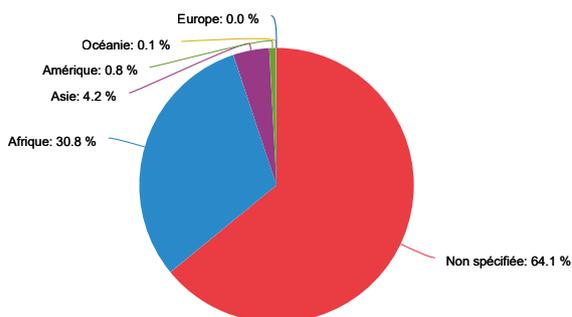
EN 2017



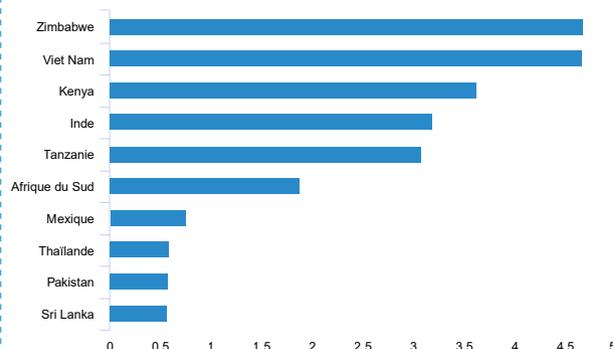
100% au travers de dons

0% au travers d'investissements liés à des programmes

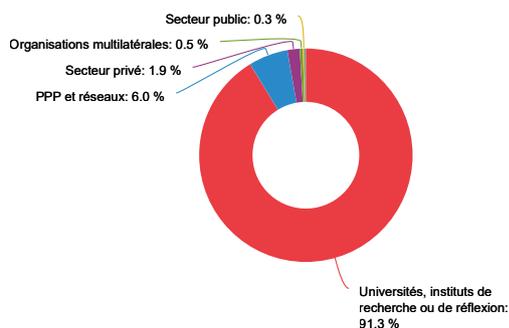
Wellcome Trust - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



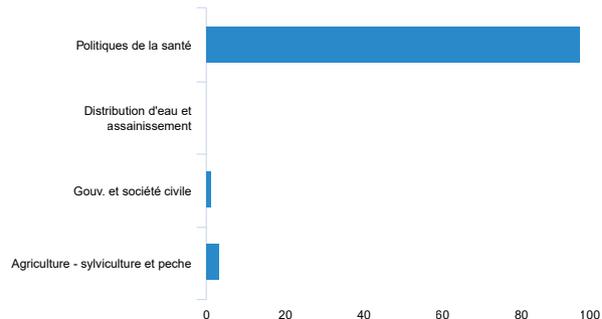
Wellcome Trust - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Wellcome Trust - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017
Versements bruts, en pourcentage



Wellcome Trust - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-wellcometrust>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION WILLIAM ET FLORA HEWLETT

Introduction

La Fondation Hewlett est une fondation privée créée en 1966 aux États-Unis, dont la stratégie trouve son origine dans l'éthique et les valeurs de ses fondateurs, William R. Hewlett et Flora Lamson Hewlett, et leur famille. La fondation octroie des dons à un large éventail d'institutions – instituts de recherche et acteurs multilatéraux ou encore organisations locales œuvrant dans le domaine du développement. Les programmes à vocation internationale de la fondation couvrent développement mondial et population, éducation, environnement, cybersécurité, numérique et philanthropie efficace.

Financement

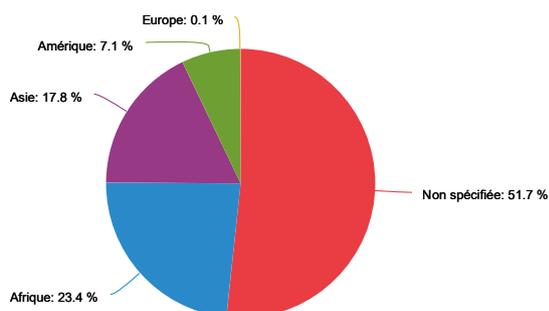
EN 2017



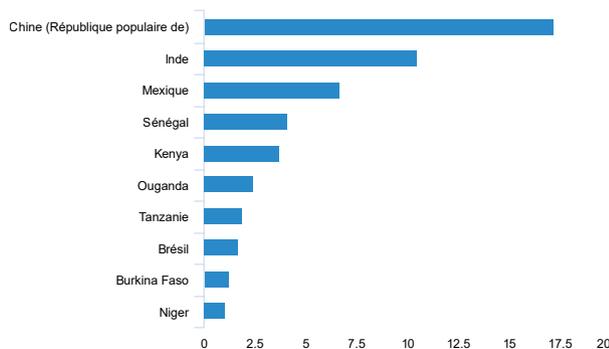
100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

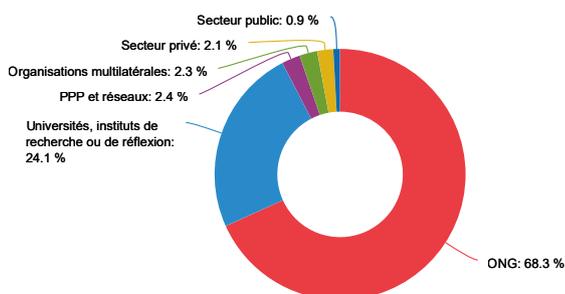
Fondation William et Flora Hewlett - Financement privé du développement, apports bilatéraux par région 2017
Versements bruts, en pourcentage



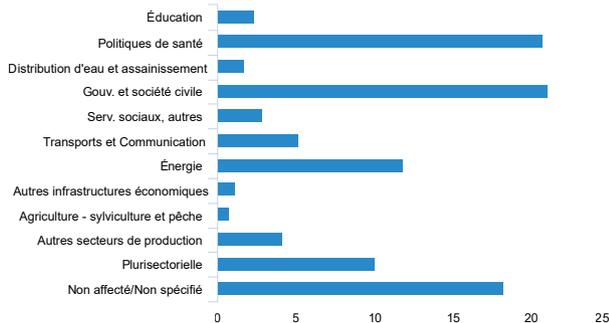
Fondation William et Flora Hewlett - Dix principaux bénéficiaires 2017
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation William et Flora Hewlett - Financement privé du développement, apports bilatéraux par canal d'acheminement 2017
Versements bruts, en pourcentage



Fondation William et Flora Hewlett - Financement privé du développement, apports bilatéraux par secteur 2017
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/ill/coop-dev-fndwfhwlett>
La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

**NOTES MÉTHODOLOGIQUES SUR LES APERÇUS
SYNTHÉTIQUES DE COOPÉRATION POUR LE
DÉVELOPPEMENT 2019**

Observation générale : sauf indication contraire, et à l'exception des données sur les allocations sectorielles et les allocations à l'appui de l'égalité femmes-hommes et des objectifs environnementaux (dont les chiffres renvoient à des engagements), tous les chiffres figurant dans les profils se réfèrent aux versements bilatéraux bruts. Toutes les données présentées dans les profils sont accessibles au public sur www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable

La présente annexe décrit la méthodologie et les sources utilisées pour : la méthodologie de l'équivalent don, les instruments de financement, l'APD bilatérale par canal d'acheminement, l'APD bilatérale non spécifiée/non ventilée, l'APD aux pays les moins avancés, le marqueur relatif à l'égalité femmes-hommes, les marqueurs relatifs à l'environnement, l'aide bilatérale ventilable, les montants mobilisés auprès du secteur privé, l'APD versée par l'intermédiaire d'organismes publics, et le financement privé à l'appui du développement.

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉQUIVALENT DON D'APD

En 2014, les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ont décidé de moderniser la notification des prêts concessionnels et d'évaluer l'élément de libéralité en appliquant des taux d'actualisation différenciés selon le groupe de revenu, et en introduisant un système d'équivalent don pour le calcul des chiffres de l'APD. Au lieu de comptabiliser les apports effectifs de ressources d'un donneur à un pays destinataire, les membres du CAD sont convenus que le chiffre global de l'APD serait calculé sur la base des équivalents-don des prêts au titre de l'aide, c'est-à-dire la « part offerte » des prêts, exprimée en valeur monétaire. La méthodologie de l'équivalent don présentait l'avantage de permettre

une comparaison plus réaliste de l'effort consenti par l'octroi de prêts et de dons, et d'encourager le recours à des dons ou à des prêts hautement concessionnels (à des conditions très libérales), en particulier à destination des pays à faible revenu.

En 2016, les membres du CAD ont également décidé d'appliquer la méthode de l'équivalent don à des instruments autres que les dons, tels que les titres de participation ou les instruments du secteur privé (ISP) afin de mieux rendre compte de l'effort consenti par les donateurs. Si les membres du CAD se sont accordés sur une méthode de calcul de l'équivalent don des prêts du secteur public et des prêts aux institutions multilatérales, ils ne sont pas encore parvenus à un accord sur la méthode de calcul de l'équivalent don d'APD pour les prises de participation, les instruments du secteur privé et les opérations d'allègement de dette. En attendant qu'un accord soit trouvé, les membres du CAD ont décidé de modalités provisoires de notification pour les ISP, selon lesquelles soit les contributions à des institutions de financement du développement (IFD) et d'autres structures recourant aux ISP peuvent être comptabilisées à leur valeur nominale (approche institutionnelle), soit les prêts et prises de participation directement négociées avec des entités du secteur privé peuvent être comptabilisées sur la base des flux financiers (approche fondée sur les instruments), le produit de toute cession de participations étant plafonné à la valeur de l'investissement initial. En 2019, les membres du CAD poursuivront leurs travaux, avec le soutien du Secrétariat de l'OCDE, afin de parvenir à un accord, pour rendre la notification des ISP et des opérations d'allègement de la dette conforme à la nouvelle méthode de l'équivalent don.

Les modifications apportées à la méthodologie du calcul de l'APD prennent effet en 2019 avec la publication des données préliminaires de l'APD pour 2018.

La mise en œuvre de la méthodologie de l'équivalent don d'APD se traduit par une

augmentation des niveaux d'APD pour 2018 de 2.5 % pour l'ensemble des pays du CAD pris collectivement, l'impact sur les chiffres de chacun des pays allant de 40.8 % pour le Japon, 14.2 % pour le Portugal et 11.4 % pour l'Espagne à -2.7 % pour la Corée, -2.8 % pour la France, -2.9 % pour la Belgique et -3.5 % pour l'Allemagne.

Les nouveaux chiffres globaux de l'APD calculée sur la base de « l'équivalent don » ne sont plus comparables avec les séries rétrospectives fondées sur les « flux financiers ». Selon cette dernière formule en effet, l'apport net de capitaux sur la durée de vie d'un prêt était nul car les remboursements du principal étaient déduits au moment où ils intervenaient ; les paiements d'intérêts n'étaient pas pris en compte. Selon la méthode de l'équivalent don, tant les remboursements d'intérêts que les remboursements du principal sont pris en compte, mais à leur valeur actualisée.

Par souci de transparence, l'OCDE continuera de publier également les données d'APD calculée sur la base des flux financiers, qui ne correspondent pas toutefois aux chiffres globaux de l'APD, pour mesurer la performance des donateurs en volume ou en pourcentage du revenu national brut (RNB).

INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans les statistiques du CAD, les instruments de financement classés comme dons comprennent : les dons, les souscriptions en capital, les annulations de dette, les bonifications d'intérêt et autres subventions. Les instruments de financement autres que les dons englobent les prêts, les dons remboursables, les rééchelonnements de dette, les titres d'emprunt (obligations et titres garantis par des actifs, les instruments de financement mezzanine, les prises de participation et les parts dans des organismes de placement collectif.

APD BILATÉRALE PAR CANAL D'ACHEMINEMENT

Chaque canal d'acheminement garde trace des financements des budgets centraux transitant par des organisations multilatérales, des organisations non-gouvernementales (ONG), des partenariats publics-privés (PPP) ou autres canaux. Une distinction est faite entre les partenaires d'exécution publics et privés. Le canal d'acheminement est le premier partenaire dans la mise en œuvre. C'est l'entité à laquelle est confiée la responsabilité de la mise en œuvre des fonds, qui est en principe liée par un contrat ou autre accord contraignant à l'organisme d'exécution, auquel elle doit rendre compte. Lorsque plusieurs niveaux de mise en œuvre sont concernés (par exemple, lorsque l'organisme qui verse les fonds fait appel à un partenaire d'exécution national qui lui-même s'adresse à un partenaire d'exécution local), c'est le premier niveau d'exécution qui est notifié comme canal d'acheminement. Si les activités sont mises en œuvre par plusieurs entités, c'est le partenaire principal qui est concerné par la notification (par exemple, l'entité qui reçoit la plus forte proportion du financement). Dans le cas de prêts, c'est l'emprunteur (c'est-à-dire la première entité en dehors du pays donneur qui reçoit les fonds) qui est notifié comme canal d'acheminement.

Par institutions du secteur public, on entend les services de l'administration centrale, des États et des collectivités locales (ex. : les municipalités) et les entreprises publiques dans les pays donateurs ou destinataires. Les entreprises publiques renvoient aux entreprises où l'État détient plus de la moitié des actions assorties de droits de vote ou contrôle plus de la moitié des votes des détenteurs d'actions ; ou lorsqu'une législation

spécifique permet à l'État de déterminer la politique de l'entreprise ou de nommer les administrateurs.

Par institutions du secteur privé, on entend les institutions « à but lucratif », les consultants et les sociétés de conseil qui n'entrent pas dans le champ couvert par la définition d'une institution du secteur public (voir plus haut).

APD BILATÉRALE NON SPÉCIFIÉE/NON VENTILÉE

Certaines activités peuvent bénéficier à plusieurs pays destinataires. Les projets et programmes régionaux peuvent être notifiés sous la catégorie plus spécifique « régional/ multi-pays » (ex. : sud du Sahara), et ne sont pas attribués à un pays destinataire en particulier.

La catégorie « bilatérale, non ventilée » est utilisée lorsqu'une activité bénéficie à plusieurs régions. Elle renvoie également à diverses activités menées dans des pays donateurs (ex. : coûts administratifs non comptabilisés par ailleurs).

APD AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS

L'APD aux pays les moins avancés (PMA) est présentée de différentes manières. Les apports bilatéraux rendent compte des fonds fournis directement par un pays donneur à un pays destinataire de l'aide.

Cependant, pour calculer l'effort d'APD total fourni par un donneur au regard de l'objectif défini par les Nations Unies pour les PMA, il faut réimputer aux bailleurs de fonds des organisations multilatérales les montants d'aide acheminée par ces organismes, sur la base d'une estimation des montants concernés. Pour de plus amples informations sur les apports multilatéraux imputés, voir : www.oecd.org/fr/cad/

financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/oecdmethodologyforcalculatingimpu tedmultilateraloda.htm

MARQUEUR RELATIF À L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Le marqueur de l'aide à l'appui de l'égalité femmes-hommes est un outil statistique permettant de mesurer les efforts d'aide axés sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les activités sont classées selon que l'égalité femmes-hommes en constitue l'objectif « principal » ou un objectif « significatif », c'est-à-dire important mais secondaire, ou qu'elle n'a pas été retenue comme objectif (les activités sont alors dites « non orientées vers l'objectif »). Dans les profils des membres du CAD, la base de calcul renvoie à l'aide bilatérale, ventilable et passée au crible du marqueur.

Source : OCDE (2019), « Projets d'aide visant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (CRS) », Statistiques de l'OCDE sur le développement international (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=DV_DCD_GENDER&lang=fr

MARQUEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Le graphique « APD bilatérale ventilable à l'appui d'objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2017 » élimine les chevauchements entre les marqueurs de Rio et le marqueur relatif à l'environnement : l'aide liée au climat y est représentée comme une sous-catégorie de l'aide totale en faveur de l'environnement ; l'aide relative à la biodiversité et l'aide au titre de la lutte contre la désertification sont aussi incluses (soit par chevauchement de l'aide liée au climat,

soit au titre des apports complémentaires – autres apports – d'aide en faveur de l'environnement), mais elles ne sont pas indiquées séparément afin de préserver la lisibilité du graphique. Une activité peut avoir plusieurs objectifs stratégiques à la fois. La raison en est que les objectifs des trois conventions de Rio (de portée mondiale) et les objectifs environnementaux locaux se renforcent mutuellement. Une même activité peut être signalée comme portant, par exemple, sur l'atténuation du changement climatique et la biodiversité, ou sur la biodiversité et la lutte contre la désertification.

« L'aide liée au climat » recouvre à la fois l'aide à l'appui de l'atténuation du changement climatique et l'aide en faveur de l'adaptation au changement climatique. Dans les profils des membres du CAD, la base de calcul est l'APD bilatérale ventilable. Pour plus de précisions, voir : www.oecd.org/fr/cad/environnement-developpement/conventionsrio.htm

Source : OCDE (2019), « Activités d'aide visant les objectifs environnementaux mondiaux », Statistiques de l'OCDE sur le développement international (base de données), <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=RIOMARKERS>

AIDE BILATÉRALE VENTILABLE

L'aide bilatérale ventilable est la base de calcul utilisée pour l'ensemble des marqueurs (marqueur relatif à l'égalité femmes-hommes, marqueurs relatifs à l'environnement). Elle couvre l'APD bilatérale, de laquelle relèvent plusieurs types d'aide : A02 (soutien budgétaire sectoriel), B01 (contribution au budget régulier des ONG), B03 (fonds à objet spécifique gérés par une organisation internationale), B04 (mise en commun de fonds), C01 (projets), D01 (personnel du pays donneur), D02 (autres formes d'assistance technique) et E01 (bourses dans le pays donneur).

MONTANTS MOBILISÉS AUPRÈS DU SECTEUR PRIVÉ

Dans les statistiques du CAD de l'OCDE, on entend par mobilisation la stimulation, par des mécanismes/interventions spécifiques de financement, d'apports de ressources additionnelles à l'appui du développement. Les méthodologies relatives à la notification des apports mobilisés sont définies instrument par instrument (voir l'Annexe 6 du document DCD/DAC/STAT(2018)9/ADD1/FINAL), mais elles se conforment globalement aux principes de causalité entre les financements privés mobilisés en vue d'un projet spécifique et une intervention du secteur public, et d'une attribution au pro rata de façon à éviter le double comptage dans les cas où plus d'un fournisseur public intervient dans le cadre d'un projet mobilisant des financements privés. Les montants mobilisés auprès du secteur privé couvrent l'ensemble des financements privés mobilisés par des interventions publiques de financement du développement indépendamment de l'origine des fonds privés (pays fournisseur, pays destinataire, pays tiers). L'objet de la collecte de données par l'OCDE sur les montants mobilisés auprès du secteur privé est double : i) améliorer les données relatives au volume des ressources mises à la disposition des pays en développement (point de vue du destinataire) ; et ii) valoriser l'utilisation par le secteur public de mécanismes ayant un effet mobilisateur (point de vue du fournisseur). Les données sont obtenues dans le cadre de l'exercice de notification auprès du SNPC pour les instruments de financement suivants : prêts consortiaux, garanties, parts dans des organismes de placement collectif, investissement direct dans des entreprises / structures ad hoc de financement de projets et lignes de crédit. Des travaux sont en cours pour élargir le champ de cette mesure afin d'y inclure également les accords de cofinancement, y compris sous la forme d'assistance technique.

APD VERSÉE PAR L'INTERMÉDIAIRE D'ORGANISMES PUBLICS

L'organisme d'exécution est l'entité publique (organisme ou service relevant de l'administration centrale, de l'administration d'État ou d'administrations locales) qui finance l'activité sur ses propres ressources budgétaires. C'est le titulaire du budget, qui contrôle l'activité pour son propre compte.

FINANCEMENT PRIVÉ À L'APPUI DU DÉVELOPPEMENT

Le financement privé à l'appui du développement (FPD) comprend les transactions transfrontalières effectuées

par le secteur privé et qui ont pour objectif principal la promotion du développement économique et de la prospérité des pays et territoires figurant dans la Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et qui proviennent de fondations ou d'autres ressources propres d'organisations privées, notamment des dotations, les donations d'entreprises ou de particuliers (y compris les particuliers très fortunés et autres financements participatifs), héritages, legs, ainsi que de revenus provenant de redevances, d'investissements (y compris titres d'État), de dividendes, de loteries ou d'autres sources comparables. Pour plus d'informations, voir <http://www.oecd.org/fr/developpement/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/au-dela-apd-philanthropie-privee.htm>.

Coopération pour le développement 2019

UN AVENIR PLUS JUSTE, PLUS VERT ET PLUS SÛR

Cette 57e édition du rapport analyse les enjeux de l'articulation de la coopération pour le développement avec les priorités mondiales les plus urgentes, comme la lutte contre le changement climatique ou les conséquences de la trop lente mise en oeuvre du Programme 2030 pour les Objectifs de développement durable. Le rapport propose aux membres de l'OCDE et aux autres acteurs du développement des données, des analyses et des exemples pour les aider à redynamiser le débat public au niveau national, et porter au moyen d'une coopération renouvelée les solutions dont le monde a besoin. Enfin, il appelle à un changement de cap pour la coopération au développement au vingt-et-unième siècle. Il comprend également un panorama actualisé de la coopération pour le développement, étayé par les données de plus de 80 fournisseurs, membres de l'OCDE et du Comité d'aide au développement, mais aussi d'autres pays ou encore des fondations philanthropiques. Ce rapport est complémentaire aux web books : Les profils de coopération au développement.

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/71a10470-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.



ISBN 978-92-64-82646-5

